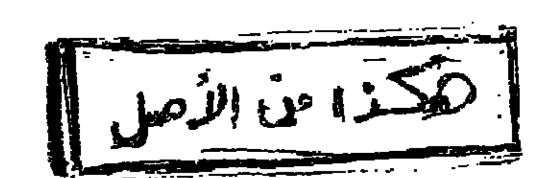


Chirac
Madrid

Le ministre de la culture s'approprie la communic

GRAND JURY RTL-Le Monde

SÉGOLÈNE ROYAL

RTL



Le Monde Radio-Télévision
Tous les programmes

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – N° 15656 – 7 F – DIMANCHE 28 - LUNDI 29 MAI 1995 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 8 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0146 - 0528 - 7,00 F

Le chantage des Serbes de Bosnie sur les « casques bleus » suscite le désarroi de la communauté internationale

Deux soldats français ont été tués, samedi matin, à Sarajevo lors d'affrontements avec les milices de Radovan Karadzic

LA COMMUNAUTÉ internationale restait paralysée, samedi 27 mai, après la prise en otage, la veille, de cent soixante-sept « casques bleus » et observateurs de l'ONU par les sécessionnistes serbes de Bosnie. Le chantage exercé par les Serbes sur la vie de leurs prisonniers semblait devoir empêcher toute nouvelle frappe aérienne de l'OTAN et c'est plutôt par la négociation, par l'entremise de Boris Eltsine en particulier, que les Occidentaux espéraient sortir de cette situation.

Le président russe s'est déclaré disposé à intervenir dès lors qu'il aurait l'assurance qu'il n'y aura plus de raid de l'OTAN. Jacques Chirac, pour sa part, a réitéré, dans un entretien téléphonique avec le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, la menace d'un retrait des « casques bleus » français si une double condition n'était pas rapidement satisfaite : « *renforcement* » de la Forpronu et renouvellement de son mandat, d'une part, reprise de pourparlers politique sur un règlement global du conflit bosniaque, d'autre part.

La mort, samedi matin, à Sarajevo, de deux « casques bleus » français ne fera que renforcer la volonté de Paris de sortir du *statu quo* au plus vite. Leur décès porte à trente-cinq le nombre de Français de la Forpronu à avoir trouvé la mort en Bosnie. Ils ont été tués lors d'affrontements avec les milices serbes de Radovan Karadzic qui venaient d'investir un poste d'observation de la Forpronu. Quatre de leurs camarades ont été blessés et dix faits prisonniers par les assaillants. Ce nouvel accrochage est intervenu alors que les Serbes ont encore resserré leur emprise sur la ville qu'ils assiègent depuis plus de trois ans. Non contents de tenir Sarajevo, et son aéroport, sous le feu de leurs armes lourdes, ils ont, vendredi soir, coupé l'approvisionnement de la ville en eau et en électricité.

Dans le centre du pays, la population de Tuzla était encore sous le choc du bombardement serbe de jeudi sur deux cafés fréquentés par des jeunes gens. Le dernier bilan de ce massacre – qui a suscité bien peu de réactions de la communauté internationale – s'élevait, samedi, à soixante-seize morts et cent cinquante blessés.

Lire pages 2, 3, 12 et 22



Réagir

L'EUROPE a longtemps cru que son avenir n'était pas en jeu dans l'ex-Yougoslavie. Elle a eu tort. Depuis quatre ans, depuis les premiers combats en Croatie, en août 1991, suivis de l'offensive serbe en Bosnie, au printemps 1992, elle a cru que ne se jouait là-bas qu'un conflit ancestral et périphérique que l'adjectif « *balkanique* » suffisait à mettre à distance. Elle n'a cessé de sous-estimer cette guerre, multipliant les concessions à l'agresseur serbe, refusant de choisir le camp des victimes bosniaques et croates, privilégiant l'urgence humanitaire sans rendre crédible une solution militaire.

ÉDITORIAL

« *On tire ou on se tire.* » Enoncée par des diplomates et des militaires français, meurtris par l'impuissance qui leur était imposée sur le terrain, la formule est plus que jamais d'actualité. L'Europe est en péril si elle s'avère incapable de mettre fin au retour de la guerre sur le continent. Imposer la paix suppose de désigner l'adversaire. Sauf à ajouter le déshonneur à l'impuissance, on ne sortira les « casques bleus » du piège yougoslave qu'en se donnant les moyens de mettre en joue les Serbes de Bosnie.

Pour les civils bosniaques assiégés, les seuils de l'humiliation et de l'horreur ont depuis longtemps été franchis. La communauté internationale les subit à son tour. On voudrait encore espérer qu'elle saura répondre à l'affront en retrouvant sa liberté d'action afin d'affirmer clairement aux Serbes de Bosnie que le temps de l'impunité est passé.

J.-M. C.

Notre ancêtre « Adam » serait âgé de 270 000 ans

LA GÉNÉTIQUE, venant au secours des paléontologues, avait déjà déniché, dans les années 80, une « Eve noire », qui serait apparue il y a 200 000 ans en Afrique. Cette hypothétique mère de tous les *Homo sapiens* devra désormais compter avec un nouvel « Adam », vieux de 270 000 ans, et qui serait lui aussi porteur du patrimoine héréditaire commun à l'ensemble de l'humanité. Cet « ancêtre » a été traqué dans l'acide désoxyribonucléique (ADN), support de l'hérédité, par une équipe de l'université Yale (Connecticut), dont les résultats sont publiés dans l'hebdomadaire américain *Science* daté du 26 mai.

Pour parcourir cet immense arbre généalogique, l'équipe américaine est partie de filaments d'ADN constituant une portion particulière du chromosome Y, qui ne se transmet que de père en fils. Des études menées sur le singe ont permis de déterminer le rythme de mutation de ces quelques gènes, au fil des générations. En comparant ces 729 bases d'ADN chez 38 hommes contemporains choisis parmi les principaux groupes humains, il a été possible de calculer la « distance génétique » qui les séparait et de remonter, de génération en génération, jusqu'à l'époque où, statistiquement, cette distance était nulle, et où l'ensemble des humains partageaient un patrimoine héréditaire quasi identique.

« *J'aime l'idée selon laquelle nous sommes une espèce assez récente, et qui veut que chacun d'entre nous soit relié à un ancêtre commun, qui vivait il n'y a pas si longtemps, sur l'échelle de l'évolution* », explique Robert Dorit, l'un des chercheurs de l'équipe américaine. Mais le généticien ne plaide pas pour une genèse naïve, selon laquelle un seul homme et une seule femme seraient à l'origine de l'humanité. L'étude montre plutôt que le berceau de l'humanité est sans doute une tribu de quelques milliers d'individus qui aurait peu à peu crû.

Cette approche est cependant purement génétique : elle ne fait appel ni aux ossements ni aux éléments de terrain. Allan Wilson, de l'université de Berkeley, en Californie, découvreur de l'« Eve noire » en 1987, avait dû reconnaître quatre ans plus tard que le matériel génétique sur lequel il s'était fondé (de l'ADN mitochondrial à mutation rapide) n'était pas entièrement transmis de mère en fille, ce qui fragilisait son hypothèse.

En outre, nombre de généticiens mettent en doute la validité statistique de cette méthode. Il est en effet très difficile d'apprécier la variabilité génétique au fil du temps : ce qu'une mutation a défait, une autre a la possibilité de le refaire. Des facteurs externes, comme les rayons ultraviolets, peuvent aussi multiplier le rythme des mutations. Résultat, la statistique a tôt fait de s'égarer de plusieurs milliers d'années.

Le nouveau groupe d'« Adam », que de nombreuses équipes recherchaient parallèlement, présente-t-il plus de garanties que l'« Eve noire » ? Oui, dans la mesure où l'équipe américaine a pris le soin de sélectionner un chromosome dont on est sûr qu'il n'est transmis que dans la lignée mâle. Nul doute cependant que la controverse rebondira, ne serait-ce que pour tenter de réunir le couple mythique, encore séparé par 70 000 ans de gènes et de statistiques.

Hervé Morin

Cannes face à l'actualité



EMIR KUSTURICA

LORSQU'EST APPARU sur l'écran le mot « Yougoslavie », au Festival de Cannes, vendredi 26 mai, les applaudissements ont fusé. Quelque trois heures plus tard, une immense ovation a salué la dernière image d'*Underground*, d'Emir Kusturica et la phrase : « *Cette histoire n'a pas de fin.* » Entre les deux, un déluge d'images, de musiques et de sons, pour raconter, de 1941 à nos jours, la vie de deux amis, qui s'affrontent et se déchirent dans le fracas des bombes.

Cannes se retrouvait alors au confluent du cinéma et de l'actualité. Ce n'est peut-être pas la meilleure situation pour juger *Underground*, œuvre d'un écorché vif qui aime les provocations et les éclats. Ce n'est pas non plus la pire, surtout pour Kusturica, qui affirme que « *Dieu lui-même* [l']*a placé en un lieu maudit et assez éloigné de l'Occident et de l'Orient pour que l'oubli enfouisse aisément nos souffrances, nos joies et nos chagrins* ».

Lire page 18

Les fils du Heysel et la guérilla du football

LE DRAME DU HEYSEL, le 29 mai 1985, avec ses trente-neuf victimes et ses centaines de blessés, n'a pas échappé à l'usure du temps. Dix ans ont passé depuis cette soirée meurtrière dans les tribunes du stade bruxellois, une heure avant la finale de la Coupe d'Europe Liverpool-Juventus de Turin. Qui se souvient de l'ivresse des hooligans anglais chargeant la foule italienne, de l'incompétence des policiers belges, des corps amassés, étouffés, déchiquetés, au bas du bloc Z ? Dans l'urgence de l'indignation, sous le choc des images retransmises en direct sur les écrans du monde entier, le milieu du football s'était astreint à un examen de conscience. Il s'était trouvé bien des dirigeants, bien des joueurs, bien des supporteurs pour se retrancher derrière le traditionnel « *Plus jamais ça* ». Et le spectacle avait continué, avec d'autres matches, d'autres violences.

Aujourd'hui, dix ans après, ces mêmes images seront sans doute rediffusées le 29 mai, au nom du devoir de mémoire. Mais l'indignation s'est émoussée. Le hooliganisme s'est imposé comme une fatalité de l'époque. Ces derniers mois, sur le front des stades, un jeune homme a été assassiné en Italie, un autre est mort en Angleterre ; Londres, Dublin et Gênes ont vécu des soirs d'émeute. Plus une grande rencontre sans des milliers de policiers, des hélicoptères, des hordes de supporteurs sous escorte.

Seules les méthodes ont évolué : les incidents les plus graves n'ont plus lieu dans les tribunes, placées sous surveillance vidéo, mais à l'extérieur, dans les rues environnantes, aux abords des gares. Le hooliganisme est devenue une affaire de groupes restreints, bandes contre bandes, une sorte de *West Side Story* du ballon rond. Chacun défend ses couleurs, son territoire, invente de nouvelles techniques pour déjouer les dispositifs policiers et commettre des actes de vandalisme.

Le football n'aurait-il pas retenu les leçons de Bruxelles ? Les stades sont mieux équipés, les supporteurs mieux encadrés, les policiers mieux formés, mais la violence sévit toujours, en de brusques accès de fièvre, un jour à Paris, l'autre à Rome. Les instances du football, largement mises en cause en 1985, persistent à rejeter toute responsabilité dans cette évolution, à certifier que ces casseurs n'ont « *rien à voir avec la famille du sport* ». Ils en font pourtant bel et bien partie, de cette famille. Ils en sont même les rejetons indignes, eux qui aiment autant la bagarre que le ballon. Ce sont, quoi qu'on en dise, les fils du Heysel.

Ils avaient entre huit et quinze ans le 29 mai 1985. Devant leur poste de télévision, ils ont vu leur « foot-passion » virer au « foot assassin ». Ils auraient dû en être marqués à jamais, grandir avec ce souvenir et donc ne pas sombrer, à leur tour, dans cette guérilla tribale. De téléspectateurs, ils sont pourtant devenus acteurs. A leurs yeux, le Heysel n'est qu'une lointaine bataille d'ancêtres, la préhistoire du hooliganisme, le « Marignan » des casseurs. Ils en connaissent le bilan, mais leur mémoire ne laisse pas prise aux scrupules. La télévision, dont tout le monde pensait qu'elle contribuerait à enrayer le mal par ces gros plans sur le bloc Z, a juste été un témoin passager et impuissant. Pis : elle a peut-être suscité des vocations.

Au-delà du sport et de ses dérives, l'attitude des hooligans actuels est révélatrice de l'évolution de toute une frange de la jeunesse européenne dans sa perception de la violence et de l'image. Des stades aux cités de banlieue, ces jeunes voient souvent l'émeute comme un plaisir ritualisé, une aventure renouvelée de semaine en semaine.

Pour cette génération des jeux vidéo et du multimédia, la violence s'est tellement banalisée qu'elle s'apparente désormais à un produit de fast-food, sitôt consommé, sitôt oublié. L'essentiel est d'avancer poing en avant, de saisir l'instant présent, d'avoir « *tout, tout de suite* », sans se soucier du passé ni de l'avenir, sans avoir conscience des dangers. Le reste, l'histoire, Bruxelles, Liverpool, le bloc Z, c'était il y a dix ans, autant dire un siècle pour des mémoires oublieuses.

Les images ? Elles aussi sont consommées mais pas retenues. Elles défilent, vieillies, sans les émouvoir outre mesure, comme si tout cela n'avait jamais existé, comme s'ils ne craignaient pas de mourir ainsi, un jour ou l'autre, au Parc des Princes ou ailleurs. En renvoyant à l'actualité, aux journaux télévisés, aux films de fiction, ils répondent simplement : « *Il y a pire, non ?* »

Philippe Broussard

OTAGES 167 « casques bleus » étaient toujours retenus en otage samedi 27 mai par les Serbes de Bosnie, qui s'en servent pour dissuader toute nouvelle frappe aérienne de l'OTAN contre leurs installations militaires et empêcher tout mouvement de la Forpronu. ● LE PRÉSIDENT de la République, Jacques Chirac, a menacé de retirer le contingent français de Bosnie d'ici quelques semaines si le dispositif de la Forpronu n'était pas *« renforcé et concentré »* et si les négociations restaient dans l'impasse. ● LA PLUPART des dirigeants occidentaux espèrent que le président Boris Eltsine pourra user de son influence auprès des Serbes pour débloquer la situation. Outre des consultations informelles à l'ONU à New York, les ministres des affaires étrangères de l'OTAN se réuniront les 30 et 31 mai près de La Haye. Leur homologue russe les rejoindra le 31.

Les Serbes de Bosnie paralysent l'OTAN et les « casques bleus » de la Forpronu

Les milices de Radovan Karadzic retiennent 167 soldats de l'ONU en otages, enrayant ainsi avec succès toute mesure de rétorsion après le massacre de Tuzla, qui a fait 76 morts

SARAJEVO
de notre correspondant

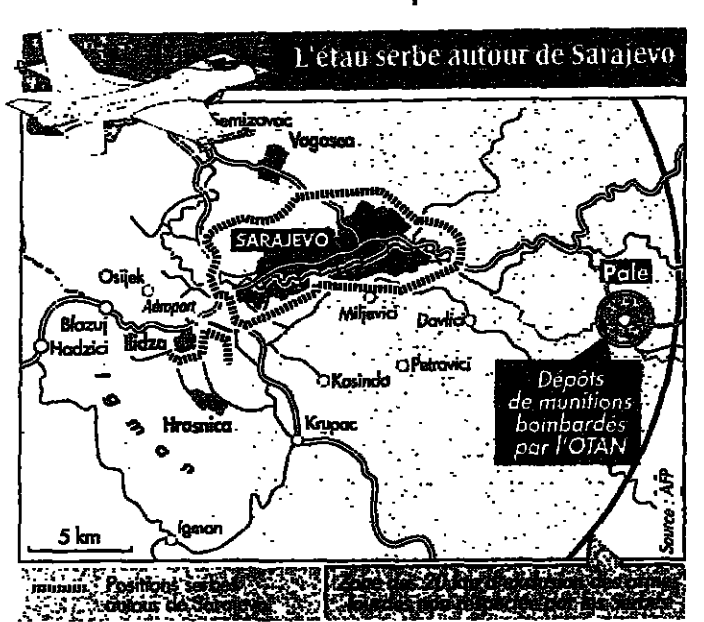
Pale a choisi l'épreuve de force. Après le massacre de Tuzla et l'attaque contre une zone de sécurité de l'ONU, les Serbes de Bosnie ont répliqué au second raid aérien de l'OTAN, vendredi 26 mai, en capturant plus de cent soixante « casques bleus ». Dans les collines qui surplombent Sarajevo ainsi qu'à Pale, le fief des séparatistes serbes, les otages ont été dispersés sur des sites stratégiques afin de prévenir toute tentative de l'OTAN d'effectuer de nouvelles frappes aériennes.

Objectif temporairement atteint puisque aucun raid n'a eu lieu vendredi après-midi, alors *que les Serbes ne s'étaient en aucune façon conformés aux requêtes de la Forpronu. Un ultimatum exigeait le retrait de toutes* les armes lourdes de la region de Sarajevo avant vendredi à midi. *Malgré tout, à l'état-major des* « casques bleus », on se disait prêt à intervenir samedi 27 mai après consultations avec le siège des Nations unies à New York.

Les Serbes sont, de toute façon, parvenus à impressionner fortement le commandement de la Forpronu. A plusieurs reprises déjà, en 1994, ils avaient utilisé des « casques bleus » pris en otage *afin de se protéger d'une intervention aérienne. Mais* c'est la première fois que les « boucliers humains » sont ainsi montrés à la *télévision, désarmés, enchaînés* à un pont ou devant un dépôt de munitions.

Un observateur militaire de l'ONU est apparu attaché à la grille d'aération d'un hangar, deux à des pylônes, puis encore cinq à différents ponts. Un homme a également été enchaîné à un radar, au sommet d'une montagne qui pourrait être celle de Jahorina. Les Serbes ont menacé de mort les quarante-huit observateurs déployés sur leur territoire en cas de nouvelle intervention de l'OTAN.

Par ailleurs, les combattants serbes s'en sont pris aux « casques bleus » chargés du contrôle des armes lourdes au*tour de Sarajevo. Plus d'une centaine* de « soldats de la paix » sont ainsi retenus (dont plusieurs *dizaines de Français et une trentaine* d'Ukrainiens). Vendredi soir, au terme de plusieurs heures d'extrême tension, les Serbes ont désarmé 21 « casques bleus » français du poste de Poljine. Après avoir menacé le lieutenant, qui refusait la reddition de ses hommes, les miliciens ont lancé une grenade et tiré une roquette en direction du poste français, *sans que l'attaque ne fasse de* blessés. *Les « casques bleus »* ont alors remis leurs armes aux Serbes et ont été transportés dans différentes casernes de la région.



« BRAS D'HONNEUR »

« Cette épreuve de force dépasse le cadre du mandat de la Forpronu, estime un officier de l'état-major. *Les Serbes sont en train d'adresser un incroyable bras d'honneur à toute la communauté internationale. Il va falloir décider si nous sommes prêts à sacrifier des hommes pour une cause politique ou si nous cédons aux menaces. »*

Vendredi soir, les officiers français affichaient des opinions nettement moins va-t-en-guerre que la veille. Répliquer à l'affront serbe et assurer le respect de l'ultimatum paraissait futile à certains, en comparaison du danger que courent les « casques bleus » prisonniers. D'autres, en revanche, jugeaient *« intolérable »* l'idée de *« céder au chantage »* de Pale. *« Si nous répondons à la brutalité par la faiblesse, plus jamais nous ne serons respectés, et nous n'aurons plus qu'à quitter la Bosnie la tête basse »*, dit un capitaine.

Au quartier général des forces de l'*ONU à Zagreb*, le *discours* demeure celui de la fermeté. *« Les Nations unies ne se laisseront pas intimider*, commente un porte-parole, Fred Eckhard. *Nous sommes prêts à aller aussi loin que cela sera nécessaire. »*

PARI RISQUÉ

M. Eckhard affirme que le commandement de la Force avait envisagé une telle escalade avant d'ordonner les raids de l'OTAN, sachant *« qu'un certain risque était inévitable »*. *« Nous sommes conscients, avec peine, de leur calvaire, mais nous poursuivons un objectif plus vaste »*, ajoute un autre porte-parole en évoquant les otages. M. Gunness précise que *« l'option aérienne est activement considérée par l'OTAN et l'ONU. »*

Si un nouveau raid aérien était effectué, ce serait la première fois de son histoire que la Forpronu braverait ainsi les forces serbes et passerait outre les menaces de mort proférées à l'encontre des « casques bleus ». L'opération serait un pari risqué. Pale a clairement réaffirmé *« le droit des Serbes à défendre leur Etat et leur liberté »*, dénonçant la *« conspiration internationale »* contre laquelle ils combattent. En faisant le choix de la confrontation plutôt que de déposer quelques ca*nons dans un hangar* de la Forpronu, ce qui n'a jamais engagé à grand-chose, les Serbes savent qu'ils ne mettent pas en danger leur puissance militaire.

Les raids de l'OTAN n'ont été, jusqu'à présent, que des interventions symboliques destinées à *« adresser un signal »*, non pas à déclarer la guerre. Les Serbes savent que la détention d'otages fera éviter à l'OTAN de causer la moindre perte humaine. Si le risque est donc minime, encore faut-il que le résultat en vaille la peine. Et dans le cas présent nul ne saisit clairement le but poursuivi par *Pale, sauf s'il existe une* volonté de provoquer le départ de la Forpronu de Bosnie-Herzégovine. Ou peut-être les Serbes sont-ils simplement piégés par leur propre jeu : celui de l'intransigeance et de la fuite en avant.

Rémy Ourdan

« L'enfer » de Tuzla

SARAJEVO
de notre correspondant

« C'etait l'enfer. » Beth Coe, déléguée du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Tuzla, tente d'évoquer le massacre du jeudi 25 mai dans cette petite ville du centre de la Bosnie. *« C'était l'enfer. Partout le chaos. »* Beth dînait dans un restaurant proche de l'endroit du carnage. Elle fut sur les lieux immédiatement. *« C'etait terrifiant. Des blessés gisaient partout, attendant d'être transportes vers l'hôpital*, raconte-t-elle. *Le sol était envahi de corps déchiquetés. La scène était atroce, insoutenable. Des survivants couraient, hurlaient, pleuraient, en état de choc. »*

Les artilleurs ont pris pour cible une rue du centre de Tuzla où les jeunes se retrouvent chaque soir à la terrasse de plusieurs cafés. L'immense majorité des victimes (76 morts et 150 blessés) est âgée de quatorze à vingt ans. Ce soir-là, c'était la Fête de la jeunesse, instaurée par Tito du temps de la Yougoslavie. Une agréable soirée de printemps qui a tourné au cauchemar.

« Les gens de Tuzla n'arrivent pas à croire que ce bombardement a eu lieu, poursuit Beth Coe. *Ils sont abattus, ne parlent même pas de revanche. Ils viennent de subir le choc le plus violent de ces trois années de guerre. »* Beth décrit *« les visages anxieux, les regards perdus »* dans les rues de Tuzla le lendemain. La journée de samedi 27 mai a été décrétée *« journée de deuil national »* par la présidence bosniaque en mémoire des disparus.

R. O.

Où et qui sont les otages ?

Les hommes de l'ONU sont détenus sur douze sites différents

POUR FAIRE CESSER les raids aériens de l'OTAN, qui a frappé, jeudi 25 et vendredi 26 mai, à proximité de leur fief de Pale, les Serbes de Bosnie ont transformé des soldats de l'ONU en boucliers humains : 145 « casques bleus », dont 103 Français, et 22 observa*teurs militaires de l'ONU se trou*vaient encore samedi matin entre les mains des milices serbes de Bosnie, *selon l'ONU*. Soit un total de 167 personnes. Ils étaient retenus en des points de rassemblement d'armement dans douze sites différents situés autour de Sarajevo, mais certains ont été emmenés vers *« une destination inconnue »*.

21 Français d'abord retenus à Poljine auraient, selon la Forpronu, été emmenés vers un autre lieu. *21 autres Français étaient confinés* à Osijek, 39 à Lukavica et 22 à Bare ; 12 Russes se trouvaient dans la même *situation à Hresa, 12 Ukrai*niens à Krivoglavci et 18 autres à Ilidza.

Trois observateurs militaires – un Canadien, un Tchèque et un Russe – étaient retenus à Pale sur un dépôt de munitions, et 5 autres – un Polonais, un Espagnol, un Russe, un Ghanéen et un Tchèque – détenus dans la même ville *« ont probablement été emmenés vers une destination inconnue »*.

Un Finlandais, un Canadien, un Danois et un Népalais étaient retenus à Vogosca, où se trouve une importante usine militaire ; un Nigérian, un Tchèque, un Pakistanais, un Néerlandais, un Polonais et un Suédois à Kasindol ; un Suédois et un Danois à Lukavica, et un Brésilien et un Néerlandais à Grbavica, *selon cette liste établie par le secré*tariat de l'ONU.

Huit observateurs militaires des *Nations unies (UNMO)* ont été placés, enchaînés, à proximité d'objectifs potentiels de l'OTAN.

Les « casques bleus » qui gardaient les postes de rassemblement d'armes lourdes de Poljine, Lukavica et Krivoglavci ont également vu leurs positions envahies par les soldats serbes. Désarmés, la plupart ont été laissés sur place, et d'autres conduits dans des postes de commandement serbes. La Forpronu considère qu'eux aussi sont utilisés comme boucliers humains. Les Serbes de Bosnie avaient déjà utilisé des soldats de l'ONU comme *boucliers humains mais sans cher*cher, à l'époque, d'exploitation médiatique.

Mais le véritable précédent se déroula en Irak. Après l'invasion du Koweït, le 2 août 1990, plusieurs milliers de civils occidentaux, arabes et asiatiques avaient été placés sous la « protection » des autorités irakiennes, environ 500 d'entre eux étant utilisés pendant plus de quatre mois comme boucliers humains dans des installations militaires, des raffineries et des hôtels, pour prévenir d'éventuels bombardements. Le *président irakien Saddam Hussein of*frit alors de libérer ces otages en échange d'un *retrait des troupes* américaines stationnées en Arabie saoudite et de la levée du blocus économique. *Saddam Hussein dé*cida de libérer la totalité des otages à partir du 25 décembre, sur une *période de trois mois*, si *« rien ne venait perturber le climat de paix »*. Le 6 décembre, il renonçait à ce moyen de chantage et annonçait leur libération à l'approche de discussions. Les otages ont été évacués par pont aérien les jours suivants, soit près d'un mois avant que les forces alliées *ne dé*clenchent leur intervention contre l'Irak. – *(AFP.)*

Images de propagande

***Les images d'observateurs de l'ONU enchaînés et humiliés* par les Serbes de Bosnie ont été tournées et diffusées, vendredi 26 mai, par la Télévision serbe bosniaque (TSB), un organe d'information entièrement à la *solde de Radovan Karadzic*. Ce reportage n'est pas passé à la télévision officielle de Serbie. Celle-ci a juste mentionné les raids de l'OTAN, au milieu de son journal télévisé. Seule la chaîne privée de Belgrade *Studio B* a diffusé les images des otages.**

Le reportage a été offert à l'agence Reuter, qui l'a mis immédiatement à la disposition d'Euro Vision News (EVN), la bourse d'informations en images qui unit tous les journaux télévisés des chaînes membres de l'Union européenne de radiodiffusion (UER). C'est ainsi qu'elles ont fait le tour du monde. A l'agence Reuter à Londres, on a parfaitement conscience d'avoir été alimenté en images dans un but de propagande. *« Cela arrive tout le temps que des gouvernements ou des télés gouvernementales nous proposent des images. Nous acceptons ou refusons, au cas par cas. »*

Les limites de la stratégie aérienne

LES AVIONS DE L'OTAN s'en sont pris à des cibles fixes en Bosnie, et ce choix, à la différence de ce qui s'était passé en 1994, *lorsque les raids avaient* eu des blindés ou des pièces d'artillerie comme objectifs, n'est pas tout à *fait innocent. Les etats-majors ont* sans doute tenu à éviter ce qu'ils appellent les *« dommages collatéraux »*, *c'est-à-dire le bombarde*ment de civils et des destructions sans aucune discrimination. Il faut *admettre aussi que de telles opé*rations sont plus faciles et moins risquées a exécuter : les cibles fixes – comme *des dépôts de munitions* – sont plus aisées à situer, puis à toucher quel que soit l'environnement.

Mais cette option est aussi une illustration du fait qu'une action militaire en elle-même n'est jamais là, en définitive, que pour aider à la reprise du dialogue ou accompagner une ouverture diplomatique dès lors que l'ONU n'est pas une force de guerre. Ce qui est le cas en Bosnie.

L'OTAN a frappé contre les Serbes qui ne respectaient pas l'ultimatum de l'ONU, fait-on observer dans les milieux militaires, où l'on note que les avions n'ont pas eu à intervenir, jeudi 25 et vendredi 26 mai, contre des objectifs musulmans parce que les forces bosniaques « se tiennent à carreau », comptant sur l'organisation alliée pour faire *indirectement leur tra*vail. Avec le deuxième raid, les avions de l'OTAN sont venus parachever ce qu'ils n'avaient pas tout à fait réussi avec le premier.

Pour autant, la « solution » militaire n'en est pas une. Les experts en conviennent volontiers. Pour au moins deux raisons. D'abord, il a fallu prendre en compte le risque majeur – et prévisible – que des « casques bleus » et des observa*teurs de l'ONU désarmés soient* menacés en retour. Ce qui fragilise toute opération, dès même sa *conception. Ensuite, il est probable* que les Serbes estimeront « futile » le motif de l'intervention *de l'OTAN dans la mesure où*, depuis plusieurs mois, ils sont parvenus à narguer la communauté in*ternationale sans autre réaction* de sa part.

« On a frappé, mais où est l'ouverture politique ? », se demande-t-on dans les milieux militaires. D'un simple point de vue opérationnel, les deux raid aériens de l'OTAN ne sont pas complètement satisfaisants si, d'une part, ceux qui en sont la cible considèrent que *« le message a été trop brutal »* à leur goût et si, d'autre part, *« on ne propose rien en échange »*. Comme le confie un responsable militaire de haut rang à Paris, *« il faut un discours politique à côté d'une action militaire »*, et c'est sans doute par là que pèche la « frappe » de l'OTAN. D'autant que la stratégie aérienne, c'est-à-dire l'utilisation ponctuelle, voire sélective, de l'arme aérienne comme moyen privilégié et unique *de pousser un interlocuteur dans* ses retranchements, n'a jamais été la panacée.

Jacques Isnard

Clés pour un conflit

● **Forpronu** : les « casques bleus », présents en Bosnie depuis mars 1992, sont actuellement au nombre de 23 500. Les plus gros contingents sont français (4 000) et britannique (2 000). Après l'assassinat fin avril de deux soldats français et la rupture de la trêve qui avait été conclue au début de l'année, la France a menacé de retirer son contingent si aucune perspective de *négociation ne se dessinait à très* court terme.

● **Zones de sécurité** : leur création *a été décidée en mai* 1993, sur proposition française, lors d'une réunion à Washington entre *Américains, Français, Britanniques*, Allemands et Russes, pour protéger les populations civiles des villes de *Bosnie assiégées par les forces* serbes. Cette décision a donné lieu à la résolution 836 de l'ONU, qui autorise *l'ONU* à riposter ou à demander un appui aérien en cas d'agression contre ces zones, au nombre de six (Sarajevo, Tuzla, Bihac, Srebrenica, Gorazdé et Zepa). C'est en s'appuyant sur ce texte et ceux qui par la suite ont précisé la notion de *« zone de sécurité »* que l'OTAN a pu, en février 1994, lancer avec succès un ultimatum aux Serbes à Sarajevo. En revanche, les forces serbes sont entrées dans Gorazdé (avril 1994), dans Bihac (novembre 1994), ont empêché la réouverture de l'aéroport de Tuzla et ont repris ces dernières semaines le pilonnage de Sarajevo, *en violation du statut* de zones de sécurité de ces villes.

● **Groupe de contact** : il a été créé, *sur une initiative française*, après l'ultimatum de février 1994 sur Sarajevo, pour prendre le relai des efforts de médiation infructueux de David Owen (pour l'Union européenne) et de Thorvald Stoltenberg (pour l'ONU) visant à dégager un règlement dans l'ex-Yougoslavie. Il réunit régulièrement des représentants de cinq pays (Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne). L'idée était que la communauté internationale ne retrouverait quelque influence dans la région que si elle défendait une *position commune. Le Groupe* avait perdu toute cohésion, notamment après que Bill Clinton, en annonçant *à l'automne que les Etats-Unis* ne participeraient plus au contrôle de l'embargo sur les armes, eut donné *l'impression de* rompre *la solidarité*. Il était cependant en train, de nouveau, de resserrer les rangs autour du plan proposé par la France pour réamorcer le processus de négociation.

● **Plan des grandes puissances** : l'objectif est d'isoler les Serbes de Bosnie, seule partie à ne pas accepter le schéma de règlement mis au point par la communauté internationale, qui propose de faire de la Bosnie un Etat composé de deux entités : l'une croato-musulmane qui disposerait de 51 % du territoire, l'autre serbe avec 49 % (contre près de 70 % actuellement). Le groupe de contact s'efforce depuis des semaines d'obtenir de Slobodan Milosevic, en échange d'une suspension des sanctions économiques qui lui sont imposées depuis 1992, une *reconnaissance de la Bosnie* avec contrôle de ses frontières, qui enterrerait, pour le moment du moins, l'idée d'un regroupement de tous les territoires serbes de l'ex-Yougoslavie. Le groupe de contact estimait il y a quelques jours être très près d'un accord.



Les Occidentaux pris au piège de leur inaction

Jacques Chirac est décidé à retirer les soldats français de Bosnie d'ici quelques semaines si le statu quo diplomatique et militaire se prolonge

LA CAMÉRA tourne autour d'eux. Ils ont le regard fixe et les mains enchaînées autour d'un poteau. Ils sont russe, tchèque, canadien. Représentants de l'ONU en Bosnie, ils sont l'incarnation même de l'impuissance. Ils sont l'image d'une communauté internationale aux mains liées complaisamment diffusée vendredi sur toutes les télévisions du monde par les Serbes de Bosnie. Une image tellement parlante qu'on se demande si les hommes de Radovan Karadzic, dans leur délire à la Saddam Hussein, n'ont pas atteint avec elle leur véritable objectif de guerre : démontrer qu'ils tiennent le monde entier en respect.

Suivent d'autres images : des corps déchiquetés qui, avant l'obus serbe, étaient des jeunes gens attablés à des terrasses de café, des scènes d'affolement éperdu dans un hôpital de Tuzla. Autre illustration de l'impuissance internationale, infiniment plus brutale, mais qui a donné lieu depuis quarante-huit heures dans les capitales occidentales à beaucoup moins de commentaires.

La Bosnie, qui avait déserté les esprits pour cause d'élections ici, pour cause de lassitude ailleurs, a resurgi vendredi avec une extrême violence sur les écrans de télévision et a déclenché une agitation fébrile dans les chancelleries endormies. Helmut Kohl et John Major ont téléphoné à Boris Eltsine, Jacques Chirac a téléphoné à Boutros Boutros-Ghali, Alain Juppé a téléphoné à John Major, abrégé sa campagne électorale à Bordeaux, participé vendredi après-midi à un conseil restreint à l'Elysée. Une « cellule de crise » siège en permanence au Quai d'Orsay. Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni d'urgence, vendredi à New York, pour condamner les Serbes. Le Conseil atlantique devait se réunir de façon informelle samedi à Bruxelles, puis comme prévu au niveau ministériel les 30 et 31 mai près de La Haye, où aura lieu aussi mercredi une réunion ministérielle du « groupe de contact » sur l'ex-Yougoslavie.

Une mobilisation qui vient, encore une fois, trop tard. Le piège s'est refermé comme les menottes aux poignets de ces observateurs de l'ONU dont Radovan Karadzic a fait ses otages, son arme paralysante. La « fermeté » que l'on prête, à l'Elysée, au président de la République Jacques Chirac n'est pour l'instant pas en mesure de s'exercer, pas plus que celle de quiconque. Le représentant du secrétaire général de l'ONU, Yasushi Akashi, s'est opposé vendredi après-midi à ce que l'OTAN déclenche mécaniquement une troisième frappe aérienne contre des cibles militaires serbes. Il continuera vraisemblablement de s'y opposer tant que des hommes de la Forpronu resteront prisonniers des Serbes, malgré les offres de service réitérées vendredi soir par l'alliance atlantique. *« La Forpronu*, confirme un conseiller du premier ministre français, *n'est pas en mesure, telle qu'elle est, d'assumer une escalade militaire. »*

Reste, dans l'immédiat, un seul recours : l'entremise de Boris Eltsine, qui semble avoir très vite compris le parti qu'il pouvait tirer de la situation. Les Occidentaux boiront donc le calice bosniaque jusqu'à la lie ; ils devront s'en remettre au grand éradicateur des séparatistes tchétchènes pour qu'il les tire de cette posture humiliante en Bosnie. Certains, qui ne manquent pas de cynisme, y verront même une bonne occasion de renouer avec le président russe des relations plus coopératives.

> Les Occidentaux devront s'en remettre à Boris Eltsine, le grand éradicateur des séparatistes tchétchènes, pour qu'il les tire de cette posture humiliante

Nul ne sait pour l'instant comment se terminera l'épisode de la prise d'otages. Ce que l'on sait, en revanche, c'est que l'engrenage qui a mené à cette déconfiture de l'Occident était depuis longtemps prévisible. Si l'on en croit le ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette, il y a six mois que le Quai d'Orsay plaide pour une révision du dispositif de la Forpronu ; il y a des semaines en tout cas que la France assortit cette demande d'une menace : soit cette révision a lieu et la Forpronu est *« renforcée »* pour être en mesure non seulement de se protéger elle-même mais de *« jouer son rôle »*, soit le contingent français se retirera.

Face à cette demande française et à la détérioration continue de la situation en Bosnie ces dernières semaines, qu'a donc fait la communauté internationale ? Elle a longuement débattu, au rythme lent de la bureaucratie onusienne, des moyens de « renforcer » la Forpronu, sans que personne ne donne de précision publiquement sur les termes concrets du nouveau mandat qui doit être défini pour les « casques bleus ». Elle a donné pour consigne aux soldats sur le terrain de faire le dos rond dans l'attente de sa décision. Ils l'attendent encore, car elle n'est toujours pas parvenue à un accord.

« Le contexte politique en France, regrette-t-on à l'hôtel Matignon, *nous privait de toute capacité d'impulsion. »* Les Etats-Unis, seuls avec la France à disposer sur le dossier bosniaque d'une telle capacité d'impulsion, n'ayant pas de soldats dans la Forpronu, ne pouvaient être leaders dans ce débat. A Paris, outre que la campagne présidentielle mobilisait des énergies, on attendait, pour faire véritablement monter la pression, que les nouvelles autorités soient en place et que le nouveau président de la République donne son avis.

Jacques Chirac ne l'a pas encore fait publiquement, mais il a adressé vendredi au secrétaire général de l'ONU un message qui, d'après ce qu'en rapporte M. Boutros-Ghali, était la réaffirmation en forme de coup de semonce de la position précédemment exprimée par Alain Juppé. *« Il voulait m'informer qu'il retirerait les soldats français de l'ex-Yougoslavie si un nouveau mandat pour la Forpronu n'était pas accepté »*, a dit M. Boutros-Ghali, en ajoutant, comme il y a dix ou quinze jours : *« Nous devons en discuter et nous devrons présenter un rapport au Conseil de sécurité dans les tout prochains jours. »* De diverses sources, on laisse entendre que la résolution est prise, entre M. Chirac et M. Juppé, d'assortir la menace du retrait d'une date-butoir. Il resterait *« quelques semaines »*, disent les uns, *« jusqu'à la mi-juillet »*, disent les autres, pour que soient remplies les conditions mises par la France au maintien de sa présence en Bosnie.

Outre la redéfinition du mandat des « casques bleus », une autre de ces conditions est la relance des négociations, bloquées depuis des mois. Sur ce terrain diplomatique, les Américains, qu'inquiète la perspective d'un retrait de la Forpronu, ont, tardivement mais activement, prêté main forte aux Européens pour tenter de faire fléchir Slobodan Milosevic, toujours considéré comme l'homme-clé d'un éventuel règlement en Bosnie. Ils auraient, indique-t-on, fait *« 95 % du chemin »* sur la voie d'un accord avec le président de la République de Serbie. Cette démarche diplomatique parallèle n'est donc pas sans espoir, à moins que les événements récents de Bosnie et l'influence nouvelle qu'ils confèrent à Moscou ne viennent à nouveau bouleverser la donne. Les ministres des affaires étrangères européens, américain et russe éprouveront la cohésion de leurs positions lors de la rencontre qui doit les réunir mercredi près de La Haye.

Alain Frachon et Claire Tréan

Moscou veut jouer un rôle-clef dans le règlement de la crise

MOSCOU et BRUXELLES
de nos correspondants

Boris Eltsine, appelé au téléphone, vendredi 26 mai, par le premier ministre britannique, John Major, et le chancelier allemand, Helmut Kohl, qui lui ont demandé d'*« user de son influence pour calmer la situation à et autour de Sarajevo »*, a accepté de faire *« tout son possible pour arrêter les hostilités en Bosnie »* à condition *« qu'il n'y ait plus de frappes aériennes »* de l'OTAN en Bosnie. Quelques heures auparavant, le président russe avait toutefois admis que les Serbes *« avaient cherché »* ces bombardements, puisqu'il les avait lui-même mis en garde.

« Maintenant que la situation s'est aggravée, on s'adresse à la Russie en lui demandant d'intervenir », a dit le président russe, faussement irrité, à ses interlocuteurs occidentaux. Il a qualifié cette méthode d'*« inacceptable »*. Selon un communiqué du Kremlin, Boris Eltsine n'a pas manqué d'exprimer *« sa profonde insatisfaction »*, car les frappes aériennes de l'OTAN ont été prises *« sans un quelconque échange de vues avec la Russie »*. Toutefois, la version des événements donnée, vendredi, par Willy Claes, le secrétaire général de l'OTAN, est tout autre. *« Par l'intermédiaire de son ambassade à Bruxelles, nous avons tenu le gouvernement russe continuellement informé des dernières actions en date de l'OTAN à l'appui des Nations unies »*, a souligné M. Claes.

En dépit des apparences, l'Alliance atlantique juge donc plutôt encourageante la première réaction de Moscou, qui, sans approuver les raids, n'a pas pris parti en faveur de ceux contre qui ils étaient dirigés. En février 1994, lors du premier ultimatum de l'OTAN aux Serbes de Bosnie, Moscou avait brandi le spectre d'une *« troisième guerre mondiale »* en cas de frappes massives de l'Alliance atlantique. La Russie avait alors obtenu des Serbes une mise *« sous contrôle »* (symbolique, comme le démontre les événements) des armes lourdes autour de Sarajevo, en l'échange de l'arrivée de quelque 500 « casques bleus » russes.

Moscou, qui a donc adopté, cette fois-ci, une attitude plus nuancée, veut cependant veiller à ce que certaines « limites » ne soient pas franchies dans les ripostes de l'OTAN. Après le raid de *« démonstration »* de l'OTAN, le porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, Grigori Karassine, avait ainsi souligné que l'utilisation de la force en Bosnie *« n'était pas une solution au problème »*. Il s'est aussi ému des menaces pesant sur les « casques bleus » russes et a appelé à une réunion d'urgence du groupe de contact. La Russie y proposera sans doute aux autres grandes puissances de faire de nouvelles concessions aux Serbes pour obtenir la paix.

LIENS PRIVILÉGIÉS

Depuis plusieurs mois, Moscou prône, en effet, une levée totale et pratiquement irréversible (étant donné son droit de veto à l'ONU) des sanctions internationales contre Belgrade en échange de concessions serbes, qui restent indéterminées. Les autres grandes puissances occidentales ont, elles, proposé une levée des sanctions « à l'essai », pour deux cents jours, en échange de la reconnaissance de la Bosnie.

La Russie est pourtant, théoriquement, sans grande prise sur les Serbes de Bosnie, qui ont aussi pris en otage, vendredi, deux observateurs militaires russes. Officiellement, Moscou soutient la Serbie et non pas la « République serbe » autoproclamée de Bosnie. Toutefois, les liens privilégiés de Moscou avec les Serbes en général ont de nouveau été démontrés, vendredi, par l'absence de toute condamnation par la Russie du sanglant bombardement de l'enclave de Tuzla par les Serbes de Bosnie. Quoi qu'il en soit, la nécessité pour les Occidentaux d'obtenir la coopération de Moscou sur l'ex-Yougoslavie comme sur l'OTAN semble inciter l'Union européenne (UE) à signer l'accord intérimaire qu'elle a négocié avec la Russie mais qui était en suspens, en raison de la poursuite de la guerre en Tchétchénie. Ce dossier sensible sera examiné, lundi, par les ministres des affaires étrangères des Quinze. *« On constate une tendance croissante à considérer qu'il ne faudrait pas trop différer cette signature »*, a souligné vendredi Pierre de Boissieu, le représentant permanent de la France auprès de l'UE. Comme l'a fait observer M. de Boissieu, des événements nouveaux sont survenus depuis que l'Union a décidé de ne pas signer l'accord intérimaire, et ce changement de décor *« mérite une discussion »*. L'UE, a-t-il dit, doit traiter avec les Russes de *« questions urgentes, imposées par l'actualité »*.

Par ailleurs, l'environnement diplomatique a changé : l'Union européenne vient de conclure des accords d'association avec les trois Républiques baltes, et l'accord intérimaire des Quinze avec l'Ukraine sera vraisemblablement signé début juin. L'Union se manifeste ainsi activement aux frontières de la Russie. *« Peut-on, dans ces conditions, laisser celle-ci à la traîne ? »*, s'interrogent apparemment les Quinze.

Une des conséquences de l'aggravation de la crise bosniaque pourrait être aussi la relance du dialogue entre l'OTAN et la Russie pour que celle-ci joue de son influence sur les Serbes. Au bout du compte, ce pourraient être les Tchétchènes qui risquent de faire les frais de cette nouvelle donne diplomatique imposée par le conflit en Bosnie.

Jean-Baptiste Naudet, Philippe Lemaitre et Jean de la Guérivière

Washington soutient totalement les frappes aériennes de l'OTAN

Les Etats-Unis souhaitent avant tout éviter le retrait des « casques bleus » de Bosnie

WASHINGTON
de notre correspondant

Les Etats-Unis reconnaissent qu'ils ont une responsabilité dans l'évolution de la situation en Bosnie, ce qui signifie que celle-ci serait *de facto* engagée en cas d'éventuels « dérapages ». Washington, en effet, n'a pas ménagé ses efforts ces dernières semaines pour obtenir des Nations unies une réaction beaucoup plus déterminée face à ce que Bill Clinton appelle le *« défi »* serbe. A New York, les diplomates américains ont multiplié les interventions en ce sens, profitant du fait que les représentants des pays européens étaient de plus en plus convaincus que le *statu quo* ne pouvait s'éterniser.

Les responsables de l'administration américaine ont donc apporté, vendredi 26 mai, un soutien total aux *« frappes aériennes »*, tout en réaffirmant le point de vue traditionnel des Etats-Unis : Washington ne souhaite pas assister à un départ des « casques bleus ». M. Clinton, qui, mardi, avait accusé l'ONU d'avoir fait une *« erreur »* en refusant de céder à la demande du commandement de la Forpronu en faveur d'une intervention aérienne contre les Serbes bosniaques, a souligné que ces derniers s'étaient livrés à des bombardements *« totalement injustes et inappropriés »*. Dès lors, l'Alliance atlantique a réagi *« de manière appropriée »*, a-t-il estimé.

Il s'agissait avant tout, explique-t-on à Washington, de restaurer une « crédibilité internationale », bafouée par les Serbes. La position de l'administration Clinton est également dictée par des considérations de politique intérieure. Les Américains ont eu le sentiment que le pourrissement de la situation sur le terrain était de nature à encourager le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, à proposer un redéploiement de la Forpronu, première étape vers un retrait total. Il deviendrait alors très difficile à M. Clinton de résister aux pressions des républicains, qui demandent que les Etats-Unis lèvent unilatéralement l'embargo sur les armes imposé aux Musulmans bosniaques.

Cela supposerait le retrait des « casques bleus », une perspective à laquelle Washington demeure hostile, par crainte d'une extension du conflit *« vers le sud »*, comme l'a rappelé le secrétaire d'Etat Warren Christopher. Si une décision était prise en ce sens, les Etats-Unis *« seraient prêts à apporter leur plein appui à l'opération* (de retrait), *et à l'OTAN, avec l'engagement de forces terrestres »*.

Ce serait là le plus mauvais scénario possible pour l'administration démocrate. Les Américains se sont en effet engagés à fournir 25 000 soldats pour permettre une possible évacuation des troupes de l'ONU. La mort éventuelle de *boys* à l'occasion d'un conflit dont la majorité des Américains estiment qu'il relève de la responsabilité des seuls Européens constituerait un handicap pour le chef de la Maison Blanche, dans la campagne pour l'élection présidentielle de 1996. D'autre part, Washington n'a pas eu, jusqu'à présent, une politique très affirmée à l'égard de l'ex-Yougoslavie, laissant volontiers aux Français et aux Britanniques l'essentiel des responsabilités. Un départ des « casques bleus » obligerait les Etats-Unis à intervenir plus ouvertement, sauf à apparaître comme abdiquant leurs « responsabilités globales ».

En favorisant un durcissement de la communauté internationale en Bosnie, Washington adopte une stratégie doublement risquée : d'abord parce que la responsabilité américaine serait indirectement engagée si les soldats de l'ONU étaient pris pour cible par les Serbes ; ensuite parce qu'un alourdissement des pertes parmi les « casques bleus » risquerait de précipiter leur retrait. Ce que les Etats-Unis souhaitent éviter coûte que coûte.

Laurent Zecchini

Les responsables de l'ONU ne cachent pas leur frustration

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

L'inquiétude, l'indignation et la frustration dominaient, vendredi 26 mai, au siège des Nations unies. Certains hauts responsables de l'organisation ne pouvaient cacher leur sentiment de voir leurs craintes habituelles au sujet des frappes aériennes contre les Serbes désormais confirmées par les événements. *« L'ONU ne fait pas la guerre aux Serbes, nos actions militaires servent à faciliter la voie des négociations »*, continue-t-on à dire officiellement. Mais, en réquérant l'anonymat, certains diplomates soulignent que, *« comme prévu »*, les événements des deux derniers jours montrent très clairement *« les limites et les vulnérabilités »* des Nations unies en Bosnie. *« On se trouve dans une position où les contradictions entre faire à la fois la guerre et la paix sont clairement apparentes »*, expliquait un diplomate, visiblement frustré.

Sans nommer les Etats-Unis, qui depuis plusieurs jours avaient ouvertement critiqué l'ONU pour ne pas avoir eu recours avant aux frappes aériennes, ce diplomate ajoute : *« Certains pays, en particulier ceux qui n'ont pas de troupes sur le terrain, ont insisté de façon parfois dramatique pour voir l'ONU jouer un rôle plus robuste. »* Avant de conclure : *« A nos arguments sur les dangers que pourrait présenter une approche agressive envers les Serbes, ces pays argumentaient que les Serbes ne comprennent que le langage de la force. »*

Quant aux conversations téléphoniques entre le commandant de la Forpronu en Bosnie, le général Rupert Smith, et le chef militaire des forces serbes, le général Ratko Mladic, à propos de la libération des otages onusiens, elles se résument, selon les diplomates de la Forpronu contactés par téléphone à Zagreb, à *« des échanges de hurlements »*.

Afsané Bassir Pour

Le conflit de la pêche entre Madrid et Rabat s'envenime

Les négociations entre l'Union européenne et le royaume chérifien reprendront le 1er juin

Le commissaire européen chargé de la pêche, Emma Bonino, a déploré, vendredi 26 mai, dans un communiqué, les *« actes de vandalisme »* commis par les pêcheurs espagnols contre les produits marocains. Elle a jugé que ces pratiques *« inacceptables ne faciliteront pas la poursuite des négociations entre l'Union européenne et le Maroc pour un nouvel accord de pêche »*, qui remplacera le précédent arrivé à expiration, le 30 avril.

MADRID
de notre correspondant

Afin d'éviter des incidents ou des arraisonnements dans la zone du détroit de Gibraltar, le gouverneur civil de Cadix, César Brana, a demandé la présence d'unités de la marine royale et de la Guardia Civil pour *« imposer le calme »*. La tension est en effet montée, tout au long de la semaine, entre le Maroc et les pêcheurs andalous. Depuis le 1er mai, ces derniers sont pratiquement au chômage technique dans l'attente d'un nouvel accord de pêche entre l'Union européenne (UE) et le Maroc (*Le Monde* daté 30 avril-2 mai). La quatrième réunion, le 15 mai, à Bruxelles, s'est achevée sur un nouvel échec.

La situation s'est alors dégradée dans les différents ports de la côte andalouse, les pêcheurs voyant d'un mauvais œil les camions marocains débarquer des poissons ou des fruits de mer alors qu'ils étaient, eux, dans l'impossibilité de pêcher. La marchandise a été répandue sur le sol. Le blocus s'est ensuite généralisé à tous les produits en provenance du royaume chérifien. En dépit des appels au calme du ministre de l'agriculture, Luis Atienza, le mouvement s'est étendu aux îles Canaries et à la Galice, dont les pêcheurs sont aussi affectés par les difficultés de renouvellement de l'accord.

Des manifestations ont eu lieu, des routes ont été coupées et des marchandises détruites. Alors que la situation risquait de dégénérer, les pêcheurs ont finalement décidé, vendredi 26 mai, d'assouplir leur mouvement de protestation à partir de lundi. A compter de ce jour – signe de bonne volonté –, seuls les poissons frais et congelés marocains seront soumis au boycottage.

A la veille de la reprise des négociations, jeudi 1er juin, à Bruxelles, les travailleurs de la mer espagnols veulent prouver qu'ils n'ont aucunement l'intention de les compliquer. Ce jour-là, néanmoins, tous les marins-pêcheurs au chômage technique observeront une journée de protestation. Ils ont averti qu'il ne s'agissait que d'une pause et que, si le 5 juin les aides promises par le gouvernement de Madrid n'étaient pas distribuées, *« la lutte pour la survie »* reprendrait.

Le Maroc réclame une réduction des prises de 30 % à 65 % selon les espèces sur une période de trois ans. C'est dire qu'environ 400 des 750 bateaux de l'UE – pour la plupart espagnols – seront condamnés à rester au port. *« Le sort inévitable de la flotte espagnole est de s'adapter et de se réduire »*, a répété M. Atienza. Ce changement de cap ne se fera pas sans mal.

M. B. R.

Le Maroc est « déçu » par l'attitude de Bruxelles

RABAT
de notre correspondante

Le comportement des pêcheurs et des armateurs espagnols a provoqué de vives réactions à la fois des autorités et de la presse marocaines. Mostafa Sahel, ministre de la pêche, a affirmé, jeudi 25 mai, que ces *« pressions »* n'auront *« aucune influence »* sur les négociations en cours pour un nouvel accord de pêche avec l'Union européenne, le précédent étant arrivé à expiration le 30 avril.

Pour sa part, le ministère des affaires étrangères s'est montré plus tranchant, exprimant sa *« profonde déception »* devant l'attitude de l'UE *« face aux actes de blocage de ses exportations par les pêcheurs espagnols »*. Il a lancé *« une mise en garde contre le refroidissement de ses relations avec l'Europe si de tels agissements continuaient »*. A son avis, l'UE ne peut se contenter de *« condamner »* ces excès, mais se doit de *« réagir concrètement »*. A cet égard, Emma Bonino, commissaire européen chargée de la pêche, a affirmé, vendredi, dans un communiqué, que *« ces actes de vandalisme sont inacceptables »*.

A quelques jours de la reprise des négociations, jeudi 1er juin, à Rabat, le gouvernement marocain pouvait difficilement faire moins. Pour calmer la colère des armateurs et des producteurs de fruits et légumes, le ministère du commerce extérieur a annoncé la mise en place de liaisons maritimes nouvelles ou supplémentaires à partir de Casablanca et de Tanger vers Sète et Marseille. Ce dispositif entraînera des surcoûts que les producteurs locaux ont demandé à l'Etat de prendre en charge. Mais certaines denrées périssables – fraises, haricots verts – ne pourront supporter le déplacement, ce qui risque de faire perdre des marchés aux agriculteurs marocains.

La presse marocaine est, elle, beaucoup plus dure encore : *« Que veulent donc les petites brutes qui, de leurs vieux rafiots branlants, narguent, depuis des années, les garde-côtes marocains, pêchent des espèces interdites, ne respectent pas le volume des prises et prennent au moins le double de ce qui est annoncé officiellement ? »*, a écrit *El-Bayane*, l'organe de l'ancien parti communiste. L'*« hystérie »* et le *« vandalisme »* des pêcheurs andalous, la *« mollesse »* et l'*« hypocrisie »* des autorités espagnoles sont dénoncés par les médias locaux, qui rappellent qu'il s'agit d'eaux marocaines et de *« patrimoine halieutique menacé »*.

D'autres organes de presse cherchent à calmer le jeu. *Libération*, proche de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), s'est félicité de la position des médias espagnols, *« nombreux désormais à dénoncer les agissements des lobbies de la pêche »*. Quant à l'hebdomadaire *La Vie économique*, il n'hésite pas à écrire que, *« malgré la pression andalouse, l'accord avec l'UE devrait se faire en juin »*, et réduit cette affaire aux dimensions d'un simple *« baroud d'honneur »*, alors que l'Espagne s'apprête à voter.

Mouna El Banna

Les thèmes nationaux ont dominé la campagne pour les élections régionales en Espagne

MADRID
de notre correspondant

Comment le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) va-t-il digérer sa probable défaite lors des élections municipales et régionales du dimanche 28 mai et comment la droite va-t-elle utiliser sa victoire ? Telle sont les deux questions qui se posaient à la veille d'un scrutin qui pourrait marquer un tournant dans l'histoire démocratique de l'Espagne. Cette consultation est, certes, locale, mais tous les protagonistes ont à l'esprit qu'il s'agit d'une répétition générale avant le crépuscule socialiste. Ce test devrait, si les sondages ne se trompent pas, marquer nettement la perte d'influence du parti de Felipe Gonzalez à l'échelon national, même si les socialistes tentent de réduire la portée de ces élections à leur propre spécificité.

Bien qu'il s'agisse d'un scrutin local, les thèmes nationaux ont dominé la campagne. Il n'a pratiquement pas été question du statut de l'autonomie, alors que cette question aurait dû être au centre des débats en raison du renouvellement des instances dirigeantes de treize des dix-sept communautés autonomes. Et aussi parce que du développement de ce statut dépend la physionomie politique et administrative de l'Espagne de demain. Si les pouvoirs grandissants qui sont dévolus aux communautés et leur harmonisation avec ceux de l'Etat central sont un sujet de divergence, voire de passion, quand les nationalismes chatouilleux s'en mêlent, jamais il n'a été question au cours de la campagne de l'administration unique ou des transferts futurs de compétences, ni du manque de solidarité entre les régions, illustré par le crucial problème de la répartition de l'eau. Sans parler du déficit des communautés qu'il va bien falloir réduire afin d'éviter des banqueroutes.

Tout cela a été oublié. *« Cela me paraît préoccupant, parce que antidémocratique, que le débat municipal et régional soit absent alors qu'il est question de choisir des maires et des présidents de communauté, et non pas de décider de la carrière politique de José Maria Aznar* [président du Parti populaire, PP, droite] *»*, a regretté Franscisco Pena, secrétaire d'Etat pour les administrations territoriales.

En fait, la campagne a tourné autour de l'étendue de la déroute socialiste, des projets de l'opposition et des sempiternelles querelles qui alimentent le débat politique. Jordi Pujol, président de Catalogne, a accusé M. Aznar de *« ne pas avoir l'étoffe d'un chef de gouvernement »*. Ce dernier a joué les sphinx, refusant de s'abaisser à répondre aux attaques des socialistes sur ses prises de position passées, se contentant de *« remplir les urnes de la concorde »* parce que *« la victoire du PP servira à changer de gouvernement dans un futur proche »*. Jamais le nom de Felipe Gonzalez ne fut prononcé. Contraint de ramer à contre-courant, le président du gouvernement a proclamé qu'il allait *« continuer à lutter »*, centrant son discours sur la lutte contre l'abstentionnisme et contre la *« gauche irréelle »*, c'est-à-dire la coalition dominée par les communistes, Izquierda Unida, qui ravit des voix aux socialistes.

Michel Bole-Richard

M. Dini envisage un retour de la lire dans le SME

La banque centrale italienne a dû remonter le taux de l'escompte pour contenir l'inflation renaissante

LA BANQUE centrale d'Italie a décidé, vendredi 26 mai, de relever le coût de l'argent prêté à court terme, en remontant de trois quarts de point le taux de l'escompte, porté de 8,25 % à 9 %, ainsi que le taux de ses avances à taux fixe, porté de 9,75 % à 10,5 %. En prenant cette décision, elle a clairement manifesté l'inquiétude que lui inspire le redémarrage de l'inflation et la faiblesse de la lire, qui, après s'être redressée, a recommencé à plonger, perdant notamment 1,3 % par rapport au mark au cours de la seule journée de vendredi.

Le durcissement de la politique monétaire intervient vingt-quatre heures seulement après une déclaration de Lamberto Dini, le chef du gouvernement italien, qui s'était prononcé, jeudi 25 mai, en faveur d'un retour de la lire dans le système monétaire européen (SME) avant la fin de 1995.

Dès sa nomination à la tête du gouvernement, en janvier, Lamberto Dini avait annoncé qu'il ferait son possible pour ramener le plus tôt possible la monnaie italienne dans le SME. Une déclaration qui n'avait pas été prise au sérieux tant la lire se dépréciait. Le chef du gouvernement a donc récidivé cette semaine au cours de l'assemblée annuelle de la Confindustria, la fédération des industriels. Et, cette fois, ses propos ont été entendus. Pour certains comme Carlo De Benedetti, président d'Olivetti, *« le plus tôt sera le mieux »*, même si l'opération comporte des risques. Pour d'autres, le projet est trop ambitieux et appelle trop d'efforts d'austérité, dans un temps trop court.

On peut imaginer les raisons qui ont poussé le chef du gouvernement a relancer son projet malgré les difficultés de l'entreprise. La dévaluation de la monnaie nationale, sortie du système à l'automne 1992, a été jusqu'à présent suffisamment forte (35 % par rapport au mark) pour faire bondir les exportations. Mais la médaille a son revers : une monnaie dévaluée renchérit le prix des importations, puis pèse sur les prix de détail. Un enchaînement classique que l'Italie est en train de vivre : le rythme annuel de l'inflation, qui n'avait cessé de se ralentir jusqu'à l'automne dernier, s'accélère à nouveau, atteignant 5,5 % en mai. Un taux trop élevé qui mine le pouvoir d'achat des salariés et fait dépendre la croissance du seul progrès des exportations.

DOUBLE SAUVETAGE

Il est facile d'imaginer la suite : un ralentissement de l'expansion – c'est déjà chose faite – des revendications salariales, des grèves ; une bonne partie des progrès enregistrés depuis quelques années envolés et la certitude de ne pouvoir participer en 1999 à l'union économique et monétaire. Et, pour l'Europe, l'immense difficulté de se doter à cinq ou six nations de taux de change fixes et d'une monnaie unique alors que des pays comme l'Italie resteraient en marge, laissant fluctuer leurs monnaies pour les rendre plus compétitives. Sans parler, à court terme, du risque, sérieux, de voir imploser l'actuel SME, déjà ébranlé par la sortie de la livre et de la lire il y a presque trois ans. Déjà, pour stopper ce processus qui est peut-être proche de s'enclencher, le ministre du budget, Rainer Masera, a recommandé la modération salariale aux syndicats, tandis que M. Dini menaçait les chefs d'entreprise de mettre sous surveillance les prix dans certains secteurs *« en cas de comportements injustifiés »*.

C'est donc un double sauvetage que réussirait Lamberto Dini en faisant rentrer la lire dans le système monétaire européen : celui de l'économie italienne, beaucoup plus fragile que ses récents succès ne le laissent supposer ; celui de la construction européenne, qui ne résisterait probablement pas à un échec de la monnaie unique.

Alain Vernholes

Arrestation de l'un des principaux collaborateurs de M. Berlusconi

Marcello Dell'Utri, président et administrateur délégué de Publitalia, la société qui gère la publicité du groupe Fininvest de Silvio Berlusconi, a été arrêté, vendredi 26 mai, à la demande du parquet de Turin. En soi, les faits qui lui sont reprochés, *« fraude fiscale et fausses factures »*, n'ont rien de nouveau car, ces derniers mois, M. Dell'Utri, fidèle entre les fidèles de M. Berlusconi, avait déjà reçu un avis d'ouverture d'enquête judiciaire à ce propos, mais les magistrats qui mènent l'enquête ont estimé qu'il pouvait faire disparaître des preuves.

Il ne fait pas de doute que cette nouvelle affaire tombe mal pour la Fininvest, à un mois d'un référendum national sur les télévisions, et risque également d'affaiblir le prestige de M. Berlusconi. Même si Marcello Dell'Utri, ce Palermitain qui mena un rôle déterminant dans la construction de « l'empire berlusconien », a déjà eu maille à partir avec la justice, Silvio Berlusconi n'a jamais voulu, ou pu, le lâcher. Les alliés de l'ex-président du conseil ont immédiatement dénoncé ce qu'ils estiment être une nouvelle attaque partisane de la justice.

Les pays de la CEI restent divisés sur les propositions russes d'intégration militaire

MOSCOU
de notre correspondant

« La frontière entre la Russie et la Biélorussie n'existe plus » : Boris Eltsine était radieux et triomphant à Minsk, vendredi 26 mai, à l'issue du 16e sommet de la Communauté des Etats indépendants (CEI), qui regroupe les pays de l'ex-URSS, à l'exception des pays baltes. Le président russe venait de signer avec son homologue biélorusse un accord bilatéral sur une union douanière entre leurs deux pays, présenté comme un modèle et *« un pas vers un ensemble intégré »* dont rêve Moscou. *« La tendance à l'intégration dans la CEI devient dominante »*, a estimé Boris Eltsine.

Ce grand succès russe, qui devra encore être mis en pratique, n'a pas cependant réussi à masquer que ce nouveau sommet a produit peu de résultats tangibles. Pis : il a marqué la fracture entre les pays qui ne s'opposent pas ouvertement à une intégration militaire et ceux qui la refusent catégoriquement. Transformer la CEI en une nouvelle alliance militaire dominée par Moscou pour faire face à l'OTAN reste en effet le principal objectif des Russes, qui ne tiennent plus forcément à subventionner les économies souvent en faillite de leurs voisins. Selon le porte-parole de Boris Eltsine, sept des douze membres de la CEI ont accepté de signer le traité (élaboré par Moscou et rejeté lors du précédent sommet) sur la défense commune des frontières de la CEI. Mais ce qui était le point principal de la rencontre de Minsk n'a été l'objet d'aucune cérémonie de signature. Et les pays concernés feront peut-être en sorte, comme c'est souvent le cas, que cet accord reste lettre morte. Quoi qu'il en soit, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, la Moldavie, et surtout l'Ukraine, se sont opposés à toute présence de gardes russes sur leurs frontières. *« Ils rejoindront le traité quand ils seront prêts »*, a estimé, optimiste, le porte-parole du président russe.

Même si l'exemple biélorusse est mis en avant, la détérioration des relations avec l'Ukraine reste le principal sujet de préoccupation de Moscou. Boris Eltsine a piqué une colère devant les caméras de télévision, soulignant que Kiev est revenue sur les accords déjà signés sur le partage de la flotte de la mer Noire qui mouille en Crimée. Moscou a d'autres raisons de s'inquiéter. Après avoir été élu sur un programme pro-russe, le président ukrainien, Léonid Koutchma, s'interroge ouvertement sur une adhésion de son pays à l'OTAN. Il a récemment jugé *« absurde »* un statut de neutralité pour son pays et cela, circonstance aggravante, lors d'une visite chez les « rebelles » baltes. A Moscou, la presse officielle se déchaîne. Un jour, *l'Etoile rouge*, le quotidien de l'armée russe, dénonce la politique ukrainienne de « dérussification » de la Crimée ou bien la présence des navires de l'OTAN dans la mer Noire, en regrettant le bon temps de « l'expulsion » de ces bateaux. Le lendemain, c'est la *Rossiskaïa Gazeta*, le journal du gouvernement, qui voit dans les exercices militaires américano-ukrainiens, baptisés *« Bouclier de paix »* dans le cadre du partenariat pour la paix de l'OTAN, de *« nouvelles manœuvres sous un vieux nom »*.

Jean-Baptiste Naudet

هكذا في الأصل

Israël souffle le chaud et le froid sur l'état des négociations avec la Syrie

M. Rabin envisage le démantèlement symbolique d'une colonie sur le Golan

Le premier ministre israélien a envisagé pour la première fois, vendredi 26 mai, le démantèlement d'une implantation juive sur le plateau du Golan, dès le début d'un retrait israélien. Il a toutefois exprimé l'espoir que ce redéploiement pourra se faire sans en arriver là. Itzhak Rabin a rappelé que son pays et la Syrie restaient en désaccord « sur le tracé de la frontière de la paix », le calendrier du retrait, les arrangements de sécurité et la nature de la paix.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le fait est assez rare pour être souligné : depuis la récente annonce, à Washington, de la reprise, fin juin, de leurs négociations entre experts militaires (*Le Monde* du 26 mai), Israël et la Syrie usent d'une formulation exactement identique pour tempérer l'optimisme enregistré ici et là. Certains voient dans cette inhabituelle symétrie de langage l'indice supplémentaire qu'il se passe quelque chose de vraiment important dans la coulisse et que la méthode du secret, qui avait fait le succès initial des accords d'Oslo entre Israël et l'OLP, pourrait bien être, une fois encore, utilisée. A la limite, l'affirmation, tant de fois répétée par M. Rabin, soulignant que, à son *« grand regret, les Syriens se refusent systématiquement à des rencontres secrètes »*, renforce la conviction des incrédules.

Après tout, fait-on remarquer dans les salles de rédaction israéliennes, eu égard à la fragilité politique de son gouvernement – contraint, la semaine dernière, à une spectaculaire reculade sur la question des saisies de terres à Jérusalem-Est – et à l'état actuel, selon les sondages, de l'opinion sur la question du Golan, on imagine mal M. Rabin annoncer quoi que ce soit d'important avant que tout ne soit préalablement conclu. Le premier ministre a réitéré, jeudi, sa promesse d'en référer au peuple avant d'engager Israël dans *« un retrait significatif sur le plateau »* syrien, conquis en 1967.

La seule chose certaine, pour le moment, est qu'après une rencontre de huit longues heures, en décembre, à Washington, entre les chefs militaires syriens et israéliens, ces derniers reprendront officiellement, avant la fin du mois de juin, leurs négociations sur les *« questions de sécurité »*. *« Il s'agissait*, explique un diplomate israélien, *de se mettre d'accord sur la définition du concept d'égalité militaire. C'est fait et c'est ce qui permet la reprise des discussions. »*

UNE PÉRIODE DE TEST

En clair, M. Rabin l'a expliqué, jeudi, à la radio militaire, *« égalité en matière de sécurité ne signifie nullement symétrie ou parité géographique »*. Israël – territoires palestiniens occupés compris – étant plus de deux fois moins étendu que la Syrie, il n'est pas question d'accepter une démilitarisation strictement égale de chaque côté de la future frontière. Damas semble avoir accepté ce principe. Reste à négocier l'étendue de la zone qui sera démilitarisée de part et d'autre du plateau du Golan.

A supposer que l'Etat juif ait secrètement accepté le principe d'un retrait, progressif mais total, du Golan – ce qui paraît possible, sinon probable –, le deuxième problème à régler est celui de savoir à quelle frontière se référer. Celle de l'armistice de 1949, qui passe pratiquement au pied du plateau, comme le demande Israël ? Ou bien la frontière internationale de 1923 que réclame Damas et qui lui donne accès aux rives orientales du Jourdain et du lac de Tibériade ?

« Le diable se cache toujours dans les détails », aiment à rappeler les diplomates. Officiellement, on n'en est pas encore là. *« Damas demande notre retrait total du Golan*, a expliqué le premier ministre, vendredi, à la télévision nationale. *Nous sommes prêts à un retrait. La question est de savoir où passera la frontière de la paix. Et tant que nous ne connaîtrons pas les conditions de cette paix, nous ne pourrons pas en définir le tracé géographique. »* En d'autres termes : pas question de dire publiquement, aujourd'hui, si le retrait sera total ou partiel.

Une chose est sûre : Israël entend que le retrait soit étalé *« sur plusieurs années »*, a précisé M. Rabin. Dans un premier temps, *« pendant une période d'environ trois ans, pendant laquelle nous testerons la paix avec la Syrie avec normalisation totale de nos relations, échange d'ambassades, ouverture des frontières aux mouvements des hommes et des marchandises, etc., notre retrait sera plus symbolique que géographique »*.

« Mais encore ? », a demandé un journaliste de la télévision. Certaines des colonies israéliennes implantées sur le plateau – dont la population compte 13 000 habitants israéliens et 15 000 Druzes syriens, demeurés dans leurs villages – devront-elles être démantelées pendant cette période de test ? *« J'espère que non »*, a répondu M. Rabin. Et d'ajouter : *« Une, tout au plus, mais je ne vous dirai pas laquelle... »*

Patrice Claude

■ **Shimon Pérès est arrivé au Maroc pour rencontrer Yasser Arafat**, a-t-on annoncé, vendredi 26 mai, de source officielle à Rabat. Le ministre israélien des affaires étrangères devait avoir, samedi, avec le chef de l'Autorité palestinienne, un entretien sur l'objet duquel le communiqué marocain ne donne aucune précision. Cette rencontre a lieu après la décision d'Israël de suspendre la confiscation de terres palestiniennes à Jérusalem-Est. Un sommet arabe avait été prévu par Hassan II le 27 mai à Rabat, mais il a été annulé quand Israël a annoncé qu'il différait cette mesure qui avait suscité de vives protestations dans le monde arabe. – *(AFP.)*

Le mandat du président de la Banque africaine de développement est prorogé pour trois mois

L'ASSEMBLÉE du conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement (BAD) s'est achevée, vendredi 26 mai, à Abuja, au Nigeria, sans avoir réussi à désigner un nouveau président pour succéder au Sénégalais Babacar N'Diaye, en place depuis dix ans, ni à entamer le renflouement de la BAD. Elle a adopté les critères de la Banque mondiale, fondés notamment sur le revenu par habitant, pour l'attribution de ses prêts. Mais le corollaire – renforcement du Fonds africain de développement (FAD) –, indispensable pour que la majorité des pays africains, impécunieux, puissent bénéficier de prêts à taux réduit, n'a pas trouvé de solution. De même que la recapitalisation de la Banque elle-même, liée à un éventuel élargissement de la part du capital détenue par les actionnaires non africains, soit un tiers aujourd'hui.

Les clivages entre Etats industrialisés et pays africains, et, parmi ces derniers, entre anglophones et francophones, n'ont pas permis d'aboutir. Malgré cinq tours de scrutin, le candidat à la présidence le mieux placé, Timothy Thahane, du Lesotho, n'a pu obtenir que 44,59 % des suffrages, contre 35,68 % au Marocain Omar Kabbaj. En maintenant jusqu'au bout son propre candidat, Seyyid Abdullai, rejeté par tous les non-Africains et soutenu seulement par une minorité (19,73 % des voix) du continent noir, en dépit d'un intense « lobbying », le Nigeria a contribué au blocage, et mis en évidence son isolement.

M. N'Diaye va donc rester en fonctions jusqu'à la prochaine réunion, prévue, le 25 août, à Abidjan. Dans un livre-bilan, *Foi d'un banquier*, qu'il vient de publier dans la capitale ivoirienne, il dénonce les gouvernements africains, qui ne considèrent *« ni le profil professionnel ni le niveau de compétence »* de leurs représentants au conseil d'administration de la BAD et n'exercent sur eux aucun contrôle. *« L'Afrique voit dans la BAD un gâteau dont chacun doit avoir sa part*, écrit-il. *Doit-on accepter que les fonctions essentielles au sein de l'institution soient attribuées à des gens pour régler leur problème alimentaire ?*.

« Il n'est pas étonnant, ajoute M. N'Diaye, *de voir nombre d'administrateurs africains compenser leur insuffisance professionnelle par un discours politicien. »* S'estimant *« victime de cette impuissance »*, il prône *« un ménage en profondeur »* pour débarrasser l'établissement *« de dizaines de poids morts et de traînards »*. Il souhaite que les administrateurs *« non régionaux »*, dont il loue l'action, prennent 49 % du capital et *« fassent entendre leur voix pour discréditer cette manière d'être africaine qui bloque le développement »*.

La proclamation du futur panchen-lama embarrasse la Chine

Le dalaï-lama a fait savoir que l'enfant « réincarné » vit au Tibet

PÉKIN
de notre correspondant

La vive polémique déclenchée par la proclamation, par le dalaï-lama, de la découverte de la réincarnation du panchen-lama en la personne d'un enfant tibétain vient de prendre un tour plus compliqué encore avec une précision cruciale apportée par les services du dieu-roi exilé : l'enfant, contrairement à ce qu'on pouvait penser et à ce qu'affirme Pékin, ne vit pas parmi la communauté des 100 000 Tibétains réfugiés en Inde depuis 1959, mais au Tibet même.

L'annonce récemment faite par le dalaï-lama de la découverte du réincarné ne donnait pas explicitement ce renseignement. Or la Chine a concentré toutes ses protestations sur le fait qu'il était exclu qu'un dignitaire tibétain se « réincarne » à l'étranger. Ce détail important signifie que le dalaï-lama, selon son entourage, s'est borné à désigner Gedhun Choekyi Nyima, âgé de six ans, sur le plan strictement religieux et charge les autorités chinoises de veiller à ce qu'il puisse assumer sa charge sur le plan matériel.

PROPAGANDE

Sans soupçonner le dalaï-lama d'avoir pris les devants dans une procédure religieuse pour des motifs politiques, on remarque toutefois que certains Tibétains en exil craignaient de voir les autorités de Pékin profiter du trentième anniversaire de la fondation de la « région autonome du Tibet » pour annoncer qu'elles auraient découvert elles-mêmes une réincarnation du panchen-lama dépourvue de lien spirituel avec le dalaï-lama. Cela expliquerait, dit-on dans ces milieux, une campagne de propagande en cours depuis quelque temps, visant à déconsidérer le dieu-roi en tant que religieux, en vue de faciliter l'imposition d'un futur candidat par Pékin.

Cette querelle théologique – domaine dans lequel Pékin n'avait pas habitué le monde à intervenir à l'aide d'arguments relevant du divin – place la Chine dans une situation de filiation politique directe avec la dynastie mandchoue Qing, la dernière à avoir occupé le « trône céleste » et la plus acharnée, dans l'histoire, à codifier la relation entre le « toit du monde » et le pouvoir central. Entre l'effondrement de cette dynastie, en 1911, et la mainmise de Pékin sur le Tibet à partir de 1950, les rapports s'étaient distendus à cause des guerres civiles et extérieures et des difficultés du Guomintang – le parti nationaliste de Tchiang Kaï-chek – à s'imposer.

Dans cette logique de réanimation d'un passé juridique impérial, Pékin pourrait aussi bien invoquer des arguments du même ordre pour déclarer sa souveraineté sur d'importantes portions de territoire que contrôla, un temps, la dynastie Qing – celle-ci ayant présidé à la plus grande extension de l'empire depuis sa fondation, avant les *« traités inégaux »* du XIXe siècle. C'est le cas de la Mongolie – Extérieure – territoire qui entretenait un lien particulier avec le trône mandchou grâce au cousinage des deux peuples –, voire des contrées de l'Extrême-Orient sibérien ou des royaumes tributaires d'Asie du Sud-Est. Et pourquoi pas Ceylan, qui envoyait jadis des éléphants en marque d'allégeance à Pékin.

Francis Deron

Les Tigres tuent 42 civils dans le nord-est du Sri Lanka

COLOMBO. La guérilla séparatiste tamoule a tué au moins 42 civils, vendredi 26 mai, dans le nord-est du Sri Lanka. Elle a notamment assassiné un éminent moine bouddhiste, Kithalagama Seelalankara, qui appartenait à la communauté cinghalaise, majoritaire au Sri Lanka, mais minoritaire dans la région. Cette personnalité, engagée dans une œuvre caritative auprès des populations bouddhistes de la zone, dénonçait inlassablement l'action des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE). Dix soldats ont par ailleurs disparus, selon une source officielle. Des hommes du LTTE ont lancé simultanément une attaque contre un camp des forces de sécurité, à Kalarawa, et contre des civils cinghalais dans un village proche. L'assassinat du moine Seelalankara, qui a donné le signal du massacre des autres civils, a eu lieu alors qu'il se rendait vers une ferme sans l'escorte policière dont il bénéficiait d'ordinaire. Les autorités de Colombo ont renforcé la sécurité dans la capitale, craignant des représailles à l'encontre des Tamouls qui y vivent. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ **AFRIQUE DU SUD : la paire de chaussures en autruche portée par Nelson Mandela** à sa sortie de vingt-sept années de captivité, le 11 février 1990, ont été adjugées 4 500 livres (36 000 francs), jeudi 25 mai à Londres, lors d'une vente aux enchères. Elle a été achetée par Jeremy Martin, directeur d'une usine de chaussures du sud de l'Angleterre, dont le représentant en Afrique du Sud avait fabriqué ces *« souliers historiques »*. – *(AFP.)*

■ **SÉNÉGAL : les ministres des affaires étrangères et de la coopération**, Hervé de Charette et Jacques Godfrain, ont reçu, vendredi 26 mai, une délégation des familles des quatre Français disparus depuis le 6 avril en Casamance. Les ministres ont expliqué à leurs interlocuteurs les initiatives lancées par la diplomatie française au Sénégal et en Guinée-Bissau. Mais, tout en affirmant que les efforts se poursuivaient, ils ne leur ont pas caché que les *« résultats infructueux »* des *« démarches pressantes »* alimentaient leur inquiétude.

■ **ZAÏRE : l'épidémie de fièvre hémorragique due au virus Ebola** n'est plus désormais *« dans sa phase aiguë »*, a estimé, vendredi 26 mai, un porte-parole de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Genève. *« Depuis le 18 mai, seulement six nouveaux cas ont été découverts »*, a-t-il dit, précisant qu'un grand nombre des dernières victimes recensées étaient décédées entre janvier et mars. Les chercheurs de l'OMS ont entrepris d'explorer les dossiers médicaux des personnes décédées à l'hôpital de Kikwit depuis le début de l'année. Le dernier bilan officiel fait état de 121 morts pour 160 cas confirmés. – *(AFP)*

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS : un homme sans arme** a été arrêté, vendredi 26 mai, par les services de sécurité dans les jardins de la résidence du président des Etats-Unis. Il avait escaladé les grilles de la Maison Blanche. – *(AFP.)*

■ **CUBA : les six prisonniers politiques** dont la libération avait été annoncée, mardi 23 mai à Paris, par l'association France-Libertés *« sont toujours en prison »*, a indiqué, vendredi 26 mai, le département d'Etat américain. Le porte-parole du département a précisé que La Havane avait accepté de libérer deux de ces prisonniers, Sebastian Arcos Bergnes et Yndamiro Restano, à condition qu'ils s'exilent en France, ce qu'ils ont refusé de faire. – *(AFP.)*

■ **PÉROU : vingt-quatre heures** après l'explosion d'une voiture piégée qui avait fait cinq morts dans un quartier chic de Lima, des attentats à l'explosif ont causé, dans la nuit de jeudi 25 mai, de gros dégâts à six agences bancaires de la capitale. Des tracts de l'organisation maoïste Sentier lumineux ont été retrouvés sur place. – *(AFP.)*

ASIE

■ **JAPON : la secte Aum menaçait l'Etat**, a assuré vendredi 26 mai, dans une interview au *Mainichi Shimbun*, le ministre de l'intérieur, Hiromu Nonaka. *« Si les descentes de police avaient été retardées, l'existence de la nation japonaise aurait été en péril »*, a-t-il dit, précisant que *« la secte envisageait de créer un pseudo-Etat et de placer le pays sous sa coupe »*. – *(Reuter)*

■ **PAKISTAN : la récente mort du jeune Iqbal Masih**, qui militait contre l'esclavage, a été fortuite, a assuré vendredi 26 mai la Commission pakistanaise des droits de l'homme (HRCP). Le Front pour la libération des esclaves (BLLFP), au sein duquel militait le garçon, avait déclaré que son assassinat le 16 avril avait été ourdi par de riches fabricants de tapis. Selon la HRCP, Iqbal Masih a été tué par un homme qu'il avait vu *« avoir des relations sexuelles avec un âne »*. L'organisation confirme pourtant la réalité de l'esclavage d'enfants au Pakistan. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **ALLEMAGNE : l'ancien chef de la Stasi**, Erich Mielke, a saisi la Cour constitutionnelle après la confirmation de sa condamnation à six ans de prison pour le meurtre de deux policiers en 1931. – *(AFP.)*

■ **BULGARIE : le Parti socialiste bulgare** (PSB, ex-communiste), qui a la majorité absolue au Parlement, a empêché vendredi 26 mai l'adoption d'une résolution sur l'adhésion à l'OTAN, à la veille de la réunion de l'assemblée parlementaire de l'Alliance atlantique à Budapest. – *(AFP.)*

■ **INGOUCHIE : le vice-président de la République**, Boris Agapov, a demandé au président russe, Boris Eltsine, d'envoyer d'urgence un renfort de troupes dans la République d'Ossétie du Nord *« pour mettre fin à de graves incidents »*. La situation s'est détériorée dans les zones où les personnes déplacées lors des combats osséto-ingouches de 1992 rentrent chez eux. – *(AFP.)*

■ **MOLDAVIE : les Gagaouzes**, minorité turcophone du sud de la Moldavie à laquelle le parlement de Chisinau a choisi d'accorder l'autonomie en décembre 1994, se rendront aux urnes dimanche 28 mai pour élire leurs dirigeants et choisir leur capitale. Conformément à la volonté des législateurs moldaves, le pouvoir législatif gagaouze sera représenté par une Assemblée populaire de trente-cinq membres, tandis que les fonctions exécutives seront confiées à un *bashkan* (chef) qui deviendra de droit membre du cabinet des ministres de Moldavie. – *(Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

■ **PALESTINE : un contrat pour la construction** d'un premier aéroport civil, dans le territoire de Gaza, a été signé, vendredi 26 mai, par l'Autorité palestinienne. Les travaux doivent commencer prochainement, et le premier avion devrait atterrir le 1er janvier 1996, a affirmé M. Mahmoud El Farra, représentant de la compagnie égypto-palestinienne contractante. L'aéroport sera construit à l'est de Rafah, dans le sud du territoire. – *(AFP.)*

■ **Un Palestinien a été tué par balles dans des circontances mystérieuses** alors qu'il se trouvait dans un centre des services de sécurité, à Gaza, a annoncé, vendredi 26 mai, sa famille. Le procureur général a affirmé que l'homme avait été tué *« accidentellement »* par un policier, après avoir été arrêté pour possession de matériel *« illégal »*. – *(AFP.)*

■ **SOUDAN : l'opposition a fait état d'une centaine d'arrestations** jeudi 25 mai parmi les membres du parti Umma (interdit) et du mouvement Ansar, proche de celui-ci. Le parti lie ces arrestations à celle de son dirigeant, Sadeq El Mahdi, ancien premier ministre. Un représentant du ministère soudanais des affaires étrangères a déclaré que ce dernier était interrogé sur des activités subversives. – *(Reuter.)*

ÉCONOMIE

■ **ÉTATS-UNIS : Washington a durci**, vendredi 26 mai, sa position dans le différend commercial sur l'automobile qui l'oppose à Tokyo, en refusant aux Japonais l'ouverture de consultations bilatérales à partir du 29 mai à Genève. Les Etats-Unis ont proposé que ces consultations ne débutent que dans la seconde quinzaine de juin. Le 17 mai, au lendemain de la publication des sanctions américaines contre treize modèles d'automobiles de luxe japonaises, Tokyo avait demandé l'ouverture de *« consultations bilatérales urgentes »* à Genève dans le cadre de l'OMC. – *(AFP.)*

■ **JAPON : les prix de détail** ont augmenté de 0,4 % en avril par rapport à mars. Mais, par rapport à la même période de l'année dernière (avril 1995 comparé à avril 1994), les prix sont en baisse de 0,2 %. C'est la deuxième fois consécutive que le coût de la vie diminue sur un an.

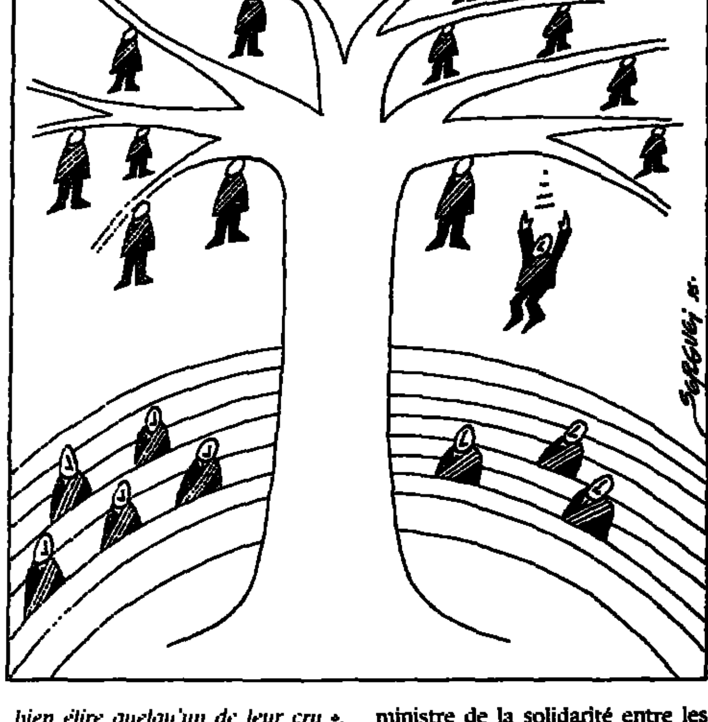
MUNICIPALES Au terme de la précédente législature, tous les députés élus en 1988 – ou en cours de législature – disposaient d'une fonction à la tête ou au sein d'un conseil municipal. ● CETTE FOIS encore, de nombreux députés – notamment parmi les nouveaux élus de 1993 – vont tenter de parfaire, à l'occasion des élections municipales des 11 et 18 juin, leur ancrage local. ● DÉPUTÉ RPR des Yvelines, Pierre Bédier a préféré briguer la mairie de Mantes-la-Jolie plutôt que d'accepter un ministère. ● ÉGALEMENT ÉLU RPR, dans le Tarn, Philippe Bonnecarrère tentera de réaliser un rêve d'adolescent en arrachant à la gauche son bastion d'Albi. ● A SOISSONS, dans l'Aisne, Emmanuelle Bouquillon (UDF-PSD) tentera de faire oublier qu'elle est une « parachutée » dans ce département.

De nombreux députés vont tenter de devenir maires les 11 et 18 juin

Un succès aux élections législatives n'est souvent qu'une étape pour faciliter la conquête d'un fief municipal, qui donne à l'élu une légitimité locale et la connaissance du terrain. C'est ce qui justifie, aux yeux des candidats, le cumul des mandats

DE « JEUNES » – tout au moins fraîchement élus – députés cherchant lors d'élections municipales à assurer ou conforter un « enracinement » local : le phénomène, classique, est toutefois plus flagrant cette fois-ci, tant la cuvée 93 de l'Assemblée nationale apporta un fort renouvellement démographique dans l'hémicycle du Palais-Bourbon.

Les premiers intéressés – qui sont évidemment les plus fervents partisans de ce cumul des mandats législatifs et municipaux –, soulignent l'« *enrichissement* » apporté par la présence de « *gens de terrain* » au Parlement. Ainsi Alain Marleix, député européen depuis 1985, élu en 1993 pour la première fois à l'Assemblée nationale, avant de se présenter en juin comme tête de liste RPR à Massiac (Cantal), chef-lieu du canton dont il est conseiller général depuis 1988 : « *Si l'on veut éviter que le Parlement se fonctionnarise davantage*, affirme-t-il, *il est indispensable que ses membres aient au moins un mandat local, susceptible de leur éviter d'être coupé des réalités.* »





L'EXEMPLE DU NORD

Outre la loi de décentralisation du 2 mars 1982, qui a confié aux maires d'importantes responsabilités, le mode de scrutin pour les législatives – qui place les électeurs face à des individus et non des listes – n'est pas étranger, on le sait, à cet engouement pour un mandat qui assure une proximité entre le député et ceux qui, à terme, seront dans la plupart des cas sollicités pour le réélire : « *Hormis le cas de quelques ténors qui pourraient se présenter à peu près n'importe où, les gens aiment bien élire quelqu'un de leur cru* », explique encore Alain Marleix.

L'exemple le plus probant cette année est celui du Nord : ce département avait largement basculé à droite en 1993, confirmant un choix émis l'année précédente à l'occasion des élections cantonales. Le raz-de-marée avait amené quinze nouveaux élus sur les bancs de l'Assemblée nationale. Parmi les neuf qui n'étaient pas maires, sept seront têtes de liste aux élections municipales des 11 et 18 juin.

Forte de son nouveau titre de ministre de la solidarité entre les générations, Colette Codaccioni (RPR) – qui a dû abandonner au sénateur non inscrit Alex Turk la tête de liste d'opposition à Lille –, briguera la mairie de Fâches-Thumesnil, commune de la banlieue lilloise qu'elle espère ravir au PS. Françoise Hostalier (UDF-PR), nouvelle secrétaire d'État à l'enseignement scolaire, cherchera à obtenir la mairie d'Armentières, bastion historique du PS dont elle est conseiller municipal. A Maubeuge, Jean-Claude Decagny (UDF-PSD) affrontera le socialiste sortant Alain Carpentier. Emmanuel Dewees (RPR) tentera, quant à lui, de s'emparer de Dunkerque, face à la liste socialiste conduite par Michel Delebarre.

Régis Fauchoit (div. g) – exclu du PS alors qu'il avait obtenu, en 1985, un mandat de conseiller général contre le candidat officiel de ce parti –, vainqueur dans la circonscription de Michel Delebarre lors des législatives de 1993, briguera à Loon-Plage un poste de maire qu'il avait abandonné en 1985. Michel Ghysel (RPR) tentera sa chance à Roubaix. Fort de son mandat de député, Alain Poyart (RPR) essaiera une nouvelle fois de l'emporter à Avesne-sur-Helpe, après une tentative en mars 1989.

PARACHUTAGES MAL ACCEPTÉS

Le même phénomène devrait se produire dans de nombreuses autres régions, et concerner la plupart des élus de 1993 qui ne sont pas encore maires. En revanche, il serait fort aléatoire de décrire un « cursus »-type, tant il est vrai que les parcours des candidats sont aussi variés que leurs personnalités et les situations politiques auxquelles ils font face. Ainsi la pratique du « parachutage », tout en étant de moins en moins acceptée par les instances locales des partis, persiste-t-elle à défier la règle commune, qui veut qu'un député brigue la mairie de la principale ville de sa circonscription. Candidat RPR à Mantes-la-Jolie, Pierre Bédier en sait quelque chose, pour avoir eu bien du mal à convaincre les instances locales de son parti de ne pas faire venir une personnalité extérieure pour relever le défi des municipales. Quant à Pierre Lellouche, député (RPR) de la cinquième circonscription du Val-d'Oise, il sera bien tête de liste aux élections municipales le 11 juin… mais à Cannes !

Si la variété des cas interdit d'élaborer formellement une typologie des « cumulards », on peut toutefois définir quelques « profils » auxquels devraient se rattacher nombre de députés candidats aux municipales. Pour certains, la conquête d'une mairie sera l'aboutissement d'un parcours visant un enracinement progressif, mûri de longue date, et au sein duquel le mandat de député n'est qu'une étape. Candidat à la mairie d'Albi, le député RPR Philippe Bonnecarrère fait sans doute partie de cette catégorie.

A L'IMPROVISTE

Pour d'autres, portés à l'Assemblée par l'exceptionnelle vague de 1993, la candidature aux municipales sera davantage un moyen de dépasser l'effet de surprise créé voici deux ans, voire de conforter un mandat fragile, que d'achever la conquête d'un fief.

Si les élections municipales, comme les législatives, donnent généralement lieu à de vives empoignades, il peut aussi arriver que les mandats surviennent… presque à l'improviste. Originaire du Sud-Ouest, arrivé au Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne) en 1976, parce que son épouse y était devenue propriétaire d'une pharmacie, Gilles Carrez doit à sa rencontre avec Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France et lui-même implanté dans ce département, une partie de sa carrière politique… et quelques-uns de ses mandats : celui de maire, abandonné par l'ancien ministre du travail en raison de la législation sur le cumul des mandats ; celui de député, laissé vacant au moment où son titulaire est entré au gouvernement. Secrétaire général du groupe central des villes nouvelles, Gilles Carrez tire argument de ses activités professionnelles pour défendre son « *goût de la vie locale* ». Mais il reconnaît que le 11 juin, il ira chercher devant les électeurs du Perreux une « *légitimité réelle* ».

Jean-Baptiste de Montvalon

139 maires parmi les nouveaux élus de 1993

A la suite des élections législatives de 1993, 294 nouveaux élus – dont les 25 suppléants des députés devenus ministres – faisaient leur entrée à l'Assemblée nationale. Parmi eux, on dénombrait alors 139 maires et 89 conseillers municipaux. En outre, on notait que 17 nouveaux élus avaient précédemment exercé l'une ou l'autre de ces fonctions au cours de leur carrière. Parmi l'ensemble des nouveaux élus, ils n'étaient donc que 49 à n'avoir jamais détenu de mandat municipal.

Selon des statistiques de l'Assemblée nationale portant sur la précédente législature, tous les *députés nouvellement élus* en 1988 – ou en cours de législature – disposaient au terme de leur mandat d'une fonction à la tête ou au sein d'un conseil municipal.

Emmanuelle Bouquillon (UDF) : une « parachutée » à l'assaut de Soissons

LAON
de notre correspondant

Élue député en 1993 dans la quatrième circonscription de l'Aisne à la surprise générale, Emmanuelle Bouquillon, UDF-PSD, affiche l'ambition de mettre un terme au règne de Bernard Lefranc, maire socialiste de Soissons depuis 1977. « *Ce n'est pas un choix du hasard*, explique-t-elle. *Quand on travaille à l'Assemblée nationale, on s'aperçoit que l'on manque de concret, sauf lors de permanences et de rencontres avec les habitants. On ne peut réaliser de grands projets. Il manque la dimension municipale pour mettre en œuvre ses idées.* »

A l'évidence, la jeune femme se montre sensible à cette possibilité d'accroitre sa légitimité locale dans une élection où la personnalité du candidat intervient avant toute autre considération dans le choix des électeurs. Emmanuelle Bouquillon devra prouver son épaisseur personnelle, tandis que le maire sortant tentera de montrer que l'usure n'a pas de prise sur lui.

À Soissons, sous-préfecture de trente mille habitants, Mme Bouquillon veut développer les possibilités de consultation de la population, par exemple en lui proposant l'accès à un numéro vert : « *Je ne conçois pas la vie municipale avec des élus enfermés dans un bureau qui décident.* »

VICTOIRE ET DÉFAITE

A trente-trois ans, elle a déjà connu l'ivresse de la victoire aux législatives demars 1993, mais aussi, un an plus tard, l'amertume de la défaite dans le canton de Soissons-Sud, face au socialiste Mario-Louis Craighero. Elle qui n'avait pu alors cacher ses larmes analyse aujourd'hui les raisons de cet échec avec sérénité : « *Je pense que nous étions à l'époque dans une mauvaise période gouvernementale. C'était en pleine affaire du CIP. La plupart des jeunes députés ont été battus. Nous n'avions pas eu le temps de nous implanter sur le terrain.* »

Depuis, cette jeune femme volontaire au sourire généreux tisse sa toile en s'appliquant à être omniprésente, manière peut-être de faire oublier sa condition de « parachutée ». « *Ce n'est pas forcément négatif. Je reconnais que je ne suis pas née ici, mais je n'ai pas été imposée par Paris. J'ai décidé de m'implanter à Soissons, de connaitre cette ville. C'est un choix personnel.* »

CARNET D'ADRESSES

Originaire de Roubaix, dans le Nord, la benjamine de l'Assemblée nationale a été séduite par le Soissonnais à la faveur des élections régionales de 1992. Elle était alors directrice de campagne de Charles Baur, président (UDF-PSD) du conseil régional. La jeune femme a créé une société de communication à Paris, en 1989, après avoir évolué dans le domaine des relations publiques. Sans jouer la professionnelle blasée, elle admet que « *si on n'a pas de fond, on ne peut pas gagner* ».

Le jeune député témoigne d'une profonde soif d'apprendre, même s'il a déjà beaucoup observé dans les coulisses du pouvoir. Mariée à Jean-Jacques Blanco Carlotti, ancien collaborateur à l'Elysée de Valéry Giscard d'Estaing, Mme Bouquillon dispose d'un bon carnet d'adresses. « *Cela aide pour aller plus vite* », glisse-t-elle. Elle appartient aussi au mouvement Idées-Action animé par Alain Madelin, ministre de l'économie et des finances. Passionnée, enfin, d'escalade, qu'elle pratique à la montagne Sainte-Victoire, près d'Aix-en-Provence, elle témoigne : « *C'est une école de vie. Il faut arriver à calmer ses peurs et ses angoisses, apprendre à se surpasser.* »

Thierry de Lestang-Parade

Philippe Bonnecarrère (RPR) : Albi, ou un rêve d'adolescent

ALBI
de notre correspondant

A trente-neuf ans, le député RPR Philippe Bonnecarrère n'est plus l'homme pressé que ses adversaires se plaisaient à caricaturer lorsque, il y a une dizaine d'années, il avait fait une entrée remarquée sur la scène politique tarnaise et midi-pyrénéenne.

Albigeois partagé entre le souvenir de Jean Jaurès et celui de Georges Pompidou, le jeune avocat d'alors avait acquis ses galons en offrant leur première victoire à des néogaullistes réduits dans le département à la portion congrue : à vingt-sept ans, il assurait la conquête du canton d'Albi sud sur les socialistes et affirmait sa stature en devenant, dans la foulée, premier vice-président du conseil régional de Midi-Pyrénées.

C'était l'époque de la première cohabitation et la gauche tarnaise s'inquiétait de la percée du jeune champion de la droite. Mais la réélection de François Mitterrand et les législatives qui suivent marquent un coup d'arrêt dans l'ascension de Philippe Bonnecarrère : associé à l'international de rugby Guy Laporte, il échoue face au socialiste sortant Charles Pistre. Du coup, il fait l'impasse sur les municipales de 1989, laissant l'UDF-CDS Pierre Nespoulous porter le poids de la défaite contre le maire d'Albi, Michel Castel. Soulagée, la gauche respire ; obstiné, Bonnecarrère travaille.

REVANCHE

Infatigable « piocheur » de dossiers, le premier vice-président de la région rebondit en conduisant la liste d'union RPR-UDF à une nouvelle victoire aux régionales de 1992, contre les socialistes, emmenés par Michel Castel.

Surfant sans peine sur la vague de 1993, il prend alors une revanche éclatante sur Charles Pistre. Touché par la loi sur le cumul des mandats, il se consacre aux cantonales : la majorité socialiste du conseil général, touchée par l'érosion générale du PS, paraît promise à la défaite. Le basculement à droite du département manqué de justesse, c'est dans l'arène municipale que le député albigeois mène, cette fois, le combat.

Face à Michel Castel qui, à cinquante-six ans, brigue un quatrième mandat, le presque « quadra » RPR mène une difficile bataille. Les électeurs albigeois ont confirmé leur attachement à la gauche en accordant, le 23 avril, une nette majorité à Lionel Jospin (52 %, 48 %). Et le maire sortant peut s'appuyer sur un solide bilan, avec la création et le développement d'une antenne universitaire et l'installation d'une école des mines.

QUITTE OU DOUBLE

Le député RPR profite, lui, de son image de travailleur acharné, apte à plaider des dossiers auprès de ses amis de la majorité, et en appelle à « *la nécessaire alternance au plan local* », dans la foulée des présidentielles.

Après dix-huit ans de socialisme municipal, la revanche de la droite à Albi serait aussi, pour Philippe Bonnecarrère, l'accomplissement d'un destin personnel. Ceux qui ont bien connu l'ancien fort en thème du lycée Lapérouse – celui où fut élève Georges Pompidou et où enseigna Jean Jaurès – savent qu'il réaliserait un de ses rêves d'adolescent gaulliste en devenant député maire de sa ville.

A l'inverse, une défaite, qui donnerait une image d'invincibilité à la gauche locale ouvrirait la voie à des règlements de comptes internes à droite : à l'UDF mais aussi au RPR – où tout le monde n'a pas apprécié son virage balladurien de l'hiver.

Jean-Pierre Barjou

Pierre Bédier (RPR) : Mantes-la-Jolie vaut bien un ministère

UNE INDÉNIABLE ténacité mise au service d'un parcours politique aux détours souvent ingrats conduira peut-être, en juin, Pierre Bédier à la mairie de Mantes-la-Jolie s'il parvient à arracher la ville à la gauche, après avoir enlevé, en 1993, une circonscription législative des Yvelines.

Étudiant à Sciences-Po, Pierre Bédier était, affirme-t-il aujourd'hui, peu enclin à s'engager dans un parti politique. En 1977 – il a vingt ans –, la déclaration de candidature de Jacques Chirac à la mairie de Paris l'impressionne pourtant assez pour le faire adhérer, quelques jours plus tard, au RPR. Il prend ses premières responsabilités dans le mouvement néogaulliste en devenant délégué des jeunes RPR dans la circonscription des Yvelines dont Michel Rocard est député.

En 1981, à l'issue de son service militaire, après avoir envisagé « *de laisser tomber la politique* », il fait ses premières armes électorales en dirigeant la campagne de Jacques Masdeu-Arus, candidat aux cantonales de 1982 à Poissy. Un an plus tard, le nouveau conseiller général parvient à reprendre la ville à la gauche, installant dans son sillage le jeune militant au conseil municipal. Entreprenant, celui-ci envisage dès 1984 d'être candidat aux législatives. Mais c'est le nouveau maire qui reçoit l'investiture de son parti.

MAIRE « À TEMPS COMPLET »

Le conseiller municipal Pierre Bédier se consacre alors pendant plusieurs années à la société de communication qu'il dirige, sans rompre pour autant avec la politique : en 1986, il est directeur de la campagne du RPR aux législatives pour les Yvelines. Il cherche un point de chute dans ce département où l'UDF est encore bien implantée, jette son dévolu sur la neuvième circonscription, où la ville d'Aubergenville est à prendre aux socialistes. Mais le RPR y parachute Henri Cuq, un proche de Jacques Chirac. Un peu amer, Pierre Bédier espère recevoir en compensation le poste de secrétaire départemental de la fédération. Il n'en est rien et il s'éloigne une nouvelle fois, jusqu'à ce que Franck Borotra, l'actuel président RPR du conseil général, mise sur sa combativité en le faisant nommer secrétaire départemental adjoint en 1989.

Amené à travailler sur le cas de Mantes-la-Jolie, où la droite, quasi inexistante, a fait alliance avec le Front national, il s'intéresse aux dossiers d'une ville confrontée à l'explosion sociale de la plus grande ZUP de France, le Val-Fourré. Tandis que certains membres du RPR départemental estiment que la victoire de la droite, à Mantes, est suspendue à l'arrivée d'une personnalité (on parlera même d'Alain Juppé), Pierre Bédier relève le défi. Il s'installe dans la ville avec sa famille et tisse sa toile au fil des scrutins : élu au conseil régional d'Ile-de-France, il laboure le terrain dans la perspective des législatives de 1993.

Élu député, il se présente l'année suivante aux cantonales face au conseiller général et maire socialiste Paul Picard, conscient du risque qu'il encourt en cas de défaite : « *Pour certains, les cantonales étaient un peu une préfiguration des élections municipales.* » Sa victoire le conforte dans son ambition, au point qu'il refusera, après la victoire de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, d'entrer au gouvernement d'Alain Juppé comme ministre de l'intégration et de la lutte contre l'exclusion : « *Je veux me consacrer à Mantes*, répète-t-il, *et l'on ne peut être à la fois maire et ministre de la ville. Je souhaite être maire six ans à temps complet.* »

Jean-Claude Pierrette

La droite se divise sur la côte basque

Sauf à Anglet et à Hendaye, la majorité aborde les élections municipales en ordre dispersé

BAYONNE
de notre correspondant

Maire de Bayonne depuis le 2 février, le député (app. RPR) Jean Grenet tente d'asseoir la succession de son père, Henri, premier magistrat de la ville pendant trente-cinq ans, aujourd'hui décédé. Contre ce risque de « dynastie », s'est constituée une liste conduite par l'ex-premier adjoint, Jean-Louis Domergue, secondé par d'anciens conseillers municipaux telle Claire Noblia, fondatrice des écoles basques, les *ikastolas*. Président départemental du PR, Jean-Louis Domergue s'est mis en congé de cette formation. A l'inverse, l'ex-ministre des affaires européennes Alain Lamassoure, qui appartient à la même famille politique que lui, a nettement pris position pour Jean Grenet, investi officiellement par le RPR et l'UDF.

Dans ce contexte, la candidate socialiste, Nicole Péry, parlementaire européenne, croit en ses chances d'arriver en tête au premier tour, même si elle n'est pas parvenue à un accord avec les communistes. Les nationalistes basques et les écologistes seront également présents, unis autour d'une liste Bayonne capitale (6,5 % des voix en 1989). Enfin, le FN pourrait se mettre sur les rangs dans cette ville de 40 000 habitants où M. Le Pen a recueilli 10 % des voix le 23 avril.

En attendant les élections partielles qui, probablement à l'automne, pourraient lui permettre de retrouver son siège de député, Alain Lamassoure a choisi de se présenter en deuxième position sur la liste du maire sortant (UDF-CDS) d'Anglet, Michel Bonnet. A partir de cette commune de trente-trois mille âmes, l'ancien ministre devrait briguer la présidence du district Bayonne-Anglet-Biarritz (BAB).

Autre ex-ministre de M. Balladur, Michèle Alliot-Marie a décidé de donner *« un nouveau souffle »* à Saint-Jean-de-Luz. Conseiller général RPR de la cité corsaire depuis 1992, elle est entrée en lice contre le maire sortant CDS, Paul Badiola, qui, lui, a reçu le soutien du chef de son parti, François Bayrou, également président du conseil général et toujours ministre de l'éducation nationale. Dans ce port de 13 000 habitants, le choix du maire risque de dépendre d'alliances nouées avant le second tour avec les socialistes ou les nationalistes basques.

UN SCÉNARIO FAMILIER

Ce scénario est familier à Didier Borotra, maire centriste de Biarritz qui, lors d'une municipale partielle, en avril 1991, avait défait le sortant RPR, Bernard Marie. Le sénateur CDS aborde le scrutin avec, pour le moment, un seul adversaire, le conseiller municipal d'opposition Max Brisson, conseiller régional, qui mène une liste... RPR.

En toile de fond de ces anicroches se dessine un autre enjeu : quelle ville et quel élu domineront la nouvelle intercommunalité sur la côte basque ? Le district BAB pourrait en effet se transformer en communauté urbaine, d'autant qu'il paraît attirer quelques communes périphériques. Par ailleurs, plus au sud, un district centré sur Saint-Jean-de-Luz et Hendaye devrait voir le jour et devenir le partenaire qu'attendent les cités basques espagnoles frontalières d'Irun et de Fontarabie.

Michel Garicoix

Alain Juppé estime que ses réformes sociales ne devront pas creuser le déficit budgétaire

Le premier ministre devait préciser ses intentions dimanche 28 mai à « 7 sur 7 »

Les mesures nouvelles annoncées par le premier ministre, lors de sa déclaration de politique générale du mardi 23 mai, en matière d'emploi et d'aide à la famille et aux personnes âgées coûteront plusieurs dizaines de milliards par an. Elles imposeront aussi la refonte de dispositifs existants. Invité, dimanche 28 mai, de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1, M. Juppé devait avoir l'occasion de préciser les financements envisagés.

« ON DIT AUX GENS de choisir le menu sans mettre de prix en face. » La formule aurait pu être prononcée par Alain Juppé, dénonçant la propension d'un nouveau gouvernement socialiste à dépenser sans compter les deniers publics. Par un curieux renversement des choses, qui veut que la gauche se pose désormais en parangon de rigueur, c'est Laurent Fabius qui a décoché la flèche au lendemain de la déclaration de politique générale de M. Juppé. Reprenant l'un des thèmes de campagne de Lionel Jospin, l'ancien premier ministre a relevé les lourdes incertitudes qui pèsent sur le financement – renvoyé au collectif budgétaire de la fin du mois de juin – des réformes sociales annoncées par le chef du gouvernement. Ce dernier devait toutefois lever un coin du voile dimanche 28 mai, au cours de l'émission « 7 sur 7 ». On sait déjà que ces réformes coûteront plusieurs dizaines de milliards de francs par an, et qu'elles ne devront pas creuser le déficit budgétaire (275 milliards en 1995). *« Toutes les mesures nouvelles inscrites dans le programme devront trouver leur contrepartie*, a prévenu le premier ministre. *Il faudra dégager, si c'est nécessaire, la ressource provisoire qui serait indispensable pour équilibrer la loi de finances rectificative. »* Si l'augmentation de la TVA reste l'hypothèse la plus probable, le fait que M. Juppé ne l'ait pas évoquée montre que l'option CSG n'est pas totalement écartée.

● **EMPLOI.** Il est difficile d'évaluer le coût du contrat initiative-emploi (CIE). L'exonération de charges sociales patronales et la prime de 2 000 francs pendant deux ans pour l'embauche d'une personne au chômage depuis plus d'un an coûteront en moyenne 50 000 francs par salarié et par an. Le gouvernement ayant clairement affiché sa volonté de réduire de manière significative le chômage de longue durée (1,2 million de personnes), il est probable qu'il budgétisera une somme importante. L'embauche de 200 000 chômeurs représenterait ainsi un investissement de 10 milliards par an. Mais le gouvernement hésite entre deux formules : l'une réservée à des salariés embauchés sur des *« activités nouvelles »*, qui ne toucherait que 50 000 à 100 000 bénéficiaires par an ; l'autre, plus large (400 000 à 500 000 personnes) et donc plus coûteuse, qui rendrait alors difficile un allègement de charges sur les bas salaires.

RECRÉER UN DISPOSITIF COHÉRENT

Cette baisse du coût salarial dans le cadre du CIE – le ministre du travail l'estime à 40 % – n'incitera-t-elle pas les entreprises à licencier certains salariés pour les remplacer par des CIE ? La hausse du SMIC (3,9 % attendus au 1er juillet) risque de pousser certains patrons, en particulier dans les secteurs à bas salaires (hôtellerie, textile), à se montrer moins « civiques » que ne l'espère M. Juppé. La collectivité consentirait alors un effort financier en pure perte.

Le CIE ne manquera pas, non plus, de soulever la question de la contribution de l'assurance-chômage au financement de ce contrat. Le président de l'Unedic, Denis Gautier-Sauvagnac (CNPF), refuse cette perspective, mais le gouvernement pourrait plaider que ces chômeurs retrouvant un emploi sont autant de charges en moins pour le régime. Il dispose d'ailleurs d'une arme efficace : l'aide de 10 milliards par an (jusqu'à fin 1996) que l'Etat s'est engagé à verser à l'Unedic pour accompagner son assainissement financier. Celui-ci étant plus rapide que prévu (le retour à l'équilibre est envisagé pour 1996), la tentation va être forte de lui imposer une politique du donnant-donnant.

Dernière question : que deviendront les contrats de retour à l'emploi (moins avantageux que le CIE), le dispositif d'insertion des RMistes (exonération de charges assortie d'une prime de 1 850 francs par mois) ou les « conventions de coopération » que les Assedic commencent à signer avec des entreprises ou des branches professionnelles ? Le gouvernement, qui envisage des *« simplifications »*, va devoir recréer un dispositif cohérent et compréhensible pour les entreprises. Le contrat d'accès à l'emploi (CAE) pour les jeunes sortant d'une formation en alternance (contrat d'apprentissage, de qualification...) soulève aussi des interrogations. Entre 50 000 et 100 000 jeunes sont intéressés chaque année. Instruit par l'échec du contrat d'insertion professionnelle, M. Juppé a indiqué que le CAE serait *« rémunéré au SMIC »* et bénéficierait d'une *« aide pour l'employeur »*. Cette formule devra être précisée dans le cadre des négociations que le patronat et les syndicats ont engagées sur l'emploi des jeunes. Mais, pour que le CAE soit attractif aux yeux d'employeurs de plus en plus habitués aux aides publiques – 1 million de contrats en ont bénéficié dans le secteur marchand en 1994 –, cette aide devra être significative. Le gouvernement pourrait, selon la CFDT, subordonner une baisse des charges en faveur des PME à l'embauche de jeunes. Au risque de dissuader les chefs d'entreprise.

● **FAMILLE ET DÉPENDANCE.** L'allocation pour les personnes âgées dépendantes, promise pour l'automne, sera également coûteuse (500 000 à 700 000 bénéficiaires potentiels). Si l'on se réfère à l'expérience en cours dans douze départements (allocation de 4 300 francs au maximum), le surcoût annuel pourrait atteindre au minimum 15 milliards (en plus de l'allocation compensatrice des départements et des aides des caisses vieillesse). M. Juppé a déjà indiqué que ce financement complémentaire reposerait *« sur la communauté nationale tout entière »*. Il n'est donc plus question, comme l'avait envisagé M. Balladur, d'augmenter uniquement la cotisation d'assurance maladie des retraités, ce qui avait soulevé l'hostilité de leurs puissantes associations.

Enfin, le gouvernement entend créer *« au plus tôt »* une *« allocation parentale de libre choix »* versée dès le premier enfant (sans condition de ressources), que les parents travaillent ou non. Son montant devrait en toute logique être supérieur aux 2 929 francs de l'actuelle allocation parentale d'éducation. On voit mal comment cette nouvelle prestation, dont le coût dépassera probablement 50 milliards par an, pourrait cohabiter avec l'APE ou l'AGED (garde d'enfant à domicile). Son introduction sera probablement l'occasion d'une remise à plat de l'ensemble des aides aux familles ayant des enfants en bas âge.

Jean-Michel Bezat

La commission des comptes de campagne suggère plus de « formalisme » pour la création de partis politiques

LA COMMISSION nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CCFP) n'est pas contente. Et elle le dit. Elle « croule sous le boulot », pour exprimer les choses un peu plus crûment, sans doute, que ne le laisserait entendre une lecture rapide du rapport, forcément plus policé, des neuf magistrats qui la composent, issus, à parts égales, du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes.

Au terme de son mandat, d'une durée de cinq ans, la CCFP vient, en effet, de produire un rapport que le nouveau gouvernement, bien que tout occupé à redéfinir un nouvel organigramme, cohérent, des grandes administrations centrales, aurait le tort de négliger.

Certes, il n'y a nulle révélation fracassante dans ce rapport d'activité, qui couvre les années 1993 et 1994. On note toujours, parmi les 178 formations politiques recensées au 31 décembre 1994 par la CCFP – contre 29 à la fin de 1990 – l'existence de ces partis plus ou moins étranges qui, selon l'article 4 de la Constitution, *« concourent à l'expression du suffrage »* : « Audace », « J'aime Brest », le « Mouvement d'union et de gestion communale de la ville de Plan-de-Cuques », ou encore « Vivre la politique autrement ».

CANDIDATS DÉBROUILLARDS

La commission, présidée par René Vacquier, constate, à ce propos, *« une augmentation continue du nombre d'associations de financement* [des partis politiques], *dont certaines, purement locales, couvrent parfois simplement une commune »*. Elle propose, notamment, *« sans pour autant remettre en cause le principe constitutionnel de liberté de création des partis, d'entourer leur existence par un minimum de formalisme, en particulier lorsqu'ils prétendent au bénéfice de l'aide budgétaire publique directe ou indirecte»*.

Au chapitre des comptes de campagne, les membres de la CCFP constatent aussi, non sans un brin de naïveté, que *« l'inventivité des candidats est sans limites »*. Ils ont ainsi relevé qu'un candidat aux élections municipales avait *« envisagé d'acheter et de revendre des lithographies à des entreprises, se réservant, bien entendu, une marge bénéficiaire pour assurer le financement de sa campagne »*. Ils n'ont pas manqué, par ailleurs, de relever que d'autres avaient parfois *« tendance à forcer la note »*, en intégrant dans leurs comptes de campagne les frais de réparation de leur véhicule, voire leurs dépenses de coiffeur.

Le rapport de la CCFP se termine par une mise en garde à propos des élections municipales des 11 et 18 juin, pour lesquelles la *« possiblité de fusion de listes au second tour risque de poser bien des difficultés »*.

J.-L. S.

★ ***Guide pratique du candidat à l'élection des conseillers municipaux de juin 1995*, par la CCFP. La Documentation française. 80 F.**

■ **ALLIER : le député barriste Jean Gravier (UDF-AD) conduira deux listes** dans deux communes distinctes de l'Allier, d'une part à Villebret (971 habitants), dont il est le maire sortant, d'autre part à Montluçon (46 600 habitants), dont le maire sortant communiste, Pierre Goldberg, se représente. Selon la loi, un député peut, dans le cadre des élections municipales, postuler à un mandat de maire dans chaque commune du département, précise la préfecture. Si, par hypothèse, les listes menées par M. Gravier obtenaient la majorité dans les deux communes, le député dispose d'un délai de dix jours pour choisir celle dans laquelle il siégerait. Faute de décision de sa part, la loi l'obligerait à siéger dans la plus petite des deux communes.

■ **AUXERRE : le RPR de l'Yonne veut bien travailler avec Jean-Pierre Soisson,** mais *« pas pour faire de la figuration »*, a précisé vendredi 26 mai Jean-Louis Hussonnois, conseiller municipal sortant, qui souhaite disposer de dix à treize élus sur trente-neuf, dont trois ou quatre postes d'adjoint. Le maire sortant, Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du Mouvement des réformateurs, souhaite que le RPR siège à ses côtés tout en *« maintenant l'alliance avec les socialistes »*. Le PS a déjà fait part de son refus, puisque deux des trois adjoints socialistes de M. Soisson conduiront une liste distincte. En 1989, M. Soisson avait été élu à la tête d'une liste d'ouverture comprenant notamment des candidats PS et UDF, le RPR menant une liste distincte. Actuellement, le conseil municipal compte onze élus socialistes et trois conseillers RPR.

■ **EMPLOI : les préfets ont commencé à nommer auprès d'eux les commissaires pour l'emploi** que le premier ministre leur a demandé de désigner auprès d'eux (*Le Monde* du 22 mai). Le préfet de Paris a nommé Jean-Louis Leger, directeur du cabinet du secrétaire général de la préfecture de Paris, pour occuper cette fonction dans la capitale. Il sera assisté par deux adjoints. De son côté, le préfet du Nord a nommé Yvon Garnier comme commissaire pour l'emploi à Lille et Jean Vanhoorebeke à Valenciennes. Alain Juppé avait indiqué qu'ils auraient *« une triple mission de mobilisation, d'impulsion et d'initiative pour l'emploi »*.

■ **NORD - PAS-DE-CALAIS :** le groupe Caisse d'épargne a indiqué qu'il venait de remporter un important appel d'offres lancé par un groupement de dix-huit hôpitaux du Nord - Pas-de-Calais engagés dans des programmes de modernisation et destiné à répondre à leurs besoins de financement pour les trois prochaines années, soit 735 millions de francs d'emprunts. Les contrats seront signés individuellement entre chaque établissement hospitalier et les trois caisses de la région : celles de Flandre, du pays du Hainaut et du Pas-de-Calais.





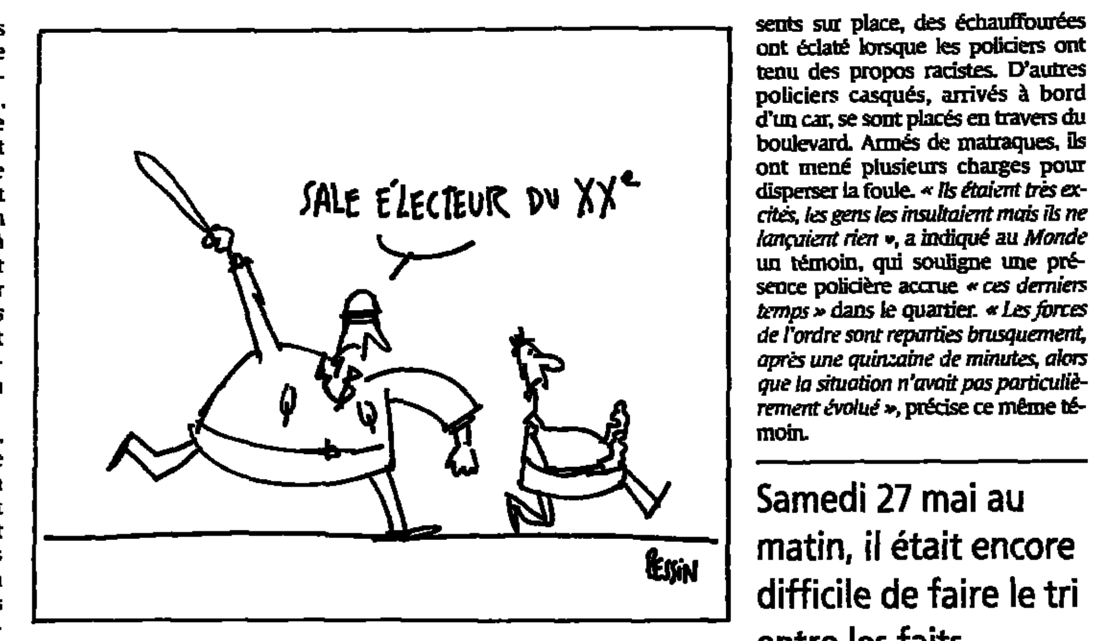
POLICE De violents incidents ont eu lieu, vendredi 26 mai dans le quartier Belleville à Paris (20ᵉ) où des policiers de la compagnie d'intervention du 4ᵉ district se sont heurtés avec des habitants et des passants. Trois personnes ont été légèrement blessées. ■ UN CONTRÔLE D'IDENTITÉ est à l'origine de ces incidents. Un jeune homme, allongé sur le capot d'une voiture, aurait refusé de répondre aux policiers,qui l'ont alors conduit dans leur car sous les yeux des passants. Ceux-ci ont pris fait et cause pour le jeune interpellé. ■ DES PROPOS RACISTES Et ANTISÉMITES auraient été proférés par des policiers et une échauffourée s'est alors produite, nécessitant l'envoi de renforts de police. Samedi matin, les témoignages sur le déroulement des faits étaient encore largement contradictoires, et une enquête de l'Inspection générale des services de la préfecture de police était en cours.

Plusieurs versions s'opposent sur l'origine des incidents de Belleville

Des policiers sont accusés d'avoir proféré des injures racistes et antisémites à la suite d'un contrôle d'identité dans le 20ᵉ arrondissement de Paris.

L'INSPECTION GÉNÉRALE des services (IGS) de la préfecture de police de Paris a été saisie d'une enquête sur les incidents survenus, vendredi 26 mai, dans le quartier de Belleville (Paris 20ᵉ). En début d'après-midi, à la suite d'un contrôle d'identité, des échauffourées ont éclaté entre des policiers et environ deux cent cinquante passants à l'angle du boulevard de Belleville et de la rue Ramponneau, un secteur de la capitale où se mêlent les communautés juive, musulmane et chinoise. Trois personnes, légèrement blessées, ont été conduites à l'hôpital Saint-Louis.

Selon les premiers témoignages, trois ou quatre policiers en tenue ont voulu contrôler l'identité d'un jeune homme allongé sur le capot d'une voiture. Ce dernier refusant de décliner son identité, les policiers auraient tenté de l'emmener jusqu'à leur car. Il les aurait alors insultés avant d'être malmené. Plusieurs témoins font état d'injures « *racistes et antisémites* » proférées par les policiers mais le jeune homme lui-même, entendu par la quatrième division de police judiciaire, aurait nié avoir fait l'objet de telles insultes. Il aurait également reconnu s'être « *énervé* ». Le vendredi étant jour de marché, environ deux cent cinquante personnes, intrigués par l'incident, se sont rapidement regroupés autour des policiers, qui ont appelé des renforts car leur véhicule était secoué par la foule et le père du jeune homme tambourinait sur les portières.



Selon plusieurs témoignages, dont ceux de militants de l'association Droit au logement (DAL) présents sur place, des échauffourées ont éclaté lorsque les policiers ont tenu des propos racistes. D'autres policiers casqués, arrivés à bord d'un car, se sont placés en travers du boulevard. Armés de matraques, ils ont mené plusieurs charges pour disperser la foule. « *Ils étaient très excités, les gens les insultaient mais ils ne lançaient rien* », a indiqué au *Monde* un témoin, qui souligne une présence policière accrue « *ces derniers temps* » dans le quartier. « *Les forces de l'ordre sont reparties brusquement, après une quinzaine de minutes, alors que la situation n'avait pas particulièrement évolué* », précise ce même témoin.

Samedi 27 mai au matin, il était encore difficile de faire le tri entre les faits et les rumeurs

« *J'ai vu des agitateurs professionnels, je les connais* », raconte, quant à elle, Arlette Braquy (UDF), deuxième adjoint de la mairie du 20ᵉ arrondissement, chargée du logement et des affaires sociales. Arrivée sur les lieux « *en pleine émeute* », alors que « *la foule essayait d'empêcher les cars de police de partir* », Mᵐᵉ Braquy a recueilli des témoignages selon lesquels « *les policiers se seraient fait insulter de manière sans nom lors de la vérification d'identité* ». Le deuxième adjoint, également conseiller de Paris, a vu une foule composée de « *gens sincères et perturbés* », originaires pour la plupart des communautés arabes et juives, et qui étaient « *comme sous un choc* ».

Les policiers qui ont procédé au contrôle ne sont pas en poste permanent dans ce quartier de Paris. Il ne s'agit pas de gardiens de la paix du commissariat voisin, situé rue Ramponneau, mais de la compagnie d'intervention du quatrième district, appelée à procéder à des opérations de voie publique, notamment des contrôles d'identité, pour lutter contre la petite et la moyenne délinquance dans les 11ᵉ, 12ᵉ et 20ᵉ arrondissements.

Ces incidents ont suscité une vive émotion dans Belleville. Samedi 27 mai au matin, il était encore difficile de faire le tri entre les faits et les rumeurs, les témoignages recueillis étant parfois contradictoires. L'IGS, dont le directeur Yves Lucet s'était rendu sur place vendredi après-midi, avait déjà entendu une quarantaine de témoins. Les enquêteurs se heurtaient néanmoins à une difficulté majeure : en raison du shabbat, ils devaient attendre le lundi 29 au matin pour entendre les témoins de confession israélite, parmi lesquelles les personnes qui auraient été insultées.

Le préfet de police de police, Philippe Massoni, interrogé samedi matin par *Le Monde*, a déclaré que l'enquête de l'IGS devra déterminer les conditions dans lesquelles ces affrontements ont commencé « *alors que les policiers qui avaient demandé des renforts cherchaient à se dégager* ». Selon M. Massoni, la police est « *républicaine* » et elle doit respecter « *les valeurs de la République et les droits de l'homme* ». Il attend toutefois les résultats de l'enquête pour se prononcer sur cette affaire.

Philippe Massoni s'est adressé dès vendredi soir à la communauté juive en intervenant sur Radio-J. Il a également reçu, en fin d'après-midi, le président du comité représentatif des institutions juives de France (CRIF), Henri Hadjenberg qui lui a demandé « *les sanctions les plus sévères et le plus rapidement possible* » s'il s'avérait que des représentants des forces de l'ordre avaient tenu des propos antisémites. Selon M. Massoni « *des sanctions exemplaires* » seront prises si l'enquête confirme que les propos rapportés ont été tenus. Il s'agirait alors d'actes « *inadmissibles* » et « *intolérables* ».

Ph. Br.

« Il y avait de l'effervescence dans l'air »

« J'étais assise à la terrasse d'un restaurant de Belleville, **raconte Cécile, militante de DAL (Droit au logement), dont le siège est situé dans le quartier,** ***lorsque s'est produit, vers 13 h 30, le premier attroupement autour du car de police où avait été traîné le jeune homme interpellé, un garçon d'à peine vingt ans. Je suis allée voir ce qui se passait et, tout de suite, on m'a dit que ce garçon, qui devait porter la kippa, a été traité de « sale juif ». Ce qui m'a étonnée, c'est qu'en moins de deux minutes, des policiers en civil sont venus prêter main-forte à leurs collègues en uniforme. Les « civils » étaient bien une quinzaine, et, un peu plus tard, des habitants du quartier m'ont assuré qu'ils redoutaient une opération de police depuis le matin. Il y avait de l'effervescence dans l'air depuis plusieurs heures. »***

« Ensuite, **poursuit Cécile,** ***après l'arrivée des renforts de police, un quart d'heure après l'interpellation du jeune homme, il y a eu deux violentes charges de CRS. J'ai déjà assisté à des charges, mais celles-là... Les gens étaient coincés entre les voitures en stationnement et les CRS tapaient dans le tas. Un bébé a même pris un coup. Un commissaire a essayé, après, de calmer le jeu, en disant qu'il ne fallait pas faire toute une histoire pour quelques bobos. »***

Protestations

■ **SOS-Racisme** a qualifié de « *violences policières* » les incidents de Belleville. Dans un communiqué, l'association a demandé que « *les sanctions les plus fermes soient prises à l'encontre des policiers qui auraient proféré des propos racistes et antisémites* » et a réclamé des pouvoirs publics que « *la clarté soit faite sur ce « simple » contrôle d'identité qui, manifestement, a plus que dérapé* ».

■ **Le président du Comité représentatif des institutions juives de France (CRIF)**, Henri Hadjenberg, a demandé au préfet de police de Paris, Philippe Massoni, de « *prendre les sanctions les plus sévères, et le plus rapidement possible, si les responsabilités étaient établies* ». « *J'ai demandé à la communauté juive de Belleville de garder son calme et d'éviter toute provocation. Celle-ci doit être convaincue que les autorités publiques ne couvrent pas les agissements scandaleux de quelques policiers* », a déclaré M. Hadjenberg.

■ **Michel Charzat (PS)**, tête de liste pour les élections municipales dans le 20ᵉ arrondissement de Paris, a demandé vendredi « *l'ouverture immédiate d'une enquête administrative* ». Dans un communiqué, M. Charzat a dénoncé « *une bavure inacceptable qui révèle de graves dérapages dans le commandement de la police du 20ᵉ arrondissement* ».

Un « village » hypersensible

LE BAS BELLEVILLE est l'un de ces « villages » parisiens qui font le bonheur des ethnologues et, quand la mode s'y met, des touristes. Ici, les strates de l'Histoire composent un terreau toujours fertile en personnages, en légendes et en événements. Les habitants de cette ancienne commune rattachée à la capitale sous Napoléon III ont toujours été jaloux de leurs particularités, de leurs rues en pente, de leur vie locale, un peu en marge des fastes officiels du centre-ville. Depuis un siècle et demi, le quartier est un refuge : d'abord pour les ouvriers chassés du cœur de Paris par les percées haussmanniennes, puis pour les étrangers fuyant les pogroms d'Europe centrale, les massacres d'Arménie ou tout simplement les misères ordinaires. Dans un habitat vétuste mais bon marché, les nouveaux arrivants s'entassent, organisent des ateliers, ouvrent des boutiques en rez-de-chaussée. Belleville fonctionne comme un sas vers la grand-ville, une machine à intégrer.

Mais les frictions intercommunautaires, même si elles restent invisibles, sont quotidiennes et les sensibilités toujours à fleur de peau. Les dernières vagues d'immigration ont été celles des juifs sépharades de Tunisie et des boat people asiatiques. Elles venaient s'ajouter à un melting-pot impressionnant, où, de l'autre côté du boulevard de Belleville, les Maghrébins dominent encore.

La communauté juive de la rue Ramponneau occupe de fortes positions. Une école Loubavitch en haut de la rue, une synagogue en bas, sur le boulevard, et, entre les deux, un chapelet de petits commerces fort actifs. Ici, comme en Tunisie, tout le monde se connaît, on vit beaucoup dans la rue et, comme la densité est très forte, les attroupements spontanés s'étoffent vite, surtout le mardi et le vendredi, jours de marché. On fait bon ménage avec le commissariat de police du haut de la rue Ramponneau, dont les hommes savent exactement comment maintenir l'ordre public sans froisser d'innombrables susceptibilités.

MÉFIANCE

Elles sont d'autant plus vives que le village sépharade du bas Belleville se sent menacé. D'abord par les urbanistes officiels, qui rêvent depuis longtemps de nettoyer ces îlots de médiocre qualité. Les ZAC et les opérations de rénovation se succèdent aux alentours depuis des décennies. Tout un côté de la rue Ramponneau a justement fait l'objet d'une destruction-reconstruction qui a laissé de profondes cicatrices dans le paysage urbain et dans les esprits. Les immeubles de béton qui ont remplacé les méchantes bâtisses d'antan sont architecturalement « corrects » et le trottoir est « propre ». Mais une bonne partie des habitants et des boutiquiers d'autrefois ont été relogés dans d'autres quartiers. Certains ont vécu ce déplacement comme un exil, et ceux qui sont restés, sur le trottoir d'en face, regardent avec la plus grande méfiance tout projet de « réhabilitation » du reste du secteur. D'où le succès d'une association comme la Bellevilleuse, qui a réussi à mobiliser l'ensemble des habitants et à arracher à la Ville une rénovation plus respectueuse des caractéristiques architecturales, commerciales et tout simplement humaines de ce coin de Paris.

Mais les maladresses du pouvoir n'ont pas manqué. Comme cette réunion de concertation organisée à la mairie un vendredi soir, alors que commence le repos hebdomadaire de la communauté juive. Celle-ci a également en mémoire l'affaire de la synagogue du boulevard de Belleville, vieux bâtiment de deux étages que les gens du quartier, qui ont conservé une forte pratique religieuse, projetaient de surélever. L'immeuble étant en vente, la Ville a préempté et ruiné les espoirs des religieux sépharades.

A ces agressions de l'urbanisme rénovateur, s'ajoute depuis peu d'années une autre « attaque » venant du nord. De l'autre côté de la rue de Belleville, dans un bloc d'immeubles modernes aux loyers accessibles, une communauté asiatique s'est progressivement installée. Une sorte d'essaimage du Chinatown du treizième arrondissement. Comme au sud de la place d'Italie les familles actives, solidaires et entreprenantes, ont installé des ateliers, ouvert des commerces, attiré les chalands. Elles ont constitué une enclave originale et colorée, mais qui a tendance à déborder. Bref, les Asiatiques pratiquent avec une efficacité redoublée ce que tous leurs prédécesseurs, venus d'autres horizons, ont fait dans ce quartier ! Alors, la rue Ramponneau se sent une fois de plus « encerclée », et au moindre incident elle prend feu. Après tout, la résistance, ici, on connaît. C'est dans cette rue même que, en 1871, les derniers communards se firent bravement tuer derrière l'ultime barricade.

Marc Ambroise-Rendu

La cour d'appel refuse d'étendre la saisine des juges dans l'affaire Schuller

EN OPPOSANT un refus, vendredi 26 mai, à la requête formée par les juges d'instruction Serge Portelli et Philippe Vandingenen, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris n'a pas, à proprement parler, empêché la poursuite de leurs investigations visant Didier Schuller. Les deux magistrats de Créteil (Val-de-Marne), qui enquêtent sur les malversations commises autour de l'office HLM des Hauts-de-Seine à l'époque où celui-ci était dirigé par le conseiller général (RPR) de Clichy, essuient néanmoins un relatif désaveu, puisque la chambre d'accusation a confirmé le rejet, par le parquet de Créteil, de leur demande d'une saisine élargie. « *ucun moyen de droit,* indique l'arrêt de la cour d'appel, *ne peut contraindre le procureur de la République à prendre des réquisitions aux fins de poursuite sur des faits nouveaux.*

Les « *faits nouveaux* » dont il est ici question, MM. Portelli et Vandingenen les avaient découverts à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), la ville dont le maire est le député (RPR) Patrick Balkany, qui n'a pas ménagé son soutien à M. Schuller depuis le début de cette affaire (*Le Monde* du 22 février). Le 15 mars, les deux juges avaient conduit une perquisition au siège de la Société d'économie mixte d'aménagement, de rénovation et d'équipement de Levallois-Perret (Semarelp) : ils savaient que cette société paramunicipale, présidée M. Balkany, versait des salaires à Didier Schuller – environ 17 000 francs mensuel –, ès *qualités* de juriste et de « *conseiller du président chargé du contentieux* » (*Le Monde* du 18 mars).

Sur place, ils avaient bien trouvé, outre un lot de factures attestant *ces paiements, une série de huit* courriers émanant de l'avocat de la Semarelp, qui confirmaient à première vue la réalité des fonctions exercées par M. Schuller. Mais, curieusement, le registre de réception des courriers ne portait aucune trace de ces lettres, que les enquêteurs soupçonnaient, dès lors, d'avoir été rédigées *a posteriori* pour justifier les émoluments versés au conseiller général. Evoquant leurs « *présomptions* », les juges d'instruction avaient alors demandé au parquet de Créteil d'étendre leur saisine à la Semarelp, où pouvaient avoir été commis des « *abus de biens sociaux* » ainsi que des « *faux en écriture* » au profit de M. Schuller. Après consultation de la chancellerie, le parquet avait répondu par la négative, en invitant néanmoins les juges à étayer leurs soupçons : une jurisprudence de la Cour de cassation le leur permettait, estimait-on place Vendôme, tant qu'ils n'étaient pas contraints de procéder à des mises en examen.

C'est cette décision du parquet que MM. Portelli et Vandingenen contestaient devant la chambre d'accusation. Celle-ci a reconnu qu'ils avaient agi « *à bon droit en transmettant en l'état leur dossier au procureur* », mais que le parquet demeurait seul maître de l'engagement des poursuites. Les deux juges peuvent donc poursuivre leur enquête afin d'étayer leurs présomptions, ou former une nouvelle demande d'extension de leur saisine. Ils devront en tout cas patienter pour mettre en examen M. Schuller, réfugié hors de France depuis plus de trois mois.

Hervé Gattegno

Les centres de transfusion sanguine jugés responsables par le Conseil d'Etat

LE CONSEIL D'ETAT a jugé, vendredi 26 mai, les centres publics de transfusion sanguine responsables des dommages causés par la fourniture de produits contaminés, même en l'absence de faute de leur part. Cette décision, conforme aux conclusions du commissaire du gouvernement (*Le Monde* daté 21-22 mai) transpose, sur le terrain du droit administratif, une jurisprudence que la Cour de cassation applique déjà aux centres privés.

L'existence d'une responsabilité sans faute s'explique par la nature de la mission confiée aux centres de transfusion (monopole de la collecte, contrôle médical des prélèvements, traitement, conditionnement et fourniture de produits sanguins) et par le risque que présente la fourniture de ces produits.

■ **AFFAIRE URBA : le procureur de la République de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor),** Yves Boivin, a fait appel, vendredi 26 mai, après le jugement du tribunal correctionnel qui avait condamné, le 15 mai, quatorze personnes dans l'affaire Urba-Sages, parmi lesquelles Henri Emmanuelli, premier secrétaire et ancien trésorier du PS. Le procureur avait requis une peine de deux ans de prison avec sursis, mais M. Emmanuelli a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et 30 000 francs d'amende.

■ **JUSTICE : le tribunal correctionnel du Havre** (Seine-Maritime) a prononcé, vendredi 26 mai, des peines allant de cinq mois à un mois de prison ferme contre cinq jeunes gens interpellés après les incidents qui avaient suivi la manifestation anti-raciste, mercredi, au Havre. Mohammed Hamadou, 20 ans, a été condamné à cinq mois de prison ferme pour avoir jeté des pierres contre un bus, Boualem Tebbakh, 26 ans, à quatre mois ferme pour avoir frappé un policier, Salah Hadj Larbi, 36 ans, également à quatre mois ferme pour avoir brisé des vitres, Bruno Pierre, 30 ans, à deux mois ferme pour détention d'arme blanche, Gabriel Mendy, 24 ans, à trois mois, dont deux avec sursis, pour avoir menacé de mort un commissaire de police.

هكذا من الأصل

Mgr Jean Balland, nouvel archevêque de Lyon et primat des Gaules

L'ex-archevêque de Reims succède au cardinal Decourtray

Le pape a nommé, samedi 27 mai, Mgr Jean Balland, soixante ans, archevêque de Lyon, ce qui lui vaut le titre honorifique de primat des Gaules. Mgr Balland, qui était archevêque de Reims, succède ainsi au cardinal Decourtray, décédé le 16 septembre 1994, auquel il avait déjà succédé au siège de Dijon en 1982. C'est le dimanche 2 juillet que le nouveau primat des Gaules prendra possession de la primatiale Saint-Jean.

CEUX QUI CROIENT aux clins d'œil du destin seront comblés. Archevêque de Reims, Mgr Marty était devenu archevêque de Paris. Evêque de Dijon, Mgr Decourtray était devenu archevêque de Lyon. Venant à la fois de Dijon et de Reims – deux diocèses où il a fait, selon son expression, *« deux septennats non renouvelés »* –, Mgr Jean Balland avait la voie toute tracée pour Paris ou pour Lyon. Ce sera Lyon.

La pression des évêques français consultés n'est pas étrangère à la promotion d'une personnalité qu'ils avaient déjà élue à deux reprises (en 1986 et en 1990) à leur Conseil permanent. Les évêques se plaignent assez souvent (en privé) de ne pas voir leurs vœux couronnés par Rome pour ne pas se réjouir, cette fois, d'avoir été écoutés. Il s'agit d'une personnalité à leur image, c'est-à-dire « conciliaire » à souhait et dans la ligne de Jean Paul II, mais sans excès ; avant tout un « pasteur », ancien professeur de séminaire et aumônier d'action catholique.

On le dira un peu bourru. Ce Berrichon ne cultive pas, en effet, des paillettes médiatiques. Il a été l'élève de Paul Ricœur, à la Sorbonne, et de Maurice Bellet. Réputé solide, il n'a pas la spontanéité d'Albert Decourtray. Au point d'être étiqueté, dans le « trombinoscope pour épiscopes » de l'impertinente revue *Golias*, d'homme « *intelligent* », mais *« carré », « conciliaire très raide »*. Au hit-parade de *Golias*, il n'obtient qu'une « mitre », soit très loin derrière... Mgr Gaillot, crédité de cinq. Ce qui serait une preuve de la parfaite orthodoxie du nouvel archevêque de Lyon.

La réalité est naturellement plus nuancée. Ceux qui le connaissent de près louent sa capacité d'écoute et de synthèse, le dépeignent comme une force tranquille maîtrisant bien ses



dossiers, proche de ses prêtres, ce qui est un bon point pour les Lyonnais, dont le clergé est réputé frondeur. *« Si un évêque n'aime pas ses prêtres, il doit changer de métier. Mais les prêtres aussi doivent aimer leur évêque »*, dit au *Monde* le nouveau primat des Gaules.

C'est ce sérieux qui l'a fait précocement remarquer par Rome. Dès 1986, encore évêque de Dijon, Mgr Balland réglait pacifiquement l'affaire de Flavigny-sur-Ozerain, du nom d'un village de Côte-d'Or abritant le petit séminaire diocésain racheté par des bénédictins traditionalistes dont Mgr Lefebvre avait voulu faire un Ecône *bis*.

Aussi, en 1992, se voit-il confier par Rome et la conférence des évêques la visite « canonique » des séminaires de France, mission périlleuse tant il s'agit de chasses gardées où les divergences sont grandes. « Dans un climat de confiance », se plaît-il à souligner, Mgr Balland a visité dix séminaires avant de rédiger, en 1994, un rapport encore confidentiel. Ce bon élève devait être récompensé par une nomination à la Congrégation des évêques au Vatican, le jour même (12 janvier 1995) où Mgr Gaillot, dans les bureaux de cette même institution, recevait l'annonce de son exclusion.

Au plan local, il a engagé une *« démarche synodale »* (à défaut d'un synode diocésain en bonne et due forme) sur deux dossiers qui lui tiennent à cœur : la solidarité et l'engagement de l'Eglise dans la société ; l'avenir des paroisses. Il s'était signalé en 1992, avant le référendum sur Maastricht, en supprimant les messes du dimanche dans la cathédrale de Reims où M. Le Pen avait décidé de lancer sa campagne. Enfin, à propos du quinzième centenaire, en 1996, du baptême de Clovis à Reims, Mgr Balland avait tenu tête aux assauts des royalistes et traditionalistes, et confié la préparation des célébrations (dont le temps fort, le 22 septembre, devrait avoir lieu en présence du pape) à une association dans laquelle il figure, mais en compagnie de toutes les autorités civiles, préfectorales et académiques.

L'installation de Mgr Balland à Lyon aura lieu vraisemblablement le 2 juillet. Il montera la colline de Fourvière, siège de l'archevêché, avec le sentiment de *« l'humilité des commencements »*. Il n'ignore pas la difficulté de la tâche (*Le Monde* du 26 avril), préférant toutefois à la routine, dit-il, la *« vitalité »* et l'*« exubérance »* du catholicisme lyonnais.

Henri Tincq

[Né le 26 juillet 1934 à Bué (Cher), Jean Balland, fils de viticulteurs, a fait ses études au petit séminaire de Bourges, au séminaire français et à l'université grégorienne de Rome, et à la Sorbonne. Il est licencié en philosophie et en théologie. Ordonné prêtre en 1961, il est professeur de philosophie aux séminaires de Bourges, de Tours et de Poitiers jusqu'en 1973, date à laquelle il devient vicaire épiscopal du diocèse de Bourges, chargé du monde rural, et en 1980 vicaire général. Nommé évêque de Dijon le 8 novembre 1982, il est consacré le 12 décembre suivant. Le 8 août 1988, il est nommé archevêque de Reims.]

Soulagement à Fourvière

LYON
de notre bureau régional

Des réactions de soulagement ont été perçues chez les catholiques lyonnais à l'annonce de la nomination de Mgr Balland. Beaucoup craignaient le choix d'un évêque au profil *« restaurateur »*. Christian Ponson, recteur de l'université catholique, souligne *« son sens de la mesure et de l'ouverture »*. Radio-Fourvière se réjouit d'accueillir un homme qui a lancé deux radios chrétiennes, à Reims comme à Dijon, rattachées au « serveur national » basé à Lyon. *« Il est convaincu que la communication est importante, même s'il n'est pas lui-même ce qu'on appelle un animal médiatique »*, assure Emmanuel Payen, fondateur de Radio-Fourvière.

Mgr Balland ne sera pas le *« clone »* du cardinal Decourtray, même s'il lui succède pour la deuxième fois (à Lyon après Dijon), assure Christian Delorme, chargé des relations avec l'islam, heureux qu'en le nommant *« Rome ait été respectueux de l'identité de l'Eglise de Lyon : nous n'avions pas besoin d'un superpréfet, mais d'un pasteur, dans la continuité de Decourtray »*.

Après huit mois de vacance de siège, après l'affaire Gaillot qui a mobilisé les catholiques lyonnais, *« l'attente est devenue plus modeste*, souligne le théologien Henri Bourgeois. *Peut-être entre-t-on dans un nouveau type d'épiscopat, moins sacré et moins personnalisé »*.

N. B.

Un épiscopat remodelé

Ce choix souligne le retour à des formes de recrutement plus classiques dans une hiérarchie dont les deux tiers ont été nommés par Jean Paul II

LA NOMINATION des évêques est un bon baromètre pour mesurer les intentions de Rome à l'égard de la France. Après la tempête provoquée par l'affaire Gaillot, le choix d'une personnalité consensuelle comme celle de Mgr Jean Balland pour le siège de Lyon, le deuxième dans la hiérarchie française, devrait contribuer à calmer le jeu.


ANALYSE

Sous l'influence de l'ancien nonce à Paris, Mgr Felici, qui s'était déjà distingué dans la reprise en main de l'épiscopat des Pays-Bas, les années 80 avaient été marquées en France par la nomination d'évêques que leurs confrères plus anciens appelaient charitablement les *« extraterrestres »*, choisis hors des circuits habituels pour leur sûreté théologique et leur conformisme vis-à-vis de Rome. Le recrutement dans le vivier du Renouveau charismatique (Mgr Raffin à Metz, Mgr de Monléon à Pamiers ou Mgr Bagnard à Belley) était tout un symbole.

Rome ne s'est toutefois pas entêté. Par son importance numérique – cent quatorze évêques en activité et quatre sièges vacants à Evreux, Reims, Laval et à la Mission de France – et par ses traditions intellectuelle, sociale et missionnaire, l'épiscopat français se prêtait moins à des opérations de déstabilisation, analogues à celles qui ont été tentées dans de plus petites Eglises (en Belgique, aux Pays-Bas, en Autriche, en Suisse...).

Les nominations proposées à Rome sous l'autorité du nouveau nonce, Mgr Antonetti, sont plus conformes aux souhaits exprimés par les évêques français. Elles marquent le retour à des formes de recrutement plus traditionnelles, comme la direction des séminaires, la gestion des communautés locales (paroisses), et même les mouvements d'Action catholique, pourtant considérés « à gauche ».

Après la nomination de Mgr Balland à Lyon, suivant de peu celle de Mgr Bernard Panafieu à Marseille, c'est donc un épiscopat presque complètement remodelé par Jean Paul II qui tient les rênes de l'Eglise de France. Sur les cent cinq évêques exerçant en métropole, soixante-huit ont été nommés par le pape actuel. Seuls deux, Mgr André Collini à Toulouse et Mgr Jean Vilnet à Lille, avaient été recrutés à l'époque du concile Vatican II (1962-1965).

La voie royale pour devenir évêque reste l'enseignement. Sur les trente-neuf prélats nommés ou transférés depuis 1988, quinze ont été professeurs et supérieurs de séminaire – outre Mgr Defois, archevêque de Sens-Auxerre, ancien recteur de l'institut catholique de Lyon, et Mgr Claude Dagens, évêque d'Angoulême, ancien doyen de la faculté de théologie de Toulouse. La presque totalité est issue du clergé séculier et a exercé des responsabilités dans des paroisses. Et huit ont été aumôniers d'Action catholique : Mgr Lacrampe à Ajaccio, Mgr Perrier, auxiliaire à Chambéry, Mgr Joatton à Saint-Etienne, Mgr Garnier à Luçon, Mgr Gourvès à Vannes, Mgr Mindre à Mende, Mgr Fruchaud à Saint-Brieuc, Mgr Patenôtre à Saint-Claude.

Le retour à des formes de recrutement plus classiques ne supprime pas pour autant les différences de sensibilité, le jeu des influences romaines et des personnalités qui composent, au total, un épiscopat plutôt divisé et replié.

H. T.

CARNET

DISPARITIONS

Friz Freleng

Le « père » de la Panthère rose

LE CINÉASTE D'ANIMATION américain Friz Freleng est mort vendredi 26 mai à Los Angeles. Il était âgé de quatre-vingt-huit ans.

Isadore « Friz » Freleng était le « père » de quelques-uns des plus célèbres personnages du cartoon américain, notamment le chat Sylvestre, la souris mexicaine Speedy Gonzales et la Panthère rose. Né le 21 août 1906 à Kansas City, il débute dans le cinéma à l'âge de dix-huit ans et, en 1927, entre au service des productions Walt Disney. Il n'y demeure que quelques mois, avant de travailler sur la série *Krazy Kat*, pour le compte de la Winkler Picture Corporation à New York. En 1930, il intègre le département animation de Warner Bros, dont il s'impose comme un des réalisateurs vedettes, au même titre que Tex Avery et Chuck Jones, et où il restera pendant plus de trente ans.

Créateur de plus de trois cents courts métrages d'animation, il imprime à ses films un rythme infernal, qui rend possibles d'étonnantes explosions de violence, et mise sur l'extrême nervosité de ses personnages, caractéristique qu'il attribuait à sa propre personnalité *(il était de petite taille et d'un tempérament bouillonnant)*. En 1963, il crée avec David H. DePatie une société de production indépendante, DePatie-Freleng Enterprise, et réalise de nombreux courts métrages et films publicitaires, aussi bien pour le cinéma que pour la télévision. Cette même année, il imagine pour le générique du film de Blake Edwards *La Panthère rose*, un personnage qui deviendra très vite une vedette à part entière (dans le film, la Panthère rose est le nom d'un diamant). Il avait remporté cinq Oscars et trois Emmy Awards.

P. M.

Manuel Cabanas

Un des fondateurs du PS portugais

MANUEL CABANAS, l'un des fondateurs du Parti socialiste portugais, est décédé, jeudi 25 mai, à l'âge de quatre-vingt-treize ans, à l'hôpital de Faro, dans le sud du Portugal, où il était entré une semaine plus tôt. Il avait fait partie du petit groupe, réuni en Allemagne, autour de Mario Soares alors en exil en France, qui avait créé en 1973 le Parti socialiste, un an avant l'éclosion de la « révolution aux œillets » mettant fin au régime salazariste. Manuel Cabanas, que le président Mario Soares considérait comme *« un grand républicain et un grand socialiste »*, était l'ami de nombreuses personnalités portugaises, intellectuels et artistes, liées à l'opposition au régime de Salazar.

Fidèle à ses idéaux laïques et socialistes, il a été arrêté plusieurs fois par la police politique de la dictature et a effectué plusieurs séjours en prison. Graveur sur bois, il est l'auteur d'importantes œuvres éparpillées chez des collectionneurs et dont on a réuni une partie significative dans un musée qui porte son nom à Villa Real San Antonio (sud du Portugal), non loin de son village natal. Il avait reçu l'ordre de la Liberté, décoration créée au lendemain de la révolution du 25 avril 1974.

Al. F.-M.

AU CARNET DU MONDE

Décès

– Marie-Claude Desclozeaux,
sa fille,
Jean-Pierre Desclozeaux,
son gendre,
Elodie et Magali,
ses petites-filles,
M. et Mme Ragot,
sa sœur, son beau-frère,
Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Antoinette CUISENIER,
née Renaud,

survenu le 24 mai 1995 à Paris, dans sa soixante-dix-neuvième année.

114, rue de Grenelle,
75007 Paris.
20, villa d'Alésia,
75014 Paris.

– Suzy Cohen,
sa sœur,
Avi Cohen,
son neveu,
Margalit Fachlia,
sa nièce,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel ERNST,

survenu le 25 mai 1995.

L'enterrement aura lieu, le 29 mai 1995, en Israël.

– Les administrateurs,
La direction
Le personnel,
de la Républic National Bank of New York (France),
ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Michel ERNST,

dont il fut le président durant de nombreuses années.

– L'administrateur général du CEA et le haut-commissaire à l'énergie atomique ont la tristesse de faire part du décès de

Claude ITZYKSON,

directeur de recherches au CEA,
lauréat de l'Académie des sciences.

(*Le Monde* du 26 mai.)

– Pierre Lafon,
Mme Lavenant,
Heidi Pierre,
Stéphane Pierre,
Johann Courtial,
Les familles Epelly et Lafon,
ont l'immense peine de faire part du décès de

Anne LAFON,

survenu le samedi 20 mai 1995.

La cérémonie protestante a eu lieu, le mercredi 24 mai à 7 h 30, en la chapelle du centre funéraire du cimetière de la Guillotière, à Lyon.

– M. Pierre Gonzalez de Gaspard,
avocat à la Cour de Paris,
son fils et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Isabelle SECRETAIN-GONZALEZ de GASPARD,

survenu le 26 mai 1995, à Noyers-Saint-Martin (Oise), à l'âge de cent trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu, le lundi 29 mai, à 11 heures, à l'église Saint-Lambert de Vaugirard, 2, rue Gerbert, Paris-15e.

L'inhumation aura lieu, le même jour, vers 12 h 15, dans le caveau de la famille Gonzalez de Gaspard, au cimetière de Grenelle, 174, rue Saint-Charles, à Paris-15e,

30, rue La Boétie,
75008 Paris.
Tél. : 45-61-13-10.

– M. et Mme Charles Ricard,
M. et Mme Maurice Varigas,
M. et Mme Armand Noebes,
Mme Marie-Rose Allais,
Mme Denise Ricard,
M. Yves Decours,
leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Les familles Enjalbert-Sokol,
Tous ses parents et amis,
Le Père provincial,
Les Pères et Frères de la Compagnie de Jésus, recommandent à vos prières

le Père Louis-Philippe RICARD,

décédé à Pau, le 21 mai 1995, à quatre-vingt-cinq ans.

Mme Allais,
allées Maintenon,
65200 Bagnères-de-Bigorre.

Anniversaires

Jean-Pierre BUFFARD
27 mai 1994 - 27 mai 1995.

Que tous ceux qui se souviennent lisent pour toi ces vers de Baudelaire, parmi tes préférés :

Car c'est vraiment, Seigneur, le meilleur témoignage
Que nous puissions donner de notre dignité
Que cet ardent sanglot qui roule d'âge en âge
Et vient mourir au bord de votre éternité !

Ta compagne, N.L.

– Il y a cinq ans, le 28 mai 1990,

Natacha DIOUJEVA-WOLTON

nous quittait.

Que ceux qui l'ont aimée aient une pensée pour elle.

– C'est le quinzième mois de mai où nous sommes sans

Liora,

parce que deux automobilistes pressés ont *brûlé un feu rouge. Elle avait douze ans.*

Nous irons sur sa tombe le 29 mai 1995, rendez-vous à 14 heures au cimetière de Pantin, entrée principale.

Familles CICUREL et WIENER.

– 27 mai 1985,

Stanislas RONDOT.

Tenderly.

– Il y a un an, disparaissait

Maurice SIMON,
magistrat.

Les épreuves donnent au cœur de l'homme sa vraie densité.

– Le 28 mai 1975,

le docteur Jean-Pierre VILLETTE

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu, estimé et aimé aient une pensée pour lui en ce jour anniversaire.

Communications diverses

– *Centenaire de la naissance de Robert Graves*, mercredi 31 mai 1995, 18 h 30, conférence de Dunstan Ward, professeur au British Council, sur Graves, dont le Club des poètes vient de publier un choix de poèmes traduits pour la première fois en français (par Anne Mounic, maître de conférences à Paris-III), présentation suivie d'un récital poétique.

Club des poètes, 30, rue de Bourgogne, 75007 Paris.
Tél. : 47-05-06-03.

– Olfa Rohrbach, née Bouhdiba, soutiendra, le mardi 30 mai 1995, à 15 heures, salle 229, à l'IAE de Paris, 162, rue Saint-Charles, Paris-15e, une thèse de doctorat intitulée : **« Pour une fonction de production multidimensionnelle. »** Cette soutenance est publique.

L'Exposition art déco

Moment de plaisir entre deux cataclysmes, l'Exposition internationale organisée il y a soixante-dix ans à Paris allait donner naissance à un véritable style populaire

EN ce printemps de 1925, se tient à Paris l'Exposition internationale des arts décoratifs et industriels modernes. Elle a été inaugurée le 28 avril par le président de la République. En bas de l'escalier d'honneur du Grand Palais que l'architecte Charles Letrosne avait drapé de bleu et peuplé de statues d'or et d'argent, s'est déroulée une cérémonie sans faste terminée par une sortie au pas de gymnastique. *« Tout fut rapetissé sous le coup de baguette de la fée Démocratie »*, note un journaliste. Cette précipitation s'explique par le retard des travaux : les officiels ont traversé l'esplanade des Invalides et le cours de la Reine au milieu des échafaudages et des plâtres. L'exposition de 1925 est décidément vouée aux retards : la célébration de son cinquantenaire, elle aussi expéditive, n'eut lieu qu'en octobre 1976 au *Musée des arts décoratifs*. Et l'exposition elle-même est née après une gestation de plus de vingt ans.

L'affaire a démarré en 1902. Cette année-là, le gouvernement italien organise à Turin une Exposition internationale d'art décoratif moderne, la première du genre à réunir toute l'Europe. Or la France y fait pauvre figure. Pourtant les artistes ont espéré réparer à Turin les faiblesses de l'exposition de 1900 – où la production de « bazar » a écœuré les visiteurs – et rendre au pays sa place dans la guerre que se livrent les nations sur le front des industries d'art. Mais, malgré les bonnes conditions offertes à Turin, les pouvoirs publics ne savent pas organiser une véritable section nationale et l'école de Nancy ne parvient pas à trouver les fonds nécessaires à sa participation. Pas d'organisation, pas de mécénat, et donc peu d'artistes présents : un véritable fiasco en comparaison du triomphe des Ecossais, des Autrichiens et, dans une moindre mesure, des Allemands. Ce qui fait dire à *La Lorraine artiste* : *« Aujourd'hui, la culture universelle allemande constitue l'avenir de la culture mondiale. »*

LES années qui suivent sont celles de la contrition ou de l'amertume. Les critiques Roger Marx ou Gabriel Mourey déplorent la pusillanimité des officiels. Les créateurs tentent en vain de présenter leurs modèles à l'Exposition de l'habitation en 1903. Ils ont un peu plus de chance avec la création en 1903 du Salon d'Automne, doté d'une importante section d'architecture et d'arts décoratifs. On gémit sur l'invasion du marché français par la « camelote » allemande. On appelle à un renouveau français qui passerait par l'alliance entre créateurs et industriels. Franz Jourdain, l'architecte de la Samaritaine, et Charles Plumet, auteur de beaux hôtels particuliers (dont celui qu'occupe actuellement la Fondation Dapper), réussissent à convaincre le sénateur Couyba, président de la Société nationale de l'art à l'école, d'organiser en France une « exposition internationale des arts décoratifs modernes ». Pour stimuler ses compatriotes, Jourdain invite au Salon d'Automne de 1910 les designers de Munich. Après son succès à l'Exposition universelle de Bruxelles de 1910, le style néo-Biedermeier de Munich, avec ses fleurs stylisées, ses drapés et ses capitons, triomphe à Paris. En 1911, le président de la Société des artistes-décorateurs rédige donc un rapport qui considère la tenue d'une telle manifestation comme indispensable au relèvement des arts français. Le 12 juillet 1912, les députés votent une *résolution invitant le gouvernement à organiser l'exposition internationale au cours de l'année 1915.*

Pendant la guerre, Jourdain et Plumet poursuivent leur lobbying ; ils obtiennent que Paul Léon, directeur des Beaux-Arts, confie aux Artistes-Décorateurs la mise en scène de la voie triomphale lors de la rentrée des troupes victorieuses. La paix revenue, ils posent à nouveau la question de l'exposition devant le Parlement, qui répond favorablement en 1921. L'exposition est fixée à 1925. Le projet suscite une floraison de manifestes qui tentent de l'orienter dans le sens d'un goût certes moderne, mais bien français. *Les sinistres fantômes de l'avant-guerre réapparaissent* : le nationalisme revanchard, puisque l'Allemagne n'est pas conviée alors que, avec le Bauhaus, elle peut présenter ce qu'il y a de plus prometteur ; le régionalisme nostalgique que l'on appelle alors l'*« enjolivement du sol »* fait son retour avec le projet de *« village régional »*.

Le projet suscite une floraison de manifestes qui tentent de l'orienter dans le sens d'un goût certes moderne mais bien français

Paul Léon, le directeur des Beaux-Arts, est nommé commissaire général et s'entoure de collaborateurs, parmi lesquels Charles Plumet, le supporter des premiers jours, nommé architecte en chef. Un seul, Ivanhoé Rambosson, chargé du très délicat comité d'admission, a moins de cinquante ans. Sur les photos de groupe, son visage rasé apparaît d'une étonnante modernité au milieu des moustachus et barbus.

Il faut trouver l'emplacement et le budget. La future expo émigre de *la porte Dauphine à Vincennes*, de l'île de Puteaux au Jardin d'acclimatation, au parc de Saint-Cloud et même au mail de Versailles, pour revenir au cœur de Paris, là où toutes les expositions ont jusqu'alors pris place, le long du fleuve et sur l'esplanade des Invalides. Le Grand Palais offre en outre ses 33 000 mètres carrés couverts. *Quant au budget, on ne* peut l'imputer sur les dépenses publiques, déjà trop lourdes car l'Allemagne ne paie pas les réparations attendues. On trouve les fonds en émettant des bons qui assurent aux souscripteurs des avantages sur les *entrées, les spectacles et les transports* ainsi que la participation à une loterie finale. Leur succès permet de promulguer le 10 avril 1923 la loi d'autorisation.

Une immense littérature se développe autour de l'expo, fort diverse. La presse populaire pratique l'ironie bon enfant, tel Paul Géraldy rapportant les propos d'un juré du comité d'admission à qui l'on a donné pour consigne de ne retenir que des œuvres *« modernes »* : *« Mais à quoi reconnaît-on qu'une œuvre est moderne ?* demande le juré au président. *– A ce qu'elle ne ressemble à rien »*, lui est-il répondu.

Le succès populaire est considérable. L'exposition diffuse auprès de la classe moyenne un nouveau répertoire ornemental identifiable et reproductible du vêtement à l'architecture. D'où une authentique relance de la *« consommation des ménages »*. Dans tous les trois-pièces des nouvelles « habitations à bon marché » et dans les pavillons qui se multipliaient en banlieue, s'exhibe le service à café décoré de la fameuse corbeille de fruits, des roses stylisées ou des guirlandes viennoises qui se retrouvent tissées sur le store de la salle à manger, *brodées sur les draps, dessinées* dans les balcons de fonte, sur la reliure du *Livre de demain* (la célèbre collection jaune d'Arthème Fayard née en 1923) et pour finir appliquée sur la robe des dimanches. Un véritable style populaire était né. *L'Illustration*, le magazine de la classe moyenne, édite une série de numéros spéciaux qui donnent la mesure de l'adhésion générale à l'événement.

Du côté des artistes, dans les revues spécialisées, les commentaires sont féroces. Ils portent d'abord sur le principe même de l'Exposition : *alors que la France doit rebâtir ses* villes dévastées par la guerre, est-il raisonnable de construire ces centaines de pavillons éphémères, de gaspiller efforts et matériaux ? Ne vaut-il pas mieux édifier en un point quelconque de la périphérie *un vrai quartier modèle ?* Alfred Agache, le plus éminent urbaniste français, propose la Défense... C'est une telle solution qui sera retenue par l'association allemande du Werkbund pour son exposition de 1927 à Stuttgart, où elle bâtira un vrai quartier moderne, la cité du Weissenhoff.

Les critiques portent ensuite sur l'organisation spatiale de l'exposition. Ses incohérences reflètent les indécisions du comité d'admission, pris entre exigences des chambres syndicales de producteurs et revendications des créateurs. Ainsi, on a dû construire sur l'esplanade des *Invalides une galerie des boutiques* francaises (imaginée par l'architecte Henri Sauvage) pour loger les étoffes ou l'orfèvrerie alors qu'il existe une section des arts de la rue qui abrite au GrandPalais les modèles de devantures modernes. Section d'ailleurs contestée : *« On va donc tâcher de nous faire confondre la rue et les boutiques »*, regrette un critique, qui rappelle que la rue, c'était aussi les maisons au-dessus des boutiques.

Le village modèle a perdu sa première définition de *« régional »* pour devenir *« français »* et présente une typologie complète des édifices villageois. La mairie réalisée par Guimard dans son style tardif vertical voisine avec l'église moderniste de Droz. La boulangerie adopte le genre néo-régional synthétique qui se pratique en Europe centrale et du Nord depuis vingt ans. *Les pavillons des régions françaises*, installés à l'autre extrémité *de l'exposition, proposent* une interprétation parfois quasi expressionniste de l'architecture vernaculaire : la façade en pans de bois alsaciens du pavillon de Mulhouse par André Ventre est littéralement « éventrée » par une énorme baie centrale. *L'éclectique clos normand* de Pierre Chirol juxtapose des bow-windows triangulaires empruntés à l'école d'Amsterdam et de grandes cheminées blanches de cottage anglais Art and Craft. Il faudrait conseiller aux actuels producteurs des médiocres pavillons sur catalogue de jeter un coup d'oeil à ce ré*gionalisme si imaginatif...*

Dans l'ensemble, les innombrables pavillons relèvent plutôt de l'espèce « boîte à gâteau avec joli couvercle » que du genre architectural. Dans la catégorie des activités économiques ou artistiques (tels la ganterie, le vitrail) il faut citer le pavillon des diamantaires, qui repre*nait d'une façon lamentable* le pavillon du verre imaginé par Bruno Taut pour l'expo du Werkbund à Cologne en 1914. Le cinéma n'a droit qu'à une simple évocation anecdotique : un coin de studio reconstitué avec mannequins. Des voisinages inattendus réunissent les pavillons des firmes : celui de Crès, *éditeur de livres sur l'art*, à côté de celui de l'épicerie fine Corcellet. Les plus visités et commentés par la grande presse sont ceux des quatre grands magasins, le Louvre, le Bon Marché, le Printemps et les Galeries Lafayette, qui présentent les *produits de leurs tout nouveaux* ateliers des arts de la maison. La hutte circulaire couverte de pavés de verre dessinée par Henri Sauvage pour le Printemps relève plutôt de la tératologie architecturale. Egalement monstrueuses, les *quatre tours des vins et liqueurs* de France édifiées aux angles de l'esplanade par l'architecte en chef Charles Plumet et le pavillon de la manufacture de Sèvres, encadré de potiches *hors* échelle. Auguste Perret, auteur du théâtre provisoire, et Tony *Garnier au pavillon de Lyon/* Saint-Etienne, restent plus dignes avec leurs grands murs nus et un peu tristes.

L'ensemble le plus luxueux réunit *dans le* pavillon du Collectionneur, dessiné par Pierre Patout sur un modèle *du XVIIIe siècle les* designers groupés autour de Ruhlmann. Pour l'amateur d'art, on n'a pas prévu de cuisine ni de salle de bains, alors même que les progrès techniques et esthétiques de ce genre d'installation sont spectaculaires. De même, *dans l'Ambassade* française, grande commande officielle, aucun équipement technique ne figure. Pierre Charreau, qui « décore » ici le bureau de l'ambassadeur, va bientôt installer des salles de bains en tube métallique *dans sa « maison* de verre».

C'est pourtant à travers ces deux *prestigieux ensembles qu'on peut* et doit juger l'art déco. Comme dans le néo-biedermeier munichois que dénonçaient les Français en 1910, mais avec plus de luxe, l'inspiration Louis-Philippe est explicite. Il *s'agit* de renouer avec ce qui fut le dernier véritable style français avant l'éclectisme corrupteur. Un grand sens du raffinement et de l'apparat domestique s'exprime dans ces courbes épurées, ces matières précieuses (galuchat, ivoire, bois exotiques), *ces couleurs* sourdes qui avaient déjà cours dès 1910 chez des décorateurs venus de l'art nouveau, tel Paul Follot.

SUR la rive droite, les jardins des Champs-Elysées abritent une section inédite, celle des jardins. Les fontaines à *vasques ou à sculptures*, les bassins, bancs et mobilier fixe en toutes matières, les parterres géométriques destinés aux jardins miniatures des hôtels particuliers, s'inspiraient à la fois des modèles viennois d'Hoffmann et des exemples traditionnels de l'Andalousie. L'art des jardins constitue du reste l'une des *branches les plus* fécondes de l'art déco.

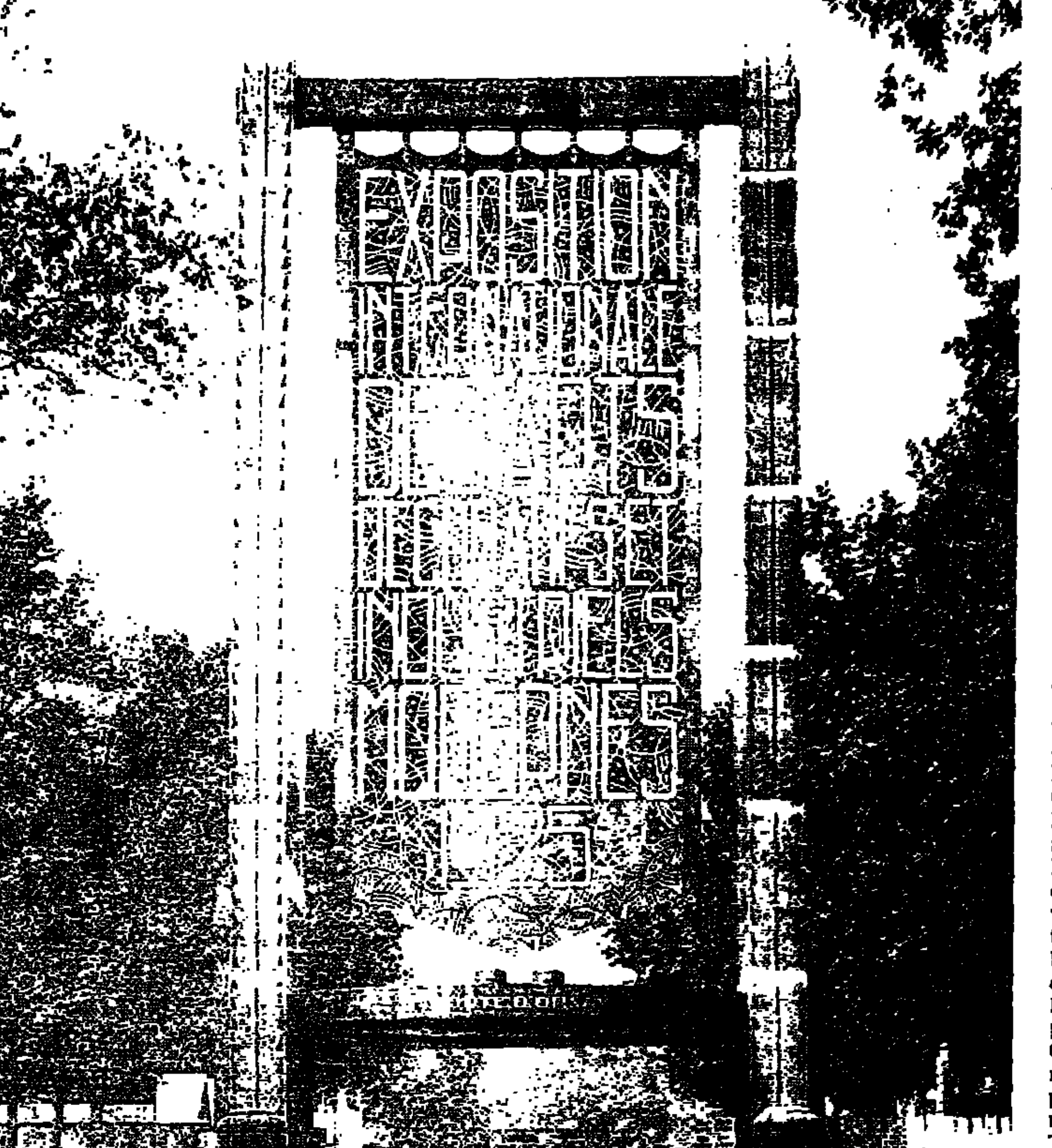
Les participations étrangères en disent long sur l'état du monde en 1925 : les Etats-Unis, en pleine crise d'isolationnisme, se sont abstenus tandis que le Japon expansionniste, seul pays extra-européen représenté, a financé un grand pavillon *où* les produits *exposés sont* régulièrement renouvelés. L'Europe est amoindrie par l'absence de l'Allemagne. L'Angleterre joue dans le même ton que la France, avec un vrai raffinement ; la Pologne pratique un cubisme dans le genre tchèque ; la Belgique a confié son pavillon à un baron Horta vieillissant. *Dans le goût classique*, la Suède prend ses références dans le XVIIIe siècle gustavien tandis que l'Italie accumule assez adroitement les références romaines pour affirmer dans une sorte d'arc de triomphe-patchwork la continuité impériale, d'Auguste à Mussolini. Le Danemark et les Pays-Bas proposent de petits mais *élégants* volumes de briques très soigneusement appareillés et la Tchécoslovaquie une spectaculaire proue de terre cuite rouge et or.

Un grand sens du raffinement et de l'apparat domestique s'exprime dans ces courbes épurées, ces matières précieuses, ces couleurs sourdes

Trois pavillons renouvellent l'esthétique architecturale de la mai*son – et suscitent* assez peu de commentaires dans la grande presse. Sur celui de Melnikov pour les Républiques soviétiques, on fait quasiment silence ; que dire de cet OVNI constructiviste qu'on ne sait même pas comment photographier ? *Du* pavillon du tourisme de Mallet-Stevens, on discute la grande tour-signal et les arbres en béton armé. Quant à Le Corbusier, il a raconté les aventures de son pavillon de l'Esprit nouveau, l'oeuvre la plus « avancée » mais aussi la plus tardivement achevée. Corbu a rusé avec Plumet, qui lui réclame « la maison d'un architecte », pour construire son pavillon qui est, en réalité, une tranche en vraie grandeur de l'Immeuble-Villa dont il a exposé le projet au Salon d'Automne de 1922. Il a trouvé tardivement un mécène, le constructeur d'avions et de voitures *Gabriel* Voisin, auquel il offre le patronage du plan de modernisation radicale du centre de Paris, le fameux plan Voisin exposé sur un « mural » du pavillon.

« L'art décoratif est le soubresaut final des anciens modes manuels, une chose qui meurt », écrit alors Le Corbusier dans la presse et le critique Georges Besson cite de longs extraits d'*Ornements et crime*, le texte de Loos publié dès 1913 dans les *Cahiers d'aujourd'hui* : *« Il faut nous résigner à ce que l'Etat entretienne et subventionne la maladie de l'ornement... »*

Françoise Hamon



IN « ARTS DÉCORATIFS DES ANNÉES 20 » (ÉD. SEUIL REGARD)

La porte d'Orsay, par Louis Boileau (1925).

A UNE SEMAINE de la fête de la Pentecôte, l'épiscopat français publie, lundi 29 mai, un document de réflexion sur l'Eglise catholique, annoncé en pleine ébullition après l'exclusion de Mgr Jacques Gaillot de son évêché d'Evreux. Le lendemain, 30 mai, le pape doit également publier l'encyclique *Ut unum sint* (« Qu'ils soient un »), destinée à relancer les efforts de rapprochement des Eglises chrétiennes séparées. L'Eglise catholique est donc en débat sur son mode de fonctionnement, sur sa capacité de dialogue interne et externe, sur son rapport avec la société.

Sur ces différents thèmes s'exprime, dans un entretien au *Monde*, le Père Paul Valadier, membre de la Compagnie de Jésus, professeur au Centre Sèvres (faculté de philosophie des jésuites à Paris) et à la faculté de théologie de l'université catholique de Lyon; ancien directeur de la revue *Etudes*, auteur d'une thèse sur *Nietzsche et la critique du christianisme* (1974) et de livres à succès : *L'Eglise en procès* chez Calmann-Lévy en 1987 (Champs-Flammarion en poche en 1989), *Lettres à un chrétien impatient* (La Découverte, 1991) et *Eloge de la conscience* (Seuil 1994). Dans cet entretien, il s'appuie sur l'histoire pour montrer comme les crispations actuelles au « sommet » de l'Eglise ne sont pas conformes à sa grande tradition.

Un entretien avec Paul Valadier

« Le catholicisme a perdu ses habitudes de débat. Il s'est momifié »

« Est-il vrai, comme on l'a dit au moment de l'affaire Gaillot, que l'Eglise et la démocratie n'ont jamais fait et ne feront jamais bon ménage ?

– Le mot de démocratie est inadéquat, car l'Eglise n'est pas et ne peut pas être une « démocratie » au sens politique du terme. Elle est la communauté de ceux et celles qui entendent répondre à la parole de Jésus-Christ et qui veulent conformer leur vie à son message. Comme telle, elle n'est ni démocratique ni monarchique. Elle est plutôt « communion de communions », « Eglise d'Eglises », répondant à un fonctionnement spécifique.

» Pour autant, je dois rappeler des principes qui font partie de la grande tradition du christianisme, comme la collégialité et la subsidiarité. En les honorant réellement, l'Eglise instaurerait en elle un fonctionnement plus cohérent et proche de pratiques démocratiques qui ne lui sont pas étrangères : songeons, par exemple, aux procédures d'élection dans les monastères et jadis pour les évêques; encore aujourd'hui pour les papes ; aux constitutions des ordres religieux, préludes à nos Constitutions modernes, ou à l'existence des « fabriques », dans les paroisses anciennes, qui assuraient une gestion très large par les fidèles.

– Pourquoi ce mouvement « démocratique » a t-il été interrompu ?

– Il y a bien des raisons. L'une est spécifiquement française. La Révolution de 1789 a cassé l'ancien système. Ensuite, Napoléon Bonaparte a fait de l'évêque l'équivalent d'un préfet. Avec lui, d'une certaine manière, le préfet est devenu l'évêque du temporel et l'évêque le préfet du spirituel. Il a fallu attendre la fin de la première guerre mondiale pour retrouver des « assemblées d'évêques et de cardinaux ». Et des « assemblées du clergé », comme il en existait dans l'Ancien Régime, ne sont malheureusement plus concevables aujourd'hui. Une autre raison est davantage connue : c'est la montée de la centralisation romaine depuis le Moyen Age, et qui atteint de nos jours un paroxysme.

» Ainsi aboutit-on à la situation actuelle de sclérose institutionnelle, à un autoritarisme souvent arbitraire, à une sorte de « schisme vertical » interne à l'Eglise. Ce qui représente une déviation par rapport à une juste ecclésiologie. En deux siècles, l'Eglise catholique a perdu la plupart de ses habitudes de concertation et de débat. Elle s'est momifiée. Les fidèles se sont habitués à la passivité, malgré quelques timides essais de prise de conscience des responsabilités du laïcat, comme on l'a vu naguère avec la naissance de l'Action catholique ou avec celle du scoutisme. Sans doute, depuis le concile Vatican II dans les années 60, a-t-on cherché à enlever les bandelettes, mais il faudra du temps pour réveiller la momie. Les habitudes sont prises. Les mentalités sont façonnées.

– Les catholiques des pays d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord ne vivent-t-il pas de plus en plus mal – comme l'ont montré l'affaire Gaillot et les polémiques entourant certaines nominations d'évêques – une sorte de dichotomie entre la « culture démocratique » de la société dans laquelle ils vivent – celle de leur entreprise, de leur cité, de leurs associations – et la pratique de leur propre Eglise ?

– Il est vrai que la culture démocratique de la société en Occident – avec ses lacunes – est une interpellation de plus en plus forte pour l'Eglise. Les fidèles, habitués à des moeurs démocratiques dans la société civile, ne se découpent pas en tranches ! Ils ne deviennent pas différents quand ils franchissent le portail de leur église. Et ils s'attendent à y trouver non pas la « démocratie », au sens des catégories politiques traditionnelles, mais des principes d'écoute mutuelle, de débat, de dialogue que l'Eglise a longtemps défendus et même pratiqués et qu'il faut honorer à nouveau aujourd'hui.

» Pourquoi ? Parce que la sclérose actuelle a créé une crise de confiance. Les Eglises locales ont le sentiment qu'on ne leur fait plus confiance ; une certaine méfiance s'installe à tous les niveaux, ce qui n'est pas sain. Pour cette raison aussi, la vitalité intellectuelle ne se manifeste guère dans la recherche théologique. Les efforts de développement de l'intelligence de la foi ne sont guère encouragés. Or ma conviction est qu'il faudrait peu de choses pour crever les abcès et retrouver une Eglise vivante où la parole n'est plus attendue d'un seul, mais où, parce que les échanges y sont encouragés, elle reprend confiance en soi et du même coup redevient plus crédible au regard de la culture « *démocratique* » d'aujourd'hui.

– Trente ans exactement après le concile Vatican II, estimez-vous que l'Eglise est revenue en arrière ou n'était-elle pas allée assez loin ?

– Ces deux propositions sont, l'une et l'autre, vraies. N'embellissons pas le passé et n'exagérons pas les « percées » du concile. Il faut quand même se rappeler que les grandes intuitions de Vatican II n'avaient pas été aussi facilement acquises qu'on l'imagine aujourd'hui. Des coups de frein étaient donnés par bien des gens de la Curie romaine et par une minorité conservatrice. Défaits au moment du vote des textes, ils ont laissé passer l'orage et se sont promis de reprendre un jour le dessus. Par bien des côtés, le concile Vatican II est resté au milieu du gué, en matière ecclésiologique notamment.

» Dans l'actualité plus récente, on ne peut pas omettre non plus le facteur personnel de Jean Paul II. Du fait de son origine slave, le pape se sent investi d'une mission particulière d'opposition à la société occidentale, qu'il considère comme matérialiste, relativiste et « *sécularisiste* ». Il estime donc que sa tâche consiste à aider les Eglises, notamment celles de l'Occident, à lutter contre l'affadissement de leur foi dans des sociétés profondément atteintes par le doute. C'est un projet qui est moins de dialogue que de confrontation; voire d'opposition avec la culture moderne et qui rejoint de fortes inquiétudes liées à la baisse des pratiques religieuses, à la diminution des vocations, à la perte d'influence de l'Eglise sur les mentalités et les moeurs, etc.

» Mais sa réalisation, au fil des années, se heurte à des obstacles considérables. Elle a pris à contre-pied nombre d'évolutions amorcées après Vatican II. Elle a montré aussi les limites d'un volontarisme « pastoral » peu respectueux des évolutions internes des communautés. Les évolutions des pays de l'Est, après l'effondrement du communisme, ont montré à quel point les processus de sécularisation représentent des tendances lourdes, dont les appels pathétiques à une « *nouvelle évangélisation* » ne semblent pas mesurer l'ampleur.

» Devant ces résistances, on assiste à un raidissement de plus en plus sensible. On en trouve un signe dans plusieurs nominations d'évêques, qui s'inscrivent souvent en dehors des voeux exprimés par les Eglises locales. On en a des exemples en Allemagne, en Autriche, aux Pays-Bas, en Suisse, en Belgique, en France. A Cologne ou à Salzbourg, les règles de droit des Eglises locales n'ont pas été respectées. A Namur, si la consultation des fidèles a bien été organisée, elle fut de pure forme : le nouvel évêque était déjà désigné. Cela a abouti à une déconsidération profonde du système et à une division des conférences épiscopales. Le même raidissement caractérise le ton des dernières encycliques de Jean Paul II, à la fois plus inquiet et plus agressif contre la culture moderne.

– Ces attitudes ne rappellent-elles pas la conception « intransigeantiste » que l'Eglise catholique du dix-neuvième siècle avait de son rôle dans la société ?

– Il est vrai qu'au dix-neuvième siècle elle recevait de plein fouet, en Europe, l'onde de choc d'un rationalisme militant, de démocraties libérales parfois agressives et la montée de la « libre-pensée ». Et paradoxalement, si on en juge par les créations de congrégations, d'écoles ou de missions, cette Eglise jouissait alors d'une extraordinaire vitalité interne. Mais elle vivait néanmoins avec la mentalité d'une forteresse assiégée.

» Certains sont fondés à penser que, en effet, le catholicisme renoue aujourd'hui avec cet « intransigeantisme » si spécifique au siècle dernier et non de la grande tradition de l'Eglise. Or le problème est que la société et le statut de la raison dans cette société ont beaucoup changé depuis. On explique que rien n'est pire que la raison prométhéenne et sûre d'elle, que la modernité s'inscrirait dans un vaste mouvement de substitution de l'homme à Dieu. Sans doute cette conception orgueilleuse de la raison a-t-elle existé. La griserie devant les progrès des sciences et des techniques, l'ambition d'instituer enfin des régimes politiques émancipés de l'oppression, certaines idéologies socialistes allaient dans le sens de ce « prométhéisme ».

» Aujourd'hui, nous ne sommes plus du tout dans cette situation, mais plutôt sous le règne du nihilisme. La raison doute d'elle-même, hésite sur son pouvoir et son empire. Elle est sceptique sur ses moyens comme sur ses fins. Bien des scientifiques, fiers de leur savoir, sont marqués par le doute sur la portée de leurs recherches. Ils tâtonnent. Le même doute frappe les juristes au sujet du droit et de ses fondements. Et que dire des politiques redevenus « modestes » ?

» C'est donc, à mon avis, une erreur intellectuelle de continuer à condamner le prétendu prométhéisme et à rabaisser la raison. Je dirais même, tout au contraire, que l'Eglise devrait aider cette raison à s'affirmer, à reprendre courage en son pouvoir. Son rôle n'est pas de jouer les Cassandre du monde contemporain. Bien sûr, personne ne lui donnera tort de dénoncer les formes nouvelles et insidieuses d'oppression de l'homme par l'homme. Mais que gagne-t-on à ajouter le doute au doute, la condamnation aux incertitudes profondes de nos sociétés concernant leur avenir ? Il est une tâche plus noble qui consiste à aider l'homme contemporain à retrouver foi dans ses possibilités, plutôt qu'à contribuer soi-même au règne du nihilisme, par des dénonciations qui paralysent un peu plus une volonté déjà défaillante.

» *Si la foi a un sens, c'est précisément* qu'elle aide l'homme à se mettre sur pied, à marcher, qu'elle convoque la raison à son propre tribunal, pour l'aider à retrouver le sens de la... raison. A d'autres époques, l'Eglise l'a fait. Elle a su prendre le relais de la raison, voire même de l'Etat. Elle fut la grande initiatrice de nos universités européennes et une source pour les arts.

» Il ne s'agit évidemment pas de refaire cela à la fin du vingtième siècle. Je veux simplement dire que l'« intransigeantisme » ne caractérise qu'un segment court de l'histoire, alors que la tradition de l'Eglise a su tantôt s'opposer à la raison insolente, au dix-neuvième siècle par exemple, tantôt, et beaucoup plus souvent, redonner de l'espoir à cette même raison quand le doute la saisissait. Après tout, comme chrétiens, nous croyons à la Résurrection, donc que la mort n'a pas le dernier mot. La foi vit de cette certitude que, même devant les pires impasses, l'homme peut toujours trouver une issue. C'est cette foi qui donne sens à l'histoire et à nos entreprises toujours menacées et fragiles en effet. Dieu n'abandonne pas l'homme si l'homme ne s'abandonne pas.

– Outre la crise de la raison, l'un des défis pour l'Eglise aujourd'hui n'est-il pas la diversité des cultures auxquelles elle s'adresse ? Ne faut-il pas voir dans les dernières encycliques et le catéchisme « universel » de l'Eglise catholique une sorte de tentative désespérée du pape pour maintenir l'unité ?

– Le ministère d'unité du pape est essentiel à la vie de l'Eglise. Je dirai même que dans un monde qui tend toujours plus à s'unifier, c'est une chance pour l'Eglise catholique d'avoir institutionnellement un symbole et un porte-parole de son unité et de sa visibilité. Mais le problème vient de la relation entre ce ministère d'unité et le reste de la communauté. Car il ne faut pas que l'unité étouffe la diversité et instaure une unicité niveleuse. A cet égard, ce qui est en cause, de nos jours, c'est l'homogénéisation, par manque de respect de la diversité des Eglises locales et par imposition – d'en haut – d'un seul schéma de pensée.

» Faut-il enfermer toute la chrétienté, en tous points du globe, dans le même moule et imposer les mêmes principes ? L'Eglise a vécu et vit encore avec plusieurs rites et plusieurs liturgies. Avant Vatican II – outre le cas des Eglises orientales – existaient un rite milanais, un rite lyonnais, etc. Moi-même, à vingt ans, je ne connaissais que le rite lyonnais et j'étais incapable de répondre à la messe de rite romain. Cette diversité, et non le nivellement, est dans la tradition du catholicisme. L'un des grands problèmes de l'Eglise au vingt et unième siècle sera de concilier son principe universel d'unité avec sa volonté d'inculturation. Plus on admet l'exigence – et Jean Paul II l'a rappelée avec force à plusieurs reprises – d'aller dans le sens de l'« inculturation », c'est-à-dire de l'ouverture à la diversité des cultures, des traditions religieuses, des moeurs, plus le lien d'unité risque d'être mis en cause.

» Faut-il pour autant ne pas prendre le risque ? Il y a contradiction à encourager l'inculturation et à renforcer une ecclésiologie hypercentralisée. Il faut avoir assez de ressources de foi et d'inventivité institutionnelle pour faire face aux risques d'éclatement et transformer le risque de dispersion en féconde reconnaissance des diversités.

– Une Eglise diversifiée au niveau des rites, mais aussi de ses institutions et de son fonctionnement ?

– Bien entendu. J'ajouterai même que, si cette entreprise de diversification n'est pas menée jusqu'à ce point, l'Eglise du troisième millénaire connaîtra des ruptures et peut-être des schismes redoutables. Si elle ne favorise pas la constitution de grandes conférences épiscopales, au niveau régional par exemple, et vraiment libres de leurs mouvements, voire de vrais « patriarcats », elle ira vers de graves confrontations entre Rome et les Eglises locales.

» Cette réforme institutionnelle n'est donc pas dictée par la mode ou par le goût du changement. Elle répond à un souci d'unité qui implique que les Eglises locales puissent largement gérer elles-mêmes leurs problèmes à leur niveau (principe de subsidiarité), en communion avec Rome et les autres Eglises. Cela permettrait de retrouver une conception de la papauté qui ne consiste pas à tout gérer de loin, mais d'abord à favoriser les liens. L'œcuménisme milite aussi dans le sens de cette diversité, qui n'est pas un luxe, mais un devoir.

» J'aperçois donc aujourd'hui de sérieux blocages, qui sont des sources de sclérose et de paralysie, mais aussi d'immenses possibilités d'espérance. Un regard excessivement pessimiste et rivé sur les apparences cache les ressources de fécondité et de renouvellement à l'œuvre un peu partout. Le témoignage de beaucoup de martyrs de la foi en Afrique, en Amérique centrale et latine, en Asie, est un signe. Aujourd'hui, des hommes et des femmes témoignent que l'Evangile du Christ les fait vivre et même affronter la mort par souci de servir leurs frères. Sous les scléroses institutionnelles, cette vitalité préfigure l'avenir. »

Propos recueillis par Henri Tincq

« Que gagne-t-on à ajouter le doute au doute, la condamnation aux incertitudes profondes de nos sociétés ? »

« Plutôt que de la rabaisser, l'Eglise devrait aider la raison à s'affirmer »

Le Monde

Un crime de guerre

LES Serbes ne pouvaient pas se tromper, racontent les plus fiables des observateurs en Bosnie. En braquant leurs canons et en tirant, jeudi 25 mai, sur la ville de Tuzla, dans le centre du pays, les milices serbes du docteur Radovan Karadzic savaient exactement ce qu'elles faisaient. Elles savaient qu'elles visaient le cœur de la vieille ville, et très précisément deux des cafés les plus fréquentés de Tuzla. Elles savaient que ce soir-là, chaud et sec, leurs terrasses seraient peuplées des dizaines de jeunes qui constituent leur habituelle clientèle. Des jeunes qui étaient là, comme chaque soir du printemps ou presque, pour oublier le conflit, pour faire comme si la guerre n'était pas là.

Déchiquetés, broyés, éventrés par les obus serbes, ils sont morts par dizaines pour avoir voulu, en ce funeste mois de mai 1995, faire ce qu'on fait quand on a vingt ans un peu partout, ailleurs, en Europe : s'asseoir et rêver à la terrasse d'un café. Un bilan encore provisoire faisait état de 76 morts, vendredi, et d'une centaine de blessés, dont de nombreux sont dans une situation désespérée ou resteront mutilés à vie. Dans tous les pays du monde, le bombardement serbe de jeudi a un nom : cela s'appelle un crime de guerre.

Et il est significatif que l'organisation censée parler au nom de la communauté internationale, l'ONU, n'ait pas qualifié comme il le fallait ce bombardement-là. C'est que l'ONU, du moins les porte-parole de la Forpronu sur place, a de plus en plus tendance à mettre les parties en conflit sur un pied d'égalité. On dit, pêle-mêle, les « belligérants » pour parler des bouchers de Tuzla et de leurs victimes. Comme si les forces du gouvernement bosniaque, reconnu par la communauté internationale, se battaient au même titre que les milices sécessionnistes serbes. Comme si les opérations que mènent les premières – évidemment pas angéliques – ne s'expliquaient pas avant tout par le fait que les secondes assiègent depuis plus de trois ans Sarajevo, retenant en otage une population civile qui sert de cible à leurs snipers, aux tireurs embusqués assassins de femmes, d'enfants et de vieillards. Il y a une vérité simple à rappeler dans le conflit en Bosnie : les victimes civiles sont presque exclusivement d'un seul côté.

C'est une vérité qui rend d'autant plus indécente la fiction entretenue par l'ONU d'une manière d'équivalence politique – voire morale – entre forces bosniaques et miliciens serbes. Elle est d'autant plus absurde que les milicens serbes ont ajouté au bombardement de Tuzla une action relevant purement et simplement du terrorisme à l'encontre de l'ONU en prenant en otage des dizaines de membres de son personnel en Bosnie, en les enchainant à de possibles cibles militaires pour dissuader d'éventuelles frappes de l'OTAN, enfin en menaçant de les tuer. Le tout filmé par la télévision serbe dans une mise en scène sinistre qui aurait dû susciter l'indignation et une réplique immédiate de l'ONU, si celle-ci n'était pas prisonnière de sa fumeuse « théorie de l'équivalence ».

Les maires de l'impossible

LE rétablissement de la cohésion sociale, priorité affichée par le nouveau président de la République, est aussi en passe de devenir un sujet central de la campagne municipale. On ne peut manquer d'être impressionné par l'insistance avec laquelle Jean-Paul Delevoye, président de l'Association des maires de France (AMF), élu RPR du Pas-de-Calais, décrit la fracture de la société à laquelle les maires sont confrontés tous les jours. Au point que M. Delevoye qualifie la mission des maires qui seront élus les 11 et 18 juin de « mandat de l'impossible ».

Il parait bien loin, le temps des élus atteints par la « maladie de la pierre », selon la formule ironique inventée par Michel Charasse. L'heure n'est plus aux maires « managers », qui voulaient gérer leur mairie comme une entreprise, avec tous les dérapages que cela pouvait entrainer. Traumatisée par l'ampleur et la durée de la crise, la population, notamment dans les régions les plus déshéritées, ne tolérerait plus les dérives du passé. Les administrés ne pardonnent plus rien à leurs élus, et c'est bien pourquoi certains d'entre eux, découragés, ont la tentation de passer la main.

En contrepartie, la tâche dorénavant assignée aux élus locaux a quelque chose, non pas d'exaltant – vu les conditions ingrates dans lesquelles ils doivent souvent exercer leur mandat –, mais au moins de gratifiant, puisqu'il s'agit, ni plus ni moins, de renouer les fils du tissu social déchiré. Une revue spécialisée titrait récemment, à propos des enjeux du prochain mandat municipal : « De l'élu développeur à l'élu médiateur ». La Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR) met, elle aussi, l'accent sur le renouveau nécessaire de la démocratie locale.

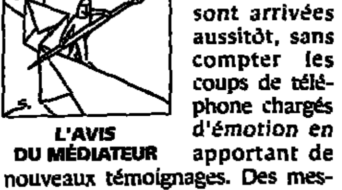
En simplifiant à peine, le discours qui commence à dominer cette campagne municipale est le suivant : discréditée à l'échelon national, la politique pourra renaitre de ses cendres si, à l'échelon local, les élus relèvent le défi qui leur est lancé. Les nouveaux maires seront en somme chargés de rendre confiance aux citoyens, mais aussi de leur insuffler à nouveau ce sens civique dont de nombreux maires déplorent la disparition. Vaste programme puisqu'il s'agit tout simplement de réhabiliter la politique et les hommes qui la font.

La versatilité de ces derniers a parfois quelque chose de déconcertant, le retard avec lequel ils réagissent aux mutations de la société française quelque chose de décourageant. Avec un bel ensemble, bon nombre de dirigeants nationaux ont traversé les années 80, apparemment fascinés par le modèle des golden boys, emblématiques de ces « années fric », sans entendre les craquements, pourtant déjà très bruyants, de la structure sociale.

Que les citoyens se soient éloignés des politiques, pour prêter une oreille attentive aux nouveaux populistes de tous bords, n'est au fond que la sanction de cette attitude. Enfin consciente de la gravité de la situation, l'ensemble de la classe politique est en train de changer de discours.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.
Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction
Eric Pialloux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef :
Thomas Ferenczi, Robert Solé, adjoints à la direction de la rédaction
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Laurent Greilsamer,
Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig
Alain Rollat, conseiller de la direction ;
Daniel Vernet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
TÉL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
TÉL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

D'autres mémoires de la Shoah



L'AVIS DU MÉDIATEUR

L'ENQUÊTE sur « Les mémoires de la Shoah », publiée dans les numéros des 25, 26, 27, 28 et 29 avril, était de nature à provoquer beaucoup de courrier, et c'est bien ce qui s'est produit : les lettres sont arrivées aussitôt, sans compter les coups de téléphone chargés d'émotion en apportant de nouveaux témoignages. Des messages continuent de nous parvenir de divers pays d'Europe.

Ils saluent généralement la nécessité et la qualité de ce travail, dont le mérite, en ce qui concerne Le Monde, revient à Annick Cojean. Pierre Sudreau, ancien déporté, ancien ministre, le lui fait savoir très simplement en indiquant qu'il a été bouleversé, dès le premier article, par le récit de Bessie K. sur son arrestation et celle de son nouveau-né...

On trouvera ci-dessous quelques extraits de ce courrier. Certains de nos correspondants expriment le besoin de poursuivre le dialogue, jusque dans les générations suivantes, besoin que les appels téléphoniques exprimaient avec encore plus de force, précise Annick Cojean. D'autres n'acceptent pas que les retrouvailles entre les descendants des victimes et des bourreaux puissent conduire à la confusion des unes et des autres. On peut aussi s'interroger sur les buts et les méthodes de la quête systématisée des souvenirs de survivants. Nous publions une lettre qui conteste le principe de ce travail sur la mémoire. Il lui est reproché d'occulter, sous le couvert d'une recension rationnelle de témoignages sacralisés, le vrai problème : celui de la fracture d'une civilisation de la rationalité.

Est-ce à dire que la mémoire humaine de l'horreur, celle qui s'exprime par des visages, des voix, des récits, des images, empêcherait d'en chercher les causes ? Sûrement pas. Pourquoi, comment, en est-on arrivé là ? : ces interrogations essentielles restent ouvertes et actuelles. Si les récits de la Shoah n'apportent pas, par eux-mêmes, de réponses, ils continuent de maintenir, précisément par leur insuffisance intrinsèque, l'exigence du questionnement.

Pour répondre à quelques demandes précises, signalons que le siège de l'organisme américain Facing History and Ourselves est au 16 Hurd Road, Brookline, Massachusetts 02141, USA ; le livre du psychologue israélien Dan Bar-On a été traduit en français sous le titre L'Héritage infernal, collection « Mémoires du siècle », Editions Eshel, 23, rue Saint-Ferdinand, 75017 Paris.

André Laurens

AU COURRIER DU « MONDE »

LE DIALOGUE NÉCESSAIRE

Le hasard a voulu que je me sois retrouvé, au début de mes études de droit à Munich en 1958, dans le même cours qu'Edda Goering. J'ignorais bien sûr son identité, tout comme le jeune agrégé qui, pour tenter de nous mettre à l'aise, commença par nous interroger à tour de rôle sur les raisons pour lesquelles nous avions choisi d'étudier le droit.

Quelle ne fut pas notre stupeur lorsqu'une jeune fille au teint pâle déclina son identité : elle s'appelait Edda Goering et avait choisi de devenir juriste en vue de récupérer un jour les nombreux objets d'art qui avaient été illégalement soustraits à sa famille à la fin de la dernière guerre...

Etant né Allemand en 1939, je me considère comme un « enfant de nazis », bien que, à ma connaissance, ni mon père ni aucun de mes parents proches n'aient adhéré au nazisme à cette époque. Evidemment, je n'en ai pas la preuve absolue et, depuis ma plus jeune enfance, j'avoue que je n'en finis pas de me poser des questions à ce sujet. Pour quelqu'un comme moi qui a profondément aimé ses parents, cet exercice est si pénible que j'ose à peine m'en ouvrir à ma femme (celle-ci n'étant pas allemande, j'ai le sentiment qu'elle ne pourrait pas « vraiment comprendre ») et moins encore à mon frère, qui se pose probablement les mêmes questions, mais n'ose peut-être pas m'en parler de peur de me choquer par de tels soupçons à l'égard de nos parents, aujourd'hui décédés.

Votre journaliste a certainement raison d'insister sur le fait que « les enfants de nazis » et les « enfants des victimes » se retrouvent associés, en quelque sorte, dans les mêmes souvenirs et les mêmes hantises. Votre article du 28 avril, « l'impensable dialogue », démontre avec une très grande justesse combien ce dialogue est nécessaire et bénéfique, même si votre collaboratrice ne cache pas le côté souvent douloureux de cet exercice.

Rudolf Zeiler,
Founex, Suisse

LA MÉMOIRE POSITIVE

Merci pour votre article « Les enfants miraculés » paru dans Le Monde de mercredi 26 avril. Nombre des expériences racontés par des enfants de déportés juifs me sont familières. Cela parce que mon père a été arrêté comme résistant et a pu survivre à sa captivité. Cependant, deux frères de mon père sont morts en Allemagne. (...) Cette mémoire a accompagné ma vie personnelle et celle de ma famille que j'ai pu fonder avec l'aide de ma femme. Cela de façon négative, mais aussi – et j'insiste – de façon positive. Afin de survivre et d'aider d'autres personnes à survivre, qui ont connu les mêmes expériences que moi.

Dr Roosfmont Emiel,
Zoutlfeuw, Belgique

CE QUI SE FAIT EN FRANCE

Dommage que vous ne vous soyez pas arrêtée sur ce qui se fait en France, et ce depuis des dizaines d'années. En résumé : publication de livres-témoignages, colloques et publications qui en découlent, recueil de témoignages-vidéos précédent les travaux de Yale, pèlerinages de lycéens et collégiens, avec leurs professeurs, à Auschwitz et dans d'autres camps, visites par centaines (chaque année) dans les lycées et collèges, et souvent universités, etc.

Il y a un concours national de la Résistance et de la déportation qui intéresse des milliers de lycéens et collégiens, participant à des travaux individuels et collectifs (jusqu'à cinquante mille certaines années). Le concours se démultiplie par des prix départementaux en plus des prix nationaux.

Les aspects historiques et psychologiques ne sont pas oubliés, même si visiblement nos jeunes auditoires sont plus sensibles à la rencontre des rescapés.

Henry Bulawko, président de l'amicale d'Auschwitz,
Paris

SURTOUT PAS L'INDIFFÉRENCE

Est-ce un hasard ? Il y a quelques semaines, je regardais une vieille cassette vidéo relatant l'assassinat de Heydrich à Prague en 1942. On y voyait Hitler tapoter la joue du fils de ce sinistre personnage lors de l'enterrement. Qu'étaient devenus cet enfant et tous les autres comme lui ?

Votre article sur les enfants des bourreaux et des victimes du nazisme est venu très à propos répondre à la question, même s'il ne citait que quelques exemples.

Enfant de guerre moi-même, élevé dans une famille où, bien que mon père eût été prisonnier, dès après la guerre on accueillit de jeunes Allemands déboussolés, les séquelles de ces années noires alimentent en permanence discussions et questionnement, avec cette peur que les générations qui suivent en arrivent à l'indifférence ou n'en reviennent à ce sentiment si justement décrit par Simone Veil : « On ennuyait. »

Vivant à Bruxelles, entouré d'amis de toutes nationalités – donc aussi d'Allemands –, nous avions une retenue instinctive avant d'aborder le sujet de l'attitude du peuple allemand sous le nazisme, de peur de leur donner ne serait-ce que l'impression d'un jugement. Et la phrase de Niklas Frank – « J'aime le peuple allemand. Mais je n'ai en lui aucune confiance » – à une sonorité terrifiante.

W. Coussement,
Bruxelles

UNE INTOLÉRABLE OFFENSE

Au sujet de votre intéressante série « Les mémoires de la Shoah », en tant que fille d'une rescapée du ghetto de Varsovie, d'une part, et petite-fille de déportés à Drancy, d'autre part, je suis obligée d'apporter quelque critique à la partie IV, « L'impensable dialogue » (Le Monde du 28 avril 1995).

Des larmes expiatoires, c'est bien. Toutefois, je ne puis m'émouvoir de l'émotion des participants de ces rencontres collectives assimilées aux thérapies de groupe. Car ce ne sont pas uniquement des larmes pour le passé. Dans toute thérapie de groupe à l'américaine, les participants pleurent pour à la fin s'embrasser fraternellemnt, exemple la méthode Simonton. Il s'agit d'émotions suscitées pour une bonne part par la présence du groupe. Voir l'idyllique « nous ne formions plus qu'un groupe » de l'une des participantes. (...)

Mes parents ont tout perdu ; famille, maison ainsi que la faculté de s'en sortir dans la vie ; ils n'y sont jamais parvenus depuis. Aussi la phrase d'une participante – « Nous avions davantage de points communs que de différences » (avec les enfants de bourreaux) – m'est une intolérable offense. (...) Le parallèle est inacceptable. De là à faire des bourreaux les victimes, il n'y a qu'un pas. Ils ont de la famille, des cousins. Leurs mères endossaient les manteaux de mes grand-mères. Enfin, leurs enfants, quoique parfois culpabilisés, n'ont jamais perdu leur point de repère. Il est des culpabilités qu'il faut choisir... d'endosser. Des culpabilités qu'il faut choisir de porter comme on a choisi d'assassiner. Il est des deuils dont on ne sortira jamais, cela, on ne l'a pas choisi. Une différence.

Irène Elster,
Paris

OCCULTER UNE FRACTURE DE LA CIVILISATION

Il serait tout à la fois ici question de saluer le travail d'Annik Cojean, et de faire état du profond malaise qu'il suscite. (...) D'abord, il y a cette dimension d'enquête collective, par laquelle quelques milliers de témoignages sont regroupés, analysés, commentés comme un objet, quelque chose dont on pourrait se saisir. Objet d'étude, véritable écœurement, quand on traite de la Shoah en usant de cette rationalité qui se trouve si radicalement et tragiquement questionnée depuis. De ce questionnement, nulle trace, total évitement. (...) On prétend qu'« il ne s'agit plus de l'histoire abstraite de six millions de juifs, mais bien l'histoire de 1+1+1+1... » : quel est le sens d'une substitution de chacun de ces témoignages de survivants prétendument recueillis au un par un – ce que la standardisation même de la procédure de recueil dément par ailleurs formellement – à la parole absente des disparus ? D'emblée, confusion des vivants et des morts, occultation du deuil impossible.

Pourquoi aussi ces glissements de sens entre Allemands et nazis, dans la quatrième partie qui, sous le titre invraisemblable de « l'impensable dialogue », veut nous faire part d'une « vision allemande » qui représenterait l'indispensable « autre côté » ? La vérité que cette enquête, dans son impressionnant déploiement, semble faite pour occulter, quitte à faire intervenir, sans retenue, l'idée d'une « mémoire sacrée », c'est celle d'une fracture de la civilisation sur le point crucial de ce regard qu'elle s'est donnée, sous lequel elle s'est placée et dont elle tire sa fierté, et qui a pour nom rationalité. (...)

Thierry Perlès,
Psychanalyste, Paris

DÉPORTATION ET SIDA

Le Monde distingue encore entre les bons déportés dont la mémoire est honorable et ceux qu'il vaut mieux oublier. Le Monde nous parle de Shoah, de déportés résistants, de déportés politiques, de prisonniers de guerre, mais oublie tous ceux qui sont morts dans les camps avec une étiquette moins noble et ceux qui en sont revenus sans qu'on leur accordent le moindre intérêt, ceux que les nazis mettaient dans les catégories d'asocial », de « droit commun », d'« homosexuel ». (...)

Tout cela ne serait que précisions historiques si, aujourd'hui, des milliers de morts ne résultaient de notre refus d'accepter toute la réalité de la déportation. Constatons que les sidéens sont moins nombreux dans les pays qui ont accepté d'honorer la mémoire de leurs déportés homosexuels : le sida ne se propage jamais plus rapidement que dans les pays très catholiques.

Dans le Monde des 7 et 8 mai, Jean-Yves Nau, dans un article sur la recrudescence du sida parmi les jeunes homosexuels américains, rapporte qu'Alain Finkielkraut estime qu'il ne faut pas encourager une « culture gay » en expliquant qu'« il est réducteur de figer en identité les pratiques sexuelles, quelles qu'elles soient. La discrétion, l'ambiguïté, l'indétermination, la pudeur, ne sont pas, comme on le croit souvent, des vestiges d'un ordre répressif ou des marques d'inhibition, mais des formes indispensables de tout art de vivre ». En l'occurrence, il s'agit du plus sûr moyen de mourir. On semble oublier que la lutte contre le sida a été longtemps du ressort quasi exclusif des associations d'homosexuels. Les pouvoirs publics n'ont daigné s'y intéresser que lorsque la population soi-disant « normale » a été touchée...

Si les journalistes du Monde voulaient bien prendre en compte ces réalités, ils pourraient peut-être nous épargner leur incompréhension sur la progression des « idées » d'extrême droite, fille ainée de l'Eglise dans notre pays qui rejette une partie de ses anciens déportés et où l'hypocrisie, la haine et le sida font plus de ravages qu'ailleurs.

Benoît Kammerer,
Strasbourg

TRAIT LIBRE



هكذا في الأصل

e la Shoah

DÉRÉGLEMENTATION Bien que la concurrence ait été introduite dans les télécommunications japonaises, le géant nippon NTT détient toujours le monopole des communications locales et revendique 70 % des appels longue distance. Les résultats de la société ont considérablement progressé l'an dernier (11,6 milliards de francs avant impôts). ● TROIS des nouveaux opérateurs demandent au ministère des postes et télécommunications d'établir de nouvelles règles. Dix ans après la privatisation de NTT, un comité d'experts est chargé depuis avril de plancher sur une éventuelle restructuration de la société. ● LES SIDÉRURGISTES japonais, toujours en déficit, prévoient un redressement de leur situation pour l'année en cours. ● LES CONSTRUCTEURS automobiles supportent les conséquences de la nouvelle parité du yen.

Tokyo veut accroître la concurrence dans les télécommunications nipponnes

Dix ans après sa privatisation, NTT pourrait voir son statut modifié. La déréglementation japonaise a finalement été très limitée. Les nouveaux opérateurs se plaignent des conditions d'exploitation imposées par l'ancien opérateur public

TOKYO
correspondance

Dix ans après sa privatisation en 1985, cinq ans après un débat sur son éventuel démantèlement, NTT entre dans une nouvelle période de turbulences. Un comité d'experts est chargé depuis avril de plancher sur une éventuelle restructuration de la société. Son rapport, attendu pour février prochain, pèse déjà comme une épée de Damoclès sur le futur de la plus grosse compagnie mondiale en termes de capitalisation boursière. La société, pour sa part, est en bonne santé et a annoncé, vendredi 26 mai, une progression de 42 % de son résultat avant impôts et taxes à 11,6 milliards de francs pour l'année fiscale se terminant au 31 mars dernier, lui permettant de dégager 1,7 milliard de francs de bénéfice net pour un chiffre d'affaires de 410 milliards. Pour enregistrer la première progression de ses résultats en cinq ans, NTT a notamment réduit ses effectifs à 194 700 personnes, soit une baisse de 9,7 % en un an.

En attendant que le ministère des postes et télécommunications se prononce en mars 1996 sur le statut de son ancienne protégée, la partie qui se joue, sur fond de pratiques commerciales à la limite de la légalité et de querelles de ministères, a pour enjeu une redistribution des cartes dans le secteur des communications intérieures.

ARBITRAGE

La déréglementation commencée en 1985 avait bouleversé une première fois la téléphonie nipponne : le pays est passé de deux monopoles (NTT et KDD pour l'international) à une concurrence ouverte de 86 opérateurs en 1994, filiales comprises. Trois nouveaux opérateurs privés, appelés NCC (*New Common Carriers*), avaient accès aux lignes intérieures longue distance : il s'agit de Japan Telecom (contrôlé par les compagnies de chemins de fer), DDI (contrôlé par des groupes d'électronique, principalement Kyocera) et Teleway Japan (contrôlé par Toyota et des maisons de commerce). Signe des limites de cette déréglementation trop partielle, ces trois opérateurs, qui n'ont réussi à gagner aujourd'hui que 10,1 % d'un marché de 5 000 milliards de yens, se sentent lésés par leur géant rival. Face à eux, NTT détient toujours le monopole des communications locales et revendique 70 % de parts de marché pour les communications longue distance.

L'épreuve de force a pris un tour nouveau lorsqu'ils ont fait appel, en novembre dernier, à l'arbitrage du ministère des P&T. Les entreprises clientes ont aujourd'hui accès à toute une gamme de nouveaux services, tels le « Virtual Personnal Network », lancé par NTT en février 1994, qui permet aux succursales d'une même société dans les différents endroits du pays d'être reliées par un réseau privé. Pour être à même de proposer leurs services, les trois nouveaux opérateurs doivent pouvoir se raccorder aux boucles locales de NTT. A la fin décembre de l'an passé, le ministère des postes et télécommunications autorisait l'opération. Les trois NCC ont alors demandé que NTT leur refacture l'emprunt de ses lignes au prix coûtant, en tout cas selon une arithmétique clarifiée, sans quoi ils ne peuvent être compétitifs. Début mars, NTT proposait un échéancier pour l'établissement de règles du jeu équitables.

Alors que NTT, soucieux de ne pas s'attirer les foudres de son ministère de tutelle, lâche les concessions les unes après les autres, la bataille commerciale fait rage en coulisse. Le quotidien économique *Nikkei Keizai Shimbun* faisait part, début mai, de certaines des pratiques déloyales prêtées à NTT. Il ne serait pas rare, selon les entreprises citées, que NTT supprimât des cabines téléphoniques sur les sites des sociétés abonnées à ses concurrents. Ou bien offre divers avantages, comme des numéros facilement mémorisables, aux abonnés qui reviennent dans son giron.

Par sa taille, NTT est une société qu'on rechigne à mécontenter. Premier choix dans les sondages des étudiants, NTT, parmi les plus importantes sociétés de services japonaises par son chiffre d'affaires, est aussi le client de nombreuses entreprises et le sponsor de maintes manifestations. Impuissante, Japan Telecom voit chaque mois une centaine de clients faire défection, selon son directeur général.

Le démantèlement de NTT, préconisé par le ministère des P&T, bute jusqu'à présent sur l'opposition du ministère des finances, qui détient encore 65 % de la société, de petits porteurs influents et du puissant syndicat des télécoms Zendentsu. L'idée fait aujourd'hui son chemin qu'un démantèlement ne serait pas dommageable à la valeur du titre et à ses performances. Le marché des télécommunications a finalement crû deux fois moins vite au Japon qu'en Grande-Bretagne, si l'on en juge par les statistiques du ministère des P&T. La bataille qui se jouera jusqu'à mars prochain sera donc décisive pour l'avenir du géant nippon. En contrepartie, NTT pourrait avoir accès à l'international. Exclu du marché des communications internationales (trois sociétés, KDD, ITJ et IDC, se le partagent) et les ailes rognées par une législation contraignante, le géant nippon est loin de jouer un rôle digne de son envergure dans les grandes manœuvres mondiales.

Brice Pedroletti

Les sidérurgistes dans le rouge

Bien qu'ils aient encore enregistré des résultats négatifs pour l'exercice clos le 31 mars, les sidérurgistes japonais comptent sur une amélioration de leur situation grâce à un relèvement des prix de l'acier et aux restructurations. Les pertes avant impôts de Nippon Steel ont été ramenées à 715 millions de francs (contre 2,15 milliards l'année précédente) pour un chiffre d'affaires de 169 milliards de francs. Les effectifs, en baisse de 10,5 %, ont été ramenés à 30 600 salariés. Kobe Steel estime ses pertes avant impôts à 322 millions de francs (contre 500 millions l'année précédente) et compte redevenir bénéficiaire cette année. Les résultats de Sumitomo Metal Industries n'ont pas profité d'un redressement aussi sensible avec un déficit de 1,4 milliard de francs, comparable à celui de Kawasaki Steel (1,5 milliard). NKK, pour sa part, affiche encore un résultat négatif avant impôts de 2,26 milliards de francs.

Les effets du yen

Au cours de leur dernier exercice, les constructeurs automobiles japonais ont été particulièrement touchés par la parité du yen, qui a contrarié leurs efforts à l'exportation.

Nissan a annoncé des pertes avant impôt s'élevant à 13,1 milliards de francs (223 milliards de yen), selon le *Herald Tribune*. L'an dernier, ses pertes avaient dépassé 11 milliards de francs. Ce constructeur a en outre été particulièrement affecté par l'effondrement du peso compte tenu de son activité industrielle au Mexique. Mazda est parvenu à améliorer sa situation, mais demeure dans le rouge avec près de 2,1 milliards de francs de pertes avant impôt. Mitsubishi, troisième constructeur japonais par le chiffre d'affaires (199,6 milliards de francs au cours du dernier exercice), annonce pour sa part un bénéfice avant impôt de 3,13 milliards de francs, en hausse de 150 % sur l'année précédente, mais estime malgré tout avoir été freiné dans son développement par la nouvelle parité du yen.

Leica illustre la stratégie des industriels allemands de haute qualité

SOLMS (Hesse)
de notre envoyé spécial

« On peut faire n'importe quoi avec le Leica », a dit un jour Henri Cartier-Bresson. Le jugement est sans doute fondé sur le plan photographique, mais il froisse les dirigeants de la marque au logo rouge. En bons gestionnaires, ils ne tiennent « surtout pas à entreprendre n'importe quoi avec une telle enseigne ».

L'entreprise était au bord de la faillite dans les années 80, et, pour assurer sa survie, elle a d'abord misé sur ce qu'elle savait le mieux fabriquer : les boîtiers et objectifs. Réputés pour leur précision, ceux-ci ont permis de retrouver le chemin des bénéfices : 20 millions de deutschemarks l'an dernier (68 millions de francs), pour un chiffre d'affaires qui a doublé en sept ans (800 millions de francs). La marque, dont un photographe américain a pu joliment écrire qu'elle servait « à fixer l'ombre », voit désormais l'avenir d'un œil radieux.

Cette bonne santé contraste avec la faiblesse du marché mondial. Nikon, Canon ou Olympus, les constructeurs japonais qui avaient ravi aux Allemands le leadership mondial dans les années 70, ont tous connu une baisse à deux chiffres de leurs ventes. Globalement, il s'est vendu 4,07 millions d'appareils en 1994, contre 4,29 millions un an auparavant. Au siège de Leica Camera AG, à Solms, à 80 kilomètres au nord de Francfort, l'optimisme est de rigueur : « Nous devrions augmenter notre chiffre d'affaires de 6 % cette année, indique Klaus Dieter Hofmann, le président du groupe ; nos clients sont plus que jamais prêts à payer à son juste prix un appareil fiable, construit selon une tradition reconnue. »

La tradition, c'est le premier atout joué par l'entreprise pour asseoir son redressement. En un an, Leica façonne ce qu'un géant japonais produit à la chaîne en deux semaines : de 20 000 à 25 000 appareils pour les deux gammes qui incarnent aujourd'hui la marque, les reflex (R6 2 et R7) et les modèles à visée télémétrique.

RETOUR AUX SOURCES

Dans cette catégorie, la plus célèbre et la plus chère, le dernier-né est le M 6 (4 400 marks), connu pour sa douceur et sa discrétion. Les « M » sont devenus les compagnons de travail fétiches des plus grands noms de la photographie, de Cartier-Bresson à Salgado. Ce sont les dignes descendants du Ur-Leica, l'appareil 24 x 36 mis au point en 1914 par Oskar Barnack qui avait révolutionné la photographie, encore soumise aux chambres à plaques. Depuis, la lignée a su évoluer pas à pas, prudente devant les innovations technologiques. Objectifs et boîtiers, toujours montés à la main, sont composés uniquement à partir de verre et de métal, gages de robustesse et de précision.

Pourtant, l'entreprise a oublié depuis longtemps son passé artisanal. Elle est désormais intégrée au groupe Leica Technologiekonzern (Saint-Gall, en Suisse), issu de la fusion de Leitz et du britannique Cambridge Instrument Company, spécialiste des microscopes et des appareils de mesure. Leica Camera AG, créée en 1988, rassemble les activités photographiques d'un ensemble dont elle aimerait s'affranchir. « Nous n'avons pas grand-chose à voir avec les microscopes », estime ainsi Klaus Dieter Hofmann. En 1988, le déménagement du siège à Solms – un retour aux sources – fut la première étape d'une autonomie revendiquée. Installée au milieu des champs, l'entreprise gère directement ses quinze cents employés, les différents sites de production allemands, l'usine portugaise et son réseau commercial.

Une centaine de sous-traitants installés en Suisse, en France (le verrier Corning pour les lentilles optiques), au Portugal ou en Allemagne fournissent les quelque neuf cents éléments d'un M 6. Les appareils sont en partie montés au Portugal, puis achevés et contrôlés, un à un, à Solms. « Nous sommes très attachés au made in Germany ; cette organisation nous permet d'économiser sur les coûts tout en achetant des pièces de haute qualité », confie Klaus Dieter Hofmann.

Leica mise aussi sur la diversification. Au début des années 70, la firme s'est lancée dans la commercialisation de « compacts », en collaboration avec Minolta à l'époque. Ce domaine, dont le prochain modèle miniature sera dévoilé en juin, représente désormais 15 % du chiffre d'affaires. Les projecteurs, agrandisseurs, jumelles et autres accessoires d'observation à distance « dérivés » complètent l'offre Leica et constituent 40 % des recettes. Par ailleurs, Klaus Dieter Hofmann est intéressé par les nouveaux médias, où il souhaite « montrer que [sa] firme a les moyens de devenir un partenaire intéressant ». C'est peut-être là que le bât blesse. Forte dans ses bastions traditionnels, la société est faible pour assumer de nouveaux développements.

Leica a la réputation de réagir avec retard aux évolutions technologiques. Elle a, par exemple, négligé la révolution de l'autofocus et reste fière de ne présenter « qu'un modèle tous les deux ou trois ans ». « Nous n'avons pas les moyens de lancer un produit sans être sûrs de nous », argumente son président.

Cette modestie inspire deux réactions. D'une part, Leica se dit ouverte à toute collaboration, sur le modèle de celle établie avec Minolta ou d'autres Japonais : « Nous concevons le produit dans nos bureaux d'étude, nous livrons les optiques et ils s'occupent du montage, sous licence. » D'autre part, la société envisage de faire son entrée en Bourse. « Pas avant fin 1996, début 1997, si cela a lieu », indique Klaus Dieter Hofmann. L'ouverture du capital apporterait 500 millions de deutschemarks, selon l'hebdomadaire *Der Spiegel*. Elle permettrait ainsi à Leica de lancer quelques projets, par exemple celui de renforcer sa présence en Extrême-Orient (20 % des ventes actuellement). « Avec une usine en Chine, nous pourrions augmenter de 10 % par an nos ventes dans la région, aux portes du Japon », prévoit Klaus Dieter Hofmann, le sourire aux lèvres : il rêve de prendre une petite revanche sur les constructeurs de l'archipel nippon. Alors, Leica sera vraiment sorti de l'ombre.

Philippe Ricard



Les trois survivants allemands

Dans les années 50, il y avait en Allemagne 126 fabricants. Dans les années 90, environ 125 000 appareils par an sont produits par trois « survivants » pour la photographie grand public.

● **Leica, basé à Solms (Hesse)** : 235 millions de marks de chiffre d'affaires, 20 millions de bénéfices en 1994, 1 500 employés.

● **Rollei, basé à Braunschweig (Basse-Saxe)**, racheté par le Coréen Samsung en avril dernier : 44 millions de marks de chiffre d'affaires, résultats positifs mais non publiés, 240 salariés.

● **Minox, basé à Giessen (Hesse)** : résultats non publiés. Environ 300 salariés.

Il existe en outre de petits constructeurs de matériel professionnel, comme Linhoff à Munich, Robot à Düsseldorf, ou Plaubel à Francfort. A Dresde, Pentacon ne produit plus, mais vend ses stocks de Practica.

Un patron invite un syndicaliste extérieur à son conseil d'entreprise

Le président du Centre des jeunes dirigeants tente une expérience dans sa propre PME

FAITES non seulement ce que je dis, mais également ce que je fais. Didier Livio, président du Centre des jeunes dirigeants (CJD) mais aussi directeur et cogérant de Synergence Media Conseil, une agence de communication de 25 personnes implantée à Dijon, a signé, mercredi 24 mai, avec la CFDT un accord tout à fait original sur la représentation du personnel. Comme le préconise le CJD depuis 1984, cet accord prévoit la mise en place d'un conseil d'entreprise, instance unique de représentation du personnel qui reprend les attributions des délégués du personnel, du comité d'entreprise et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Ce conseil n'est pas le premier du genre – le CJD en recense une quarantaine –, mais il est l'un des très rares mis en place, formellement, après un accord signé avec une organisation syndicale. Présidé par le chef d'entreprise, ce conseil se réunit chaque mois et négocie les rémunérations, l'organisation du temps de travail, le plan de formation, la circulation de l'information, la gestion des conflits, l'intéressement et la représentation du personnel. Il est composé de quatre salariés élus : le délégué du personnel et un représentant de chacun des principaux services.

Mais la principale originalité de cet accord concerne la présence, à ce conseil, d'un représentant syndical extérieur à l'entreprise. Choisi par l'union départementale CFDT de la Côte-d'Or, cet homme n'est pas un permanent mais un cadre, militant dans une filiale de Thomson, située à Dijon. « Je suis persuadé, explique Didier Livio, que le dialogue social est une condition de la pérennité de l'entreprise. Nous avions créé un conseil d'entreprise il y plusieurs années, mais il fallait formaliser cette instance, lieu de négociation et pas forcément de consensus. Nous avions besoin d'un contre-pouvoir structuré et les salariés manquaient de savoir-faire. Un responsable syndical exigeant et constructif nous offre cette maturité. Depuis qu'il assiste aux réunions, c'est-à-dire durant les quatre mois de la négociation, ce représentant syndical n'est ni du côté de la direction ni forcément du côté des salariés. Son point de vue apporte une certaine hauteur et montre aux salariés quel est le niveau de dialogue auquel on peut prétendre. » En outre, Didier Livio ne le cache pas, la présence d'un syndicaliste lui permettra de négocier certains accords dérogatoires au droit du travail, illégaux sans le paraphe syndical.

De son côté, Paul Garrigues, secrétaire départemental de la CFDT, se félicite de voir « une PME organiser une représentation des salariés et une représentation syndicale ». Mais ce n'est pourtant pas, à ses yeux, la panacée. « C'est une expérience à tenter, mais gardons-nous d'en tirer des conclusions hâtives. Nous aurions préféré avoir des adhérents et des militants. Ce n'était pas le cas. Pour le moment, les salariés souhaitent notre présence dans l'entreprise mais aucun ne veut être délégué syndical. Pour nous, cette solution est temporaire. »

Cette expérience incitera-t-elle les salariés à sous-traiter le dialogue social ou, au contraire, à s'y investir ? S'il est évidemment trop tôt pour le dire, cet accord a le mérite d'apporter une réponse originale à la quasi-absence du syndicalisme dans les PME.

Frédéric Lemaître

■ **OLIVETTI : le groupe italien d'électronique** a enregistré une nouvelle perte consolidée de 678,9 milliards de lires en 1994 (2 milliards de francs), contre 464,6 milliards de lires en 1993, une détérioration due aux charges de restructuration, selon le groupe. Le chiffre d'affaires a progressé de 7,6 % en 1994, à 9 075,7 milliards de lires (27 milliards de francs). Après trois années de rigueur, Olivetti vise un équilibre d'exploitation cette année. Le groupe a réduit ses effectifs à 33 800 personnes en quatre ans, contre 58 000, comme beaucoup de firmes informatiques.

■ **HOLVIS HOLZSTOFF : le groupe britannique BBA** a fait une offre publique d'achat des actions de l'entreprise papetière suisse Holvis Holzstoff à 500 francs suisses pièce (2 135 francs français), renchérissant sur l'OPA du groupe américain International Paper (*Le Monde* du 25 mai). Le conseil d'administration de Holvis a soutenu cette proposition britannique. En cas d'échec, un accord a été conclu pour que BBA puisse néanmoins racheter la filiale Fiberweb (papier-tissus médicaux) pour 250 millions de francs suisses. International Paper, soutenu par l'actionnaire principal Mercury Asset, possède déjà 25 % des parts de Holvis et refuse de voir cédé Fiberweb.

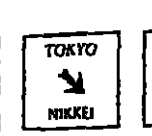
■ **PHILIP MORRIS rappelle plusieurs millions de cigarettes « contaminées »**. Le fabricant américain a annoncé vendredi 26 mai aux Etats-Unis que 8 à 9 millions de paquets de cigarettes sont susceptibles de causer une « gêne temporaire » parce qu'un « faible pourcentage » contiendrait un excès de méthylisothiocyanate, un plastifiant utilisé pour renforcer l'enveloppe du filtre.

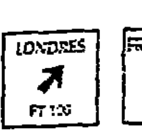
Revue des valeurs

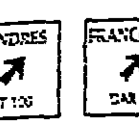
Semaine du 22 au 26 mai 1995











PARIS

Indice CAC 40 **– 2,36 %**

En proie au doute

AU COURS d'une semaine réduite à quatre jours pour cause de fermeture le jeudi de l'Ascension, la Bourse de Paris a de nouveau perdu du terrain après le recul de 2,57 % de la semaine passée. L'indice CAC 40 a abandonné 2,36 % pour revenir à 1 919,07 points. L'ampleur de la baisse n'est pas inquiétante en soi, même si elle s'est brutalement accélérée vendredi. Mais il ne s'agit plus cette fois, comme la semaine passée, d'une simple pause.

A l'issue d'une reprise qui lui a fait gagner 17 % de la mi-mars à la *mi-mai*, la Bourse de Paris *cherche* manifestement un second souffle *et exprime avant tout ses doutes* sur la politique du nouveau gouvernement. Les premières initiatives et déclarations d'intention *plongent les investisseurs dans la* perplexité. Ils considèrent, notamment après *le discours mardi* de politique générale du premier ministre, Alain Juppé, que les deux objectifs majeurs de réduction du chômage et des déficits sont incompatibles. D'un côté, pour inciter les entreprises à embaucher, il est nécessaire d'avoir la croissance la plus forte possible et donc une reprise de la consommation, de l'autre, pour réduire les déficits, il faut augmenter la pression fiscale sur les ménages.

Compte tenu d'une orientation qualifiée presque unanimement de *« relance keynesienne »* de la politique du gouvernement Juppé, la première crainte vient de l'ampleur des déficits publics, dans l'attente de l'annonce des mesures *qui seront prises pour accroître les* recettes. Le marché obligataire et *le Matif ont montré des signes de* faiblesse en début de semaine et se sont repris ensuite. *« Mais nombre d'intervenants craignent pourtant que la France laisse filer le déficit de l'Etat ce qui aurait comme corollaire une remontée des taux longs »*, indique un opérateur.

L'embellie de la Bourse de Paris, alimentée depuis deux mois par le retour des investisseurs étrangers peut-t-elle perdurer si la croissance française ne repart pas à un rythme élevé – ce que rien ne garantit – et si les marchés de taux ont des accès de faiblesse ? *« La tension sur les taux d'intérêt pourrait être alimentée par l'annonce d'une hausse du salaire minimum au-dessus du taux d'inflation »*, considère par exemple Brian Martin de la banque Barclays.

ESPÉRANCE CONTRARIÉE

En tout cas, la Bourse ne semble déjà plus croire à une prochaine baisse des taux d'intérêt à court terme, remontés à la mi-mars par la Banque de France pour défendre le franc. Les valeurs financières ont d'ailleurs été les premières à faire les frais de cette *« espérance contrariée »* et la plupart des titres de ce secteur ont reculé, tirant l'indice général à la baisse, mercredi et plus encore vendredi. Le *« retour des affaires »* après la mise en examen de Guy Dejouany, le président de la Générale des eaux et celle de Georges Pérol, un proche du nouveau président et ancien directeur de l'office HLM de la ville de Paris, n'a pas amélioré le climat. Seul point positif, la relative faiblesse des *transactions qui montre que* les investisseurs étrangers n'ont pas soldé un certain nombre de positions.

Lundi, l'indice CAC 40 a gagné 0,72 %. Mardi, l'indice cédait 0,72 % et mercredi il abandonnait 0,24 %. Enfin, vendredi le recul *prenait* de l'ampleur et le CAC 40 perdait 2,12 % en clôture. L'*accélération de la baisse vendredi était à* la fois la conséquence de la faiblesse des échanges, du repli de Wall Street et du recul brutal du dollar. Pourtant, *le franc* n'a pas fait les frais de ces soubresauts monétaires.

Eric Leser

VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	19-5-95	22-5-95	23-5-95	24-5-95	25-5-95
RM	4 196 560	2 619 711	9 473 609	6 209 988	
Comptant R. et oblig.	18 000 347	21 137 472	17 636 867	22 739 266	
Actions	156 136	147 244	268 743	120 004	
Total	22 353 043	23 904 427	27 379 219	29 069 258	

INDICES

	22-5-95	23-5-95	24-5-95	25-5-95	26-5-95
(base 1 000, 31 décembre 1990)					
SBF 120	1 352,07	1 347,06	1 346,44		1 280,06
SBF 250	1 302,37	1 299,22	1 299,74		1 323,80
(base 1 000, 31 décembre 1987)					
CAC 40	1 979,54	1 965,31	1 960,67		1 919,07

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

	Nombre de titres échangés	Valeur en KF
Elf Aquitaine	4 313 462	1 723 480
Total	4 775 674	1 499 349
Saint-Gobain	1 886 345	1 170 322
Société gale	1 935 641	1 127 317
Carnaudmetal.	5 198 985	1 121 858
LVMH Moet Vuit.	1 062 090	1 008 117
Paribas	2 896 637	950 483
Alcatel-Alsthom	2 200 334	949 121
Suez	3 519 269	940 024
Lafarge	2 072 565	827 817
Pinault-Prin. Red.	636 285	697 576
Eaux (Gle des)	1 193 407	662 391
Danone	787 998	631 104
UAP	4 246 507	626 541

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RÈGLEMENT MENSUEL)

Valeurs en hausse	%
Carnaudmetalbox	+ 15,74
Credit Lyonn. CIP	+ 8,98
Salomon (Ly)	+ 6,32
Bertr. Faure (EBF)	+ 5,95
Essilor Int.	+ 5,66
CGIP	+ 5,60
Rue Imperiale (Ly)	+ 5,47
Sagem	+ 5,34
Sodexho	+ 4,79
Damart	+ 4,32
Unibail	+ 4,24
Fives-Lille	+ 4,12
Olipar	+ 4,05
Legris Indust.	+ 3,97

Valeurs en baisse	%
Comptoir Entrep.	– 91,50
B.N.P.	– 10,96
NRJ	– 8,91
Z Gr. Zannier Ly	– 8,71
Paribas	– 8,46
Renault	– 8,36
Suez	– 7,66
Gan	– 7,66
Thomson-CSF	– 7,51
Dassault-Aviation	– 7,29
Total	– 6,99
Plastic-Omn. (Ly)	– 6,87
Cegid (Ly)	– 6,31
AGF-Ass. Gen. France	– 6,25

LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

AGROALIMENTAIRE	26-5-95	Diff.
Bongrain	2 779	+ 0,50
Danone	798	– 1,35
Eridania Béghin-Say	759	– 1,30
Fromageries Bel	4 345	– 0,22
LVMH	935	– 3,00
Pernod-Ricard	323,00	– 3,14
Remy-Cointreau	163,10	– 4,05
Saint-Louis	1 520	– 1,87

ASSURANCES	26-5-95	Diff.
AGF	175,30	– 6,25
AXA	266,10	– 3,93
GAN	177	– 7,66
SCOR SA	120	– 0,82
UAP	–	–

BÂTIMENT ET MATÉRIAUX	26-5-95	Diff.
Bouygues	615	– 2,99
Ciments français	244,10	+ 0,65
Colas	960	+ 1,05
Eiffage	974	+ 1,45
Eurotunnel	–	–
GTM Entrepose	443	– 0,44
Imetal	561	– 2,43
Immob. Phénix	–	–
Jean Lefebvre	378	+ 2,88
Lafarge-Coppée	–	–
Poliet	481	+ 2,82
Saint-Gobain	616	– 2,22
SGE	184	– 1,60
Spie-Batignolles	–	–

CHIMIE	26-5-95	Diff.
Air liquide (L')	766	– 3,52
Gascogne	525	– 3,13
Michelin	227	– 1,43
Plastic-Omnium	542	– 6,87
Rhône-Poulenc A	119,50	– 2,84
Roussel-Uclaf	710	– 2,06
Sanofi	285	+ 0,35
Synthélabo	255	+ 2,82

CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE	26-5-95	Diff.
Bertr. Faure (EBF)	213,50	+ 5,95
BIC	505	+ 2,80
Chargeurs	1 068	– 1,74
Christian Dior	464,50	+ 3,56
Clarins	460	– 0,86
DMC	282,90	– 3,11
Essilor Int.	895	+ 5,66
Gr. André	473,50	+ 3,38
Moulinex	123,20	– 4,42
Oréal (L')	1 290	– 2,27
Salomon	2 170	+ 6,32
SEB	565	+ 3,66
Skis Rossignol	1 260	+ 0,80
Sommer-Allibert	1 897	– 2,41
Zodiac	*601*	*– 3,06*

CRÉDIT ET BANQUES	26-5-95	Diff.
Bancaire (Cie)	584	– 5,80
BNP	231,50	– 10,96
CCF	223,20	– 5,98
Cetelem	1 180	– 2,88
Comptoir entrepr.	18,60	– 91,50
CPR	354	– 5,32
Créd. fon. France	622	– 3,86
Crédit local Fce	435,10	+ 3,07
Créd. lyon. CIP	291	+ 8,98
Crédit national	408,80	+ 0,19
Société générale	576	– 1,70
SOVAC	407	+ 0,49
UFB Locabail	390	–
UIC	96,30	– 1,12
Via Banque	308	– 2,80

DISTRIBUTION	26-5-95	Diff.
Carrefour	2 450	– 1,76
Casino	154,10	– 2,15
Castorama Dubois	808	– 3
Comptoirs modernes	1 500	– 0,79
Damart	4 800	+ 4,32
Docks France	794	+ 2,31
Galeries Lafayette	1 996	– 4,49
Guilbert	490	– 1,01
Guyenne Gascogne	1 384	– 0,28
Pinault-Print. Red.	1 085	– 1,54
Primagaz	893	– 2,08
Promodès	1 118	– 3,37
Rexel	819	+ 3,67

ÉLECTRICITÉ ET ÉLECTRONIQUE	26-5-95	Diff.
Alcatel-Alsthom	424,70	– 2,39
Alcatel-Câble	349,50	– 1,54
CS (ex-CSEE)	338,30	– 0,50
Intertechnique	598	+ 2,57
Labinal	821	– 3,97
Legrand	7 580	+ 1,74
Matra-Hachette	109,60	– 3,43
Radiotechnique	512	+ 2,40
Sagem	2 760	+ 5,34
Schneider	386	– 2,17
Thomson-CSF	143,10	– 7,51

IMMOBILIER ET FONCIER	26-05-95	Diff.
GFC	390	– 2,45
Olipar	11,55	+ 4,05
Rue Impériale	3 850	+ 5,47
Sefimeg	336	+ 3,06
Simco	463,50	– 1,48
UIF	485	– 3,57
Lucia	–	–
Silic	720	– 0,55
Sogeparc	*635*	*– 0,47*

INVESTISSEMENT ET PORTEFEUILLE	26-5-95	Diff.
Bolloré Techno.	490	– 0,50
Cerus	86,20	– 4
CGIP	1 225	+ 5,60
Eurafrance	1 590	[illegible]
Gaz et Eaux	1 960	– 0,55
Lagardère	113,50	[illegible]
Marine-Wendel	411,10	[illegible]
Navigation mixte	971	– 2,41
Nord-Est	140,90	– 2,08
Paribas	315,80	– 8,46
Suez	254,30	– 7,66
Worms & Cie	260	– 1,36
Origny-Desvroise	1 550	+ 19,87
Parfinance	188	[illegible]
Arnault Ass.	450	– 3,32

MÉTALLURGIE, MÉCANIQUE	26-5-95	Diff.
CarnaudMetalbox	217,60	+ 15,74
Dassault Aviation	445	– 7,29
De Dietrich	2 658	– 0,82
Fives-Lille	505,00	+ 4,12
Legris Industrie	395,10	+ 3,97
Métaleurop	67,00	– 1,47
Pechiney CIP	310,00	+ 4,32
Pechiney Int.	130,00	– 1,51
Peugeot SA	739	– 4,15
Strafor Facom	649	– 1,36
Valeo	279	+ 1,23
Vallourec	252	– 3,00

MINES D'OR, DIAMANT	26-5-95	Diff.
Anglo-American	264,50	– 4,54
Buffelsfontein	30,55	– 3,95
De Beers	128,00	– 9,54
Driefontein	67,00	+ 2,76
Gencor Limited	16,10	– 2,42
Harmony Gold	*37,60*	– 4,81
Randfontein	27,25	– 3,71
Saint-Helena	44,20	– 1,00
Western Deep	155,50	+ 0,32

PÉTROLE	26-5-95	Diff.
Elf Aquitaine	–	–
Esso	570	– 5,78
Géophysique	354	+ 0,56
Total	304,60	– 6,99
BP France	120,10	– 3,92
Erap-Elf	355	– 3,92

SICOMI OU EX-SICOMI	26-5-95	Diff.
Bail Investiss.	883	+ 0,34
Interbail	362	– 1,63
Klépierre	592	– 1,98
Locindus	851	– 5,44
Selectibanque	164	+ 1,61
Unibail	516	+ 4,24
Genefim	175,10	+ 2,39
Immobail	290	+ 11,11

TRANSPORTS, LOISIRS, SERVICES	26-5-95	Diff.
Accor	630	+ 1,12
BIS	390	– 1,29
Canal Plus	681	– 4,62
Cap Gemini Sogeti	179	+ 3,17
CEP Comm.	490	– 2
Club Méditerranée	518	– 0,38
Eaux (Gle des)	530	– 4,84
Ecco	716	+ 2,57
Euro Disney	17,70	+ 3,20
Filipacchi Médias	755	– 0,26
Havas	411	– 5,53
Lyonnaise des eaux	512	– 4,11
Publicis	420	– 4,30
SITA	721	+ 0,83
Sligos	455	– 1,53
Sodexho	983	+ 4,79
SCAC Delmas	*705*	*– 8,70*
Dauphin OTA	265	– 2,14
OGF O. Gest. Fin.	790	+ 2,26
TF1	463,50	+ 4,50

VALEURS À REVENU FIXE OU INDEXÉ	26-5-95	Diff.
6 % 1993-1997	98,73	– 0,07
EDF-GDF 3 %	7 420	–
CNB 5 000 F	100,6	inchangé
CNB Par. 5 000 F	100,01	inchangé
CNB Suez 5 000 F	100,01	inchangé
CNI 5 000 F	100,6	inchangé

TOKYO

Indice Nikkei **– 2,77 %**

Morosité

LA BOURSE de Tokyo a reculé de 2,77 % cette semaine, l'indice Nikkei cédant 446,6 points, à 15 694,25 points, après avoir déjà cédé 279,91 points la semaine précédente. Le marché a été peu animé et s'est ressenti des conséquences d'un nouveau renchérissement du yen face au dollar.

Après avoir ouvert lundi à 15 993,49 points, l'indice a fluctué autour des 16 000 points en début de semaine, car les investisseurs réagissaient positivement aux annonces des résultats des sociétés. Mais, jeudi et vendredi, l'indice a *de nouveau faibli en raison des* craintes d'une nouvelle avance du *yen face au dollar et de ses répercussions* sur l'économie japonaise.

Celui-ci a *décliné* par rapport à toutes les autres devises, terminant à Tokyo à 84,20 yens. Le dollar est même descendu jusqu'à 83,85 yens à un moment, repassant sous la barre des 84 yens pour la première fois depuis deux semaines. Le dollar pourrait même reculer à 81 yens à court terme, estimait un courtier. Le renchérissement du yen affecte principalement des sociétés comme celles produisant des semi-conducteurs, qui avaient de brillantes perspectives de bénéfices.

Indices du 26 mai : Nikkei 15 694,25 (contre 16 140,85) ; Topix 1 269,88 (contre 1 289,50).

LONDRES

Indice FT 100 **+ 1,54 %**

Soulagée

LA BOURSE de Londres a repris sa progression cette semaine, soutenue par les signes de ralentissement de l'économie en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, qui ont fait reculer les craintes de nouveaux relèvements des taux d'intérêt. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 50,1 points sur la semaine (+1,54 %), pour clôturer vendredi à 3 311,1 points. Comme les semaines précédentes, le marché a été très sensible à la tendance donnée par Wall Street. Il l'a ainsi suivie à la hausse en début de semaine, *notamment à l'annonce* mercredi d'une chute inattendue *de 4 % des commandes de biens* durables en avril aux Etats-Unis. En fin de semaine, toutefois, Londres s'est repliée avec New York sur des inquiétudes concernant l'affaiblissement du dollar et un ralentissement trop prononcé de l'économie américaine.

Les opérateurs ont bien accueilli les indices britanniques, notamment la révision à la baisse, à 0,7 % contre 0,8 %, de la progression du PIB britannique au premier trimestre, un chiffre qui semble donner raison au chancelier de l'Echiquier Kenneth Clarke d'avoir maintenu les taux d'intérêt contre l'avis de la Banque d'Angleterre.

Indice FT 100 du 26 mai : 3 311,1 (contre 3 261).

FRANCFORT

Indice DAX 30 **+ 0,61 %**

Incertaine

LA BOURSE de Francfort a passé une semaine en dents de scie, ballottée entre un dollar en convalescence – victime d'une rechute vendredi – et les hauts et bas de Wall Street. L'indice DAX des trente valeurs vedettes a terminé la semaine à 2 077,87 points, en hausse de 0,61 % par rapport à la clôture de la semaine dernière.

La semaine a débuté en hausse de 0,87 % lundi, soutenue par la *bonne tenue du billet vert et un* marché obligataire ferme. Dès *mardi, la tendance se renversait*, le DAX s'effritant de 0,14 % dans un marché mitigé et dans un faible volume de transactions. Nouveau changement d'orientation mercredi : la bourse des valeurs prend 1,19 % en raison d'un nouveau raffermissement du dollar. Après la pause de jeudi, jour de l'Ascension, Francfort accuse un net accès de faiblesse lié à la rechute de la devise américaine, tombé à 1,3820 DM au fixing et à la forte baisse de Wall Street en début de séance.

« Le recul du marché des valeurs est quasi exclusivement lié au problème des devises. La chute de plus de 5 pfennigs du dollar en un jour a montré que la crise monétaire n'était pas encore terminée », a commenté un analyste.

Indice DAX du 26 mai : 2 077,87 (contre 2 065,13).

NEW YORK

Indice Dow Jones **+ 0,64 %**

Essoufflée

UN MARCHÉ boursier peut-il se *réjouir longtemps* d'un ralentissement économique ? C'est la ques*tion* que se posent aujourd'hui tous les analystes de Wall Street. La Bourse de *New York* se retrouve tiraillée entre la détente bénéfique des taux d'intérêt et les craintes d'une révision à la baisse des bénéfices des entreprises. Cela explique sa nervosité. L'indice Dow Jones, après avoir établi mercredi un nouveau record à 4 438,16 points, a brutalement reculé en fin de semaine pour clôturer vendredi à 4 369 points, soit un gain de 0,64 % sur la semaine.

Les indicateurs publiés cette semaine aux Etats-Unis ont tous confirmé le recul marqué de l'activité. Les commandes de biens durables ont reculé de 4 % au mois d'avril, *et les ventes de logements* anciens se sont inscrites en baisse *de 6,4 %*.

Ces statistiques ont provoqué *une nouvelle détente des taux d'intérêt* à long terme américains. Le *taux de rendement de l'emprunt* d'Etat de référence à trente ans a *glissé de 6,92 % à 6,74 %. Les opé*rateurs sont désormais persuadés que la Réserve fédérale assouplira sa politique monétaire au cours de l'été.

Les analystes estiment que la clef de l'évolution de Wall Street dans les prochaines semaines réside dans l'ampleur du ralentissement économique en cours. Si le scénario d'un atterrissage en douceur est respecté, les actions américaines pourraient poursuivre leur ascension. Si au contraire, comme certains l'affirment, l'économie américaine entre en récession, la correction pourrait être très brutale à la Bourse de New York.

Indice Dow Jones du 26 mai : 4 369 (contre 4 341,33)

COURS DE CLÔTURE D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

NEW YORK
Les valeurs du Dow Jones

En dollars	26/5	19/5
Alcoa	46,13	47
Allied Signal	40,63	39,13
American Express	35	34,63
AT & T	49,38	50,25
Bethlehem	14,38	14,88
Boeing Co	57	55,13
Caterpillar Inc.	57,50	59,75
Chevron Corp.	47,25	47,63
Coca-Cola Co	59,75	58,38
Disney Corp.	55,38	54,13
Du Pont Nemours & Co	66,75	67,50
Eastman Kodak Co	60,13	60
Exxon Corp.	70,63	70,13
Gen. Electric Co	55,88	56,50
Gen. Motors Corp.	45,38	46,38
Goodyear T & Rubbe	41	40,75
IBM	96,13	93,25
Intl Paper	77,88	78,75
J.P. Morgan Co	68,38	67,50
McDonnell Douglas	71,25	70,12
Merck & Co. Inc.	45,13	42
Minnesota Mng. & Mfg	58,13	57,88
Philip Morris	70,50	69,25
Procter & Gamble C	70,50	67,88
Sears Roebuck & Co	55,88	55
Texaco	67,38	67,13
Union Carb.	29,38	29,88
Utd Technol.	74,88	72,88
Westingh. Electric	14	14,50
Woolworth	15	15,38

LONDRES
Sélection de valeurs du FT 100

En livres	26/5	19/5
Allied Lyons	5,26	5,34
Barclays Bank	6,71	6,50
BAT industries	4,88	4,84
British Aerospace	5,26	5,40
British Airways	4,12	4,25
British Gas	2,98	2,99
British Petroleum	4,47	4,46
British Telecom	3,98	3,96
BTR	3,39	3,39
Cadbury Schwep	4,70	4,46
Eurotunnel	1,98	1,94
Glaxo	7,28	7,04
Grand Metropolitan	3,98	3,84
Guinness	4,84	4,61
Hanson Plc	2,41	2,39
Great Ic	5,97	5,92
HSBC	7,92	7,78
Imperial Chemical	7,86	7,69
Lloyds Bank	6,62	6,65
Marks and Spencer	4,19	4,16
National Westminst.	5,41	5,41
Peninsular Orienta	6,14	6,11
Reuters	4,72	4,75
Saatchi and Saatchi	1,09	1,04
Shell Transport	7,70	7,53
Smithkline Beecham	5,01	4,91
Tate and Lyle	4,48	4,33
Unilever Ltd	12,22	11,94
Wellcome	10,56	10,53
Zeneca	9,28	9,24

FRANCFORT
Les valeurs du DAX 30

En deutschemarks	26/5	19/5
Allianz Holding N	2 580	2 588
Basf AG	302,20	299,50
Bayer AG	342,10	342,30
Bay hyp & Wechselbk	375	385
Bayer Vereinsbank	406	398
BMW	755	743
Commerzbank	331	326,50
Continental AG	210,50	213,50
Daimler-Benz AG	668	672
Degussa	419,50	428
Deutsche Babcock A	162,20	151,80
Deutsche Bank AG	676,80	667
Dresdner BK AG FR	386,50	395,50
Henkel VZ	548	548
Hoechst AG	307	298,20
Karstadt AG	574	588
Kaufhof Holding	478	475,50
Linde AG	838	838
DT. Lufthansa AG	190	190
Man AG	373	368
Mannesmann AG	413	407
Mettallges AG	[illegible]	27,10
Preussag AG	409	425
Rwe	474,50	472,50
Schering AG	950	968,50
Siemens AG	667,80	663
Thyssen	262	264,90
Veba AG	531,50	522,70
Viag	528,60	537
Wellag AG	1 100	1 085

TOKYO
Sélection de valeurs du Nikkei

En yens	26/5	19/5
Akai Elec.	350	378
Bank of Tokyo	1 500	1 520
Bridgestone	1 250	1 260
Canon	1 310	1 280
Daiwa sec.	953	1 000
Fuji Bank	1 960	1 970
Hitachi Ltd	844	842
Honda	1 260	1 310
Japan Airlines	596	603
Kirin Brew	979	985
Kobe Steel	239	240
Matsushita El.	1 330	1 360
Mitsubishi Corp.	988	983
Mitsui Marine	591	605
Nikko Sec.	765	785
Nintendo	5 190	5 200
Nippon Steel	372	317
Nissan	556	576
Nomura Sec.	1 570	1 590
NTT	719 000	718 000
Pioneer	1 470	1 740
Sanyo	447	466
Sega Enterprises	3 100	3 460
Sharp	1 210	1 230
Sony	4 100	4 200
Sumitomo Bk	1 800	1 800
Suzuki Motors	882	872
Toshiba	539	545
Toyota	1 640	1 670
Yamaichi Sec.	515	523

Crédits, changes et grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Un important projet argentin

UNE ENTREPRISE de télécommunication argentine envisage de contracter au début du mois de juin un emprunt international libellé en lires italiennes. L'affaire est très attendue. Elle pourrait marquer la réouverture du compartiment des opérations en devises européennes pour le compte de débiteurs dont le crédit est discuté. Ce compartiment est fermé depuis la crise financière qui *a éclaté à la fin de l'année dernière* et qui a précipité la chute du dollar et rendu très exigeants les investisseurs de notre continent. Du jour *au lendemain ne sont plus* guère entrés dans leurs portefeuilles que *des titres des meilleures signatures* du monde et plutôt dans des monnaies sûres, *ce qui a conduit* à une renaissance spectaculaire du marché des nouveaux *emprunts en* deutschemarks.

Si un changement se produit en Europe, il s'expliquera par les mêmes raisons qui ont déjà conduit à un développement comparable au Japon. Les taux d'intérêt sont tombés si bas dans ce pays que les bailleurs de fonds nippons, avides de rendement, ont rapidement dû se résigner à faire des concessions sur la qualité des emprunteurs. C'est ainsi qu'ils viennent de permettre à l'Afrique du Sud de lancer sa première opération internationale de l'année. Mais Pretoria aura à rémunérer sa dette en yens d'une durée de cinq ans au taux de 5 % l'an, alors que la Suède par exemple qui se présentait en même temps pour une durée de quatre ans et trois mois, n'aura même pas à payer 2,5 %. Le Brésil qui a suivi dans la foulée devra servir un intérêt de 6 % l'an pour une durée de deux ans seulement.

Une évolution du même ordre se dessine actuellement dans le compartiment du dollar où les emprunteurs d'Amérique latine cherchent à revenir en foule. Les *établissements financiers* brésiliens sont les plus nombreux : ils *profitent de la liberté qui* leur est accordée par la Banque centrale de *leur pays de lever des fonds en* devises pour des durées allant jusqu'à deux ans. Au-delà, il leur faudrait disposer d'une autorisation spéciale.

AFFINITÉS ITALIENNES

Pour ce qui est de l'Argentine qui nous intéresse tout particulièrement du fait du projet d'emprunt en lires italiennes, le sentiment général s'est nettement amélioré depuis la réélection de Carlos Menem à la présidence de la République.

Le choix de la devise italienne semble lié aux affinités qui existent entre ce pays et l'Italie. Les spécialistes se souviennent de la réussite d'un euro-emprunt que Buenos Aires avait contracté l'année dernière en lires et qui, en partie, avait été placé auprès d'investisseurs argentins. Il faut également préciser qu'en Amérique du Sud, la lire n'est de loin pas considérée comme une *monnaie faible. L'entreprise de té*lécommunication dont on prépare *l'arrivée prochaine entend lever* entre 100 et 150 milliards de lires pour une durée de deux ans au maximum. Les souscripteurs auraient la possibilité d'exiger le remboursement de leurs titres dans dix-huit mois déjà. Ils seraient alors assurés d'un rendement d'environ 4 points de pourcentage de plus que le Libor, qui est le taux d'intérêt de référence sur le marché international des effets à court terme.

Rien n'est encore décidé, et pour que la transaction voit le jour, il faudrait que de nouvelles incertitudes soient dissipées. Celles-ci concernent encore le Mexique. *Le* jour de l'Ascension, une mauvaise rumeur *s'est propagée. On a ouver*tement mis en cause la capacité de *la compagnie aérienne Aeromexi*co de faire face à ses échéances. Le *spectre de la crise financière mexi*caine a recommencé à effrayer les opérateurs. *Le peso a baissé*, poussant vers le bas le dollar, et on s'est *retourné vers les monnaies* indiscutablement fortes, le deutschemark et ses satellites immédiats, en même temps que la préférence allait une fois de plus aux emprunteurs au-dessus de tout soupçon.

Christophe Vetter

DEVISES ET OR

Une sanction encore mesurée

L'ANNÉE 1994 avait été un cau*chemar pour les professionnels du* marché obligataire. Alors qu'ils *avaient prévu une poursuite de la* détente des taux d'intérêt à long terme, ces derniers s'étaient envolés. Les premiers mois de l'année 1995 ont été, pour des raisons opposées, tout aussi éprouvants. Début janvier, les opérateurs n'avaient qu'une crainte : la surchauffe de l'économie américaine. Il n'était question que de tensions inflationnistes et de relèvement des taux directeurs de la Réserve fédérale américaine. La prudence s'imposait aux gérants de portefeuille obligataires. Cinq mois plus tard, le scénario de la surchauffe a *cédé la place*, outre-Atlantique, à celui de la récession et *les taux d'intérêt à long terme ne* cessent de se détendre dans le *monde entier !*

Les indicateurs économiques pu*bliés cette semaine aux Etats-Unis* ont confirmé le ralentissement marqué de l'activité. *Les commandes de* biens durables ont baissé de 4 % au mois d'avril. *Il s'agit* là du recul le plus important depuis le mois de décembre 1991. Les ventes de logements anciens ont pour leur part baissé de 6,4 % en avril. Les analystes anticipaient un repli limité à 0,3 %. Ces statistiques inquiétantes font le bonheur des professionnels des marchés de taux d'intérêt car *elles éloignent les craintes d'un re*tour de l'inflation et laissent espérer *un assouplissement prochain de la* politique monétaire américaine. Ils saluent tout signe avant-coureur d'une récession aux Etats-Unis par des achats massifs d'emprunts d'Etat américains. Au cours des dix derniers jours, le taux de rendement de l'obligation de référence à trente ans s'est replié de 6,94 % à 6,74 %. Depuis le mois de novembre de l'année dernière, le recul s'établit à 1,5 %. Le cours des obligations américaines se retrouve aujourd'hui au niveau qui était le sien à la fin du mois de février 1994. Le krach des *treasury-bonds* est presque oublié. Cette détente des taux d'intérêt *américains fait sentir ses effets* bénéfiques sur les marchés obligataires européens. Elle contribue également à masquer la dégradation relative du marché obligataire français. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor à dix ans a certes reflué au cours des dix derniers jours de 7,52 % à 7,44 %. Mais l'écart avec les titres d'Etat allemands de même échéance ne *cesse de s'élargir. Il est passé cette* semaine de 60 points de base *(0,60 %) à 73 points de base (0,73 %).* Pis : le rendement des emprunts d'Etat belges est inférieur à celui des emprunts français alors que la Belgique possède une dette publique deux fois supérieure à celle de la France.

La déclaration de politique générale du premier ministre a inquiété les investisseurs internationaux. La sanction était inévitable. Les analystes estiment qu'elle a été somme toute mesurée. Mais elle pourrait, selon eux, devenir plus lourde si le gouvernement ne dévoile pas très rapidement le plan de financement de son programme économique.

P.-A. D.

MATIF

Echéances 26-5	Volume	Dernier prix	Plus haut	Plus bas	Premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 95	946 70	115,70	115,82	115,46	115,60
Sept. 95	6 468	115,14	115,20	114,94	115,06
Déc. 95	102	114,86	114,90	114,86	114,76
Mars 96	–	–	–	–	–
PIBOR 3 MOIS					
Juin 95	244 59	93,25	93,27	93,10	93,11
Sept. 95	206 14	94,06	94,12	94,03	94,05
Déc. 95	67 21	94,02	94,07	94,01	94,02
Mars 96	21 34	93,84	93,90	93,83	93,85
ÉCU LONG TERME					
Juin 95	33 81	85,68	85,80	85,40	85,58
Sept. 95	–	–	–	–	85,48

MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Nouvelle tempête

C'EST REPARTI ! Depuis plusieurs semaines, le dollar ne faisait pourtant plus parler de lui. Il était enfin parvenu – après des mois de baisse ininterrompue – à se stabiliser. *Il avait même regagné une par*tie du terrain perdu et s'échangeait bien au-*dessus de ses plus bas* niveaux historiques de 1,3450 mark et *79,75* yens atteints début mars et fin avril. Les opérateurs des marchés financiers, *expliquait-on*, avaient fini par recouvrer la raison *et par corriger leurs excès.*

Les économistes trouvaient d'ex*cellentes raisons pour justifier, a posteriori*, le rebond de la monnaie *américaine*. Les analystes techniques se voulaient eux aussi rassu*rants*. Leurs savants graphiques promettaient une poursuite de la reprise du billet vert. Les gouverneurs des banques centrales et les ministres des finances des grands pays industrialisés affichaient pour leur part une grande sérénité, mêlée à une pointe d'orgueil. Ils attribuaient volontiers la reprise du dollar à l'impact du communiqué publié à l'issue de leur rencontre de Washington, à la fin du mois d'avril. Selon eux, les marchés financiers avaient été très fortement impressionnés par leur détermination.

Cruelle désillusion ! Le dollar a re*plongé en fin de semaine. Alors qu'il* s'échangeait, mercredi soir, à *1,4390 mark, le billet vert s'inscri*vait vendredi en clôture à *1,3780 mark. Face à la devise japo*naise, le billet vert a glissé de *87,22 yens à 82,70 yens*, et face au franc de 5,11 francs à 4,85 francs. Il *faut remonter* au mois de septembre 1992 pour retrouver un recul aussi brutal du billet vert.

Dans une étude – prémonitoire – publiée le 17 mai, les économistes de la Caisse des dépôts et consignations estimaient que *« la remontée du dollar »*, observée au cours des premières semaines du mois de mai, *« n'est pas un phénomène durable ou de grande ampleur. Il s'agit probablement d'un aléa de marché et non d'une rupture de tendance durable »*. Ils observaient en particulier qu'aux Etats-Unis *« la révision à la baisse des perspectives de croissance a conduit à une révision des anticipations de politique monétaire. Cela ne va donc pas dans le sens d'une remontée durable du dollar »*.

MIRACLE DU FRANC

Au début de l'année, les opérateurs des marchés, selon les cotations observées sur les contrats à terme, prévoyaient que les taux à trois mois se situeraient à 8,30 % aux Etats-Unis à la fin du mois de septembre. Au fur et à mesure que les craintes d'une surchauffe de l'économie outre-Atlantique se sont éloignées, les professionnels ont révisé à la baisse leurs anticipations sur le niveau futur des taux *d'intérêt à court terme américains.* Ils ont du même coup cherché à se *débarrasser de leurs billets verts*, promis à devenir, au fil des se*maines, moins rémunérateurs.* Aujourd'hui, les marchés financiers vont même jusqu'à parier sur une baisse des taux directeurs de la Réserve fédérale durant l'été. Le taux à 3 mois anticipé pour la fin du mois de septembre se situe à 5,87 %, c'est-à-dire au-dessous du niveau actuel (6,06 %).

Le renversement des anticipations concernant la politique monétaire américaine, lié au ralentissement surprise de l'économie, semble donc expliquer, au moins en partie, le comportement du dollar au cours des derniers mois et des derniers jours. Cela vient s'ajouter à la crise financière mexicaine et à la prise de conscience brutale par les marchés du déséquilibre des *comptes extérieurs américains.*

Miraculeusement, le nouveau *plongeon du dollar n'a pas eu de* conséquences désastreuses pour le *franc. Bien au contraire. Le franc*, qui était tombé mercredi matin à un *niveau de 3,5660 pour 1 deutsche*mark, après la déclaration de politique générale du premier ministre, s'est redressé de façon spectaculaire dans la journée de vendredi, pour clôturer à 3,52 francs pour 1 mark. En règle générale, un repli du dollar se traduit mécaniquement par un renforcement de la monnaie allemande et donc par un affaiblissement du franc. L'anomalie observée vendredi a naturellement alimenté toutes sortes de rumeurs. Certains opérateurs y ont vu le résultat d'interventions – cachées – de la Banque de France. Mais les preuves manquaient. *Il est vrai* que l'institut d'émission est passé maître dans *l'art de brouiller les pistes* pour masquer ses venues sur le marché. *D'autres professionnels croyaient* savoir que le financier américain *George Soros soldait les positions* vendeuses qu'il avait prises sur le *franc au cours des derniers mois*. A elle seule, cette nouvelle aurait inci*té d'autres intervenants à imiter* leur *« maître à spéculer »* et à acheter du franc.

Plus sérieusement, les économistes estimaient qu'une nouvelle baisse du dollar pourrait forcer la Bundesbank à assouplir sa politique monétaire, ce qui diminuerait la pression sur le franc. Les professionnels étaient également d'accord pour reconnaître que la hausse du franc observée vendredi n'était guère significative, compte tenu de la faiblesse des volumes échangés. Il faudra attendre les prochaines séances pour savoir s'il s'agissait d'une *simple* rémission ou *si* au contraire le franc est bien en voie de guérison.

Pierre-Antoine Delhommais

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 22 AU 26 MAI

DEVISE	New York 22-5	New York 26-5	Paris 22-5	Paris 26-5	Zurich 22-5	Zurich 26-5	Francfort 22-5	Francfort 26-5	Bruxelles 22-5	Bruxelles 26-5	Amsterdam 22-5	Amsterdam 26-5	Milan 22-5	Milan 26-5	Tokyo 22-5	Tokyo 26-5
Livre	1,6063	1,5750	7,8179	8,0459	1,8320	1,8869	2,2207	2,2660	45,4583	46,6515	2,4857	2,5350	2642,36	2630,25	133,40	136,47
$ E.U.	-	[illegible]	4,8670	5,1085	1,1405	1,1980	1,3825	1,4387	28,30	29,62	1,5475	1,6095	1645	1670	83,05	86,65
Franc français	20,5465	19,5758	-	[illegible]	23,4333	23,4511	28,4056	28,1629	5,8147	5,7982	31,79577	31,50631	337,9905	326,9061	17,06390	17,06390
Franc suisse	87,6808	83,4726	426,7427	426,4190	-	-	121,2188	120,0978	24,8137	24,7248	1,35686	1,34849	1442,3498	1393,9900	72,81894	72,32888
Deutschemark	72,3327	69,5072	352,0434	355,0775	82,4955	83,2696	-	-	20,4702	20,5880	111,93490	111,87183	1189,8734	1160,7701	60,07233	60,22798
Franc belge	3,5336	3,3761	17,1979	17,2468	4,0300	4,0446	4,8852	4,8572	-	-	5,4682	5,43383	56,12721	56,38082	2,93463	2,92539
Florin	62,6204	62,1311	314,5073	317,2967	73,6995	74,8381	89,3376	89,3680	18,2876	18,4032	-	-	1063,0048	1037,5893	53,66721	53,83660
Lire italienne	0,00608	0,00599	2,9587	3,0590	0,6933	0,7174	0,8404	0,8615	1,7204	1,7737	0,940729	0,963772	-	-	0,050486	0,051886
Yen	1,204094	1,154868	5,860325	5,895557	1,373269	1,382574	1,664660	1,660358	34,075858	34,183497	1,863335	1,867473	19,807345	19,272937	-	-

L'OR

	Cours 19-5	Cours 26-5
Or fin (k. barre)	62 600	60 300
Or fin (en lingot)	62 650	60 100
Pièce française (20F)	363	350
Pièce française (10F)*	385	405
Pièce suisse (20F)	363	351
Pièce latine (20F)	362	351
Pièce tunisienne (20F)*	365	365
Souverain	464	454
Souverain Elisabeth II*	456	460
Demi-souverain*	303	302
Pièce de 20 $	2 450	2 540
Pièce de 10 $	1 425	1 380
Pièce de 5 $*	750	727,5
Pièce de 50 pesos	2 345	2 270
Pièce de 20 marks*	466	475
Pièce de 10 florins	375	380
*Pièce de 5 roubles**	270	270

* Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le café boit la tasse

UNE FOIS ENCORE, le café a déjoué toutes les analyses. Alors que le *déséquilibre entre offre et* demande mondiales est patent – *la consommation oscille entre* 90 et 95 millions de sacs de 60 kilos, la *production* est inférieure à 90 millions de sacs depuis trois années consécutives, et une récolte de 87 millions de sacs est prévue pour la campagne 1995-1996 –, le marché se veut résolument baissier. La chute a commencé en début de semaine et n'a épargné aucune des deux variétés : le robusta plus volontiers cultivé par l'Afrique est passé de 3 000 dollars à 2 800 dollars la tonne en l'espace de deux jours ; l'arabica récolté en Amérique latine a suivi un mouvement *identique* sur le *même* laps de temps : de 3 600 dollars la tonne, *il s'est établi à* 3 420 dollars la tonne en fin de semaine.

Les prix ont monté par rapport au mois de mai de l'année dernière, mais ils ont quitté les hautes sphères de juin 1994 où les cours mondiaux du robusta avaient, pour des raisons climatiques, flambé à 4 550 dollars et ceux de l'arabica à 6 000 dollars la tonne.

Les opérateurs restent sereins : *« La baisse des prix est spectaculaire. Il est vrai, mais un marché baisse toujours plus vite qu'il ne monte »*, affirme un négociant. *« Les statistiques ne reflètent pas la fluidité du marché »*, dit un autre. Seul le présent compte : *« Le déficit mondial global, théorique,* ajoute-t-il, *n'empêche pas qu'actuellement trop de café sature les circuits. La pression des vendeurs est extrêmement forte. »* En d'autres termes, le premier producteur mondial de café, en l'occurrence le Brésil, amorce sa nouvelle récolte : les négociants sont pressés d'écouler leur marchandise pour obtenir des lignes de crédit et renouveler leurs achats...

Autre cause de la faiblesse des *cours : les fonds d'investissement* américains (des caisses de retraite *pour la plupart*) qui faussent les lois du marché. *« Le marché physique ne ressemble pas au marché à terme*, estime Robert Lamplé, opérateur chez Tardivat, maison internationale de négoce de café et de cacao. *L'offre et la demande mondiales augmentent ou diminuent en fonction de ce que ressentent ces spéculateurs. Ils anticipent, ils jouent le café à la baisse en dépit des données objectives ; il n'y a pas grand-chose à faire contre cela »*. L'amplification des mouvements par ces fonds est évidente.

Mais au-delà de la spéculation le *café ne* trouve pas preneur ces jours derniers pour une raison simple : les torrefacteurs en ont trop, quels que soient les prix de l'offre. Ils ont abondamment stocké l'année dernière, parce que la subite montée des prix au cours de l'été – à la fin du mois de juin en particulier – avait déclenché des mouvements de panique. Ce désir frénétique avait participé à la surenchère. Aujourd'hui, *il* suffit aux torréfacteurs de puiser dans leurs stocks.

La demande est si molle que même la Colombie, habituelle*ment fort prisée pour ses cafés* d'une rare finesse, n'exporte plus que 1 000 sacs par mois environ, alors que l'année dernière sur la même période elle en vendait 1 million par mois ! *« Voilà un plan de rétention appliqué au corps défendant des pays producteurs »*, sourit un analyste du secteur.

PLANS DÉMODÉS

Les plans de rétention (vendre moins pour stimuler les prix) ne sont effectivement pas de mise cette année, tellement ils semblent superflus. *Si superflus* que certains observateurs font *courir des rumeurs : les autorités* brésiliennes n'hésiteraient pas à présenter des prévisions de récoltes pessimistes pour éviter d'avoir à les mettre en œuvre. Le premier exportateur de café ne compte officiellement que sur 12,5 millions de sacs pour la prochaine campagne, ce qui constitue une estimation encore plus noire que la précédente : au mois de mai, en effet, les autorités brésiliennes parlaient alors de 14 millions de sacs. Les opérateurs évoquent ces chiffres avec beaucoup de circonspection : le lende*main des gelées qui ont sévi dans* l'Etat du Parana, Brasilia estimait *sa récolte à 13 millions de sacs* quand la majorité des observateurs *retenaient* le chiffre de 18, voire 20 millions de sacs. La perte était déjà suffisamment importante puisque les bonnes années la production brésilienne atteint en moyenne 28 millions de sacs.

Cette année, la plupart des analystes pensent que l'offre de ce pays s'établira à au moins 16 millions de sacs. *Il s'agirait* alors de la récolte la plus faible *enregistrée par Brasilia depuis* vingt ans. Le marché pourrait alors *se retourner d'autant plus* fortement qu'il ne se tient plus sur ses gardes.

Marie de Varney

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	26-5	24-5
Dow Jones comptant	201,69	201,75
Dow Jones à terme	282,30	283,93
MÉTAUX (Londres)		
Cuivre comptant	2 849	2 844
Cuivre à 3 mois	2 831	2 814
Aluminium comptant	1 798	1 812
Aluminium à 3 mois	1 815	1 827,50
Plomb comptant	605	613
Plomb à 3 mois	–	–
Etain comptant	6 065	6 045
Etain à 3 mois	6 000	5 960
Zinc comptant	1 043	1 042
Zinc à 3 mois	1 067	1 066
Nickel comptant	7 535	7 570
Nickel à 3 mois	7 535	7 570
MÉTAUX PRÉCIEUX (New York)		
Argent à terme	4,73	4,73
Platine à terme	0,80	0,80
Palladium	168,25	167
GRAINES ET DENRÉES		
Blé (Chicago)	1,24	1,24
Maïs (Chicago)	2,41	2,41
Graine soja (Chicago)	169,50	170,60
Tourt. soja (Chicago)	–	–
P. de terre (Londres)	335,10	281,80
Orge (Londres)	108	107
SOFTS		
Cacao (New York)	1 350	1 325
Café (Londres)	3 079	3 079
Sucre blanc (Paris)	–	–
OLEAGINEUX, AGRUMES		
Coton (New York)	1,10	1,10
Jus d'orange	1,02	1,02

AUJOURD'HUI

SPORTS

COUPE DU MONDE DE RUGBY L'équipe de France a peiné, vendredi 26 mai, pendant plus d'une heure, avant de prendre ses distances face à celle des Tonga ● VICTORIEUX (38-10), les Bleus ont inscrit leurs quatre essais et l'essentiel de leurs points dans les vingt dernières minutes alors que l'équipe des Tonga avait dominé la première mi-temps. L'entraîneur Pierre Berbizier était perplexe à la fin du match quant



à la prestation de ses joueurs ● UNE SÉRIE DE RECORDS a été établie par l'Ecosse, qui a lourdement battu la Côte-d'Ivoire (89-0) : plus grand nombre de points marqués pendant un match de Coupe du monde, plus grande différence de points entre deux équipes et surtout plus grand nombre de points marqués par un seul joueur (Gavin *Hastings* : 44) ● DANS LE GROUPE A, le Canada a battu la Roumanie (34-3).

Records

« LES ÉCOSSAIS nous ont battus. Je ne sais pas s'il est nécessaire de vous dire le score. Allons-y : 89-0. Je dis bien 89-0. L'Ecosse est une grande nation de rugby et elle a une longue expérience derrière elle. » Le présentateur du journal télévisé ivoirien, Lévy Niamke, n'a pas pris au tragique l'écrasante défaite subie vendredi 26 mai par les Eléphants face à l'équipe du chardon.

A CHASSER DES MÉMOIRES, ce match n'en restera pas moins dans les annales du rugby : principaux rivaux des Français pour la première place de la poule D, les Écossais ont en effet inscrit treize essais, dont quatre de leur capitaine Gavin Hastings, qui, avec neuf transformations et deux pénalités, a totalisé 44 points, devenant ainsi le meilleur marqueur dans un match international devant le Français Guy Cambérabéro (30 points).

LORS DE LA PREMIÈRE Coupe du monde, le Zimbabwe avait été, à l'instar de la Côte-d'Ivoire, la victime expiatoire des qualifications : il avait encaissé treize essais contre la France et onze contre l'Ecosse. De telles performances font le régal des statisticiens, mais ne portent pas en général chance à ceux qui en sont les auteurs : les All Blacks en 1987 et les Wallabies en 1991 sont devenus champions du monde sans atteindre le sommet de ces *hits parades*.

A. G.

POULE A

Canada b. Roumanie 34-3

CANADA : trois essais (Rod Snow, 22e, Al Charron, 61e, Colin McKenzie, 75e), deux transformations (Gareth Rees, 21e, 75e) ; un drop (Gareth Rees, 52e), quatre pénalités (Gareth Rees, 28e, 40e, 49e, 66e).

ROUMANIE : un pénalité (Nicolae Nichitean, 37e). Remplacements : Daniel Neaga par Vasile Flutur (45e), Nicolae Nichitean par Ilie Ivanuc (66e).

POULE D

France b. Tonga 38-10

FRANCE : quatre essais (Thierry Lacroix, 66e, 80e, Aubin Hueber, 72e, Philippe Saint-André, 76e), un drop de Yann Delaigue (13e) ; trois transformations (Thierry Lacroix, 72e, 76e, 80e) et trois pénalités (37e, 45e, 64e) de Thierry Lacroix. *Remplacement de Marc Cécillon par Laurent Cabannes* (59e).

TONGA : un essai par Tevita Vaenuku (81e), une transformation (Sateki Tuipulotu, 81e) ; une pénalité (Sateki Tuipulotu, 53e), expulsion de Feleti Mahoni (67e).

Ecosse b. Côte-d'Ivoire 89-0

ÉCOSSE : treize essais (Hastings, 9e, 31e, 36e, 75e, Walton, 38e, 68e, Logan, 47e, 51e, Chalmers, 49e, Stanger, 60e, Burnell, 62e, Wright, 73e, Shiel, 80e), neuf transformations (Hastings, 9e, 31e, 36e, 38e, 51e, 62e, 68e, 73e, 80e) ; deux pénalités (Hastings, 13e, 22e).

La France gagne en deux temps et peu de mouvements

Les Bleus n'ont pris le dessus sur des « Aigles de la mer » des Tonga très turbulents qu'au terme d'une prestation laborieuse

PRETORIA
de notre envoyé spécial

Ce ballon pourrait s'emplir d'un souffle d'histoire. Entre les mains du centre Thierry Lacroix, n'est-il pas, le millième qu'un joueur au maillot bleu aplatit dans un en-but adverse, depuis la naissance du XV de France ? Il pourrait relier les rugbymen qui entrent dans leur troisième Coupe du monde à tous leurs prédécesseurs qui n'ont pas connu la compétition planétaire. Hélas ! cet ovale posé derrière la ligne des Tonga à la soixante-sixième minute n'est gonflé que par un gros soupir de soulagement. Il est simplement le premier qui n'ait pas été gaspillé en touche, égaré dans les regroupements, oublié dans les enchaînements, mal aiguillé par le jeu au pied. Au bout d'une guirlande de soixante-quinze ans, il n'est que le signal d'un quart d'heure de rugby cohérent et de mouvements offensifs aboutis.

Car, plus que d'avoir ajouté un chiffre à leur compteur d'essais, les Français ont réussi un exploit, vendredi soir. Celui d'avoir ligué un stade contre eux. Les 20 000 spectateurs sud-africains étaient pourtant entrés au Loftus-Versfeld de Pretoria sans parti pris sur cette rencontre. Alléchés par le match d'ouverture de la veille, ces connaisseurs s'attendaient sans doute à humer la même odeur de bon rugby. La tambouille des Français les a vite incommodés. Au fil des minutes, ce public neutre s'est transformé en supporteur fervent des Tonga, allant jusqu'à huer le manque d'inspiration des Bleus. Il a acclamé le seul essai des Tonga, à la dernière seconde de jeu, comme la juste récompense accordée à une équipe qui ne doit la plus grande partie de son retard au score qu'à la faillite de son buteur, à l'expulsion d'un de ses troisième-lignes et à une fatigue des dernières minutes.

Les Français n'ont, en revanche, aucune de ces trois excuses à fournir pour leur catastrophique première heure de jeu. Thierry Lacroix, outre ses deux essais, a réussi la plupart de ses coups de pied. La condition physique n'est plus érodée par les cadences du championnat, comme l'a amplement prouvé l'allant de la fin de match. Le malaise a semblé plus profond. Comme si, en passant dans l'hémisphère sud, les joueurs de Pierre Berbizier n'étaient pas parvenus à remettre leur jeu à l'endroit. Comme si, en ouvrant leur Coupe du monde, ils avaient tenu à dresser un nouvel inventaire de leurs défauts de l'hiver.

« J'ATTENDS LE DÉCOLLAGE »

Sur la pelouse du centre pénitentiaire où l'équipe de France s'entraîne depuis dix jours, Pierre Berbizier n'a pourtant cessé de cadenasser toutes les issues par lesquelles ses joueurs voyaient auparavant s'évader les ballons. L'entraîneur s'est transformé en garde-chiourme de ces fameux « fondamentaux » du rugby, martelant séance après séance qu'un long séjour en Coupe du monde passe par une bonne conquête, une conservation du ballon irréprochable et une défense de fer. Or, vendredi, les joueurs ont péché dans chacun de ces compartiments du jeu. La domination en mêlée n'a pas compensé la désorganisation des touches, dont les Tongans ne sont pourtant pas des spécialistes. Les premiers placages n'ont guère coupé le fil des progressions des joueurs polynésiens.

« Pendant plus d'une mi-temps, notre niveau de jeu a été indigne de celui des Sud-Africains et des Australiens au match d'ouverture, pouvait constater Pierre Berbizier. *J'espérais que cet exemple allait nous aspirer vers le haut. J'attends toujours le décollage. »* L'amertume de ce constat d'échec tactique s'est doublée sans doute d'une déception sur les prestations individuelles de certains joueurs. Fidèle à sa stratégie des débuts de tournée, l'entraîneur avait choisi de brasser son effectif en offrant une chance à plusieurs hommes qui ne figuraient pas dans l'équipe-type forgée l'an dernier lors des deux victoires face aux All Blacks néo-zélandais.

Tous n'ont pas donné l'impression de chercher à faire leur trou dans le XV majeur. La concurrence pour les places de titulaire n'a guère tiré le groupe de son apathie. Le recours à un poste de vice-capitaine, accordé à un Philippe Benetton qui s'y entend pour galvaniser ses compères de l'avant, n'a pas non plus changé grand-chose à la communication interne de l'équipe. Personne ne semble réellement en mesure de faire respecter les consignes données avant le match, mais mangées dès le coup d'envoi. Ce qui oblige Pierre Berbizier à descendre sur le terrain pour corriger, gestes véhéments à l'appui, les lacunes les plus voyantes à la mi-temps.

Au-delà des sentiments mitigés qu'elle cause à l'entraîneur de l'équipe de France, cette victoire en deux parties a au moins l'avantage de laisser les observateurs libres d'imaginer la suite de la compétition. Les pessimistes constateront que les Français ont de plus en plus de mal à se hisser au-dessus du niveau du Tournoi des cinq nations. Ils prédiront une élimination sans gloire en quarts de finale après une première défaite face à des Ecossais d'une autre pointure que les Tongans.

Les optimistes tireront des conclusions positives de la fin de match, qui prouve que le jeu des trois-quarts sait parfois être moins méconnaissable que leurs têtes rasées. Ils miseront sur le fait que les Français ont toujours démarré lentement leurs tournées. Ceux-ci ont peut-être reçu, vendredi soir, le même avertissement, à moindre frais, que lors de la défaite au Canada avant les victoires en Nouvelle-Zélande. Il n'en restera pas moins d'énormes progrès à accomplir pour espérer mettre dans le mille d'une compétition dont ils persistent à viser la première place.

Jérôme Fenoglio

■ Le troisième ligne aile tongan Feleti Mahoni, qui a été expulsé par l'arbitre anglais Steve Lander à la 68e minute du match, remporté (38-10) par les Français, a été suspendu pour six semaines. En vertu de nouvelles règles destinées à lutter contre la violence sur les terrains (*Le Monde* du 26 mai), une commission de discipline s'est réunie aussitôt après le match et a pris une décision qui revient à l'expulser du tournoi. Sa victime, Philippe Benetton, était restée plusieurs minutes allongé sur le sol avant de se relever et de terminer la partie.

Les raisons d'y croire

DANS CE MATCH de Pretoria, les Français ont été en quelque sorte la caricature d'eux-mêmes. Ils ont souvent fait preuve d'un manque de constance et d'une tendance inquiétante à alterner le meilleur et le pire. Aller ainsi d'un extrême à l'autre dans un seul match est assez rare.

TECHNIQUE

Les soixante premières minutes de jeu ont été catastrophiques pour les Tricolores. Moins dynamiques, comme sans appétit de jeu, ils ne se sont pas suffisamment engagés physiquement pour imposer leur jeu et le pressing défensif des Tongans les a mis sur le reculoir. Pis encore, les Français ont connu de gros problèmes en touche – précisément là où l'on pensait qu'ils n'allaient faire qu'une bouchée des valeureux Tongans. Or, à la fin de la première mi-temps, ceux-ci avaient réussi huit prises de balle en touche contre cinq seulement pour les Bleus.

Enfin il manque toujours à cette équipe de France un vrai meneur de jeu, capable de prendre des décisions et de changer d'options dès que les circonstances l'exigent.

Tout cela semble étayer mon sentiment que l'équipe de France ne passera pas l'étape des quarts de finale, car elle n'est pas encore en mesure de battre l'Ecosse. Toutefois il y a eu un tel changement dans les quinze dernières minutes qu'on peut se demander si les Tricolores n'ont pas fait exprès de cacher leur jeu, de rester dans un registre restreint pendant une heure, avant de lâcher les chevaux à la fin, juste pour assurer le score.

En tout cas, cela m'étonnerait que l'entraîneur Pierre Berbizier soit satisfait de la prestation, car dans bien des domaines sa sélection a été plus que médiocre, et très loin du niveau de jeu dont nous avons été témoins la veille au Cap. Même s'ils ont réussi à inscrire un total respectable de 38 points, personne n'est dupe, et la marge de la victoire est plutôt flatteuse pour les Bleus.

Pour gagner une Coupe du monde il faut trois choses : une équipe qui sache assurer la conquête ; pouvoir maîtriser cette conquête afin de priver les adversaires du ballon ; et des joueurs qui soient capables de faire basculer un match, des individus qui savent créer des occasions à partir de rien.

De ce point de vue, il y a peut-être encore des raisons d'espérer. J'ai vu, dans les dernières minutes de folie francaise, du très beau rugby de mouvement. Un rugby aéré, rapide, créatif : le style de rugby qu'à mon sens ils doivent absolument développer s'ils veulent conserver la moindre chance d'être en finale à Johannesburg le 24 juin.

C'est dans le mouvement que les Français créent le danger et mettent les adversaires sous la pression. L'arrivée de Cabannes, à la sortie de Cécillon, n'est pas étrangère à ce changement : le jeu en soutien du Parisien est un atout puissant. Enfin, Emile Ntamack a confirmé mes premières impressions. L'ailier de Toulouse est sans doute l'un des joueurs les plus excitants de cette Coupe du Monde. Ses courses fluides, son sens de la relance en font un danger permanent pour les adversaires. Comme David Campese lors de la Coupe du monde 1991, Ntamack est l'un de ces joueurs capables de faire basculer un match par son seul talent.

Nick Farr-Jones

★ Nick Farr-Jones est l'ancien capitaine de l'équipe d'Australie, championne du monde en 1991.

Les Canadiens entre doute et espoir

Leur victoire sur la Roumanie (34-3) ne leur assure pas la qualification

PORT ELIZABETH
de notre envoyé spécial

Dans cette poule A, qualifiée de « groupe de la mort », c'était, entre Canada et Roumanie, le match des condamnés. Les Canadiens ont arraché le sursis, grâce à une plaidoirie aux robustes effets de manches. Un exposé en deux parties : d'abord technique, avec des arguments de poids assenés dans la confidence des mêlées ; puis lyrique, fait d'éloquentes figures de style, dès lors que la cause sembla entendue.

Le ballon a ainsi passé la première mi-temps enfoui sous une tonne et demie de corps emmêlés. Il ne sortit qu'une fois de cette monstrueuse machine à concasser le spectacle, pour être aplati dans l'en-but roumain sous les 110 kilos de Rod Snow, le pilier à la coupe à l'Iroquoise. Puis, après une heure de jeu, lorsque, définitivement à cours d'arguments, les avants roumains se mirent à vouloir contourner l'inamovible pack canadien, ils s'exposèrent à de fulgurantes répliques.

Libérés de la peur de perdre, les joueurs à la feuille d'érable montrèrent enfin l'habileté dont ils peuvent être capables pour faire vivre le ballon. Les très spectaculaires mouvements convertis en essais par Al Charron et Colin McKenzie ont ravi Ian Birtwell, leur entraîneur, qui s'extasiait, à la fin du match, sur la qualité des relances conduites par ses joueurs. Il est vrai que, pour avoir tenté depuis deux ans d'infléchir le jeu canadien vers plus d'audace offensive, il avait subi une série de revers cuisants – dont un 73 à 7 contre *les All Blacks* il y a un mois – et de vertes critiques.

PEU DE BÉNÉFICES

Qu'il gèle le ballon devant, dans un style hors de mode, ou qu'il tente le diable au grand large, le rugby canadien aura du mal à confirmer son standing, acquis en 1991 après un quart de finale perdu avec panache face aux Néo-Zélandais. En quatre ans, il n'a guère tiré bénéfice de ses exploits.

Moins de douze mille Canadiens pratiquent aujourd'hui ce jeu, importé par les soldats de l'armée victorienne vers 1865 mais qui n'aura été structuré en une Canada Rugby Union (CRU) qu'un siècle plus tard, en 1965. Joué surtout en Colombie-Britannique – une province qui fournit vingt des vingt-six sélectionnés –, le rugby canadien a conservé la fraîcheur de l'amateurisme : la CRU vient à peine de trouver ses deux premiers sponsors, des entreprises de Toronto qui ont investi 1,5 million de dollars (environ 7 millions de francs) pour les quatre prochaines années.

Sport ultra-minoritaire, il n'offre qu'un réservoir limité de talents, éclos tardivement de surcroît, car la plupart des joueurs ne découvrent ses vertus que vers seize ou dix-sept ans. Par hasard, comme Al Charron, qui s'ennuyait à garder une cage de hockey sur glace à Toronto. Par atavisme, comme Gareth Rees, dont le père, d'origine galloise, avait *été professionnel de football* américain à Victoria avant de *s'installer en Angleterre et de* jouer pendant dix ans avec le London Welsh.

Comme leur capitaine, plusieurs joueurs sont allés chercher un supplément de bagage à l'étranger : Eddie Evans au Japon ou le centre Christian Stewart en Italie, avant de jouer aujourd'hui au Cap pour la Western Province. Un tel apport est précieux.

Pourtant, le sélectionneur a pris le risque de se passer de Norman Hadley, le deuxième ligne qui fait le bonheur des Wasps en championnat d'Angleterre. Le colosse avait critiqué ouvertement les options de Ian Birtwell, estimant que l'équipe avait régressé depuis quatre ans, alors que toutes les autres s'étaient améliorées. Dans son jugement, Hadley s'est au moins trompé sur le compte de l'équipe de Roumanie, désormais retournée à son plus bas niveau. Quant à la valeur réelle des Canadiens, l'ampleur de leur victoire permet d'entretenir le doute.

Jean-Jacques Bozonnet

Sean Fitzpatrick, figure de proue des All Blacks

JOHANNESBURG
correspondance

Ne le dites à personne, surtout pas aux premières lignes adverses, mais Sean Fitzpatrick, le talonneur néo-zélandais, n'est plus le même qu'avant. Le capitaine des *All Blacks*, considéré avec l'Australien Phil Kearns comme le meilleur du monde à son poste, va bientôt quitter la scène mondiale. Et afin de se payer un beau *Mondial* en guise d'adieux, il s'est transformé. Physiquement et moralement. D'abord il a enfin compris, après dix années de *rugby international, qu'il était temps* de mettre une sourdine au flot incessant *d'injures et de réflexions, de* provocations et de dialogues avec l'arbitre dont lui seul avait le don pendant les matches. Ayant du mal à canaliser son tempérament férocement compétitif, Fitzpatrick se laissait en effet aller souvent, trop souvent, à des violences verbales sur le terrain. Un comportement que les « gentlemen » de première ligne n'ont jamais vraiment apprécié. Dans le cercle fermé des piliers et talonneurs internationaux qui disputent infailliblement quelques « troisièmes mi-temps » à travers la planète, le nom de Fitzpatrick était synonyme de brebis galeuse.

Craint, mais pas respecté. Son attitude n'était surtout pas digne d'un capitaine des All Blacks. Il a donc fini par comprendre que, s'il ne changeait pas sa façon d'être sur le terrain, il ne ferait jamais partie de cette lignée de seigneurs comme Whineray, Lochore, Kirk ou Shelford. L'âge (il aura trente-deux ans le jour de la rencontre Nouvelle-Zélande-Japon à Bloemfontein) ayant calé son ambition sur la conquête de la Coupe Webb-Ellis, il s'est donc assagi. De surcroît, comme il s'est entraîné comme jamais, il est véritablement méconnaissable.

« J'ai dû perdre 5 ou 6 kilos pendant l'été, accorde-t-il. *Mais dès qu'on attaquera les phases finales du Mondial je serai de nouveau à mon poids de forme. »* Disant cela il ne peut cacher qu'il se livre au petit jeu de la désinformation. Car Sean Brian Thomas Fitzpatrick, qui détient le record mondial pour le nombre de matches internationaux joués d'affilée (soixante et un), a perdu plus de 10 kg par rapport à la saison passée. Il a retrouvé le visage de beau poupon qu'il arborait lors de sa première tournée en France avec les universitaires néo-zélandais, en 1984.



SEAN FITZPATRICK

Les raisons de ce changement sont clairs. L'entraîneur Laurie Mains, en réunissant ses troupes pour le premier stage de préparation du Mondial, en novembre dernier, a mis les points sur les i : *« Vous êtes ici pour mourir pour votre pays. Si vous n'êtes pas prêts à le faire, rentrez chez vous tout de suite. »* Fitzpatrick, que l'on disait sur la sellette après des prestations décevantes face aux Français, aux Sud-Africains et aux Australiens, a entendu le message.

Unique « survivant » de la finale du Mondial 1987, il a mis les bouchées doubles. La masse a fondu, la silhouette s'est affinée. Après une période de doute, où le XV néo-zélandais cherchait ses repères, le plan de bataille pour cette Coupe du monde a été basé sur la vivacité, la mobilité et le dynamisme de l'effectif. *« Naguère on avait une certaine supériorité physique par rapport aux autres pays*, explique le directeur de l'équipe, le légendaire deuxième ligne Colin Meads. *Mais aujourd'hui ce n'est plus le cas. Nous ne pouvons plus défier les autres dans la pure confrontation physique. Alors nous sommes obligés de chercher des solutions dans le jeu au large. »*

Samedi donc, Sean Fitzpatrick ne devait pas diriger le *haka* (cri de guerre) des All Blacks, *laissant* cet honneur au Maori Jamie Joseph. Et s'il ne gagnait pas encore *cette fois* le respect de ses adversaires, il devait au moins devenir le joueur le plus « capé » de l'histoire du rugby néo-zélandais, avec soixante-quatre sélections.

Ian Borthwick

Des nuages et du vent au nord-ouest

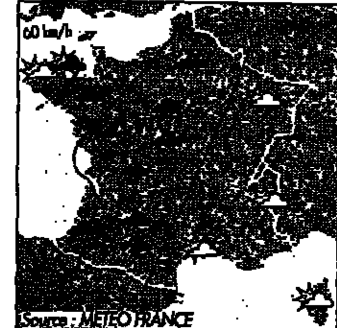
LA FRANCE restera soumise à un flux de sud-ouest doux, dans lequel circulent des perturbations de faible activité. Une petite cellule de hautes pressions maintiendra le Sud-Est et l'extrême Nord-Ouest à l'abri de ces vagues nuageuses.

Dimanche, sur la Bretagne et le Cotentin, on se réveillera sous un ciel gris et faiblement pluvieux, mais cela ne durera pas : des éclaircies reviendront par l'ouest à partir de la mi-journée. Le vent de sud-ouest soufflera assez fort, atteignant 60 km/h en pointe durant la matinée ; il faiblira légèrement ensuite. Sur les pays de Loire et la Normandie, les nuages domineront tout au long de la journée, mais ne donneront pratiquement pas de pluie. Le vent de sud ou sud-ouest sera assez sensible, atteignant 50 km/h en pointe. Sur le Poitou, le Limousin, le Centre, l'ensemble du Bassin parisien et le Nord, après quelques petites apparitions du soleil durant la matinée, les nuages s'épaissiront ; ils deviendront par endroits menaçants et une ondée parfois orageuse pourra éclater. Le vent de sud atteindra 50 km/h en rafales sur le Pas-de-Calais.

Sur les Charentes et l'Aquitaine, des nuages bas venus de la mer rendront le ciel le plus souvent gris. Sur la chaîne pyrénéenne, la région Midi-Pyrénées, l'Auvergne, la Bourgogne, Champagne-Ardenne et la Lorraine, la matinée sera ensoleillée, après dissipation de quelques bancs de brouillards matinaux en Lorraine ; ensuite, des nuages remontant du sud-ouest envahiront le ciel ; ils donneront çà et là une ondée, voire un orage sur le relief. Sur l'Alsace, la Franche-Comté et l'ensemble du Sud-Est, le soleil sera de la partie tout au long de la journée; les températures seront très agréables ; sur les Alpes, quelques nuages sans conséquence bourgeonneront l'après-midi sur les sommets.

Les températures minimales seront dans les normes de saison, entre 9 et 11 degrés sur le quart nord-est ainsi que la région Rhône-Alpes, entre 11 et 14 degrés ailleurs. Quant aux maximales, elles seront généralement en hausse, comprises entre 18 et 20 près de la Manche, entre 22 et 24 sur les autres régions situées au nord de la Loire, entre 25 et 27 au sud ainsi qu'en Alsace.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

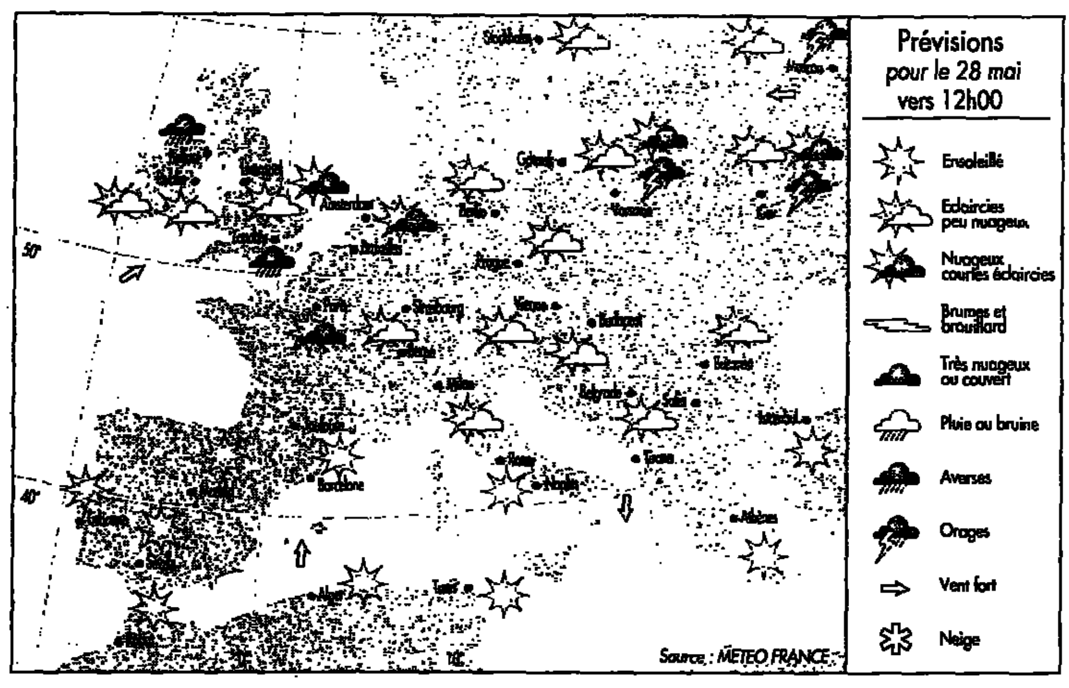


Prévisions pour le 28 mai vers 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution

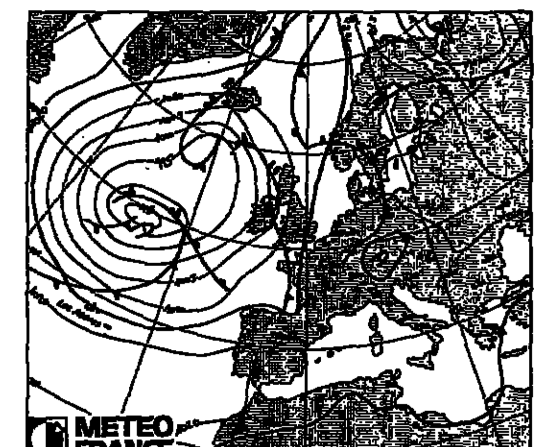
Tendance pour le 27 mai : bon



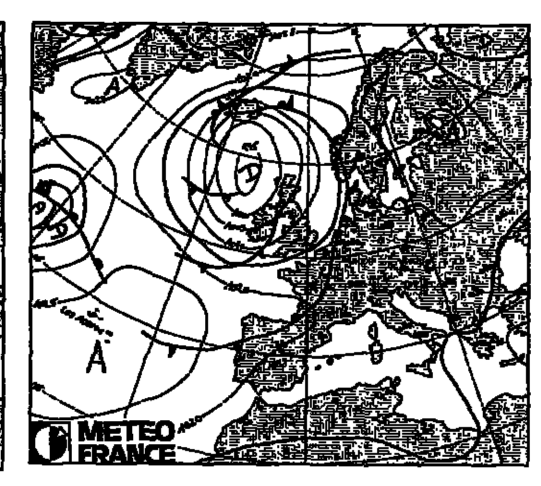


TEMPÉRATURES du 26 mai 1995 *maxima/minima*

Ville	Max/min
FRANCE	
AJACCIO	22/15
BIARRITZ	24/15
BORDEAUX	22/14
BOURGES	20/10
BREST	14/13
CAEN	20/13
CHERBOURG	20/11
CLERMONT-F.	19/11
DIJON	17/11
FORT-DE-FR.	31/24
GRENOBLE	16/10
LILLE	22/10
LIMOGES	20/11
LYON, BRON	15/10
MARSEILLE	20/13
NANCY	18/14
NANTES	19/12
NICE	18/15
PARIS	22/12
PAU	23/13
PERPIGNAN	24/12
POINTE-A-PIT.	33/23
RENNES	20/12
ST-DE-RÉUNION	27/21
ST-ÉTIENNE	15/10
STRASBOURG	19/14
TOULOUSE	22/14
TOURS	20/14
ÉTRANGER	
ALGER	24/13
AMSTERDAM	21/13
ATHÈNES	31/21
BANGKOK	40/27
BARCELONE	24/17
BELGRADE	28/12
BERLIN	27/14
BOMBAY	34/29
BRASILIA	26/17
BRUXELLES	21/13
BUCAREST	29/11
BUDAPEST	28/16
BUENOS-AIRES	14/4
CARACAS	30/24
CHICAGO	19/7
COPENHAGUE	17/10
DAKAR	27/21
DJAKARTA	31/24
DUBAI	37/26
DUBLIN	15/11
FRANCFORT	21/13
GENÈVE	15/12
HANOÏ	33/26
HELSINKI	18/11
HONGKONG	33/27
ISTANBUL	24/16
JÉRUSALEM	26/16
KIEV	24/17
KINSHASA	30/22
LE CAIRE	32/18
LIMA	24/17
LISBONNE	22/16
LONDRES	21/13
LOS ANGELES	20/14
LUXEMBOURG	19/13
MADRID	28/10
MARRAKECH	31/17
MEXICO	28/13
MILAN	17/14
MONTRÉAL	22/8
MOSCOU	30/14
MUNICH	22/15
NAIROBI	22/13
NEW DELHI	41/28
NEW YORK	22/13
PALMA DE MAJ.	25/11
PÉKIN	27/17
PRAGUE	26/15
PRETORIA	18/6
RABAT	23/11
RIO DE JAN.	24/18
ROME	24/15
SAN-FRANC.	12/11
SANTIAGO	17/5
SÉVILLE	32/12
SINGAPOUR	-
-ST-PÉTERS.	28/18
STOCKHOLM	18/7
SYDNEY	21/10
TENERIFE	26/16
TOKYO	25/19
TUNIS	27/18
VARSOVIE	23/11
VENISE	23/14
VIENNE	27/16



Situation le 27 mai, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 29 mai, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

Le destin de l'Europe

C'EST LE CHARBON qui a fait la force de la Prusse, et, autour de la Prusse, l'unité de l'Allemagne. C'est autour de ce charbon que s'est bâtie toute l'industrie allemande, toute l'économie allemande. C'est de ce charbon que dépend toute cette succession d'industries de tout genre, industrie métallurgique, industrie chimique, etc., dont les filiales et les établissements satellites ont essaimé à travers toute l'Allemagne, faisant sauter les douanes intérieures, éclater l'autonomie des vieux Etats politiques, pour aboutir au Reich totalitaire, massif et infiniment puissant, ébauché sous Bismarck, constitué sous Guillaume II, et porté à son apogée par Hitler. Il n'y aura pas d'équilibre, d'ordre et de paix en Europe, il n'y aura pas de fédération européenne possible hors de l'hégémonie allemande, tant que subsistera, au centre de celle-ci, ce colosse de 80 millions d'habitants et de 300 millions de tonnes de charbon, entouré d'une poussière d'Etats sans charbon, donc sans puissance matérielle.

Il faut partir de l'idée que ce charbon, que le hasard a mis entre les mains de l'Allemagne, appartient à l'Europe. En d'autres termes, c'est toute l'industrie sidérurgique allemande, toute l'industrie de transformation allemande, toute l'industrie chimique allemande qu'il faut déménager et reconstruire hors d'Allemagne.

L'erreur majeure à éviter est de penser « réparations ». C'est le charbon qu'on doit prendre ; il ne faut pas rebâtir ni conserver d'usines en Allemagne. Il faut, avec le charbon allemand et avec la main-d'œuvre allemande, les reconstruire et les faire fonctionner hors de l'Allemagne. Et celle-ci doit devenir, uniquement, un pays de mineurs et d'agriculteurs.

Jean Maroger
(29 mai 1945.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6570

HORIZONTALEMENT

I. Une personne qui parle haut et fort. – II. Faciles à démonter. N'est pas vraiment rosse. – III. Cérémonial. Protégeait un dieu. Dans les Alpes-de-Haute-Provence. – IV. Col. Enlevas du poids. – V. Est très fragile quand elle est petite. Enlevas. Bande d'étoffe. – VI. En France. Peut qualifier le mauvais œil. Pronom. Entre en tournant. – VII. Cajolée. Se dorent au soleil. – VIII. Ne fleurit qu'une fois. Peut être assimilé au rossignol. Tamis. – IX. Unité de volume. Variété d'enduit. Pierre qui roule. – X. A deux côtés. Suscitent des frictions. Pic des Pyrénées. – XI. Rouge, n'évoque pas un as. En grandissant, elle peut devenir une vraie terreur. – XII. Paraît très grand quand il est plat. Qui a pu nous enrichir. Grande voile. Cours élémentaire. – XIII. Un homme à la mer. Le soleil de la couturière. – XIV. Pronom. Pas ordinaire. Une spécialiste de l'étalage. – XV. Sont utiles pour ceux qui veulent exprimer des regrets. Moitiés d'entêtés.

VERTICALEMENT

1. Des femmes qui passent tout leur temps à éplucher. – 2. Qui n'a pas été appelé. Est tiré d'une moelle. Sont représentés sur les pyramides. – 3. Quand on peut les compter, c'est maigre. Une petite tranche. – 4. Qui ne provoquera aucune surprise. Pas de très bon goût. – 5. Cri d'horreur. Fruit des régions équatoriales. Son dos fait une bosse. Symbole. – 6. Ouvre le buffet. Laisse un bon morceau. Partie de campagne. – 7. Etendue désertique. Qui arriveront peut-être, ou peut-être pas. – 8. Ancien émirat. Nom qu'on peut donner aux étrangers. – 9. Principe suprême pour les Chinois. Vente aux enchères. Station étrangère. – 10. Plat, en Suisse. Peut être un bout de fillette. – 11. Préfixe. Feras payer cher. Bien examiné. – 12. Un peu épaté. N'est pas un nombre rond. Préposition. – 13. Ville de Hongrie. Fait évidemment face. Cri hostile. – 14. Peut faire un travail à la chaîne. Pronom. – 15. Il en faut deux pour avoir un siège. Peuvent marcher avec des béquilles.

SOLUTION DU N° 6569

HORIZONTALEMENT

I. Vatel. Roc. – II. Inutiles. – III. NNE. Mei. – IV. Aériennes. – V. Assiste. – VI. Gaie. – VII. Retraite. – VIII. Er. Auvent. – IX. Ain. Este. – X. Ail. Astre. – XI. Stèra. Aa.

VERTICALEMENT

1. Vinaigre. As. – 2. Anne. Aérait. – 3. Tuerait. Ile. – 4. Et. Iseran. – 5. Limes. Au. Aa. – 6. Lénitives. – 7. Reins. Testa. – 8. Os. Et. Entra. – 9. Usée. Tee.

Guy Brouty

PARIS EN VISITE

Lundi 29 mai

■ **LA MONTAGNE SAINTE-GENEVIÈVE** (50 F), 10 heures, sortie du métro Cardinal-Lemoine (Pierre-Yves Jaslet).

■ **L'OPÉRA BASTILLE** (55 F + prix d'entrée), 11 heures, hall d'entrée (Mathilde Hager).

■ ***LE QUARTIER MONTSOURIS*** (60 F), 11 heures, sortie du métro Cité universitaire (Vincent de Langlade).

■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : la Renaissance à Venise, 11 h 30 ; *La Noble Pastorale*, 12 h 30 ; la Hollande au XVII[e] siècle, 19 h 30 (Musées nationaux).

■ ***GRAND PALAIS*** : exposition Chefs-d'œuvre du Musée de Lille (50 F + prix d'entrée), 13 h 30, sous la rotonde (Tourisme culturel) ; 14 heures, devant l'entrée (Pierre-Yves Jaslet).

■ **LA SAINTE-CHAPELLE** (50 F + prix d'entrée), 14 heures, devant la grille d'honneur du palais de justice (Odyssée).

■ **L'HÔTEL DE SOUBISE** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Elisabeth Romann).

■ **MUSÉE GUIMET** : exposition Les ors indonésiens (55 F + prix d'entrée), 14 h 30, au pied des marches du musée (Europ explo).

■ **MUSÉE DES MONUMENTS FRANÇAIS** (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, place du Trocadéro (Artange).

■ **LA SEINE**, deuxième port fluvial d'Europe (50 F), 14 h 30, place du Châtelet devant la fontaine (Paris autrefois).

■ **LE VILLAGE DE GRENELLE** (45 F), 14 h 30, angle du boulevard de Grenelle et de la rue Viollet (S. Rojon-Kern).

■ **LE PALAIS DE JUSTICE** (55 F), 15 heures, devant la grille boulevard du Palais (Paris et son histoire).

■ **LES PASSAGES** autour du Palais-Royal (37 F), 15 heures, sortie du métro Louvre côté rue de Rivoli (Monuments historiques).

■ **LA PLACE DAUPHINE** et le Pont-Neuf (37 F), 15 heures, sur le Pont-Neuf devant la statue d'Henri IV (Monuments historiques).

Mardi 30 mai

■ ***LA CONCIERGERIE*** (50 F + prix d'entrée), 10 h 30, 1, quai de l'Horloge (Odyssée).

■ **PASSAGES COUVERTS DU SENTIER** (50 F), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

■ **MONTMARTRE** : du Moulin-Rouge au Musée Poulbot (60 F), 11 heures, sortie du métro Blanche (Vincent de Langlade).

■ **MUSÉE D'ART MODERNE** : exposition Chagall (55 F + prix d'entrée), 13 heures, au pied des marches du musée (Europ explo).

■ **NOTRE-DAME-DE-PARIS** (50 F), 14 heures, sur le parvis devant la statue de Charlemagne (Odyssée).

■ **LE 5[e] ARRONDISSEMENT** en suivant le mur de Philippe-Auguste (40 F), 14 h 30, 49, rue Monge (Sauvegarde du Paris historique).

■ **L'ÉGLISE SAINT-ROCH** (37 F), 14 h 30, 296, rue Saint-Honoré (Monuments historiques).

■ **MONTMARTRE**, du Bateau-Lavoir au Lapin agile (45 F), 14 h 30, sortie du métro Abbesses (Découvrir Paris).

■ **MUSÉE CARNAVALET** : Paris vu par les peintres au XIX[e] siècle (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ** (35 F + prix d'entrée), 14 h 30, 158, boulevard Haussmann (Séverin Racenet).

■ **LA PAGODE DU BOIS DE VINCENNES** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, porte Dorée devant le café Les Cascades (Christine Merle).

■ ***SUR LES TRACES*** de l'enceinte de Philippe-Auguste, des Halles aux Louvre (40 F), 14 h 30, sortie du métro Etienne-Marcel (Sauvegarde du Paris historique).

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (55 F), 15 heures, sortie du métro Pont-Marie (Mathilde Hager).

■ **MUSÉE DE LA VIE ROMANTIQUE** (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 16, rue Chaptal (Monuments historiques).

■ **LE QUARTIER CRIMÉE** (60 F), 15 heures, angle de la rue d'Aubervilliers et de la rue Riquet (Vincent de Langlade).

■ **MUSÉE DU PETIT PALAIS** : exposition Carthage (50 F + prix d'entrée), 15 h 15 (Tourisme culturel).

LES SERVICES DU *Monde*

Le Monde	40-65-25-25
Télématique	3615 code LE MONDE
Documentation	3617 code LMDOC ou 36-29-04-56
CD-ROM :	(1) 43-37-66-11
Index et microfilms :	(1) 40-65-29-33
Abonnements Minitel :	3615 LE MONDE accès ABO
Cours de la Bourse :	3615 LE MONDE
Films à Paris et en province :	36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,19 F/min)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde* : 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex. PRINTED IN FRANCE. 1993

Le Monde PUBLICITÉ
Société filiale de la SA Le Monde et de Médias et Régie Europe SA

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées 75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ÉTATS-UNIS.** La compagnie aérienne American Airlines propose pour l'été une baisse promotionnelle de ses tarifs d'environ 35 % sur ses vols intérieurs. Cette baisse s'applique aux voyages effectués entre le 7 juin et le 15 octobre, les billets devant être achetés avant le 2 juin et pas moins de quatorze jours avant le départ. – *(AFP.)*

■ ***MANCHE.*** L'Eurostar, qui relie Londres à Paris et à Bruxelles *via* le tunnel sous la Manche, a accueilli, mardi 23 mai, son millionième passager à la gare anglaise de Waterloo. – *(AFP.)*

■ **EUROPE.** Selon une étude de l'office des statistiques de la Communauté, Eurostat, la vie est meilleur marché, pour un fonctionnaire européen à revenu élevé, à Lisbonne et à Athènes qu'à Copenhague. Dans cette étude, la capitale danoise caracole en tête des métropoles les plus chères de l'Union européenne devant Paris, Berlin, Vienne et Bruxelles, classée neuvième. – *(AFP.)*

CANNES 95 Donné depuis le début comme l'un des favoris de la *course à la Palme*, *Underground*, d'Emir Kusturica, a obtenu une immense ovation lors de sa projection, peut-être autant en raison des circonstances historiques et politiques que pour *sa réussite*, qui est discutable. L'autre film du jour, *Ed Wood*, de *Tim Burton*, semblait, lui, d'une modestie et d'une justesse rafraîchissantes. ● ABUSIVEMENT DÉCRIÉE, comme tous les ans, la sélection officielle aura pourtant fourni *son compte de films mémorables*. Mais la fête n'est pas seulement sur les écrans, elle est aussi chaque soir sur les plages et dans les lieux de divertissement de la ville. Cette année avec plutôt moins de faste que d'habitude. ● LA VINGT-SIXIÈME édition de la Quinzaine *des réalisateurs* s'est achevée moins bien qu'elle n'avait commencé, *mais avec un* bilan « globalement positif ».

COMPÉTITION OFFICIELLE

Les joies de la famille

Deux galeries de « monstres » : traités, ici, sur un mode agressivement exhibitionniste, là avec une retenue de bon aloi

UNDERGROUND, d'Emir *Kusturica (ex-Yougoslavie)*. ED WOOD, de Tim Burton (Etats-Unis).

CANNES
de notre envoyé spécial

Emir Kusturica serait le plus rusé *des combattants bosniaques*. Cet enfant de Sarajevo serait allé tourner à Belgrade même cette charge grotesque contre les Serbes, sous couvert de chanter l'espoir unitaire qu'avait représenté la Yougoslavie, au moins son projet du temps de la *résistance antinazie*. *Ainsi* s'expliquerait que ses protagonistes *soient des fiers-à-bras aux soûlographies* lassantes, des escrocs prétentieux et des histrionnes sans cœur. La volonté de caricature justifierait jusqu'à la regrettable coutume des protagonistes, qui se plaisent à accompagner tous leurs faits et *gestes* des éclats de trompes d'une assourdissante fanfare. *Il est hélas peu probable* qu'*Underground* relève du deuxième degré persifleur. Le carnaval historique, métaphorique et pachydermique que propose ce film, l'un des plus attendus du Festival, déroule avec trop d'emphase ses *fastes* « baroques », 3 h 12 durant.

L'histoire se déroule en trois parties : durant la seconde guerre mondiale, pendant la période titiste, et à l'heure de l'actuel conflit. Deux amis, Marko et Blacky, voleurs et fêtards dont les comportements excessifs visent en permanence un équivalent serbo-croate de l'adjectif « rabelaisien », deviennent des dirigeants de la résistance antinazie à Belgrade, *tout en se disputant* les bonnes grâces d'une actrice de *théâtre. La guerre terminée*, Marko devient un héros de la nouvelle Yougoslavie. Poète pompeux et trafiquant sans scrupule, il a bouclé au fond de sa cave ses anciens compagnons de combat, dont son ami Blacky, son fils et son propre frère, innocent ami des bêtes, bègue et contrefait. Il *les maintient dans* l'illusion *que* l'occupation allemande dure toujours.

SURENCHÈRE DE SYMBOLES

La supercherie de l'apparatchik finit par faire long feu (à grand fracas, comme il se doit), le copain tonitruant et le frère zoophile *émergent de la cave pour achever* de faire comprendre que le titisme n'a pas exactement été le paradis sur terre, et que le régime a éhontément abusé de la mémoire de la résistance, mais que son esprit perdure. Saut dans l'époque présente, détour par Berlin relié à l'ex-Yougoslavie par un souterrain où transitent « casques bleus » corrompus et armes de contrebande, et apocalypse finale sur le champ de bataille où sont consummés les derniers survivants de l'histoire. Puis épilogue dans l'idyllique séjour des morts, où tous sont réconciliés pour une nouvelle java musclée de force cuivres et libations. La terre se fracture, voici la noce et les invités emportés au fil de l'eau, loin des turpitudes d'un monde sanguinaire *et absurde*.

Davantage encore que dans ses précédents films, le cinéma selon Kusturica signifie surenchère de chimères et de symboles, accumulation de monstruosités et de délires. Ce bric-à-brac onirique, chantourné de citations philosophiques ou cinéphiles, paraît ici tellement *ostentatoire que la réussite occasionnelle* d'une séquence est aussitôt noyée dans ce déferlement. *Et* l'organisation, à l'écran, d'interminables et assourdissantes fiestas toutes les demi-heures tourne au cauchemar récurrent. Un seul mot d'ordre pour le cinéaste : en mettre plein la vue (et plein les oreilles) à *son public*.

Réalisateur (trop ?) doué, esprit fertile mais aussi esprit fort, Kusturica ne cesse de railler tout ce qui tombe sous sa caméra, son ironie ressemble vite à ces grimaces qui font l'essentiel du jeu de ses interprètes (Miki Manojlovic, Lazar Ristovski, Mirjana Jokovic). Le grotesque est pourtant un style passionnant, lorsqu'il perturbe l'ordre et renvoie à la face obscure des choses. Il semble ici une recette préparée à l'avance et mise en avant comme dans une publicité.

Dans la pétarade de ces feux d'artifice, Emir Kusturica entend nous entretenir de communautés *disjointes par l'Histoire, de familles* brisées, d'amitiés trahies et d'idéaux déchus, thèmes dont on voit combien ils peuvent tenir à cœur à un cinéaste né dans ce qui s'appelait la Yougoslavie – le film est sous-titré *Il était une fois un pays* –, *encore qu'on doute que* le pays ainsi invoqué ait jamais existé. *La* situation dont traite le cinéaste pourrait justifier qu'il instaure une extrême confusion dans son film. Mais pas qu'il en fasse ses choux gras, se posant en démiurge d'un pandémonium roublard et quêtant à chaque plan le label du génie. Sa manière de procéder le conduit en effet à un cynisme aussi déplaisant vis-à-vis de ses personnages de fiction qu'à l'égard de la réalité : tous pourris, que Dieu ou le diable les emporte !

Une communauté, une famille *d'élection se trouve aussi au cœur* d'*Ed Wood*, l'autre film en compétition vendredi 26 mai, qui, lui aussi, fait la part belle aux personnages « monstrueux ». Cette fois, il ne s'agit pas de la destruction du groupe, mais au contraire de sa construction pièce par pièce, autour du plus improbable des leaders. Ed Wood *fut, dans les années* 50, le réalisateur de films de série Z – *Glen or Glenda*, 1953, *Bride of the Monster*, 1955, *Plan 9 From Outer Space*, 1956, *The Bride and the Beast*, 1958... – qui lui valurent d'abord le titre de plus mauvais *réalisateur du monde*, puis le statut de cinéaste culte. Cinéphile impénitent, *grand amateur de films* d'horreur, mais aussi écrivain et scénariste, il put monter ses premières réalisations, bricolées avec trois bouts de ficelle, grâce à la participation de Dracula soi-même, c'est-à-dire Bela Lugosi, alors en fin de carrière.

Depuis *Edward aux mains d'argent*, on sait Tim Burton amateur de personnages qui fabriquent leur propre univers, artistes marqués par un inexorable destin auquel ils se confrontent obstinément, candidement. *Le cas* Ed Wood, son penchant pour le travestissement, son existence comme ses films et le Hollywood de l'époque proposent une inépuisable réserve de situations et de personnages loufoques. Burton ne se prive pas de les faire figurer, mais il n'en rajoute jamais.

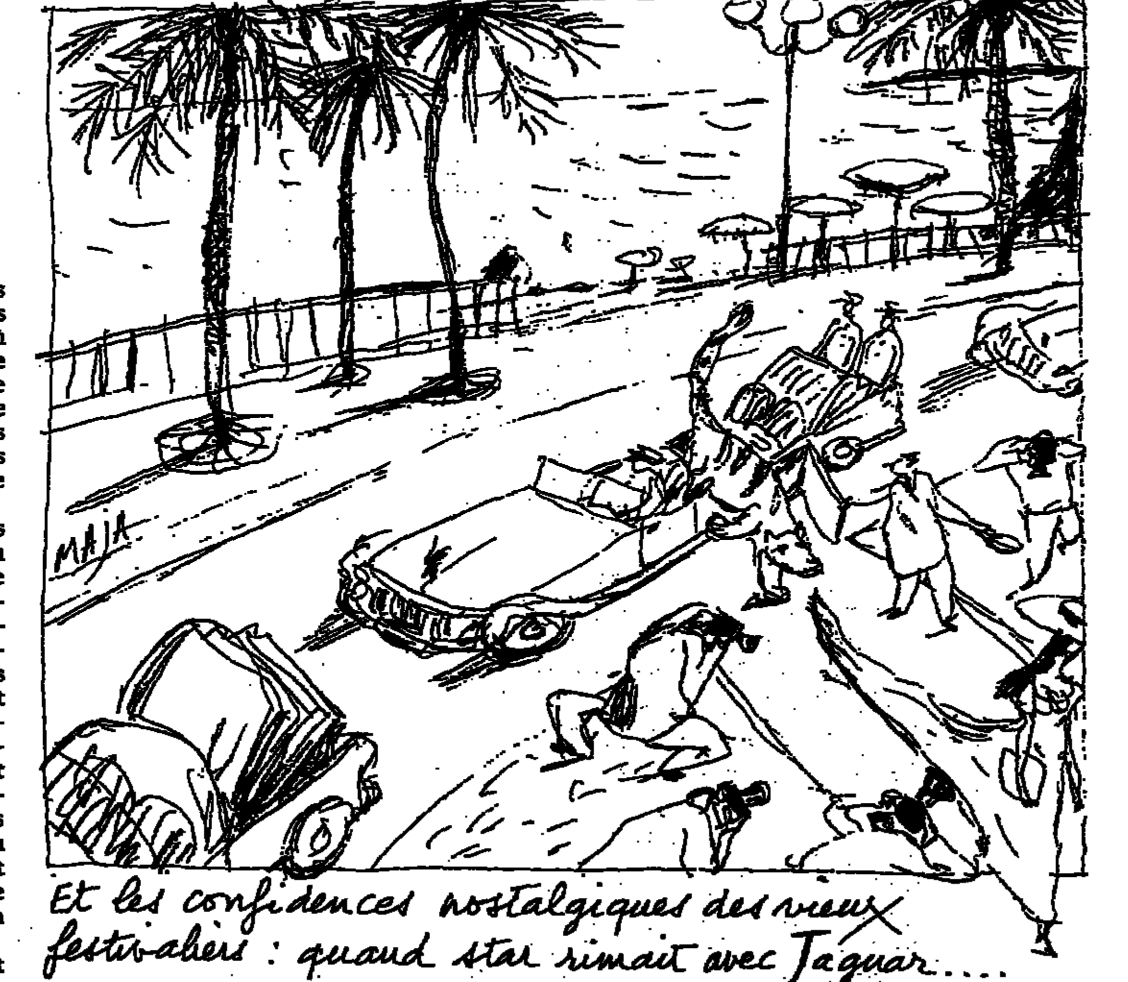
UNE TENDRESSE DISTANCIÉE

En noir et blanc discrètement élégant, il filme avec une tendresse distanciée les efforts de son protagoniste, joué plutôt en retrait par Johnny Depp, et de ses comparses. Parmi eux se détache la figure tutélaire de Lugosi, qui donne à Martin Landau l'occasion d'une très émouvante composition.

Truffé de gags, *Ed Wood* fait souvent sourire, rire parfois. On y trouve aussi une réflexion sur le statut d'un artiste et le fonctionnement de l'industrie cinématographique, qui culmine avec la rencontre – imaginaire mais splendide – entre Wood et Welles. Et, quitte à prendre des libertés avec l'histoire (la carrière du véritable Ed Wood fut une succession d'échecs), le film ne manque pas une occasion de *chanter sa foi dans le cinéma*, en train de se faire comme en train d'être regardé. C'est surtout la retenue avec laquelle est traité un sujet qui invitait à tous les excès qui déroute d'abord, et ensuite séduit.

Au-delà, on voit – autre thème cher au réalisateur – se mettre en place autour du personnage un *groupe de compagnons, jusqu'à* l'insensée cérémonie du baptême collectif. Outre *Lugosi*, tous sont des « cas », Bunny Beckinridge en aspirant transsexuel, la ténébreuse et pulpeuse Vampira, le titanesque catcheur Tor Johnson, le « devin » Criswell... *Se débattant* avec des scénarios sans queue ni tête, des accessoires *au rabais et* des créanciers furibards, ils composent autour du « héros » une équipe fidèle où, sous les apparences les plus excentriques, se dessine un rêve généreux et modeste de collectivité de l'esprit et du travail.

Jean-Michel Frodon



Et les confidences nostalgiques des vieux festivaliers : quand star rimait avec Jaguar....

« *Desperado* » en séance spéciale

En 1992, Robert Rodriguez réalisait *El Mariachi* pour un budget équivalant à une *semaine d'hôtel (sans petit-déjeuner) pendant le Festival de* Cannes. *Le Retour du Mariachi* (sous-titre de *Desperado*) est une nouvelle variation sur le motif du doux guitariste mexicain transformé en tueur. Le Mariachi est entré dans la légende, héros des rengaines qu'il chantait jadis. Toujours vêtu de noir, il transporte désormais un arsenal dans son étui à guitare. Ça cavale et ça tire dans tous les sens, références gardées à Sergio Leone, à Sam Peckinpah et à la bande dessinée. Chaque sé*quence cherche à inventer une chorégraphie inédite de massacre* : le corps d'Antonio Banderas prend des positions qu'un Paul Taylor n'oserait pas inventer.

Desperado* est le premier film d'action produit par un studio dont le héros soit hispanique. Bien que travaillant cette fois avec un budget « normal », Rodriguez a monté et sonorisé son film chez lui, dans le Texas, avec ses propres ordinateurs. Selon son auteur, *Desperado* serait une sorte de *« film-compact disc »*. *« Il est structuré comme un album, une série de morceaux de bravoure qui seraient autant de chansons. La première fois, on le découvre dans son intégralité. Par la suite, rien n'empêche de programmer le morceau numéro 2, puis le 11... »

QUINZAINE DES RÉALISATEURS

Essoufflement en bout de course

CANNES
de notre envoyé spécial

Peut-être pour clouer le bec aux oiseaux de mauvais augure qui annonçaient une sélection faible, la Quinzaine des réalisateurs aura *joué ses meilleures cartes en début* de festival. Quitte à languir ensuite, *ce que symbolise* le film présenté en clôture, *An Awfully Big Adventure*, dont on devine qu'il ne doit sa présence qu'à la renommée récente de son auteur, Mike Newell, et de son acteur, Hugh Grant, tous deux auréolés du tromphe mondial de *Quatre mariages et un enterrement*.

En racontant cette fois l'éducation sentimentale d'une jeune fille dans les milieux du théâtre à Liverpool, au *début des années* 50, Mike Newell décrit un personnage assez attachant, *ayant une conception* toute théorique, mais très déterminée, de l'amour et du sexe. Le récit, porté par une mise en scène dénuée de la moindre audace, s'achève par quelques révélations inattendues, mais incapables d'éveiller l'émotion.

Cafe Society est, lui, le premier long- métrage *d'un jeune réalisateur* américain, Raymond De Fellitta. Il s'inspire d'une histoire vraie : l'arrestation et l'inculpation pour proxénétisme d'un fils de famille *américain en* 1952, à *New* York, dans une période d'hystérie puritaine généralisée. *Cafe Society* relève donc de ce que l'on appelle un « docu-drame ». Son réalisateur s'échine à le rehausser de trouvailles « esthétiques » incroyablement inopérantes, qui s'ajoutent à une vision de la perversion d'une grande naïveté.

VITALITÉ DE L'IRAN ET DE TAÏWAN

Les autres films de cette dernière ligne droite de la Quinzaine inscrivaient leur récit dans le présent. *Entre deux étés*, du Suédois Kristian Pietri, décrit le lent et impossible travail de deuil d'un homme et d'une femme après la mort accidentelle de leur enfant. Désagrégation du couple, sentiment de culpabilité et désir de s'infliger inconsciemment une punition. *Mais* le film reste dénué du moindre affect, et semble parfois bien artificiel. *Ce que confirment* certaines idées de scénario, comme celle qui conduit la femme à accepter de jouer dans un film pornographique puis à fondre en larmes au moment du tournage, exprimant pour la première fois sa douleur.

Selon une logique narrative maintenant devenue une routine, *le film québécois Eldorado* entrecroise les itinéraires de plusieurs personnages, tous plus ou moins solitaires, névrosés ou malheureux, à Montréal durant quelques jours d'été. Ecrit par les acteurs eux-mêmes, le film n'arrive pourtant pas à s'émanciper d'une vision très convenue de la vie urbaine. Quant au film de l'Italien Gianni Zanasi, il manque, lui, désespérément d'aspérités. *Dans la mêlée*, chronique de la vie de quelques adolescents romains d'une indécrottable gentillesse, laisse ses spectateurs dans l'*indifférence*.

Seule œuvre à exprimer un vrai regard de cinéaste, *Safe* conte le trajet d'une femme au foyer qui se met à développer de violentes allergies et tombe aux mains d'une communauté *new age*. Todd Haynes montre le paradis californien comme un lieu d'ennui déserté par la vie même. Très minutieusement, la mise en scène décrit la lente décomposition du personnage, avec peut-être le défaut de ne *jamais s'approcher* réellement de lui. Sans doute est-ce la rançon d'une réalisation cohérente avec son sujet.

Au bout du compte, la Quinzaine des réalisateurs 1995 aura néanmoins permis de découvrir quelques nouveaux cinéastes (Robert Lepage avec *Le Confessionnal*, Paulus Manker avec *La Tête du Maure*, Laurent Chevalier avec *L'Enfant noir*). *Elle aura surtout confirmé* la vitalité de cinématographies dont on sait déjà qu'elles constituent aujourd'hui un vivier passionnant, comme l'Iran (*Le Ballon blanc*, de Jafar Panahi) ou Taïwan (*Heartbreack Island*, de Hsu Hsiao-ming).

Jean-François Rauger

Des fêtes trop raisonnables

CANNES
de notre envoyée spéciale

C'était un peu la panique. La pluie redoublait de vigueur, alourdissant la bâche du toit ; l'électricité avait des défaillances et exigeait *qu'on se repose sur bougies* et torchères ; il manquait quelques bras pour parfaire le décor, hisser près des tables une barque de pêcheur et résoudre mille détails. Or voilà que les vingt-deux musiciens tsiganes arrivés le midi de leurs villages à 500 kilomètres de Belgrade faisaient savoir qu'ils mouraient de faim ! Cela s'appelait la poisse. Car d'ici deux heures, ce vendredi 26 mai, plus de cinq cents personnes débarqueraient de la projection officielle d'*Underground*, le film d'Emir Kusturica, et s'attendraient à *vivre*, avec des *dizaines* d'autres festivaliers sortis plus tard de la nuit, la plus belle fête cannoise.

Chargé de son organisation, talky-walky en main, Eric Delbart gardait confiance. Les ingrédients d'une fête réussie étaient, selon lui, réunis : un thème en adéquation avec l'esprit du film (ici, un décor de guinguette et de manèges *forains*) ; *un style* cohérent avec celui du réalisateur (grillades sur la plage, musique traditionnelle tsigane) ; la visite probable de vedettes ; et la disponibilité du lieu (la plage du Gallion) jusqu'à l'aube ! Le reste tiendrait d'une drôle d'alchimie, et du choc de cultures entre les invités du producteur Ciby 2000 (banquiers, financiers) et la bande de potes d'Emir Kusturica. Illustration de la dualité de l'événement.

Convivialité ou promotion ? Fête ou marketing ? Les deux sans *doute*, dit un vendeur de films. *« Comment imaginer qu'une fête soit gratuite ? Il s'agit, en fêtant les acteurs et l'équipe, d'attirer l'attention de la presse et de la profession ; d'asseoir l'image du film en la prolongeant habilement ; de le rendre sympathique ou fascinant en créant un climat. Quant au producteur-entrepreneur, il ne lui est pas interdit de profiter de l'événement pour bichonner quelques clients. »* Périlleux exercice ! Gare au mauvais goût, au *buffet étriqué*, à la musique « ringarde », et aux trombes diluviennes. On ne le pardonne pas. Gare aux fêtes guindées dont on se gausse, aux fêtes sans stars qu'on trouve trop fades.

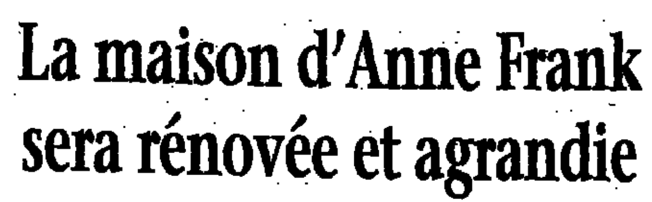
DU RAP ET DES MERGUEZ

Est-ce parce que la flamme s'éteint ? Est-ce par manque d'audace ou de moyens ? Est-ce par absence d'idées ou peur de se tromper ? Ou parce que Fellini qui était somptueux n'est plus de cette époque ? Les fêtes de Cannes ne surprennent plus, éloignent le grand public et deviennent aussi sobres et raisonnables qu'un cocktail dînatoire...

Le grand salon du Majestic a certes servi cuisine et musique birmanes aux invités de la soirée *Rangoon*. Celle du *Regard d'Ulysse* s'est déroulée sur la plage, au son du bouzouki et en présence du ministre grec de la culture. *Jefferson à Paris* s'est, *il est vrai, payé* le luxe de l'arrivée d'une montgolfière tandis que le dîner offert au Majestic en l'honneur de *La Folie du roi George* fut servi par des garçons habillés comme à la cour d'Angleterre du XVIII[e] siècle. On ne voit plus guère que le film de Mathieu Kassovitz, *La Haine*, pour renouveler le genre, samedi 27 mai. Point de palace ou de villa dominant la croisette. Un parking, dit-on. Du rap et des merguez.

« Quel dommage ! Quel gâchis !, s'insurge Nicholas Hytner, le jeune réalisateur anglais du revigorant *Roi George*, plus connu jusqu'alors comme metteur en scène de théâtre et d'opéra. *Un festival devrait être pétillant, surprenant, orchestré et mis en scène comme un spectacle ! Et le voilà qui se déconnecte du travail artistique pour succomber totalement entre les mains des financiers et du marché ! Il n'y a que sur les écrans qu'on retrouve ce qui nous a animés sur les plateaux de tournage. Il faut plus de fantaisie, plus de spectacle, plus d'artistique dans les rues de Cannes ! Il faut plus d'écoute du monde extérieur, et moins de narcissisme ! L'an prochain, on fera une petite révolution. Vous verrez, ce sera un autre festival ! »*

Annick Cojean



La maison d'Anne Frank sera rénovée et agrandie

Le musée souhaite pouvoir accueillir dans de meilleures conditions des visiteurs chaque année de plus en plus nombreux

AMSTERDAM
de notre correspondant

En 1960, année où la maison d'Anne Frank a été ouverte au public, on comptabilisa 9 000 visiteurs. En 1994, ils étaient 599 000. La petite maison du 263, Prinsengracht est devenue trop petite pour accueillir une telle affluence. « *En outre,* dit Hans Westra, le directeur de la Fondation Anne Frank, *le monde a changé. La plupart des touristes d'aujourd'hui n'ont pas connu la guerre. Le besoin s'est fait sentir d'expliquer le contexte des années 1940-1945, le national-socialisme et son idéologie antisémite.* » C'est pourquoi le musée va être agrandi, et que des travaux importants vont rendre à la maison tout entière son caractère original. Les travaux, qui démarreront en septembre, laisseront le bâtiment accessible au public. Ils seront achevés en 1998.

Un premier projet comportant une extension dans le jardin a dû être retiré en 1989 sous la pression du voisinage. Quatre ans plus tard, la rumeur a couru selon laquelle le marronnier géant vieux de cent cinquante ans que la petite Anne décrivait dans son journal serait sacrifié : non-sens, dit-on aujourd'hui à la Fondation. « *Nous avons même sauvé l'arbre qui était menacé par des fuites de fioul provenant de maisons avoisinantes. La ville a investi 350 000 florins (1,1 million de francs) dans un système de filtres. C'est devenu le marronnier le plus cher du monde* », plaisante Hans Westra.

HUIT MILLIONS DE FRANCS

Le projet qui a finalement reçu le feu vert de toutes les parties est ambitieux, puisqu'il triple la surface utile du musée. L'actuelle maison abrite, outre l'annexe où se cachaient la famille Frank et quatre autres occupants, une petite salle pour les expositions temporaires, une modeste librairie, et quelques bureaux. Aux murs du numéro 265 figurent divers originaux du premier cahier du *Journal*. Une fois la rénovation achevée, un troisième bâtiment – moderne – s'ajoutera à l'ensemble pour accueillir des expositions sur l'antisémitisme, la médiathèque, un auditorium, ainsi que les bureaux de la Fondation.

La maison des Frank proprement dite retrouvera son aspect intérieur original. « *Nous remettrons quelques machines et des meubles* », indique Hans Westra. Certains objets personnels retrouveront leur place. « *Mais nous n'avons pas l'intention de remeubler totalement les pièces, conformément au vœu d'Otto Frank, qui désirait garder l'annexe vide, afin de montrer qu'il ne reste plus rien de ses habitants.* » Le visiteur sera guidé par des photos prises à la fin de la guerre, et par des descriptions tirées du *Journal*.

Le projet est chiffré à environ 8 millions de francs, dont 2,3 millions sont à la charge de la municipalité d'Amsterdam. L'Etat paiera son écot, le musée aussi grâce à une augmentation modeste du prix du ticket d'entrée, tandis que la fondation qui gère les fruits du *copyright* du *Journal* a promis également de participer. Le cinéaste Steven Spielberg s'est engagé à verser 250 000 dollars (1,3 million de francs). Selon le directeur du musée, les Etats-Unis pourraient participer au financement de la rénovation : « *Un quart environ de nos visiteurs vient de là-bas. Le* Journal *d'Anne Frank a encore un grand retentissement outre-Atlantique, où il constitue souvent le premier contact des Américains avec l'Holocauste.* » Traduit en cinquante-cinq langues et vendu à plus de vingt-cinq millions d'exemplaires, le journal de cette enfant morte du typhus à Bergen-Belsen comme sa sœur Margot – leur mère est morte à Auschwitz – reste un best-seller mondial.

Quelque temps avant son décès, en 1980, Otto Frank, le seul de la famille à avoir survécu à la Shoah, déclarait : « *J'ai mis beaucoup de temps avant de lire le journal d'Anne. J'ai été extrêmement surpris par la profondeur et le sérieux de ses pensées. J'ai découvert une fille différente de celle que je connaissais.* »

Alain Franco

Andy Emler joue « L'Univers de Zappa »
Brian Setzer enflamme son grand orchestre

Le festival d'Amiens a passé une soirée à faire des aller et retour entre le rock et le jazz

Ouvert par Sonny Rollins et en attendant l'arrivée, dimanche 28 mai, de Joe Cocker, le festival Musiques de jazz et d'ailleurs d'Amiens recevait dans la même soirée le pianiste français Andy Emler, responsable d'un projet consacré à Frank Zappa, et l'ancien guitariste-chanteur des Stray Cats, Brian Setzer, voix blanche de crooner à la tête d'un grand orchestre de jazz.

ANDY EMLER ET BRIAN SETZER au festival Musiques de jazz et d'ailleurs d'Amiens. Le 25 mai.

AMIENS
de nos envoyés spéciaux

Automne 1991. Dans un grand hôtel new-yorkais. Sous le titre de *Zappa's Universe* (« L'Univers de Zappa »), des musiciens de rock, un ensemble vocal des années 50 et une formation de musique de chambre ont été réunis. Le résultat ? Une suite besogneuse de morceaux de Frank Zappa joués notes pour notes, en contradiction avec le souci constant du compositeur-guitariste-chanteur de remettre en danger sa musique par de nouvelles organisations instrumentales. Mort le 4 décembre 1993, à l'âge de cinquante-deux ans (*Le Monde* daté 5-6 décembre 1993), Frank Zappa y avait été pitoyablement fêté.

Cette réinterprétation que manient toujours les hommes du jazz, le pianiste Andy Emler a su en faire, en début de soirée du jeudi 25 mai, à la Maison de la culture d'Amiens, la force essentielle de son hommage à Frank Zappa, un prétexte pour l'improvisation à partir d'une écriture aux rythmes piégés. Francis Lassus (batterie) et François Verly (percussions) sont aux anges. Au sein des saxophonistes, Laurent Debors rejoint des grands crieurs comme Portal, Lazro, Ayler... Les quelques amateurs de petites cérémonies figées qui attendaient l'exacte copie des *œuvres zappaiennes* laissent leurs espérances dans des placards poussiéreux. La musique, la vie, le jeu marquent de nouveaux points.

Pourtant, à l'origine, cet hommage à Frank Zappa aurait pu être tout autre. Michel Orier, directeur de la Maison de la culture d'Amiens, directeur de la compagnie discographique Label bleu, initiateur du festival Musiques de jazz et d'ailleurs, a grandi dans la passion de Zappa. Il a été l'instigateur, en 1994, du projet de Marc Ducret autour des années 60 : le guitariste les avaient déformées, transformées, radicalisées. Andy Emler, comme Ducret, est de cette génération des trente-quarante ans qui a écouté le free jazz et Led Zeppelin, Hendrix, Soft Machine, Zappa, en même temps qu'ils découvraient le Miles Davis électrique. Un concert sage et appliqué ne lui convenait pas pour évoquer celui qu'il considère comme précurseur de « *cet assemblage entre le rock, le jazz, le contemporain qui nous paraît aujourd'hui si évident et simple à concevoir* ».

LIBERTÉ DE TON

Quelques semaines plus tôt, d'autres musiciens avaient montré, avec une même liberté de ton, leur dette à Zappa. Pour le collectif Polysons, basé dans le club plutôt rock de La Clef-l'Eclipse à Saint-Germain-en-l'Haye, le propos était, le 4 avril, volontairement éphémère. Leur Zappa a été drôle, un peu bancal à la manière des Mothers of Invention des années 60. De son côté, Pierrejean Gaucher, le 12 mai, à l'Espace Jacques-Prévert d'Aulnay-sous-Bois avait mis en avant le Zappa guitariste, sans chercher la paraphrase. Son quintette soulignait les métriques impaires, les harmonies tordues.

Dans l'inspiration des inventeurs qui apparaissent à chaque nouvelle génération, les standards de Gershwin et d'Irving Berlin ont été peu à peu remplacés par les « chants » de Monk, puis d'Ornette Coleman. Zappa vient maintenant s'ajouter à cette liste.

De la Maison de la culture, les festivaliers se sont déplacés le même soir jusqu'au cirque municipal pour assister au seul concert français de Brian Setzer. Les gradins ne sont qu'à moitié occupés. Le son se perd un peu, mais les seize instrumentistes sont en seyantes vestes rose et orange. Habillé d'un costume lamé or, son inséparable Gretsch en bandoulière, l'ancien Stray Cats mène le bal. S'enchaînent standards du swing, du rock et du rhythm'n'blues, nouvelles compositions et rares morceaux des Stray Cats. Le guitariste fait étalage d'une dextérité intacte. A la manière d'un Eddie Cochran dont il s'est toujours réclamé, Setzer alterne la voix blanche d'un crooner délicat et de furieuses accélérations, des riffs rugueux et des solos à la clarté subtile. Chaque mesure est soulignée par les cuivres. Ces élans paraissent parfois superflus. Mais la formule emballe aussi par sa puissance. Plus que tiré par lui vers le jazz, Brian Setzer entraîne son orchestre vers le rock. Après quelques morceaux, les musiciens ont tombé les nœuds pap', et les gentilles petites chorégraphies du début se transforment en une fiesta frénétique.

Comment Setzer en est-il arrivé à ce travail en grande formation ? En 1980, alors que l'air du temps avait encore des relents de *no future*, les Stray Cats ressuscitaient le rockabilly en y insufflant une bonne dose de vitamines. Mené par le chanteur et guitariste prodige Brian Setzer, le trio américain triomphait en Europe bien avant de retraverser l'Atlantique. Les limites du format *guitare-contrebasse-batterie* ne survécurent pas pourtant au nombre des années. De tentatives solos en reformation avortée, leur leader traversa le désert au point de s'y installer, déménageant sa famille, sa Cadillac, ses motos et sa collection de guitares Gretsch quelque part entre Los Angeles et Las Vegas.

Il y a trois ans, Brian coupait définitivement avec le minimalisme de son ancien trio pour s'entourer d'un orchestre de seize musiciens (dont treize cuivres) et créer son big band, le Brian Setzer Orchestra. Après les débauches rock'n'roll, recherchait-il la respectabilité du jazz ? Vieilli d'à peine quelques rides, l'éternel jeune premier à la banane blonde explique son cheminement. « *Il s'agissait d'un défi, d'une évolution artistique, mais aussi d'un travail dans la continuité. Le blues est à la racine du rockabilly comme du swing. J'ai appris la guitare en écoutant Hank Williams, Elvis Presley et les Beatles, et en suivant aussi des cours auprès de professeurs qui étaient musiciens de jazz. A la fin des années 70, quand j'habitais New York, j'allais écouter des big bands dans les clubs du West Side et des groupes punk dans ceux de l'East Side* ». On découvre d'ailleurs qu'un de ses compagnons d'écriture pour le second album du *Brian Setzer Orchestra* (à sortir en août) est Joe Strummer, l'ancien chanteur des Clash.

Sylvain Siclier et Stéphane Davet

DANS LES GALERIES

STÉPHANE BORDARIER
Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix, 75004 Paris ; tél. : 42-77-31-31. Du mardi au samedi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, jusqu'à fin juin.

Bordarier suit la voie solitaire qu'il s'est fixée, celle d'une abstraction sensible et comme imprégnée par la nature. En Ombrie, où il a séjourné l'an dernier, il a jeté les bases d'une série de toiles exécutées à son retour.

Ce sont, dans des formats larges, mais non point monumentaux, les expansions d'une couleur difficile à définir. Dans sa composition, entre le noir de l'encre de Chine, des bruns et des rouges, dont le mélange suscite quelquefois des transparences pourpre. La forme envahit la surface sans la recouvrir entièrement. Elle pousse en avant ses bords effrangés et irréguliers et, ayant trouvé sa juste taille et son point d'équilibre, elle s'immobilise.

Au premier regard, elle paraît dense et compacte. Elle se révèle ensuite traversée de nuances, éclairée de l'intérieur par des trouées obtenues en raclant la couleur jusqu'à n'en conserver qu'une pellicule, parcourue par des lignes de fracture dissimulées dans l'épaisseur. Abstraction géologique, pourrait-on dire de ces peintures aux couleurs du sol et de la roche. Elles sont accompagnées dans l'exposition par des toiles à dominante rose, inattendues dans l'œuvre de Bordarier. Sensuelles jusqu'à l'érotisme, ces dernières suggèrent par le ton et la pulsation du geste la sensation de la peau et de la chair et font un contrepoint voluptueux à la sévérité des toiles terrestres.

Ph. D.

ANNE ROCHETTE
Maison d'art contemporain Chaillioux, 5, rue Julien-Chaillioux, 94260 Fresnes ; tél. : 46-68-58-31. Du mardi au vendredi de 14 heures à 19 heures, le samedi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures, le dimanche de 10 heures à 13 heures ; jusqu'au 16 juillet.

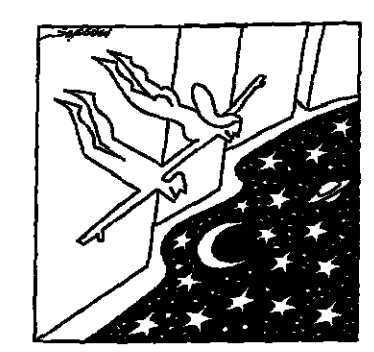
D'exposition en exposition, Anne Rochette construit une œuvre parfaitement cohérente et singulière. Sculptrice, elle développe des formes étranges, quelquefois organiques, quelquefois végétales, dans des matériaux variés, plâtre, pierre, tissu ou métal découpé. Ce sont des sortes de corolles percées, des globes irréguliers tendus comme des ventres, des sphères bosselées qu'enveloppe une gaze sur laquelle sont dessinées des oreilles ou une forme ovale dissimulée derrière un Plexiglas d'un blanc laiteux. Ce sont encore des galettes de boue et du fer blanc tordu, matériaux pauvres pour reliquaires silencieux. Il faut du temps pour les comprendre et percevoir ce qu'elles suggèrent, histoires de corps, de vue et d'ouïe. Les doigts d'une main semblent près de s'écarter en cassant le bloc qui les tient enfermés. Les surfaces vibrent, animées par la polychromie quelquefois. La présence physique de chaque pièce s'impose résolument. Nul souci de séduire, ni d'expliquer : il faut que l'œuvre fasse seule la preuve de sa nécessité.

Aux murs, Anne Rochette a disposé quelques aquarelles exécutées en Inde, d'où elle revient. Elle y a regardé les peintres adeptes du tantrisme, mais aussi les affiches et les enseignes, et a condensé lumières et signes dans des compositions belles et intenses.

Ph. D.

Roland Dubillard prend la Bastille

L'écrivain y met en scène une de ses pièces



JEAN-LOUIS HORDÉ, le directeur du Théâtre de la Bastille, invite Roland Dubillard, qui a *choisi de présenter deux de ses* pièces : *Dedans notre maison* et *Les Crabes*. *Dedans notre maison* est un choix de textes extraits des *Nouveaux diablogues* – dont certains inédits – que met en scène Maria Machado. *Les Crabes*, une pièce qui n'est pas souvent jouée, est, elle, mise en scène par Roland Dubillard.

Quatre comédiens (Simon Bakhouche, Annabel de Courson, Ariane Dubillard et Alain Payen) jouent les deux pièces, dont les décors et les costumes sont signés Titina Maselli.

On peut s'offrir le plaisir de voir les pièces l'une après l'autre : *Dedans notre maison* à 19 h 30 (le dimanche à 15 h 30) et *Les Crabes* à 21 h 30 (le dimanche à 17 h 30).

★ Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11e. Mo Bastille ou Voltaire. Tél. : 43-57-42-14. *À partir du 29 mai.*

UNE SOIRÉE A PARIS

Tupi Nâgo
Ce groupe de Brésiliens de Paris met de l'animation partout où il passe, à force de samba-reggae bahianaise, de samba tout court. Le mélange est frais, dynamique.
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris-11e. Mo Bastille. 21 heures, le 27. Tél. : 47-00-02-71. 130 F.

Nitzer Ebb, Rancho Diablo
Une soirée d'expériences bruitistes chapeautée par le label Mute. Nitzer Ebb d'abord, pour se saouler des pulsions de la techno industrielle. Puis Rancho Diablo, groupe d'obédience plus rock tenté par d'aventureux maelströms soniques.
Arapaho, 30, avenue d'Italie (Centre Italie-II), Paris-13e. Mo Place-d'Italie. 20 heures, le 28. Tél. : 53-79-00-11. De 80 F à 100 F.

Laurie Anderson
Les concerts de Laurie Anderson sont souvent de passionnantes aventures sonores et visuelles. La diva new-yorkaise de la techno-pop savante s'est récemment beaucoup intéressée aux techniques multimédias. Sa nouvelle scénographie devrait en conséquence beaucoup s'en inspirer.
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-8e. Mo Opéra, Madeleine. 20 h 30, le 28. Tél. : 47-42-25-49. Location Fnac, Virgin. 150 F.

Gérard Siracusa
« J'entends des voix »
Dans le cadre du festival Autour de la voix à Argenteuil, où il tient une résidence depuis janvier, le percussionniste-compositeur Gérard Siracusa convie, sur des textes de Jacques Rebotier, l'auteur, la chanteuse Elise Caron et le clarinettiste Michael Riessler, complice régulier. « J'entends des voix » sera une nouvelle rencontre aventureuse de Siracusa avec les mots chantés-parlés et les musiques – jazz, contemporaines, autres... – écrites-improvisées.
Argenteuil (95). Auditorium de l'hôtel de ville, 12-14 boulevard Léon-Feix. 17 heures, le 28. Tél. : 34-23-44-70. De 30 F à 80 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

LE CYGNE ET LA PRINCESSE
Film américain de Richard Rich
VF : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Rex, 2e (36-68-70-23) ; *George-V, 8e (36-68-43-47) ; UGC Lyon* Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; rés. 40-30-20-10) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; rés. 40-30-20-10).

JEFFERSON À PARIS
Film américain de James Ivory
VO : *Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ;* rés. 40-30-20-10) ; Grand Action, 5e (43-29-44-40 ; 36-65-70-63) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67 ; rés. 40-30-20-10) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; *36-65-71-33 ; rés.* 40-30-20-10) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Majestic Passy, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).
VF : Rex, 2e (36-68-70-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; *Gaumont Opéra Français, 9e* (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Miramar, 14e (36-65-70-39 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10).

KISS OF DEATH (*)
Film américain de Barbet Schrœder
VO : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; rés. 40-30-20-10) ; Biarritz-Majestic, 8e (36-68-48-56) ; *Gaumont Marignan, 8e (36-68-75-55 ;* rés. 40-30-20-10) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; *Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).*
VF : Rex, 2e (36-68-70-23) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; rés. 40-30-20-10).

MOI, LA PIRE DE TOUTES
Film franco-argentin de Maria Luisa Bemberg
VO : Latina, 4e (42-78-47-86).

SALAM CINÉMA
Film iranien de Mohsen Makhmalbaf
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02).

LES EXCLUSIVITÉS

A LA CAMPAGNE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
ANNA (Fr.-Rus., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09 ; rés. 40-30-20-10).
L'APPÂT (*) (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10).
AU TRAVERS DES OLIVIERS (Iran., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
BEFORE SUNRISE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
BEFORE THE RAIN (Fr.-Brit., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
CARRINGTON (Fr.-Brit., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; *Gaumont Opéra Impérial*, 2e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; *14-Juillet Odéon, 6e* (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Grand *Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; rés. 40-30-20-10)* ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Miramar, 14e (36-65-70-39 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10).
CHUNGKING EXPRESS (H.-K., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).
CIRCUIT CAROLE (Fr.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).
LA CITÉ DES ENFANTS PERDUS (Fr.) : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Normandie, 8e (36-68-49-56) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88 ; rés. 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; rés. 40-30-20-10) ; Majestic Bastille, 11e (36-68-48-56) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Kinopanorama, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; *Majestic* Passy, 16e (36-68-48-56) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; *Pathé Wepler, 18e* (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; rés. 40-30-20-10).
LA CONQUÊTE DE CLICHY (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).
COUPS DE FEU SUR BROADWAY (A., v.o.) : *Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ;* UGC Triomphe, 8e (36-68-45-47).
***DELLAMORTE DELLAMORE* (*)** (It.-Fr., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
L'EMIGRÉ (Eg., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02).
EXOTICA (*) (Can., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
FREDDY SORT DE LA NUIT (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; v.f. : UGC Montparnasse, *6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14)* ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-*81-09* ; rés. *40-30-20-10) ; UGC Lyon* Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31).
FRESA Y CHOCOLATE (cubain, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
GEORGIA (A., v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Marignan, 8e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; *Gaumont Parnasse, 14e* (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; v.f. : Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; rés. 40-30-*20-10) ; Gaumont Convention, 15e* (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10).
LE GRAND BLANC DE LAMBARÉNÉ (Fr.-gabonnais-camerounais) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
HAUT BAS FRAGILE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Reflet Médicis II, 5e (43-54-42-34).
L'INONDATION (Fr.-Rus., v.o.) : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04).
LA JARRE (Iran., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
JLG/JLG, (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09 ; rés. 40-30-20-10).
JOURNAL INTIME (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LAST SEDUCTION (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-70-14) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; UGC Normandie, 8e (36-68-49-56) ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; 14-Juillet *Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24)* ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; v.f. : Rex, 2e (36-68-70-23) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; rés. 40-30-20-10).
MÉCANIQUES CÉLESTES (Fr.-V.-Bel.-Esp.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; *Le Saint-Germain-des-Prés*, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Majestic Bastille, 11e (36-68-48-56) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; *Bienvenüe* Montparnasse, 15e (36-65-70-38 ; rés. 40-30-20-10) ; *Pathé Wepler, 18e* (36-68-20-22).
MÊME HEURE L'ANNÉE PROCHAINE (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; v.f. : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
MERCEDES, MON AMOUR (Fr.-All., v.o.) : *Images d'ailleurs*, 5e (45-87-18-09).
MURIEL (Austr., v.o.) : Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
PETITS MEURTRES ENTRE AMIS (*) (Brit., v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; UGC *Champs-Elysées, 8e (36-68-66-54)* ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; rés. 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; v.f. : Rex, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10).
PRISCILLA, FOLLE DU DÉSERT (Austr., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Elysées *Lincoln, 8e (43-59-36-14).*
LES QUATRE FILLES DU DOCTEUR MARCH (A., v.o.) : *Gaumont les* Halles, 1er (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38 ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; *Gaumont Opéra Français, 9e* (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20e (46-36-*10-96 ; 36-65-71-44 ; rés. 40-30-20-10).*
RANGOON (A., v.o.) : Gaumont les *Halles, 1er (36-68-75-55* ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37 ; rés. 40-30-20-10) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; *Gaumont Marignan,* 8e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC *Normandie*, 8e (36-68-49-56) ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Majestic Passy, 16e (36-68-48-56) ; UGC *Maillot*, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; *Gaumont* Convention, 15e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; *Le Gambetta, 20e* (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; rés. 40-30-20-10).
LES RENDEZ-VOUS DE PARIS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).
RICHARD AU PAYS DES LIVRES MAGIQUES (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
LE ROI LION (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85 ; rés. 40-30-20-10).
LES ROSEAUX SAUVAGES (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02).
LES SILENCES DU PALAIS (Tun.-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
71 FRAGMENTS D'UNE CHRONOLOGIE DU HASARD (Autr., v.o.) : 14-Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12).
SONATINE (*) (Jap., v.o.) : Racine *Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Le Balzac,* 8e (45-61-10-60).
LE TERRORISTE (Eg., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).
THE KILLER (**) (H.-K., v.o.) : Publicis Saint-Germain, 6e (36-68-75-55) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Gaumont Opéra Impérial, 2e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10).
TORA-SAN (Jap., v.o.) : Reflet Médicis I, 5e (43-54-42-34).
UN ANGLAIS SOUS LES TROPIQUES *(Brit., v.o.) : 14-Juillet Odéon, 6e* (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10).
VIVE L'AMOUR (Chin., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60).

LES REPRISES

L'ANGE EXTERMINATEUR (Mex.-Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).
AU HASARD, BALTHAZAR (Fr.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).
BIENVENUE MISTER CHANCE (A., v.o.) : *Reflet Médicis II, 5e* (43-54-42-34).
CASABLANCA (A., v.o.) : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60).
LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Rex, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (36-68-75-55 ; *rés. 40-30-20-10) ; Denfert, 14e* (43-21-41-01) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; *Grand Pavois*, 15e (45-54-46-85 ; rés. 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).
CETTE SACRÉE VÉRITÉ (A., v.o.) : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).
CHRONIQUE D'ANNA-MAGDALENA BACH (All., v.o.) : *Action Christine, 6e* (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).
CITIZEN KANE (A., v.o.) : *Le Champo-*Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60).
LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-26-94-08 ; 36-65-72-05 ; rés. 40-30-20-10) ; Studio Galande, 5e (43-26-94-08 ; 36-65-72-05 ; rés. 40-30-20-10).
HELLO DOLLY ! (A., v.o.) : L'Arlequin, 6e (45-44-28-80).
MATADOR (**) (Esp., v.o.) : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60).
METROPOLIS (All.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09 ; rés. 40-30-20-10).
ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit., v.o.) : Cinoches, *6e (46-33-10-82).*
LA PETITE AMIE D'ANTONIO (Fr.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e *(36-68-69-23) ;* Le République, 11e (48-05-51-33).
PULP FICTION (*) (A., v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) ; UGC Rotonde, 6e *(36-65-70-73 ; 36-68-70-14)* ; UGC Triomphe, 8e (36-68-45-47) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; *Grand Pavois,* 15e (45-54-46-85 ; rés. 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Le République, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).
LE TROISIÈME HOMME (Brit., v.o.) : Le *Champo-Espace Jacques-Tati*, 5e (43-54-51-60).
UN MONDE PARFAIT (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).
UNE VIERGE SUR CANAPÉ (A., v.o.) : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60).

LES SÉANCES SPÉCIALES

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 ; 36-65-70-64) dimanche 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
LES DAMNÉS (*) (It.-A., v.o.) : Accatone, 5e *(46-33-86-86) samedi 21 h 40,* dimanche 17 h 30.
L'EMPIRE DES SENS (**) (Fr.-Jap., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) samedi 15 h 30.
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) samedi, dimanche 20 h.
EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) samedi 21 h.
FAMILY VIEWING (Can., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-26-94-08 ; 36-65-72-05 ; rés. 40-30-20-10) dimanche 22 h.
LA FOLLE INGÉNUE (A., v.o.) : Action *Ecoles, 5e (43-25-72-07 ; 36-65-70-64)* samedi 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
GOOD SAM (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 ; 36-65-70-64) dimanche 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.
LA GRANDE LESSIVE (Fr.) : Brady, 10e (47-70-08-86) samedi 16 h 40, 20 h.
L'HALLUCINÉ (A., v.o.) : *Grand Pavois,* 15e (45-54-46-85 ; rés. 40-30-20-10) samedi 17 h 15.
L'ÎLE NUE (Jap., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-26-94-08 ; 36-65-72-05 ; rés. 40-30-20-10) samedi 16 h.
LETTRE D'UNE INCONNUE (A., v.o.) : *Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 ; 36-65-*70-64) samedi 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15.
LE NOUVEAU MONDE (Fr.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) dimanche 12 h.
LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) dimanche *19 h 30.*
LES PETITES MARGUERITES (Tch., v.o.) : *Accatone, 5e (46-33-86-86) dimanche 21 h 40.*
QUELQUES JOURS DE LA VIE D'OBLOMOV (Sov., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09 ; rés. 40-30-20-10) dimanche 19 h 15.
RENCONTRES AVEC DES HOMMES REMARQUABLES *(Brit., v.o.) : 14-Juillet* Beaubourg, 3e (36-68-69-23) dimanche 10 h 35.
LA RICOTTA (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) dimanche 12 h.
SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (**) (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) samedi 19 h 30.
SATYRICON (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) dimanche 15 h 10.
SIMPLE MEN (A., v.o.) : *14-Juillet* Beaubourg, 3e (36-68-69-23) dimanche 10 h 45.
LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) dimanche 21 h 40.
LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) samedi *16 h.*
THE ADJUSTER (Can., v.o.) : Studio *Galande, 5e (43-26-94-08 ; 36-65-72-05* ; rés. 40-30-20-10) dimanche 20 h 10.
THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) dimanche 14 h 10.
UN CHIEN ANDALOU (Fr.) : Denfert, *14e (43-21-41-01) dimanche 12 h 30.*
UN JOUR SANS FIN (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85 ; rés. 40-30-20-10) samedi 15 h 20.
LES VIERGES (Fr.-It.) : Brady, 10e (47-70-08-86) samedi 18 h 20, 21 h 40.
YEELEN (malien, v.o.) : Studio des Ursulines, *5e (43-26-19-09 ; rés. 40-30-20-10)* dimanche 11 h 45.
17 h 30.

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
DIMANCHE
Histoire permanente du cinéma : le Cuirassé Potemkine (1925), de Sergei M. Eisenstein, 16 h 30 ; Allonsanfan (1975, v.o. s. t. f.), de P. Taviani et V. Taviani, 19 h ; Antonio das Mortes (1969, v.o. s. t. f.), de Glauber Rocha, 21 h.

SALLE RÉPUBLIQUE (47-04-24-24)
DIMANCHE
Casanova 70 (1964, *v.o. s. t. f.*), de Mario Monicelli, 17 h ; Treize Femmes pour Casanova, v.f.), de Franz Antel (alias François Legrand) ; Casanova (1927), d'Alexandre Volkoff, 19 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
DIMANCHE
Le Cinéma grec : Jours tranquilles d'août (1991, v.o. s. t. f.), de Pandélis Voulgaris, 14 h 30 ; Pain, amour et *chansonnette* (1955, *v.o. s. t. f.*), d'Alekos Sakellarios, 17 h 30 ; *Alexandre le Grand* (1980, v.o. s. t. f.), de Theo Angelopoulos, 20 h 30.
LUNDI
Le Cinéma grec : Maria Pentayotissa (1929, v.o. s. t. f.), d'Achilleas Madras, 14 h 30 ; Balamos (1982, v.o. s. t. f.), de Stavros Tornes, 17 h 30 ; Jusqu'au bateau (1966, v.o. s. t. f.), d'Alexis Damianos, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, *Forum des Halles* (40-26-34-30)
DIMANCHE
L'Enfant dans les villes : Oliver Twist, v.f.), de David Lean, 14 h 30 ; Portrait de Josette au béret (1994), de Loraine Groleau ; Sabine Kleist, sept ans (1982, v.o. s. t. f.), de Helmut Dziuba, 16 h 30 ; *les Cinq Cents* Balles (1961), de Melvin ; Nous, les gosses (1941), de Louis *Daquin, 18 h 30 ; M le Maudit* (1931, v.o. s. t. f.), de Fritz Lang, 20 h 30.
MARDI
La Quinzaine des réalisateurs : Eggs (1994, *v.o.* s. t. f.), de Bent Hamer, 14 h 30 ; le Ballon blanc (1994, v.o. s. t. f.), *de Jafar Panahi, 16 h 30* ; Dans la mêlée (1994, v.o. s. t. f.), de Gianni Zanasi, *17 h ; l'île du chagrin* (1994, v.o. s. t. f.), de Hsu Hsiao Ming, 18 h 30 ; Café Society (1994, v.o. s. t. f.), de Raymond Defelitta, 19 h ; le Confessionnal (1994, v.o. s. t. f.), de Robert Lepage, 21 h.

FESTIVALS

100 ANS DE CINÉMA VUS PAR HENRI LANGLOIS (v.o.), Grand Action, 5e (43-29-44-40). la Nuit de l'iguane, sam. 12 h, 14 h 15, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; la Fièvre dans le sang, dim. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; la Notte, *lun. 12 h, 14 h 15, 16 h 30,* 19 h, 21 h 30 ; Family Life, mar. 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
AVANT-PREMIERE, Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55). la Haine, *mar.* 20 h 30.
AVANT-PREMIERE (v.o.), Grand Action, 5e (43-29-44-40). Frontière chinoise, dim. 11 h.
CINÉ-CLUB CLAUDE-JEAN PHILIPPE (v.o.), L'Arlequin, 6e (45-44-28-80). Dernier Caprice, dim. 11 h.
CINÉ-U *(v.o.), Grand Action*, 5e (43-29-44-40), Retour à Howards End, sam. 11 h 45, dim. 11 h 45, lun. 11 h 45, mar. 11 h 45.
LE COURT EN DIT LONG, Centre Wallonie Bruxelles, 4e (42-71-26-16). John, mar. 20 h 30.
LES COURTS D'ENFER *(v.o.), Denfert*, 14e (43-21-41-01). Viejo pascuero, sam. 11 h 20, mar. 20 h 30.
DEUX VISAGES DU CINÉMA CHINOIS CONTEMPORAIN (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Vivre, sam. 14 h, lun. 16 h 30, mar. 19 h ; Qiu Ju *une femme chinoise, sam.* 19 h, lun. 21 h 30, mar. 17 h ; la Grande Parade, sam. 16 h 30, dim. 14 h, 21 h 30, lun. 19 h, mar. 21 h 30 ; Adieu ma concubine, dim. 16 h, mar. 14 h ; Epouses et Concubines, sam. 21 h 30, dim. 19 h, lun. 14 h.
DOCUMENTAIRE SUR GRAND ÉCRAN (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). le Quatuor des possibles, dim. 16 h ; la Brèche, dim. 18 h ; Bird Now, dim. 20 h 45 ; Gimme Shelter, dim. 22 h 30.
FAS A L'ÉCRAN (v.o.), Institut du monde arabe, 5e (40-51-39-91). le Port *des amours, sam. 10 h, 18 h, dim. 10 h,* 18 h, mar. 10 h, 18 h.
FAS A L'ÉCRAN (v.o.), Institut du monde arabe, 5e (40-51-39-91). Quand l'esprit vient aux enfants, sam. 15 h ; Mohamed Bertrand-Duval, sam. 17 h ; Essyad musicien, dim. 15 h ; la Plage *des enfants perdus, dim.* 17 h.
FESTIVAL DE CINÉMA SUD-AFRICAIN (v.o.), Grande *Halle* de la Villette-salle Boris Vian, 19e (40-03-75-00). Come back Africa, sam. 14 h ; The White Laager, sam. 16 h ; Have you seen drum recently, dim. 14 h.
FRED ASTAIRE-GINGER ROGERS (v.o.), Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89). Swing Time, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Amanda, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; En suivant la flotte, lun. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
FRITZ LANG, Théâtre du Châtelet, 1er (40-28-28-40). Metropolis, mar. 20 h 30.
LES INDÉPENDANTS AU RÉPUBLIC, Le République, 11e (48-05-51-33). la Machine, lun. 20 h 30.
MARIA KOLEVA FILMS, Cinoche Vidéo, 5e (47-00-61-31). Isabelle et les 27 voleurs, une leçon, sam. 18 h, dim. 17 h, lun. 18 h, mar. 18 h ; Annie Vacelet, psychogéographe, sam. 12 h, dim. 12 h ; *John, le dernier ouvrier sur* terre, dim. 15 h ; Antoine Vitez *s'amuse avec Claudel et Brecht*, lun. 20 h ; Paroles tues ou aimer à Paris en étrangère, sam. 20 h ; l'Etat de bonheur permanent, dim. 19 h.
NANNI MORETTI (v.o.), Reflet Médicis I, 5e (43-54-42-34). *Palombella rossa*, lun. 12 h 05.
PARIS V PRÉSENTE :, Reflet Médicis I, 5e (43-54-42-34). Bar des rails, sam. 11 h 45.
PLEINS FEUX SUR JOHN WOO (v.o.), Action Christine, 6e (43-29-11-30). A toute *épreuve, dim.* 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; Une balle dans la tête, sam. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30, mar. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; le Syndicat du crime 2, lun. 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.
RÉTROSPECTIVE JOHN CASSAVETES (v.o.), Studio Galande, 5e (43-26-94-08). Love Streams, lun. 16 h.
SCRATCH PROJECTION (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Journal d'un amateur, mar. 20 h.
SOIRÉE 70 MM (v.o.), Gaumont Kinopanorama, 15e (43-06-50-50). Rencontre du 3e type, *sam.* 0 h 15.
SOIRÉE INSOLITE (v.o.), Grand Pavois, 15e (45-54-46-85). *Fisher King, mar.* 19 h, 21 h 20 ; la Musique du hasard, mar. 19 h 35, 21 h 20.
LE TRAVAIL D'UN POÈTE, *Centre Pompidou*. Studio 5-Cinéma du Musée, 4e (44-78-12-33). *Quinze films de Jean* Barral, sam. 13 h, 15 h, dim. 13 h, 15 h.
TRAVELING CULTURES : SEX, RACE AND THE MEDIA (v.o.), American Center, 12e (44-73-77-77). Shoot for the Contents, sam. 17 h ; *Surname* Vied, Given Name Nam, dim. 17 h.
(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(**) Films interdits aux moins de 16 ans.

SAMEDI 27 MAI

TF 1

20.45 Divertissement : Super nanas et super mecs. Emission présentée par Patrick Sébastien. La finale.

22.50 Magazine : Ushuaïa. Mer Rouge, le joyau du Sinaï ; Les Cigognes de Bouddha ; Peluches australes ; L'Emblème sauvé.

23.55 Magazine : Formule F 1. Spécial Grand Prix de Formule 1 de Monaco.

0.30 Magazine : Formule foot.

1.05 Journal et Météo.

1.15 Programmes de nuit. Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) ; 1.35, Peter Ströhm ; 2.20, TF 1 nuit (et 3.25, 4.00) 2.30, Histoires naturelles (et 5.05) ; 3.35, Côté cœur ; 4.10, Passions ; 4.35, Musique.

FRANCE 2

20.50 Divertissement : Surprise sur prise. Présenté par Georges Beller et Marcel Béliveau.

22.30 Magazine : Chela ouate. La Prise de risques chez les jeunes.

0.30 Les Films Lumière (rediff.).

0.35 Journal, Météo, Journal des courses.

0.50 Programmes de nuit. Mic Nuit ; 3.55, Bouillon de culture (rediff.) ; 5.10, Safari Namibie ; 5.45, Dessin animé.

FRANCE 3

20.50 Téléfilm : L'Enfant du mal. De Jesus Delgado.

22.25 Magazine : Ah ! Quels titres ! Justice et injustice. Invités : Antoine Comte (*La Défaite-la gauche, la raison d'Etat et le citoyen*) ; Dominique Conil (*Notre Justice*) ; Alain Vogelweith (*Mains propres mains liées-France-Italie : la raison des affaires*) ; Daniel Soulez-Larivière (*L'Avocature*) ; Dominique Matagrin, magistrat. Les Coups de cœur : *Journées de lecture*, de Roger Nimier ; *Les Carnets*, d'Henry de Montherlant ; *Les Enfants de la Balle*, de John Irving.

23.25 Météo, Journal.

23.50 Musique et compagnie. Alain Fondary, souffler n'est pas chanter, de Jean-François Claire.

0.50 Musique Graffiti. *Harmonie du soir*, de Liszt, par Josef Villa, piano (15 min).

M 6

20.45 Téléfilm : Trahisons en série. De Stephen Gyllenlaal, avec Powers Booth, Lesley Ann Warren (en deux parties diffusées à la suite).

0.20 Série : Les Professionnels. Un week-end à la campagne.

1.15 Boulevard des clips (et 6.30).

3.00 Rediffusions. E=M 6 ; 3.25, Culture pub ; 3.50, Jazz 6 ; 4.45, Coup de griffes (Chantal Thomass) ; 5.10, Fanzine ; 5.35, Fréquenstar.

CANAL +

20.00 Sport : Football. Coups d'envoi des matches. Flash d'informations à la mi-temps.

22.30 Sport : Rugby. Résumés des matches de la Coupe du Monde : Canada-Roumanie, Samoa-Italie, Angleterre-Argentine, Pays de Galles-Japon, Nouvelle-Zélande-Irlande.

23.30 Cinéma : Les Ecorchés 3 : L'Enfer sur Terre (Hellraiser 3). □ Film américain d'Anthony Hickox (1992).

1.03 Pin-up. Star hollywodienne : Jane Russel.

1.05 Cinéma : Naked. ■■ Film britannique de Mike Leigh (1992, v.o.).

3.10 Série : Babylon 5 [6/22] Guerre mentale.

4.00 Sport : Boxe. En direct de Fort Lauderdale (Floride).

ARTE

20.40 Téléfilm : La Nuit bengali. De Nicolas Klotz [3/3]. Avec Hugh Grant, Suprya Pathak.

21.35 Documentaire : Chroniques d'un village tzotzil. De Thierry Zéno. *La vie quotidienne dans une communauté maya vivant dans les monts Chiapas au Mexique.*

23.10 Magazine : Velvet Jungle. Top Live : Cracker ; Reportage : Hard Rock Café.

0.30 Série : Johnny Staccato. 21. Solomon, de et avec John Cassavetes (v.o.). *Un avocat, persuadé de l'innocence de sa cliente malgré l'absence de preuve, fait appel à Johnny...*

0.55 Téléfilm : L'Affaire Dreyfus. D'Yves Boisset [2/2]. Avec Thierry Frémont, Philippe Volter (rediff., 100 min).

CÂBLE

TV 5 19.00 Y'a pas match. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Téléfilm : Secrets de famille. D'Hervé Baslé [3/3]. Avec Véronique Genest. 21.30 Concert : Festival franco-ontarien. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Théâtre : Le Canard à l'orange. De William-Douglas Home, mise en scène de Pierre Mondy. 0.55 Journal de France 3. Edition Soir 3 (25 min).

PLANÈTE 19.45 Au-dessus des volcans. D'Alain Tixier. 20.35 Les Ailes de légende. De Barry Cawthorn [29/38]. SR 71 Blackbird. 21.30 Fès, promenade dans la Médina. D'Olivier Descamps. 22.20 Les Enfants du voyage. De Dominique Mauclair et Laurent Chevallier [2/3]. Les Chiffonniers du rire. 23.15 15 jours sur Planète. 23.40 Peuples du Kamtchatka. De Jean Afanassieff. 0.10 Le Cuba de Fidel Castro. De Marc de Beaufort et Yezid Campos (55 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Ecran total. 19.30 L'Album. 20.00 Café-théâtre. 20.30 Tennis. 2e challenge des enfants de la Terre. Au Palais des sports de Paris. 22.30 Embouteillage. 23.35 Cannes 95. 0.35 A bout portant (45 min).

CANAL J 18.00 Bêtes pas bêtes. 18.15 Graine de champion. Sébastien et les avions [3/26]. 18.30 Série : Opération Mozart. 19.00 Regarde le monde. 19.15 Série : Souris noire. 19.30 La Panthère rose. 20.00 Ivanhoé (60 min).

CANAL JIMMY 21.00 Série : Les Aventures du jeune Indiana Jones. Verdun, septembre 1916. 21.50 Série : Les monstres nouveaux sont arrivés. 22.15 Chronique du chrome. 22.20 Nonante. 23.15 Série : Private Eye. 0.05 Quatre en un. 0.35 Série : Seinfeld. 1.00 Série : Dream On (25 min).

SÉRIE CLUB 19.00 Le Club. 19.10 Série : Force de frappe. 19.55 Série : Miami Vice (et 23.50). 20.45 Série : Joséphine, ou la comédie des ambitions. 22.10 Série : Les Têtes brûlées. 23.00 Série : Mystères à Santa Rita. 0.40 Série : Julien Fontanes, magistrat (90 min).

MCM 19.00 Autour du groove. 19.30 L'Invité de marque. Cannes 95. 20.00 MCM Mag. 20.30 MCM Euromusiques Nordica. 21.30 MCM Backstage. Carlos Santana. 22.30 MCM Dance Club (210 min).

MTV 19.00 European Top 20. 21.00 Concert : Elton John Unplugged. 22.00 The Soul of MTV. 23.00 First Look. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 Yo ! MTV Raps.

EUROSPORT 14.50 Rugby. En direct. Coupe du monde : groupe C. Pays de Galles-Japon ; 16.50, groupe B. Angleterre-Argentine. 19.30 Formule 3. En différé. Grand Prix de Monaco. 19.55 Cyclisme. Tour d'Italie : 14e étape : Trento-Val Senales (240 km). 20.00 Golf. En différé. le PGA Championship. 2e tour. 22.00 Pole position. 23.00 Rugby. Coupe du monde. Les temps forts des matchs du jour. 0.30 Automobilisme. Résumé. Serie internationale de GT : 7e manche. Les 1000 km de Paris. 1.00 International Motorsports (60 min).

CINÉ CINÉFIL 18.10 Actualités Pathé nos 1, 2 et 3. 20.45 Le Club. 22.05 Le Meilleur du cinéma britannique. Grands romans au cinéma (25 min). Les Femmes dans le cinéma britannique. 23.00 Quatre hommes et une prière. ■■ Film américain de John Ford (1938, N., v.o., 85 min).

CINÉ CINÉMAS 19.40 Le Nouveau Bazar. 20.30 Téléfilm : Le Procès de Jackie Robinson. De Larry Peerce, avec André Braugher. 22.05 Documentaire. 23.00 Loin de Berlin. ■■ Film franco-allemand de Keith McNally (1992, v.o.). 0.30 Rêves de cuir. Téléfilm classé X (100 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE 19.32 Poésie sur parole. Michel Deguy. 20.00 Le Temps de la danse. Regard sur deux créations. Entretiens avec Yorkos Loukos et Jean Djemad. 20.30 Photo-portrait. Anthony Palliser, peintre. 20.45 Fiction. 13305 Helena Drive, la fin du film, de Virginie Laval. 22.00 Nouvelle. Mick le diable, de Bram Stoker. 22.35 Musique : L'Air du temps. La Louisiane. Réflexions sur la culture et l'identité acadiennes aujourd'hui, à l'occasion du Festival de Louisiane, à La Fayette. Avec Warren A. Perrin et Michèle Leblanc. 0.05 Clair de nuit. Léon Arditti (Vouloir vivre - Deux frères à Auschwitz). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Patrice Coirault (1875-1959), un théoricien de la chanson traditionnelle ; 1.57, 1916, l'enfer de Verdun ; 2.58, Marceline Desbordes Valmore ou la transparence de la voix ; 4.22, Le Jardin de Flore (1) ; 4.32, Nancy Huston (Cantique des plaines) ; 4.59, Les Architectes du temps ou la folie horlogère ; 5.58, Entretiens avec Aldo Naouri (2).

FRANCE-MUSIQUE 19.15 Soliste. Frans Brüggen, flûtiste, chef d'orchestre. Symphonie no 103 Roulement de timbales, de Haydn ; Les Boréades : contredance en rondeau, de Rameau, par l'Orchestre du XVIIIe siècle, dir. Frans Brüggen. 20.05 Soirée lyrique. Donnée les 20 et 23 mars, à l'Opéra national de Paris. Un bal masqué, de Verdi, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Antonello Allemandi, sol. Gegam Grigorian (Riccardo), Gaetan Leperrière (Renato), Jane Eaglen (Amelia)... 23.00 Musique pluriel. Concert enregistré à la Tribune internationale des compositeurs, en 1994 : The Time of Mirrors ! (The Wind Horizon), de Kanno, par le studio de musique électronique de la NHK. 0.05 Auto-portrait. Jean-Yves Bosseur. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de Rodrigo, Turina, Wolf-Ferrari, Debussy, Saint-Saëns, Bruch, Beethoven, Vivaldi, Storace, Monteverdi, Balbastre, Vieuxtemps, Franck, Taneïev, Tchaïkovski, Brahms.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

DIMANCHE 28 MAI

TF 1

12.20 Jeu : Le Juste Prix.

12.50 Magazine : A vrai dire.

12.55 Trafic infos, Journal, Météo.

13.20 Série : Hooker.

14.15 Série : Arabesque.

15.25 Sport : F 1 à la Une. En direct du circuit de Monaco pour le Grand Prix de Monaco ; 15.30, Départ de la course ; 17.30, Le Podium. *Monaco est le seul circuit à n'avoir subi aucune modification, même après le terrible accident de Wendlinger aux essais en 1994. Ce circuit en ville, unique au monde, est l'un des plus durs à cause des nombreux virages rendant les dépassements pratiquement impossibles.*

17.45 Divertissement : Vidéo gag.

18.00 Des millions de copains. Avec la série : Alerte à Malibu.

19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Alain Juppé.

20.00 Journal ; Tiercé ; La Minute hippique, Météo.

20.45 Cinéma : Fatale. ■ Film franco-britannique de Louis Malle (1992).

22.40 Ciné dimanche.

22.50 Cinéma : Le Merdier. □ Film américain de Ted Post (1977).

0.45 Journal et Météo.

0.55 Programmes de nuit. Camerata de Versailles. Concert enregistré à Versailles ; 2.10, TF 1 nuit (et 3.10, 4.15) ; 2.20, Peter Ströhm ; 3.20, Histoires naturelles (et 5.05) ; 4.25, Passions ; 4.50, Musique.

FRANCE 2

12.00 L'Heure de vérité (et 2.15). Magazine présenté par François-Henri de Virieu. Invité : Michel Péricard, député RPR et maire de Saint-Germain-en-Laye.

13.25 Dimanche Martin (et 15.50).

15.00 Série : L'Homme à la Rolls.

17.25 Documentaire : Cousteau à la redécouverte du monde. Les Baleines du désert.

18.20 Magazine : Stade 2 (et 4.40).

19.25 ▶ Série : Les Gromelot et les Dupinson.

19.50 Les Films Lumière (et 0.00).

19.59 Journal, Météo.

20.50 Cinéma : Pour une poignée de dollars. ■ Film italien de Sergio Leone (1964).

22.30 Magazine : Géopolis. FMI, la loi unique.

0.05 Journal, Météo, Journal des courses.

0.25 Magazine : Signé Croisette.

0.40 Musiques au cœur. Magazine présenté par Eve Ruggieri. Danse. *Le Bal du siècle*, de Karine Saporta. Hommage au premier siècle du cinéma.

1.50 Programmes de nuit.

FRANCE 3

12.00 Télévision régionale.

12.45 Journal.

13.05 Les Cinq Continents. Cocafé, de Jean-Michel Rodrigo avec Jean Claude Bonvallet. *En Bolivie, la coca, « feuille sacrée de l'Inca ».*

14.05 Série : New York District.

15.00 Magazine : Sports dimanche. Tiercé à Longchamp ; 15.25, Cyclisme : Tour d'Italie ; 16.05, Athlétisme : Euromeeting de Dijon ; 17.30, Cyclisme : Midi libre.

18.00 Magazine : Lignes de mire. Présenté par Jacques Chancel.

18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.08, Journal de la région.

20.10 Divertissement : Benny Hill.

20.50 Série : Inspecteur Derrick. Les Naufragés, de Herbert Reinecker.

21.55 Téléfilm : Un cas pour deux. Les Retrouvailles, de Kaspar Heidelbach.

23.05 Dimanche soir. Débat animé par Christine Ockrent et Gilles Leclerc : suivi de : A la une sur la 3, animé par Christine Ockrent, avec Serge July et Philippe Alexandre.

23.35 Météo et Journal. Spécial Festival de Cannes.

0.15 Cinéma : Temps sans pitié. ■■ Film britannique de Joseph Losey (1956, v.o.).

0.45 Musique Graffiti. *Tannhauser*, extrait, de Wagner, par Alexandra Mare, soprano, Dan Sanders, piano (10 min).

M 6

12.25 Série : Mariés, deux enfants.

12.55 Série : Un flic dans la Mafia.

13.50 Série : Les Têtes brûlées.

14.50 Série : Poigne de fer et séduction.

15.20 Magazine : Fréquenstar (et 3.00). Présenté par Laurent Boyer. Christian Clavier.

16.20 Série : Les Cadavres exquis. De Patricia Highsmith.

17.15 Téléfilm : La Mort enterrée. De Peter F. Bringmann.

18.55 Série : Enquêtes à Palm Springs.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Filles à papas.

20.40 Sport 6 (et 0.50).

20.45 Téléfilm : Souffrances de femme. D'Armand Mastroianni.

22.35 Magazine : Culture pub.

23.05 Téléfilm : La Maison des fantasmes. De Nini Grassia.

1.00 Musique : Boulevard des clips (et 6.05).

3.55 Rediffusions. Jazz 6 ; 4.50, La Syrie ; 5.40, Fanzine.

CANAL +

12.35 Magazine : Télés dimanche.

13.35 La Semaine des Guignols.

14.05 Téléfilm : Carreau d'as. De Laurent Carceles.

15.35 Surprises.

15.40 Sport : Boxe. Les meilleurs moments du championnat du monde des poids supermoyens : Frank Liles (E-U)-Frédéric Seillier (Fr).

16.35 Dessin animé : Profession critique.

17.00 Documentaire : Trésor des Andes. De Jack Bellamy.

En clair jusqu'à 20.35

17.50 Ça cartoon.

18.30 Flash d'informations.

18.40 Court métrage : Vincent. De Tim Burton.

18.45 Court métrage : Frankenweenie. De Tim Burton.

19.15 Cérémonie de clôture du Festival. Présentée par Carole Bouquet.

20.05 Le Journal du Festival.

20.30 Le Journal du art.

20.35 Cinéma : Journal intime. ■■■ Film italien de Nanni Moretti (1994).

22.10 Flash d'informations.

22.15 Magazine : L'Equipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football ; Automobile.

1.05 Cinéma : J'ai pas sommeil. ■■■ Film français de Claire Denis (1993, 107 min).

LA CINQUIÈME

12.00 Jeunesse. La Panthère rose ; Rintintin : O'Hara, génie militaire.

12.30 Cannes 1995 : le cinéma en fête. Un certain regard, réalisé par André Halimi.

13.00 Jeu : Ça déméninge.

13.30 Les Grandes Séductrices. Marilyn Monroe.

14.30 L'Esprit du sport.

15.30 Détours de France. Les guinguettes.

16.30 Magazine : Jeux d'encre. Invité : Pascal Bruckner (*La Tentation de l'innocence*).

17.00 Le Sens de l'Histoire. La Guerre du Golfe, autopsie d'un conflit.

18.30 Magazine : Va savoir. Présenté par Gérard Klein. Bayeux.

ARTE

19.00 Série : Premiers comiques. 6. Arthème sorcier (1913) ; Cunégonde ramoneur (1912) ; Little Moritz enlève Rosalie (1911) ; Madame Babylas aime les animaux (1911).

19.30 Métropolis (et 0.40). Zoran Music ; Festival de Cannes ; Abécédaire de Gilles Deleuze : D comme désir [2].

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique : Le Cinéma américain, voyage avec Martin Scorsese.

20.41 Un voyage à travers le cinéma américain. De Martin Scorsese et Michael Henry Wilson. 1. Le Dilemme du réalisateur et le réalisateur conteur. 2. Le Cinéaste hollywoodien, illusionniste et contrebandier. *Documentaire en trois parties (la troisième sera présentée lundi 29) dans lequel le réalisateur évoque l'histoire du cinéma américain (western, policier, comédie musicale) à travers de multiples extraits de films et de nombreux témoignages. Il est également question des difficultés à réaliser un film face aux règles imposées par les producteurs hollywoodiens.*

23.15 Cinéma : La Féline. ■■ Film américain de Jacques Tourneur (1942, N., v.o.).

1.40 ▶ 100 ans de cinéma. Le cinéma français, par Jean-Luc Godard et Anne-Marie Miéville, avec Michel Piccoli (rediff., 50 min).



CÂBLE

TV 5 19.00 30 millions d'amis. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 7 sur 7. Rediff. de TF 1 du jour même. 21.00 Les Heures chaudes de Montparnasse. De Jean-Marie Drot [11/13]. Léon-Paul Fargue, le piéton de Paris. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.45 Le Gitan. □ Film français de José Giovanni (1975). 0.15 Carré noir : sauve qui peut la nuit. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3 (25 min).

PLANÈTE 13.45 ▶ La Mort en face. De William Karel [1/3] 20.35 La Bataille de Midway. De John Ford. 20.55 Les Aléoutiennes. De John Huston. 21.40 Chasseurs d'étoiles. De Martin Figere. 22.20 Alain Prieur, créateur de l'impossible. De Pierre-François Degeorge et Jean Bonard d'Origny. 22.35 Au-dessus des volcans. D'Alain Tixier. 23.30 Les Ailes de légende. De Barry Cawthorn [29/38]. SR 71 Blackbird (50 min).

PARIS PREMIÈRE 19.00 Jean-Edern's Club. 20.00 Aux arts et caetera. 20.30 L'Album (et 0.10). 21.00 My Girl. ■ Film américain de Howard Zieff (1991, v.o.). 22.40 Concert : Hank Jones Trio. Enregistré au théâtre antique de Vienne (Isère) en juillet 1994. 0.35 Le Canal du savoir. L'art pariétal, avec Denis Vialou (60 min).

CANAL J 18.00 A nous la caméra. Messages à nos parents [4/5]. 18.30 Série : Deux ans de vacances. 19.30 La Panthère rose (30 min).

CANAL JIMMY 20.00 Série : Seinfeld. 20.30 Série : Dream On. 20.55 Top bab. 21.30 Série : Monty Python's Flying Circus. 22.05 Chronique New Age. 22.10 La Semaine sur Jimmy. 22.20 Série : New York Police Blues. 23.05 Le Meilleur du pire. 23.35 Série : Les Envahisseurs. 0.30 Romulus Returns to Siam (55 min).

SÉRIE CLUB 19.45 Série : Miami Vice. 20.35 Le Club. 20.45 Série : Cimarron Strip. 22.00 Série : Les Têtes brûlées. 22.50 Série : Mystères à Santa Rita. 23.35 Série : Joséphine, ou la comédie des ambitions (95 min).

MCM 20.00 MCM Mag (et 1.00). 20.30 MCM Euromusiques Latina. 21.30 MCM Rock Legends club. Rolling Stones. 22.30 Cinémascope. Cannes 95. 23.00 Concert : Fabe. Enregistré le 2 février 1995, à Cannes, dans le cadre Découvertes de jeunes talents européens. 0.30 Blah-Blah Métal (30 min).

MTV 20.30 News : Weekend Edition. 21.00 120 Minutes. 23.00 Beavis and Butthead. 23.30 Headbangers' Ball (150 min).

EUROSPORT 13.00 Badminton. En direct. Championnats du monde : finales simples messieurs, double dames et double mixte, à Lausanne (Suisse). 15.00 Formule 1. En direct. Championnat du monde. Grand Prix de Monaco. La course. 19.00 Arts martiaux. Festival au Palais omnisports de Paris-Bercy. 19.55 Cyclisme. Tour d'Italie : 15e étape : Val Senales-Lenzerheide Valbella (236 km). 20.00 Golf. En différé. PGA européenne : le PGA Championship. 3e tour, sur le West Course du Wenworth Club de Surrey (Angleterre). 22.00 Formule 1. Résumé. Grand Prix de Monaco. 23.30 Boxe. Résumés. Anthologie des meilleurs combats : Ray Sugar Leonard (E-U)-Roberto Duran (Pan) ; Ray Sugar Leonard (E-U)-Thomas Hearns (E-U) (120 min).

CINÉ CINÉFIL 19.10 Le Club. Invitée : Bernadette Lafont. 20.30 Fantômes en croisière. ■■ Film américain de Norman Z. McLeod (1939, N., v.o.). 21.45 Quatre hommes et une prière. ■■ Film américain de John Ford (1938, N., v.o.). 23.10 Le Capitaine Fracasse. ■■ Film franco-italien d'Abel Gance (1942, N.). 0.50 Destinées. ■ Film franco-italien de Jean Delannoy, Christian-Jaque, Marcello Pagliero (1954, N., 95 min).

CINÉ CINÉMAS 18.05 Sur la piste de la grande caravane. ■ Film américain de John Sturges (1965). 20.30 Josepha. ■■ Film français de Christopher Frank (1981). 22.20 L'Etrange Histoire du juge Cordier. ■ Film américain de Reginald Le Borg (1962, v.o.). 23.55 Rocky 2 : La Revanche. ■ Film américain de Sylvester Stallone (1979, v.o.).

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.30 Atelier de création radiophonique. Le Nuage du je - Alexandre Gherban. 22.25 Poésie sur parole. Poèmes burlesques (6). 22.35 Le Concert. Transcontinentales. Le Quintette de Christian Salut, enregistré le 16 mai à Radio-France. 0.05 Clair de nuit. Tentatives premières, par Marie-Philippe Gazet ; Rub a dub dub ; Rémanences : quinaudes ; La durée du oui : Von Magnet and the Data Gypsies. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). La civilisation accusée (1) ; 2.29, Le Livre de chevet, journal de Kafka (1) ; 2.56, Armand Gatty - Nicolas Frize ; 4.56, Et la reine la sorcière Isabelle et Vitalie Rimbaud, par Viviane Forrester ; 5.58, Pierre Emmanuel ; 6.02, Entretiens avec Aldo Naouri (3) ; 6.29, Paule Constant (La Fille du Gobernator).

FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Archives des Rencontres musicales d'Evian. 21.30 Voix souvenirs. Goyescas, de Granados (version française), par le Chœur et l'Orchestre lyrique de la RTF, dir. Jean-Paul Kreder, sol. Micheline Grancher (Rosario), Claudine Collart (Pepa), Jean Mollien (Fernando), Bernard Demigny (Paquiro) (1961). 22.30 Les Greniers de la mémoire. Alfred Jarry. 1. Le Père Ubu. L'écrivain français né en 1873 est le créateur du père Ubu, grotesque et monstrueux personnage mis en scène dans quelques pièces au parler cru et fantasque. Le personnage s'inspira d'un professeur d'Alfred Jarry et la pièce Ubu Roi, déclencha un immense scandale. 23.00 Les Magiciens de la terre. La magie du Duende : avec Mario Bois, auteur du livre Le Flamenco, la danseuse Carmen Amaya, les guitaristes Ramon Montoya et Sabicas, le chanteur El Camaron. - Région Antandroy de Madagascar : l'ensemble vocal et instrumental Vaovy, enregistré au Festival des Musiques métisses d'Angoulême, du 29 ami au 4 juin. 0.05 Les Muses en dialogue. Musique italienne médiévale, par l'Ensemble La Reverdie. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector. Œuvres de Mozart, Molter, Telemann, Corelli, Rossini, Liszt, Schumann, R. Strauss, Bartok, Rabinovitch, Hervé, Milhaud, Bizet, Fauré, Mercadante, Avison, Haendel, Delalande.

Les interventions à la radio

RTL, 18 h 30 : Ségolène Royal, PS, ancien ministre, député des Deux-Sèvres (« Grand Jury RTL-*Le Monde* »).

Le Monde

DIMANCHE 28 - LUNDI 29 MAI 1995

Parole d'Onusien !

par Alain Rollat

CHÈRE ONU ! Maintenant que nous lui avons confié le gardiennage de nos tranquillités, nous vivons dans la félicité. Son dévouement est tel que certains de ses bienfaits passent inaperçus. Il semble que ce soit le cas, en ce moment, du côté de la Bosnie. Le doute nous assaille depuis que nous avons découvert, au fil d'un macabre inventaire télévisé, le visage presque paisible d'un petit garçon blond qui paraissait dormir parmi les victimes du dernier massacre en date, celui de Tuzla, scrupuleusement comptabilisé par nos caméras de surveillance.

Se pourrait-il donc que les artilleurs serbes de Bosnie n'aient jamais entendu parler de la Convention internationale des *droits de l'enfant qui a été adoptée* en 1989 par l'Assemblée générale de notre ONU, et qui a été ratifiée par cent dix-sept pays, dont le leur ? Il s'agit pourtant d'un texte fondamental ! Ne sommes-nous pas devenus les meilleurs juristes de la galaxie ?

Désormais, sur notre planète, *chaque enfant dispose de douze* droits imprescriptibles. En France, dans certaines classes, grâce à du matériel pédagogique fourni par l'Unicef, nos écoliers les apprennent même par cœur : *« 1) J'ai la liberté de penser et le droit d'aller à l'église, à la mosquée ou au temple... 2) J'ai le droit d'aller à l'école, d'avoir accès aux connaissances... 3) Si je suis un enfant réfugié, j'ai droit aux mêmes soins que tous les autres enfants... 4) J'ai la possibilité de dire non... 5) C'est ce que les grands appellent mon intérêt supérieur qui doit guider toutes leurs décisions... 6) J'ai le droit d'avoir des parents, naturels ou adoptifs, de pouvoir bénéficier de leur amour... 7) J'ai le droit de savoir qui je suis, qui sont mes parents, quelle est ma nationalité... 8) J'ai droit à une alimentation convenable et équilibrée pour grandir harmonieusement... 9) Je ne dois pas être enrôlé dans l'armée et, s'il y a la guerre, je dois être protégé... 10) Tout le monde doit me protéger contre les brutalités mentales, physiques, contre toutes les formes d'exploitation... 11) J'ai le droit de chanter, de danser, de jouer, de développer mes dons pour mon plus grand bonheur... 12) J'ai le droit de bénéficier de soins réguliers... »*

Se pourrait-il vraiment que *cette tablette sacrée n'ait jamais* été traduite en serbe ? Elle a pourtant été proclamée par les plus éminents apôtres de notre nouvel « ordre mondial » ! Par ceux-là mêmes qui ne badinaient pas, naguère, avec l'ogre Saddam. Par les frères ou les cousins de ces valeureux soldats de la *paix que nous avons tous vus,* à la télévision, enchaînés comme de vulgaires esclaves, comme on le faisait dans les guerres de jadis... Il était temps que nos courageux gouvernants réagissent ! Ils ont bien raison : si ces mécréants de Bosnie continuent de se comporter de cette façon, il n'y a qu'à les abandonner à leur ignorance. Puisque ces nouveaux Barbares sont aux portes de Venise, qu'ils y restent ! Nous avons bien le droit, nous les adultes civilisés, de dormir encore un peu, non ?

« Libération » poursuivi en diffamation par l'Eglise orthodoxe serbe

Le quotidien avait écrit que celle-ci « cautionnait le nettoyage ethnique »

UN TRIBUNAL parisien pour l'ex-Yougoslavie. Le cadre était trop étroit, le sujet trop grave. On ne saurait débattre des *« crimes contre l'humanité »* entre les murs lambrissés d'une chambre correctionnelle. C'est pourtant bien ce drame qui se profilait derrière chaque phrase, chaque indignation, vendredi 26 mai, lors du procès en diffamation opposant l'Eglise orthodoxe serbe à *Libération*. Le président Jean-Yves Montfort, homme de droit soucieux de contenir les intervenants, osa quelques rappels à l'ordre, mais il comprit vite qu'il aurait du mal à recentrer les propos sur l'article incriminé. Dans un tel procès, ancré dans l'actualité, rien n'est vraiment hors sujet, le contexte importe autant que le texte. Il fut donc question de la Bosnie, de ce qu'il en reste, de ce que les Serbes veulent en faire.

L'article considéré comme diffamatoire date du 12 octobre 1994. Il s'agit d'une analyse signée par Hélène Despic-Popovic, spécialiste *des problèmes yougoslaves à la rédaction* du quotidien. La journaliste, qui a vécu une vingtaine d'années dans ce pays avant d'en être expulsée en raison de sa trop grande curiosité professionnelle, écrit notamment : *« (...) l'Eglise a fini par cautionner le nettoyage ethnique, un pas franchi implicitement par le patriarche Paul lorsqu'il a inauguré le mois dernier un séminaire à Focha, ville jadis à 90 % musulmane dont toutes les mosquées historiques ont été rasées ».*

Une fois à la barre, elle précisa le sens de ses écrits : *« Je n'accuse pas l'Eglise d'avoir commis des crimes mais de soutenir un régime qui, lui, a du sang sur les mains. »* L'Eglise orthodoxe serbe, dénonçant violemment la *« haine aveugle »* de l'auteur, avait dépêché à Paris l'évêque Athanase, du diocèse d'Herzégovine. Ce colosse barbu, tout de noir vêtu, vint s'indigner de ces accusations. A l'entendre, l'Eglise orthodoxe n'a jamais soutenu de la sorte les Serbes de Bosnie dans leur combat contre les Bosniaques. Il précisa, en outre, que le patriarche Paul ne se trouvait pas à Focha pour le séminaire évoqué. Ce point, admis par la défense, fut très vite relégué au second plan car le séminaire, *lui*, avait bel et bien été inauguré dans cette ville *« nettoyée »*.

TÉMOIGNAGES

La partie civile n'ayant fait citer aucun témoin, c'est la défense qui monopolisa l'attention avec huit témoins. Chacun à leur manière, riches de leurs expériences, ils dirent ce qu'ils savaient du rôle de l'Eglise. L'audience prit alors une étrange tournure, comme si l'évêque Athanase, le plaignant, devenait soudain le prévenu.

Il y eut des journalistes, de *Libération*, de *La Croix*, du *Monde*, pour témoigner de la propagande orchestrée par certains dignitaires religieux. Il y eut aussi, entre autres spécialistes de l'ex-Yougoslavie, Paul Garde. Son témoignage fut de ceux qui comptent pour un prévenu.

Faits et déclarations à l'appui, il affirma notamment : *« L'Eglise a pris une part prépondérante au développement du nationalisme serbe. Elle est intervenue pour s'opposer à la signature des plans de paix. L'Eglise en tant que corps n'a pas approuvé le nettoyage ethnique mais elle a approuvé et appuyé la politique qui y conduisait. Il est dans l'intérêt de la propagande serbe que cette guerre passe pour une guerre de religion. »* M. Garde en profita pour signaler que l'évêque Athanase, ci-présent, avait lui-même appelé à de *« nouvelles conquêtes »* territoriales. Le colosse d'Herzégovine, décontenancé par ce retour d'évidences, se contenta d'esquisser une riposte embarrassée.

« Il ne s'agit pas de faire de la dix-septième chambre le tribunal de l'Histoire », assura Mᵉ Nathalie Carrère, l'un des défenseurs de l'Eglise orthodoxe, en préambule à sa plaidoirie. C'est pourtant l'histoire, tout du moins l'histoire immédiate, que son confrère Vladimir Vukadinovic, s'évertua ensuite à juger dans sa propre intervention. L'avocat attitré de la cause serbe en France, emporté par une verve militante et quelques formules peaufinées de longue date, n'eut pas de mots assez cinglants contre l'auteur (*« désinvolture », « légèreté », « absence totale d'enquête »*) et son journal (*« la hargne anti-serbe de* Libération »), mais aussi contre les *« manipulations médiatiques »*. Il parla d'une *« opinion publique outrageusement désinformée »* et d'un *« quarteron d'intellectuels et de commentateurs parisiens »*.

Pareille virulence ne pouvait laisser indifférent Jean-Paul Levy, l'avocat de *Libération*. Par ces propos mêmes, l'accusation venait de se révéler sous son vrai jour, beaucoup moins bonhomme que l'évêque Athanase. Mᵉ Levy, demandant la relaxe de sa cliente, put conclure sa plaidoirie au nom la liberté de l'éditorialiste : *« Ces procès sont menés pour que la presse se taise. »*

Le représentant du ministère public, Marthe Didier, s'est gardé de prendre des réquisitions. Elle a préféré s'en remettre à l'appréciation du tribunal qui devra selon elle *« examiner le contexte de cet article »* et dire également si l'Eglise orthodoxe serbe était habilitée à engager des poursuites en France. Le jugement sera rendu le 23 juin.

Philippe Broussard

Le tournoi de Roland-Garros s'annonce difficile pour les Français

SANTORO-EDBERG, ce sera l'un des chocs du premier tour des Internationaux de France, qui se disputent du 29 mai au 11 juin au stade Roland-Garros. De plus, si Fabrice Santoro parvient à passer le premier tour contre le Suédois, il sera opposé à l'Allemand Michael Stich, tête de série nᵒ 12. A l'exemple de ce cheminement difficile pour Santoro, le tirage au sort effectué vendredi au stade de la porte d'Auteuil n'a pas favorisé les Français.

Cédric Pioline et Arnaud Boetsch *seront opposés respectivement* à deux bons joueurs de terre battue, le Tchèque Karel Novacek et le Suédois Thomas Enqvist.

PROGRESSION

Lionel Roux, lui, rencontrera le Sud-Africain Wayne Ferreira (nᵒ 8) et *Frédéric Vitoux* l'Ukrainien Andreï Medvedev, Jérôme Golmard et Rodolphe Gilbert tombent sur les Espagnols Alex Corretja et Tomas Carbonell. Le sort a été plus clément pour Guy Forget et Olivier Delaitre, qui rencontreront des joueurs qualifiés.

La lutte américano-américaine entre Andre Agassi et Pete Sampras s'annonce, sur le papier, plus favorable au premier. Le numéro un mondial rencontre l'Allemand Karsten Braasch, classé 90ᵉ, et devrait connaître une semaine tranquille.

Numéro deux mondial, Pete Sampras devra dominer l'Autrichien Gilbert Schaller, 24ᵉ mondial, et devrait être opposé au Suédois Jonas Bjorkman, actuellement en gros progrès.

Sergi Bruguera, tenant du titre, devra en découdre face au solide Australien Patrick Rafter, qu'il avait très difficilement battu en cinq sets l'année dernière au deuxième tour de Wimbledon.

Chez les dames, les deux finalistes de 1994, la numéro un mondiale, l'Espagnole Arantxa Sanchez-Vicario, tenante du titre, et la Française Mary Pierce (nᵒ 3), seront très probablement opposées cette fois en demi-finales.

■ ***Le joueur de tennis français* Thierry Guardiola** a causé la surprise en éliminant l'Américain Pete Sampras, nᵒ 2 mondial, 7-6 (10/8), 3-6, 6-2, en demi-finale de l'Open de Haute-Normandie, vendredi 26 mai à Rouen. Guardiola, 151ᵉ mondial, devait rencontrer samedi, en finale de ce tournoi de préparation aux Internationaux de France, le nᵒ 1 mondial, l'Américain Andre Agassi, qui a pris le meilleur sur son compatriote Jim Courier, 6-3, 4-6, 6-4.

SOMMAIRE

SERVICES

DANS LE PROCHAIN NUMÉRO

DOUANIERS SANS FRONTIÈRES : lointaine héritière des fermiers généraux, l'administration bicentenaire a changé de visage. La douane française a quitté ses avant-postes pour faire place à des brigades mobiles et des agents volants.

Tirage du *Monde* daté samedi 27 mai 1995 : 453 859 exemplaires · 3

DANS LA PRESSE INTERNATIONALE

La nécessité d'une solution politique en Bosnie

LE SOIR

La situation était, tout simplement, devenue intenable (...). Seul un électrochoc vigoureux pouvait *la sortir de son coma dépassé (...).* Chacun veut croire à cette valeur thérapeutique des raids aériens. Et croise les doigts pour qu'ils ne débouchent pas, hantise suprême, sur un remède pire que le mal.

HERALD TRIBUNE

Poursuivre dans la voie de la *force – justifiée aussi bien par les* résolutions et les ultimatums de l'ONU que par le carnage qui a eu lieu dans la zone de sécurité de Tuzla – devrait être nécessaire si l'on veut obtenir des résultats. Mais de tels résultats ne pourraient *certainement pas être atteints* sans « casse » du côté des « casques bleus ». Mais ce qui était clair vendredi, c'était qu'un retour au statu quo ante était *quasi impossible.*

THE INDEPENDENT

Quel que soit le résultat de ces raids [aériens], ils ne conduiront pas à une solution militaire (...). L'Occident doit se ressaisir, revenir dès que possible à des conversations avec M. Milosevic, et cesser de prendre des risques terribles et inutiles.

IL SOLE 24 ORE

L'intervention des forces aériennes de l'OTAN en Bosnie est un pas nécessaire (...). Mais naturellement *ces interventions ne* peuvent pas à elles seules retourner la situation. La parole en ce moment n'est pas tant aux armes qu'à la politique.

FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Il semble qu'en Bosnie une nouvelle phase de la guerre se prépare. Jusqu'à présent, les Serbes s'étaient retenus militairement devant les attaques aériennes de l'OTAN, afin de *détendre l'évolution diplomatique* (...). Tant que l'ONU et l'OTAN ne montrent pas une fermeté crédible à l'escalade militaire, mais s'en tiennent à des principes dépassés – médiation impartiale et aide humanitaire –, cette guerre n'aura pas de fin.

■ **UNICEF : dix millions de dollars (environ cinquante millions de francs) ont disparu** des caisses de cet organisme des Nations unies au Kenya, selon une enquête interne. Cette somme représente près du quart de l'aide allouée par l'UNICEF au Kenya, en 1993 et 1994, afin de soutenir son action en faveur des réfugiés venus de Somalie. Pour Emily Booker, porte parole du Fonds des Nations unies pour l'enfance, il s'agit du *« pire scandale de toute l'histoire de l'UNICEF »*. Vingt-quatre membres du bureau de Nairobi ont été contraints à la démission.

■ **JAPON : trois condamnés à mort ont été pendus, vendredi.** La politique du ministère de la justice est de ne jamais annoncer les exécutions. Les médias ont recueilli des informations auprès des familles. Un porte-parole du Forum pour l'abolition de la peine capitale, Yoshihiro Yasuda, a déclaré : *« Les autorités judiciaires ont attendu que l'opinion publique soit focalisée sur les graves crimes de la secte d'Aum Shinri Kyo* (Vérité suprême) *pour procéder à ces exécutions. »* Selon le quotidien *Mainichi Shimbun*, les trois personnes exécutées avaient été condamnées pour meurtre. Il y a actuellement dans les prisons japonaises 56 condamnés à mort.

■ **CHINE : onze nouveaux dissidents ont été interpellés** ou ont disparu au cours des derniers jours en Chine, dont six dans la ville de Hangzhou (est), a annoncé samedi l'organisation de défense des Droits de l'Homme Human Rights in China. L'organisation, dont le siège est à New York, indique que depuis le début, le 16 mai, de l'offensive des autorités contre les milieux dissidents, trente-neuf intellectuels ou dissidents ont été interpellés ou interrogés par la police, parmi lesquels vingt-deux sont toujours sous les verrous.